

٥٤١٠٠٠

DÉBATS

Action sociale

Moins d'enfants maltraités

par Jean-Pierre Rosenczweig

APRÈS la surenchère d'images et de slogans étalés sur nos murs pour faire choc sinon chic, l'inflation des chiffres sur les violences à enfants : 100 000, 150 000 enfants, affirme-t-on, seraient victimes de sévices dont 1 000 décèderaient chaque année. Certes, il est nécessaire de justifier l'appel à la charité publique, mais il y a des limites ! Ce n'est déjà plus une question de crédibilité, mais de désinformation qui peut à terme pervertir les politiques qui nous ont permis, sur un siècle, d'avoir un degré de protection de l'enfance enviable à l'étranger.

Dans la décennie écoulée, c'est avec beaucoup de réticences que les pouvoirs publics, cédant déjà à une dramatisation médiatique pour sensibiliser l'opinion, reprennent les estimations de 50 000 enfants maltraités ou délaissés. En réalité, nul ne sait ce qu'il en est vraiment, même si les professionnels peuvent penser que la violence à enfants n'a pas — et de loin — l'ampleur avancée. Nous ne disposons en l'état d'aucun outil sta-

tistique fiable. La loi votée le 10 juillet 1989 y invite le gouvernement. Il est, certes, regrettable qu'on ait tant attendu.

On ignore surtout comment le phénomène évolue. Quel a été l'impact de la remobilisation engagée notamment depuis 1983 par vagues successives ? On veut quand même croire qu'elle aura porté des fruits. Pour le moins, elle aura permis de faire émerger des situations insatisfaisamment prises en compte jusqu'à par les autorités médicales, sociales ou judiciaires.

L'écran de fumée doit d'autant plus être dissipé que nous sommes confrontés à de vrais enjeux pour la politique de protection de l'enfance et, plus largement, pour l'action sociale.

Première question : pourquoi en dix ans le nombre d'enfants en danger suivis par la justice des mineurs, dont les enfants maltraités ou négligés ne représentent qu'une infime partie, est-il passé de 55 000 à 155 000, alors qu'en nombre les classes d'âge concernées sont restées

stables ? Cette augmentation ne correspond pas à une aggravation objective du sort fait aux enfants dans ce pays. C'est donc bien autre chose qui se joue. Deux phénomènes semblent se combiner : un renvoi vers l'Etat des situations « lourdes » par les départements après la décentralisation et une vision mythique de la justice dont on attend qu'elle résolve miraculeusement les cas dits difficiles.

Bonne conscience à peu de frais

Cette évolution est inquiétante. D'abord, parce que les tribunaux pour enfants, à moyens égaux, ne peuvent plus faire face et ne sont pas en mesure d'offrir aux enfants et à leurs parents les garanties qu'ils ont en droit d'attendre d'eux. Un adolescent qui fuit, se drogue ou est en crise d'identité ne doit pas obligatoirement nécessiter une intervention aussi lourde et affective — en l'état — que la justice. Et puis, surtout, force est de constater que ce sont encore

les familles les plus démunies que l'on « envoie » aux juges. Ce transfert de populations du social vers le judiciaire pose un réel problème pour les libéraux.

Deuxième question : qu'apporte l'arrivée d'une nouvelle génération de bénévoles ? Il ne suffit pas de faire bruler une ligne téléphonique et de s'entourer d'une kyrielle de stars des arts et des médias pour résoudre les problèmes institutionnels. Cette capacité d'acquiescement sur le terrain est plusieurs années ! La puissance publique en sait quelque chose qui a pris le temps de mettre en place, avec un mandat législatif, le service d'accueil téléphonique ouvert le 10 janvier dernier.

Il faut exiger que ceux qui font appel à la générosité publique rendent des comptes financiers, mais également démontrent en quoi ils ont apporté une réponse adaptée aux enfants concernés et à leurs parents. Les projets sur lesquels ils mobilisent l'opinion doivent être clairement et préalablement énoncés.

Troisième question : comment entend-on protéger les enfants en situation fragile ? La prévention de la violence dans la famille, à l'égard des enfants comme des adultes, ne passe pas par des réponses uniquement répressives conduisant à des ruptures. La loi n'est pas coupable de négligences à l'égard des enfants, comme on le laisse à penser. Elle sait punir, mais elle entend d'abord s'attaquer aux causes. Nos comportements sont choqués par la violence familiale ou extrafamiliale, mais l'émotion, pour légitime qu'elle soit n'a jamais rien résolu. La mobilisation de nouvelles énergies ne doit pas nous faire perdre insidieusement l'acquis de quarante ans d'action sociale.

Quatrième question : va-t-on répondre aux travailleurs sociaux qui demandent la clarification des règles du secret professionnel et de leurs responsabilités à l'égard des familles et des institutions ? La multiplication des poursuites pénales à leur encontre ne saurait suffire.

On sent trop que le souci de certains est de se donner bonne conscience à peu de frais. Si nous n'y prenons garde, demain l'action sociale sera vilipendée dans son ensemble. Quelle doit être alors améliorer ses dispositifs, c'est certain. Que tout ne puisse reposer sur elle, c'est sûr. Que des non-professionnels puissent la soutenir, la relayer, la suppléer, oui. Mais qu'on la jette avec l'eau du bain, non. Car par-delà les enfants victimes de sévices, ce sont toutes les personnes, enfants et majeurs, qui pâtiront de la remise en cause d'équilibres forgés par le temps.

Il y a urgence à retrouver sérénité et justesse sur ce sujet avant que la démagogie n'ait fait place vide. Il faut entendre ceux qui peuvent contribuer à une prise de conscience sur un phénomène complexe. Aujourd'hui ils ne franchissent plus la rampe médiatique quand ils se refusent à mettre le sang des enfants à la une. Encore doivent-ils eux-mêmes se convaincre de leur devoir d'informer une opinion qui est prête, quoi qu'on dise, à les entendre. Il est tout aussi indispensable que les responsables politiques réaffirment quelques repères et des exigences communes sur la mission de service public d'aide aux familles en difficulté, qu'elle soit assumée par le public ou le privé, les professionnels ou les bénévoles.

Halte au feu ! La responsabilité est collective.

Jean-Pierre Rosenczweig, ancien juge des enfants, est directeur de l'Institut de l'enfance et de la famille.

BIBLIOGRAPHIE

La Terre-patrie en danger

L'INQUIÉTUDE écologique gagne chaque jour du terrain. Il s'agit d'ailleurs plus d'un trouble que d'une pensée susceptible d'embrayer sur des prises de position officielles. Beaucoup de dirigeants politiques, plusieurs chefs d'Etat de grandes puissances ont fait part de leur alarme à ce sujet. Des conférences sont convoquées... Cependant, on n'a bien souvent affaire qu'à des manipulations de l'opinion, ou à des discussions de technocrates, sans prise sur la réalité. Une menace pèse sur la biosphère : l'avenir de la vie sur Terre est en cause ; tout le monde en convient ; mais il ne s'agit encore, le plupart du temps, que d'une croyance floue. On est tellement habitué au monde tel qu'il est ! Il faudra malheureusement des catastrophes en chaîne, telles que Tchernobyl, la disparition de l'eau potable, l'asphyxie collective, pour qu'un véritable soulèvement de l'opinion sorte les pouvoirs de leur torpeur.

Les cent pages du recueil que publie le Monde diplomatique, sous le titre : « La planète mise à sac » ont le grand mérite de nous permettre de mieux « accommoder » ces questions. Une trentaine d'auteurs, parmi les plus qualifiés dans ce domaine, nous permettent de mieux circonscrire ces problèmes, les tentatives actuelles pour y remédier, leurs implications économiques et politiques et, enfin, leurs prolongements plus généraux, d'ordre éthique et philosophique.

L'idée centrale qui traverse ce dossier est celle de système. S'il y a une menace de dégradation irréversible de la biosphère, c'est que, comme l'écrit Bernard Cassen, « tout se tient : la mort des forêts tropicales, la désertification, les famines, la démographie galopante, le sous-développement, la dette, la détérioration des termes de l'échange Nord-Sud, le modèle productiviste industriel et agricole, les déchets toxiques, la

course au profit ». Et si tout se tient, cela implique qu'on ne pourra pas aborder ces problèmes par un seul côté. Une politique mondiale de sauvegarde de l'atmosphère, décrétant, par exemple, un impôt antipollution — ce qui serait déjà un bel exploit dans le contexte des relations internationales actuelles — n'aurait aucun sens si chaque individu ne renonçait pas à un certain type d'automobile, et à un certain usage des aérosols à base de chlorofluorocarbones (CFC), etc.

Dix milliards d'habitants

Ainsi, pour la première fois de son histoire, l'humanité tient dans ses mains, à l'échelle individuelle et collective, son propre sort. Deux facteurs sont en passe de déstabiliser totalement le système-Terre, qui fonctionne, à sa façon, comme un être vivant, c'est-à-dire qui peut se défendre dans une certaine mesure, mais qui peut aussi disparaître. Ces deux facteurs sont : 1) l'énorme poussée démographique des pays du tiers-monde — qui est principalement liée à leur misère matérielle et culturelle, — 10 milliards d'habitants à l'horizon 2020, poussée synonyme de famine, d'extension catastrophique des villes, etc. ; 2) le caractère insatiable du développement des techniques qui, sous la houlette de l'industrie et de l'économie de profit, est génératrice de misère pour les trois quarts de l'humanité et de pollution pour la terre entière.

Durant des siècles, les hommes ont vécu avec l'idée que les ressources de la nature étaient inépuisables. Mais nous devons prendre aujourd'hui conscience d'une finitude planétaire qui renvoie, d'ailleurs, à notre finitude humaine. Il nous faut nous défaire d'une conscience, ou plutôt d'une inconscience infantile, qui

estime que « tout est permis », « tout finira toujours par s'arranger » et qui est au fondement du « laisser faire » néolibéral. C'est toute une façon de penser et de sentir qui se trouve ici mise en cause. En particulier, le couple autonomie-dépendance au service de la complexité de systèmes qui vivent sur eux-mêmes, mais qui doivent non seulement produire les conditions de leur vie et les reproduire mais aussi en inventer de nouvelles pour faire face au changement : toutes ces problématiques, qu'on retrouve à tous les carrefours de l'écologie, sont appelées à mobiliser la réflexion contemporaine. Pas une réflexion scientifique coupée de toute responsabilité. Comme l'explique avec brio Armand Petijean, il s'agit ici de cultiver l'humanité sous toutes ses formes, d'aller à la rencontre de la différence en train de se différencier, de l'autonomie en train de s'autonomiser. Et cet « aller vers » entraîne une modification essentielle du soi, une sortie résolue hors de la croûte de béton, d'aveuglement, de mauvaise foi qui ne cesse de nous investir, tout spécialement dans le contexte uniformisant des grands médias.

En bref, ce recueil d'articles du Monde diplomatique — ce mensuel devenu, grâce à Claude Julien et à l'équipe dont il a su s'entourer, un véritable bastion de la pensée critique de notre époque, — est un recueil divers, tellement documenté, tellement « pensé », constitue, à son échelle, une amorce de réveil des consciences et des intelligences et un appel à l'invention de nouvelles pratiques politiques et sociales.

FÉLIX GUATTARI

« La Planète mise à sac », « Matière de voir », n° 8, Le Monde diplomatique, mai 1990, 98 p., 38 F.



SCHOPENHAUER ET LES ANNÉES FOLLES DE LA PHILOSOPHIE

Une biographie par Rüdiger Safranski

Rüdiger Safranski n'a pas seulement écrit une passionnante biographie du maître de Francfort, il s'est fait le chroniqueur des « années folles de la philosophie » : ces années où Fichte, Schelling, Hegel et Feuerbach chamboulaient les codes de la pensée.

Collection « Perspectives Origines » dirigée par Roland Jenson, 464 pages - 98 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Intégrons Le Pen

par Arthur

INTÉRIOR le Front national ! Vieilles posologies à la Diogenes : cassons le thermomètre pour faire tomber la fièvre.

Mettez Le Pen en quarantaine, voire hors-le-loi ? Riche idée. De quoi faire doubler son score aux prochaines élections. Le Pen a repris le fonds de commerce du Parti communiste, les petits, les sans-grade, les exclus de la croissance, en y amalgamant sa propre clientèle, extrême droite, catholiques intégristes, nostalgiques de Vichy, petit commerce poudriste. Le tout atteindrait les 15 % du corps électoral. En vertu de quels principes une démocratie peut-elle se permettre de dissoudre 15 % des siens ? Ou vont-ils s'exprimer sans leur tribune ?

Une société, c'est un tout. Comme sur la route, à l'école ou au bureau, on y retrouve les lents, les rapides, les débiles, les virtuoses, les rigoureux et les malins. De bon ou de mauvais gré, chacun supporte l'autre et la société avance cahin-caha. On essaye de n'exclure personne. C'est à Sports que l'on élimine les malformés, à Moscou les « fous » et à Berlin les

simples d'esprit (en attendant mieux...). Ailleurs, on « fait avec ».

Il faut donc intégrer Le Pen, avec patience et dignité, selon la coutume des villages occitans qui intègrent « le fou ravi » sans lui jeter la pierre. Tous les enseignants savent qu'il faut éviter de mettre un perturbateur à la porte d'une classe mais, au contraire, lui donner des responsabilités. M. Le Pen est évident de respectabilité, il souffre de se croire rejeté par les hommes politiques. Utilisons ses compétences : trouvons-lui une occupation indolore, du genre secrétaire d'Etat à l'emploi... de l'imparfait du subjonctif.

Où, nous devrions intégrer Le Pen, à la manière d'un bœuf. La faire digérer par la société. Employer contre lui les armes de la lutte biologique intégrée, comme en agriculture. Mais dans une France sans autre idéal que la consommation et l'argent, où sont les prédateurs naturels du Front national ?

Arthur est journaliste, co-fondateur de la Gazette ouverte.

TRAIT LIBRE



AU COURRIER DU Monde

Des sanctions programmées

Le Monde a rendu compte récemment de la réunion du comité interministériel sur l'intégration qui a pris, entre autres, la décision de renforcer les effectifs des services du ministère de l'Intérieur afin de « doubler le nombre des reconduites à la frontière ».

Depuis quand un Etat de droit doit-il afficher, a priori, le nombre

de gens qu'il se fixe de « sanctionner » ? Va-t-on demain, dans le but de rassurer, annoncer qu'on augmentera le nombre de détenus de cinq mille ? Je crois, naïvement sans doute, que l'objectif d'un gouvernement était d'appliquer la loi.

Le langage n'est jamais neutre. En réalité, ici c'est de racolage dont il s'agit. L'électoratisme sur ces thèmes graves d'immigration, et toujours sous-entendu de racisme, vient, au gouvernement, de franchir certaines limites.

ADRIEN ZELLER
Député (UDC) du
Bas-Rhin

Qu'est-ce qu'un événement ?

En 1985, un jeune soldat égyptien, présenté ultérieurement comme dément, tue sept touristes israéliens dans le désert du Sinaï. Sept juifs tués par un Arabe, quoi de plus banal ? Seules les communautés juives se sont attristées : c'était un non-événement.

En 1990, un jeune Israélien, présenté ultérieurement comme souffrant de troubles psychiques, tue sept ouvriers arabes à Richon-le-Zion. Le monde entier s'émotionne, les populations arabes se soulèvent, le conseil de sécurité de l'ONU se réunit d'urgence : voilà un événement.

CLAUDE FRIEDLANDER
Paris

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Gristet, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amelec, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-28-99 ; Telex 206 808 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISR

جوليا، فيليب

URSS : après une rencontre secrète avec les « radicaux »

Les conseillers de M. Gorbatchev envisagent la formation d'un gouvernement d'« entente nationale »

Une longue séance de travail secrète a réuni, vendredi 1^{er} juin, deux des proches conseillers de M. Gorbatchev et plusieurs grandes figures de l'opposition dite radicale. Théoriquement informelle, cette réunion a très vite débouché sur le constat unanime de la nécessité de rechercher un accord politique entre l'ensemble des forces réformatrices.

MOSCOU

de notre correspondant

L'un des premiers objectifs d'un tel accord serait d'aller à la formation d'équipes gouvernementales d'« entente nationale », tant au niveau de la Fédération de Russie qu'à celui de l'Union soviétique.

Relativement élaborées sur certains points, encore très floues sur d'autres, ces idées relèvent aujourd'hui de la simple logique de la situation. Après l'élection de M. Eltsine à la tête du Parlement russe et l'échec auquel se heurte le projet de réforme économique présenté, il y a dix jours, par le premier ministre, M. Rykov, l'accélération de la marche au changement s'impose en effet d'autant plus qu'elle est devenue possible.

Hier encore, M. Gorbatchev et son équipe devaient, dans leur volonté de « passer au marché », composer avec la résistance des fonctionnaires du plan, des grands conglomérats, des ministères de branches industrielles — bref, de la

quasi-totalité de l'appareil de gestion étatique, tant national que local. Cette résistance, avec la crise lituanienne, explique les hésitations, puis les reculs, dans la définition de cette « radicalisation » des réformes économiques annoncées, le 12 mars dernier, par M. Gorbatchev dans son premier discours de président. Difficile et confus, la bataille s'était finalement soldée par une défaite de l'entourage présidentiel, dont les propositions de « décentralisation » rapide s'étaient perdues dans les eaux tièdes du plan Rykov.

Aujourd'hui, la situation est différente. Non seulement l'entrée en scène de M. Eltsine marque une évolution du rapport de forces en faveur des partisans du marché, mais elle crée une situation dans laquelle M. Gorbatchev doit se replacer en tête du parti du mouvement ou se laisser débordé sur sa gauche.

Eviter à tout prix l'immobilisme

Or, cette fois, l'idée de marché s'est imposée à l'opinion en un temps record : parce que la société soviétique s'est maintenant politisée, que les hommes politiques les plus populaires, ceux qui incarnent le changement radical, en sont d'ardents défenseurs, enfin parce que la crise économique s'est suffisamment approfondie pour que chacun sache que rien n'est plus à craindre que l'immobilisme.

Par le pouvoir des mots, en lan-

çant des idées, M. Gorbatchev crée, depuis cinq ans, des situations de fracture à partir desquelles, d'étape en étape, il remodèle la société soviétique. Notion clé de la vie politique américaine, l'idée de « gestion des crises » se trouve ainsi transformée en gestion par la crise, et le scénario de ces avancées successives est désormais limpide.

A chaque fois qu'il crée une nouvelle menace pour l'ordre ancien, M. Gorbatchev laisse voir qu'il demeure néanmoins, pour le parti de l'ordre, un pis-aller — l'homme sans lequel la défaite serait plus cuisante encore — et fait donc officialiser sa victoire par ceux-là mêmes qu'il a défaits. C'est ainsi que le comité central du PC a accepté, dans la rage et la désignation, les élections libres, le multipartisme et, depuis peu, le marché. C'est également ainsi que les plus belliqueux des conservateurs n'ont tout simplement plus prôné aujourd'hui le retour au monopartisme ou au modèle économique stalinien et se contentent d'exiger, dans l'indifférence générale, que tout se fasse « sur la base du socialisme ».

De même aujourd'hui, l'équipe de M. Gorbatchev veut, comme à son ordinaire, tourner le blocage en impulsion, tente maintenant d'utiliser l'élection de M. Eltsine et l'échec du plan Rykov pour une relance simultanée des passages au présidentialisme et au marché.

Maintenant que les demi-mesures de M. Rykov ont donné force à l'idée — celle précisément

des conseillers de M. Gorbatchev — qu'il fallait commencer par les changements structurels et s'attaquer ensuite aux prix, on peut envisager que le futur premier ministre est l'homme d'une réforme radicale.

L'échéance du congrès du PC

Vendredi dernier, au cours de cette réunion secrète, on a donc été jusqu'à envisager des noms et ébaucher un calendrier tout en restant conscient que rien n'est joué.

Car il y a maintenant, première difficulté, un problème Gorbatchev. Comme tous les hommes de vision entrés de leur vivant dans l'histoire, le président soviétique ne supporte en effet pas d'être contesté sur son propre terrain. Autant il sait jouer avec les conservateurs et les éliminer en douceur, autant les « radicaux » lui sont

insupportables, car il a tendance à penser qu'ils ne sont, dans son entreprise, que les mouches du coche. M. Gorbatchev doit donc maintenant démontrer son aptitude à supporter la concurrence ouverte et à dialoguer avec des hommes dont l'ambition est de le remplacer, qui ne l'aiment pas et auxquels il le rend bien. Deuxième difficulté : le temps. Le congrès du parti s'ouvre début juillet. Il faut, pour changer le gouvernement, réunir les deux mille deux cent cinquante députés du Parlement fédéral. Tout se téléscopie et peut donc échouer, d'autant que personne ne sait très bien quoi faire et comment, au congrès du parti — « le dernier » comme on dit dans tout Moscou.

Troisième et dernière difficulté : les Soviétiques sont devenus acteurs de leur scène politique. Beaucoup de choses — les affronte-

ments de lundi en Kirghizie le montrent — peuvent se passer en un mois, et cette incertitude n'est pas simplifiée.

Si compliqué pourtant que soit le tableau, deux éléments fondamentaux incitent à l'espoir. Le premier est que personne n'a le choix. Ni M. Gorbatchev, ni M. Eltsine, ni aucun député d'aucun des nombreux Parlements soviétiques ne peuvent aujourd'hui se permettre l'insouciance car l'incendie menace partout. A ne pas savoir vivre ensemble, c'est ensemble qu'on serait balayé dans le chaos.

Plus important encore, M. Gorbatchev revient rassuré des États-Unis. Il a pu vérifier — et laisser voir — que malgré l'Allemagne et la Lituanie, M. Bush ne voulait aucunement ajouter des difficultés extérieures à ses nombreuses difficultés internes.

BERNARD GUETTA

terains pour la construction de maisons individuelles. Un groupe de Kirghizes avait décidé d'utiliser des champs d'une exploitation agricole d'Etat pour construire des logements, tandis que des Ouzbeks exigeaient des terres. Le général Viktor Gontcharov, ministre de l'Intérieur de la République, a été nommé commandant du territoire concerné, indique Tass. La région est peuplée à plus de 50 % de Kirghizes, les Ouzbeks représentant un tiers de la population. — (AFP.)

M. Ivachko, président de l'Ukraine. M. Vladimir Ivachko, chef du Parti communiste ukrainien et considéré comme un conservateur, a été élu à la présidence de la république d'Ukraine, lundi 4 juin, par 278 voix contre 52 sur les 450 députés du parlement ukrainien. Les 110 parlementaires réformateurs et nationalistes ont refusé de voter et ont quitté la salle du Parlement pour protester contre le cumul des fonctions de secrétaire général du PC et de président.

Les Hongrois de Roumanie premier parti d'opposition

Le vote massif de la minorité hongroise contre M. Iliescu et pour l'Union démocratique des Magyars de Roumanie risque d'élargir le fossé entre les deux communautés

TIRGU-MURES

de notre envoyé spécial

Comment croire, en arrivant ici que cette ville a été il y a plus de deux mois le théâtre de violences qui firent plusieurs morts à la suite d'affrontements barbares entre deux communautés — les Roumains d'origine hongroise et les Roumains roumains — qui composent à parts égales la population de la cité ? Le voyageur qui quitte Bucarest ne peut qu'être frappé par la nonchalance presque élégante de Tirgu-Mures, où même la place du centre-ville semble avoir échappé à la détestable habitude des « parades » roumaines de la période Ceausescu, à savoir de construire systématiquement ce qui pouvait se faire de plus laid et de plus mal commode.

Voilà même que les Renault 12 Dacia, pratiquement l'unique modèle de voiture que l'on voit en Roumanie, ont l'air, ici, un peu moins ravagés qu'ailleurs. Quant à la population, difficile pour l'œil non averti de remarquer le moindre écart entre les communautés. Seuls tranchent les « Taigames hongrois » — chapeaux noirs et moustache fière des hommes, costume bigaré des femmes — et, de temps en temps, une chevelure blonde ou rousse et des yeux bleus, si rares dans la laïné roumaine.

Un score inespéré

Tirgu-Mures pourtant n'est pas tranquille. D'abord parce que la ville ne se sent pas à l'abri de nouvelles flambées de violence. « Le terrain est favorable à de tels actes », explique Smaranda Enache, directrice du théâtre de marionnettes de la ville, une Roumaine mariée à un Hongrois : « Dans toutes nos histoires on trouve des héros roumains qui ont tué des Hongrois et des héros hongrois qui ont tué des Roumains. »

Les résultats des élections du 20 mai ont aussi, paradoxalement, accru l'inquiétude des Hongrois de la région. Paradoxalement, car l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR) a réalisé un score inespéré puisque, avec environ 7,3 % des suffrages, elle vient certes loin derrière le Front de salut national (FSN) du président Iliescu, mais se trouve être maintenant le premier

parti d'opposition. Ainsi, à Tirgu-Mures, l'UDMR a recueilli 41,9 % aux élections des députés et Iliescu « seulement » 60,3 % des voix à l'élection présidentielle.

« J'ai un œil qui rit et un œil qui pleure », explique Domokos Geza, le président national de l'UDMR, car, et je suis content de constater l'unité et la confiance que nous ont témoignés les Magyars de Roumanie, je suis en revanche peiné des faibles résultats des autres partis d'opposition et de la présence massive du Front.

L'immense majorité des Hongrois de Transylvanie — leur vote aux élections présidentielles en faveur du candidat libéral Radu Campeanu le prouve aussi — font en effet de moins en moins confiance au Front de salut national, d'où leur crainte de devenir la principale cible du FSN. D'ici, certains éditorialistes de journaux proches du pouvoir lisent entendre que, si l'immense majorité des Roumains ont voté pour Iliescu, les Hongrois, eux...

« Tout était pourtant possible en décembre, commente Smaranda Enache, car le miracle pour la première fois s'était produit : Hongrois et Roumains luttaient ensemble pour le même drapeau roumain. » Et puis le Front — campagne électorale obligée — n'a pas tenu ses promesses de décembre : ses liens avec l'organisation roumaine ultranationaliste Vatra Romanasca, la parodie des mesures adoptées, notamment sur l'enseignement, en faveur des minorités, ont indisposés les Hongrois de Roumanie, qui sont inquiets du programme général des dirigeants de leur pays, sur l'économie par exemple.

« Car si on nous regarde toujours comme les représentants d'une minorité, on oublie de considérer le reste de notre programme », déclare ainsi Istvan Kiraly, quarante-trois ans, vice-président de l'UDMR du département de Turis qui rit beaucoup lorsqu'on lui rapporte les propos du dirigeant du Front de salut national de la ville, selon lesquels des Hongrois figureraient sur la liste électorale du FSN. « Où sont-ils, ces Hongrois ? Où sont-ils ? » demande-t-il en regardant les listes. Pour Istvan Kiraly, l'Union pourrait s'autodissoudre « le jour où nous aurons des garanties pour une réelle démocratie ». Ce qu'il revendique ? D'abord l'existence d'institutions culturelles propres. « Si nous trouvons naturel que tous les Hongrois de Roumanie parlent le roumain, les

enfants devraient tous aller d'abord à l'école dans leur langue maternelle ; nous souhaitons rétablir l'université en hongrois qui existait auparavant. »

La tentation de l'exode

Autre revendication : l'égalité face à la loi. « Un exemple de cette injustice actuelle, le 20 mai pour les élections, sur les vingt juges qui dirigeaient les opérations dans les bureaux de vote, il n'y avait que deux Hongrois. »

Les Hongrois de Roumanie rejettent aussi l'« embargo » qui, selon eux, frappe, à la télévision notamment, la politique de Budapest. « Ce sont quand même les Hongrois qui les premiers ont reconnu le gouvernement provisoire de décembre, et le ministre des relations extérieures a été le premier à venir ici. On ne le pratiquement pas montré, comme on passe sous silence l'aide alimentaire, fournie par la Hongrie. »

Cette Hongrie toute proche attire de plus en plus les Hongrois de Roumanie. L'exode a certes été moins important que pour les Allemands du pays qui, de 1 million avant la révolution, ne sont plus maintenant que 200 000. Et encore, 80 % de ceux qui restent demandent des visas à l'ambassade d'Allemagne. Pour le moment, « seulement » 30 000 Hongrois de Roumanie ont quitté le pays, mais le mouvement semble régulier et touche avant tout les intellectuels. « Sur les douze acteurs de la section hongroise du théâtre de marionnettes, il ne m'en reste plus que quatre », explique Smaranda Enache.

Dan, dix-huit ans, vendeur de journaux, blond comme les bœufs, qui le matin même s'est fait bousculer par des fanatiques roumains parce qu'il vendait le journal de Timisoara, n'a qu'un objectif : partir. « Avant la révolution j'étais tout de même en enfer en Hongrie mais j'ai été repris et frappé par les gens de la Securitate. Pendant trois mois je n'ai pas pu marcher. Mais la prochaine fois, je réussirai. »

JOSE-ALAIN FRALON

POLOGNE

M. Lech Walesa cherche à contrôler Solidarité d'une main ferme

Un an exactement après le triomphe de Solidarité aux élections polonaises, les luttes de personnes et de tendances au sein du mouvement de Lech Walesa éclatent au grand jour. Elles viennent de culminer avec une lettre de M. Walesa, rendue publique lundi 4 janvier, par laquelle le président de Solidarité a retiré son soutien à M. Adam Michnik, théoricien du mouvement, et directeur du quotidien *Gazeta Wyborcza*.

Candidat à la présidence de la République dès que l'occasion s'en présentera, M. Walesa paraît pour l'instant décidé à reprendre en main Solidarité ; cette reprise en main passe d'une part par le contrôle de l'aile gauche du mouvement, appelée aussi la « gauche laïque », dont les chefs de file sont M. Adam Michnik et le professeur Bronislaw Geremek, et d'autre part par l'annexion, une fois pour toutes, de la direction du mouvement à Gdansk, par opposition aux velléités d'autonomie de « ceux de Varsovie ».

Première étape de l'offensive de Lech Walesa : son secrétaire, Krzysztof Puz, téléphone la semaine dernière à Adam Michnik à Gdansk, lui proposant, assez gêné, de se mettre d'accord à l'amiable avec M. Walesa sur une éventuelle démission de son poste de direc-

teur du grand quotidien. L'affaire filtre et mobilise toute la rédaction autour de son chef prestigieux, Adam Michnik. Celui-ci n'a pas caché ses divergences récentes avec M. Walesa, dont les ambitions présidentielles ne l'enthousiasment guère.

Deuxième étape : Lech Walesa révoque au cours du week-end, par un simple message adressé par télex, le député Henryk Wujec, de son poste de secrétaire des Comités civiques, émanation électorale de Solidarité, et dont le président Zdzislaw Najder, est un homme de Walesa. Le problème est que M. Wujec, dirigeant historique du mouvement, et très respecté en Pologne, a été élu par l'organisation à ce poste, alors que M. Najder a été simplement nommé par Lech Walesa. Qu'importe, Walesa persiste et signe : « Député Wujec, tu peux le considérer comme révoqué », insiste un second message de Gdansk. Le motif invoqué est la réorganisation du mouvement, avec une volonté de séparer plus nettement les structures du syndicat, celles des Comités civiques et celles de l'OKP, le groupe parlementaire de Solidarité, dirigé par M. Geremek et dont Henryk Wujec se trouve aussi être secrétaire.

Gazeta crie à la « monarchie absolue », ce qui n'aura certainement pas été du goût de celui qui était visé par cette expression, Lech Walesa. Le président de Solidarité semble aujourd'hui insister pour qu'Adam Michnik quitte la

direction du journal, ou bien que *Gazeta* cesse de se présenter comme l'organe du mouvement et en abandonne la devise imprimée sous son titre : « Pas de liberté sans Solidarité. »

Abandonné par ses anciens conseillers, tous occupés aujourd'hui à de hautes responsabilités, Lech Walesa est entouré par des hommes qui ne font pas partie du cercle historique de Solidarité, comme Zdzislaw Najder ou les frères Kaczynski, qui ont lancé le mois dernier une plateforme du centre, ébauche peut-être d'un parti présidentiel. Cela tourne à la politique politicienne, et les Polonais pour l'instant n'y comprennent pas grand chose.

S. K.

« TCHÉCOSLOVAQUIE : alerte à la bombe. — Le métro de Prague a été paralysé pendant une demi-heure lundi 4 juin à la suite d'une alerte à la bombe. Une personne avait averti par téléphone qu'une bombe allait exploser à la station de métro Florenc pour « venger les communistes ». Samedi 2 juin une bombe avait explosé sur la place de la vieille ville en plein centre de Prague, blessant dix-huit personnes, dont quatre sont toujours à l'hôpital (le Monde du 5 juin). Le porte-parole du mouvement du Forum civique a craint que des forces liées à l'ancien régime communiste ne commettent un nouvel attentat afin de déstabiliser la démocratie avant les élections du week-end. — (AFP.)



DICTIONNAIRE DES NATIONALITÉS ET DES MINORITÉS EN U.R.S.S.

par Roger Caratini

Des Abkhazes aux Lotons, des Estoniens aux Zyriènes, de A à Z, la centaine de peuples qui composent ou décomposent le monde soviétique.

Un volume broché, 272 pages, 145 F.

Déjà parus dans la même collection :

Les grandes dates des États-Unis.

Les grandes dates

de l'Europe communautaire.

LES ESSENTIELS DE LAROUSSE

EUROPE

ITALIE : du fait du trop grand nombre d'abstentions

Le référendum sur la chasse et les pesticides a été annulé

ROME

de notre correspondant

Un peu plus de quarante-six millions d'électeurs convoqués aux urnes, un peu moins de vingt-six millions d'abstentionnistes. Pour les écologistes, qui avaient initié ce triple référendum contre la chasse sans frein et les pesticides sans mesure, le verdict du corps électoral est sans appel. Même si plus de 90 % des votants se sont prononcés en faveur de l'initiative des Verts, la règle des référendums d'initiative populaire - c'est-à-dire suscités par au moins cinq cent mille signataires de pétitions - est claire : la moitié au moins des électeurs inscrits sur les listes doivent participer à la consultation, faute de quoi le vote est nul et non avenue.

D'ores et déjà, plusieurs partis dont la Démocratie chrétienne remettent en cause le principe même de ce type de démocratie directe et d'autres, comme le Parti socialiste, qui avait pourtant, à l'origine, soutenu l'initiative des Verts, suggèrent que soit élevé le quorum de pétitionnaires populaires à partir duquel la Cour constitutionnelle peut ordonner la consultation. 56 ou 57 % d'abstentions, cela ne s'était jamais vu dans un pays qui vote généralement à plus de 80 % et qui se passionne pour la moindre municipale partielle.

Le mouvement écologiste en Italie est profondément frac-

tionné entre une aile gauche, minoritaire, et des organisations plus conservatrices qui, elles, ne militent pas pour une remise en question générale de la société et de ses structures de production. Les Verts italiens manquent à la fois d'une stratégie globale et de leaders crédibles au plan national. L'addition de deux questions sur la chasse et d'une troisième sur les pesticides, résultat de ces faiblesses et de ces divisions.

La triple question a en outre incité les chasseurs et les agriculteurs, en principe adversaires, à refuser tout débat, à s'allier et à militer de concert pour l'abstention.

Séparément les lobbies de la gâchette et de la phylloxéra sont déjà puissants. Ensemble, ils étaient imbattables car les médias, sont contrôlés soit par les partis politiques, soit par les grands groupes industriels. Résultat : le triple référendum a rencontré le minimum d'écho dans un pays pourtant surmédiatisé.

Les grands partis qui ne souhaitent pas mettre à dos ni les chasseurs ni les agriculteurs - des millions de voix - n'ont donné aucune consigne de vote, ou alors vagues et contradictoires y compris dans des organisations jadis monolithiques comme le PCI. Bref la consultation s'est trouvée dépolitisée avant même d'avoir lieu et cela, en Italie, ça ne pardonne pas.

PATRICE CLAUDE

SUISSE : les suites de l'affaire Kopp

La police fédérale recensait tous les télégrammes à destination de la RDA

BERNE

de notre correspondant

Les nouvelles révélations faites, vendredi 1^{er} juin, par la commission d'enquête parlementaire (CEP) créée à la suite de l'affaire Kopp ont suscité des réactions encore plus indignées en Suisse que la publication des premières conclusions de cette commission, en novembre dernier.

Dans un rapport complémentaire, la CEP a relancé la contro-

verse en indiquant que le ministre public de la Confédération avait collaboré avec les PTT, les douanes, des entreprises privées et même une banque, pour établir des fiches de renseignements.

Ayant décidé de reprendre ses investigations après la mise à jour de nouveaux fichiers au début de l'année, la CEP a découvert que, de 1969 à 1986, tous les télégrammes expédiés de Suisse en Allemagne de l'Est avaient été recensés par la police fédérale. Des renseignements étaient collectés sur des titulaires de boîtes postales ou de comptes de chèques postaux, sur les versements à des organisations politiques ainsi que sur des abonnés à certains journaux.

Le ministre public a procédé pendant plusieurs années à des investigations systématiques afin de déterminer l'identité des destinataires ou des expéditeurs d'envois postaux à l'étranger.

« Parmi ceux-ci, précise le rapport, figure un très grand nombre de scientifiques, de collectionneurs de timbres, de participants à des concours ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

GRANDE-BRETAGNE

La Chambre des lords refuse l'ouverture de procès contre les criminels de guerre nazis

La Chambre des lords a rejeté lundi 4 juin, par 207 voix contre 74, une loi précédemment votée à une majorité écrasante par les Communes qui aurait permis l'ouverture de procès contre les criminels de guerre nazis réfugiés en Grande-Bretagne.

LONDRES

de notre correspondant

Les opposants à ce texte, parmi lesquels l'ancien premier ministre travailliste Lord Callaghan, ont estimé qu'il n'est pas possible de procéder à un jugement équitable plus de quarante-cinq ans après les faits.

La loi, soutenue par M^{re} Thatcher, aurait aligné la législation britannique sur celle de la plupart des pays européens qui ont voté l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité. Elle peut encore être imposée par les Communes si celles-ci procèdent à un nouveau vote l'an prochain et invoquent une règle très rarement appliquée qui les dispenserait de l'approbation des Lords.

C'est la première fois depuis 1949 que la Haute Chambre repousse intégralement un texte voté par les Communes. La loi rejetée découle d'un rapport rédigé l'an dernier à la demande du gouvernement par deux hauts magistrats à la retraite qui avaient conclu que les éléments disponibles étaient suffisants pour poursuivre en justice trois personnes vivant en Grande-Bre-

tagne et demandant l'ouverture d'enquêtes pour soixante-quinze autres cas.

Le débat chez les Lords a été un des plus passionnés de ces dernières années. Lord Shawcross, qui était procureur général en 1948 lorsqu'il fut décidé de ne plus procéder à de nouveaux procès pour crime de guerre, a estimé que les jurés ne pourraient pas se faire une opinion sur la crédibilité de témoins affirmant avoir reconnu leurs anciens bourreaux.

L'impossible oubli

Lord Kagan, rescapé d'un camp de concentration en Lituanie, a au contraire affirmé qu'il était impossible d'oublier le visage des gardiens, même après quarante-cinq ans.

Lord Jakobovits, grand rabbin de Grande-Bretagne, s'est également prononcé en faveur de la loi. « Certains des opposants à ce texte sont parmi les plus surs amis du peuple juif. Mais je dois ajouter que c'était aussi le cas pour certains de ceux qui prénaient la conciliation avec les nazis dans les années 30 », a-t-il affirmé. Lord Jakobovits a fait allusion, comme d'autres orateurs, au regain d'antisémitisme en Europe, ajoutant que le vote des Lords serait perçu à l'étranger comme un « indicateur du climat moral » en Grande-Bretagne.

DOMINIQUE DHOMBRES

■ BELGIQUE : démission du chef des services spéciaux. - L'adjudant général de la Sûreté de l'Etat belge, M. Albert Raes, cinquante-huit ans, a présenté lundi 4 juin sa démission au ministre de la justice, qui l'a acceptée. Le chef des services spéciaux a été inculpé dans sa lettre de démission « le manque de confiance qui entoure la Sûreté de l'Etat ». Depuis plusieurs mois, M. Raes était accusé, notamment par la presse socialiste flamande, d'avoir couvert le comportement de certains de ses subordonnés qui, sous prétexte d'infiltrer les milieux d'extrême droite, auraient pris part à leurs activités. - (AFP)

■ IRLANDE DU NORD : assassinat d'un catholique. - Un catholique âgé de soixante ans a été assassiné par balles et ses deux fils blessés, l'un grièvement, lundi matin 4 juin, lors d'une attaque terroriste à leur domicile près de Portadown, dans le comté d'Armagh. Les agresseurs ont pris la fuite à bord d'une camionnette volée, qui a été retrouvée peu après complètement brûlée. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

ASIE

CHINE : l'anniversaire du massacre de la place Tiananmen

Nervosité des autorités et quadrillage policier

Pour la deuxième nuit consécutive, la capitale chinoise s'est retrouvée, de lundi soir 4 juin à mardi matin 5 juin, sous un véritable état de siège non déclaré, avec des forces de sécurité extrêmement nombreuses déployées à travers la ville dans le but d'empêcher toute manifestation à l'occasion du premier anniversaire du massacre de Pékin.

PÉKIN

de notre correspondant

Rien ne s'est passé, on fin de compte. A l'intérieur du campus de l'université de Pékin (Beida), où des centaines d'étudiants avaient, la nuit précédente, défilé l'interdit, le calme régnait si l'on excepte quelques cris fusant des drapeaux et une bouteille fracassée par-ci par-là... En revanche, les milliers de membres des forces de sécurité sous divers uniformes, ainsi que de miliciens de quartier en chemise et brassard rouge, se partageant la ville comme autant de zones d'intervention, vérifiant l'identité de tout passant - il s'en trouvait fort peu - conféraient à Pékin l'allure d'une capitale de fin de règne. Certaines unités se déplaçaient en compagnie d'hommes se présentant comme des ouvriers, coiffés du casque jaune de chantier.

Ce dispositif d'envoûtement nullement l'expression de l'autorité institutionnelle, mais plutôt celle d'un état d'urgence à faire régner cette terreur feutrée en laquelle le régime a trouvé la seule réponse à sa impopularité. Sous nos yeux, des miliciens s'affairaient même, non loin de la place Tiananmen, à fouiller ayant l'immatriculée de l'état-major général de l'armée.

Reportages « Illicites »

Au moment d'investir le quartier des universités, des groupes de soldats habillés en policiers anti-émeutes ont une nouvelle fois harcelé les journalistes étrangers, photographes et cameramen en particulier, forçant les uns à quitter les lieux à la pointe du fusil, ajoutant pour d'autres, qui tardaient à obtempérer, des coups de crosse bien sentis.

Le ministère des affaires étrangères a accusé « un petit nombre de correspondants étrangers » de se livrer à des « activités de reportage illicites » à l'intérieur des

campus, et d'entretenir « des relations avec des individus chinois s'adonnant à des actions illégales » dans le but de « s'ingérer dans la politique intérieure chinoise ». Fait inhabituel, il a refusé par avance de prendre en considération toute protestation des correspondants étrangers sur les brutalités dont certains d'entre eux ont fait l'objet.

Mardi matin, la place Tiananmen était ouverte au public. La capitale retrouvait son aspect habituel et ses encombrements. La situation est toujours aussi « stable » en Chine.

FRANCIS OERON

La « profonde préoccupation » de M. Bush

Tandis que des manifestations étaient organisées dans différentes capitales de l'Est - Moscou, Prague, Bucarest, Berlin-Est, Oulan-Bator - et à Hongkong pour célébrer l'anniversaire du massacre de la place Tiananmen, le président américain a exprimé lundi 4 juin sa « profonde préoccupation » devant le « manque de respect » de Pékin pour les droits de l'homme.

M. George Bush a réitéré son appel aux dirigeants chinois pour qu'ils cessent leur répression et recourent sur la voie des réformes politiques, propos qui avaient déjà par le passé suscité la colère de Pékin. Le même jour, l'ambassadeur de Chine à Washington a été convoqué par le département d'Etat pour protester contre les brutalités exercées envers des journalistes étrangers à Pékin.

La politique d'apaisement de M. Bush continue de lui valoir de sévères critiques. Le sénateur Mitchell, chef de majorité démocrate au Sénat, l'a notamment accusé lundi d'encourager, par des concessions, la politique de répression de Pékin : « Le peuple chinois doit savoir que le silence du président ne signifie pas l'approbation de tous les Américains », a-t-il déclaré.

Pour sa part, la dissidente Chai Ling a reproché à M. Bush d'avoir renouvelé en faveur de Pékin la clause de la nation la plus favorisée. « A peine cette nouvelle a-t-elle été connue que trois (anciens) étudiants de la faim ont disparu. Plusieurs étudiants ont été arrêtés et environ vingt personnes exécutées dans le sud de la Chine », a-t-elle dit. - (AFP, Reuter, AP, UPI)

Les relations indo-pakistanaïses

New-Delhi retire des troupes de la zone frontalière

NEW-DELHI

de notre correspondant

Une certaine désescalade de la tension entre l'Inde et le Pakistan a été confirmée par des experts militaires occidentaux. « Probablement deux régiments, soit environ de 2 000 à 2 500 hommes ont été retirés, mais on ne peut exclure qu'il s'agisse d'une simple relève », dit-on. On précise de même source que M. V. P. Singh refuserait le principe d'une rencontre avec son homologue pakistanais tant que des mesures significatives n'auraient pas été prises « sur le terrain » par Islamabad. Le secrétaire d'Etat pakistanais aux affaires étrangères, M. Tanvir Ahmed Khan, avait indiqué lundi qu'Ismaïlabad répondrait à toute initiative de New-Delhi pour réduire la tension et que si l'Inde retirait ses troupes, le Pakistan était prêt à envisager une normalisation des relations.

■ PHILIPPINES : les militaires américains autorisés à rapatrier leurs familles. - Les militaires américains ont été autorisés à rapatrier leurs familles, a indiqué lundi 4 juin, un porte-parole du Pentagone. Cette mesure, a-t-il précisé, est entrée en vigueur après l'assassinat, en mai par des rebelles communistes, de deux militaires américains pris de la base aérienne de Clark. - (AFP)

■ CAMBODGE : relance des combats. - Les Sihanoukistes ont affirmé, lundi 4 juin, avoir pris un chef-lieu de district, celui de Stung Thom, au nord-ouest de Phnom-Penh. A Tokyo entretemps, des négociations inter-cambodgiennes, ouvertes lundi en vue de décréter un « cessez-le-feu sur place », étaient dans l'impasse mardi matin, les Khmers rouges n'ayant pas envoyé de représentants. - (AFP, UPI)

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
CERTIFICATES ACCEPTED BY RECOGNIZED JEWELLERS
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour tous renseignements
Schepstraat 17 - 2018 Antwerpen
Tél. 03/222.07.50 Belgique

AFRIQUE

Les rebelles encerclent l'aéroport de Monrovia

DIPLOMATIE

M. Baker et Chevardnadze pour leur discussion sur P...

Le ministre des Affaires étrangères américain, James Baker, et le ministre soviétique des Affaires étrangères, Evgueni Gromyko, ont eu mardi 5 juin une discussion téléphonique de deux heures à propos de la situation en Tchétchénie. Les deux ministres ont convenu de se rencontrer à Paris le 6 juin pour discuter de la situation en Tchétchénie et de la possibilité d'un cessez-le-feu. Baker a déclaré que les États-Unis étaient prêts à faciliter une médiation entre les deux camps, mais que cela dépendait de la volonté des parties. Gromyko a répondu que la Russie était prête à discuter de toute proposition de paix, mais qu'elle devait être basée sur le principe de l'indivisibilité du territoire.

Le message de M. Gorbatchev aux indiens

« Venez. l'URSS est un...

Le président soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a adressé mardi 5 juin un message télévisé aux citoyens de l'Union soviétique. Il a souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre les problèmes du monde et a appelé les citoyens à soutenir le gouvernement dans sa lutte contre le terrorisme et le crime organisé. Gorbatchev a également mentionné la situation en Tchétchénie et a déclaré que la Russie était prête à discuter de toute proposition de paix, mais qu'elle devait être basée sur le principe de l'indivisibilité du territoire.

M. Philippe Pétit

ambassadeur à La Havane

M. Philippe Pétit, ancien ambassadeur en Espagne, a été nommé ambassadeur de France à La Havane. Il a pris ses fonctions le 4 juin.

SF

10F

deux.

Juste, in Lito

AFRIQUE

LIBERIA : alors que les Etats-Unis « lâchent » le président Doe

Les rebelles encerclent l'aéroport de Monrovia

Les rebelles qui luttent pour renverser le régime du président Samuel Doe ont encerclé l'aéroport international de Robertsfield, situé à 55 kilomètres à l'est de Monrovia. Les cinq dernières compagnies aériennes qui desservait encore cet aéroport ont suspendu, lundi 4 juin, leurs opérations. Les marines américains, à bord de six navires croisant au large du Liberia, ont reçu pour instruction « d'être prêts à évacuer des citoyens américains si la situation se détériore », a déclaré le porte-parole du département d'Etat.

Le président Doe a lancé, lundi, un appel à une intervention internationale. « Nous voulons que tous les pays épris de paix, dont votre bon pays, viennent à l'aide du peuple libérien », a-t-il déclaré à la chaîne de télévision américaine

CNN. « Le peuple de ce pays souhaite que les Etats-Unis fassent quelque chose pour arrêter cette effusion de sang », a-t-il ajouté. Il a, en outre, démenti des informations selon lesquelles nombre de ses soldats déserteraient Monrovia et se réfugièrent au Sierra Leone voisin alors que les rebelles dirigés par M. Charles Taylor ont établi leur quartier général à Buchanan, port situé à une centaine de kilomètres au sud de la capitale.

Les quelque deux mille marines n'interviendront pas dans les combats entre les troupes gouvernementales et les rebelles, a indiqué un responsable du département d'Etat. « Les Etats-Unis critiquent depuis longtemps les violations des droits de l'homme du régime du président Doe et ont progressivement réduit leur aide au Liberia », a-t-il déclaré. — (AFP)

Entamant une tournée dans treize pays

M. Nelson Mandela passera trente-six heures à Paris

M. Nelson Mandela, vice-président du Congrès national africain (ANC), a quitté l'Afrique du Sud, lundi 4 juin, pour une tournée de six semaines qui le conduira dans treize pays, en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique. Il sera en France les 6 et 7 juin. Mercredi soir, à 21 heures, le dirigeant nationaliste se rendra sur le parvis des libertés et des droits de l'homme, place du Trocadéro, où il sera accueilli par le président de la République et M. Mitterrand et où il prononcera le seul discours de sa visite.

Le violoniste de jazz Didier Lockwood, le groupe africain Toure Kunda et la chanteuse Grace Bumbrey animeront cette soirée ouverte au public.

Le lendemain, à 17 heures, il dialoguera avec les députés à l'Assemblée nationale et sera reçu à l'Elysée par M. Mitterrand ainsi que par M. Michel Rocard à Matignon. Son séjour ne durera que trente-six heures avant la prochaine étape : la Suisse. Le leader nationaliste se rendra également en Italie pour une audience avec le pape, en

Allemagne fédérale, à Strasbourg au Parlement européen, puis au Canada et aux Etats-Unis où il visitera sept villes, dont New-York, avant de revenir en Irlande puis en Grande-Bretagne et d'achever ce périple par quatre pays africains : l'Ouganda, l'Ethiopie, le Kenya et le Mozambique. Son retour en Afrique du Sud est prévu le 18 juillet, jour de son soixante-douzième anniversaire. Lundi 4 juin, M. Mandela a fait une halte au Botswana.

■ **MOZAMBIQUE** : disparition de deux délégués de la Croix-Rouge. — Deux membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Thierry Tribotet et Brigitte Kehr, ont disparu, vendredi 1^{er} juin, dans la province centrale du Zambeze. Leur véhicule a été retrouvé incendié. On craint qu'ils aient été pris en otages par les guérilleros de la RENAMO. — (UPI, Reuters)

DIPLOMATIE

La fin et les suites du sommet de Washington

MM. Baker et Chevardnadze poursuivent à Copenhague leur discussion sur l'Allemagne

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, devaient poursuivre mardi 5 juin à Copenhague leur discussion sur l'Allemagne engagée la semaine dernière dans le cadre du sommet de Washington.

Les deux hommes, qui ont été chargés jeudi dernier par les présidents américain et soviétique du suivi du dossier allemand se retrouveront en marge de la réunion des ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui se tient mardi à Copenhague.

Aucune avancée n'a été publiquement enregistrée lors du sommet de Washington sur la question du futur statut militaire de l'Allemagne unie,

hormis la reconnaissance explicite par M. Gorbatchev du droit des Allemands à choisir l'alliance à laquelle ils voudront appartenir. Les Américains avaient rassemblé leurs positions en un récapitulatif en neuf points supposé, selon M. Baker, permettre à Moscou d'accepter plus facilement l'intégration de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN. Il s'agit des principes suivants :

- pas d'avancée du dispositif militaire de l'OTAN en Allemagne de l'Est ;
- définition d'une période transitoire durant laquelle des troupes soviétiques pourraient rester sur ce territoire ;
- renoncement par l'Allemagne à la possession d'armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques ;
- intangibilité des frontières ;
- aide économique allemande à l'URSS ;
- révision de la stratégie de l'OTAN ;

- ouverture de négociations sur de nouvelles réductions d'armements conventionnels après la conclusion d'un premier accord à Vienne ;

- ouverture de négociations sur la réduction des armes nucléaires à courte portée ;

- création d'une structure permanente de la CSCE, avec consultations politiques régulières à trente-cinq ;

La conférence sur les droits de l'homme

M. Baker, constatant que ces propositions étaient jugées insuffisantes par les Soviétiques, avait entre autres évoqué dimanche la possibilité encore vague d'une forme d'accord entre le pacte de Varsovie et l'OTAN sur l'Allemagne. C'est sur ces bases que la discussion devait reprendre mardi. La conférence de Copenhague, ouverte par les ministres les 5 et 6 juin et qui devrait se poursuivre au niveau des experts jusqu'au 29 juin entre dans le

cadre des réunions de suivi de la CSCE.

Elle s'inscrit entre la réunion sur la « dimension humaine » de la CSCE qui a eu lieu à Paris en mai 1989, et celle qui est prévue à Moscou en septembre 1991.

Si des cas de violation des droits de l'homme sont encore évoqués (notamment par les Occidentaux, des cas de détention abusive ou de privation du droit de circuler et d'émigrer), le débat devrait porter surtout sur l'instauration d'un Etat de droit européen et sur les problèmes des minorités. La proposition sur l'Etat de droit déposée par la France à la réunion de Paris, endossée par le Royaume-Uni, est désormais sur la table sous la forme d'une proposition franco-britannique. Les Occidentaux espèrent aboutir à un document final, ce qui n'avait pas été possible à Paris.

Le message de M. Gorbatchev aux industriels californiens

« Venez, l'URSS est un pays riche ! »

SAN-FRANCISCO
de notre envoyé spécial

« Venez chez nous. Nous avons besoin d'oxygène, de dynamisme. Venez coopérer avec nous. L'URSS est un pays riche. » Il y avait quelque chose d'humide, de presque pathétique dans l'appel lancé lundi 4 juin à San-Francisco par Mikhaïl Gorbatchev aux barons de l'industrie californienne. Lors d'un déjeuner avec quelque deux cents dirigeants des plus grandes entreprises américaines — point d'orgue de sa dernière tournée aux Etats-Unis — le président soviétique a convié ses hôtes à investir dans son pays : « Je comprends, a-t-il dit, que vous ayez des inquiétudes, que vous redoutiez de tomber dans un piège et de perdre de l'argent. Mais je ne suis pas un aventuriste. J'ai toujours combattu les aventuriers. En politique comme en affaires, le risque est une bonne chose. Pas l'aventure. »

Pour étayer ce petit couplet rassurant, M. Gorbatchev a rappelé que son gouvernement avait

levé toutes les restrictions aux investissements étrangers et qu'il préparait une législation autorisant le rapatriement des profits. Citant en exemple l'attitude des entreprises ouest-allemandes, il a proposé aux Américains de privilégier la coopération scientifique, notamment spatiale, force de l'industrie californienne. Il a même, de manière assez surprenante, lancé le projet d'une coopération triangulaire entre les Etats-Unis, l'URSS et Israël dans le secteur de l'aéronautique. Bref, quand il veut convaincre, M. Gorbatchev n'est pas à court d'idées. Mais a-t-il convaincu ? Ses hôtes l'ont écouté et beaucoup applaudi. Ils sont visiblement intéressés par l'insistance avec laquelle M. Gorbatchev veut développer l'extrême-orient soviétique et faire de l'URSS « une vraie puissance du Pacifique ».

Mais les milieux d'affaires paraissent attendre des garanties supplémentaires quant aux capacités de paiement de l'URSS. Celle-ci est peut-être un pays potentiellement riche, mais elle

est surtout, dans l'immédiat, totalement démunie, ce que personne n'oublie du côté de Silicon Valley.

La guerre froide est finie

C'est dans le même esprit que M. Gorbatchev avait choisi de prononcer son autre discours de la journée devant les étudiants de Stanford, à 50 kilomètres au sud de San-Francisco, où l'accueillait M. George Shultz, l'ancien secrétaire d'Etat reconverti à l'enseignement. Fils de ses treize Prix Nobel, la prestigieuse université californienne est une pépinière de capitalistes en herbe. « Votre génération, a déclaré le président soviétique à quelque deux mille étudiants enthousiastes, créera un nouveau monde car la guerre froide est finie. Elle inaugurerait une nouvelle ère de coopération. »

En attendant l'avènement de ce « nouveau monde », M. Gorbatchev aura peut-être pu apercevoir sur la route de Stanford quelques milliers de manifestants, depuis les Lituaniens en costumes traditionnels jusqu'aux Erythréens dénonçant les méfaits de l'armée éthiopienne.

M. Gorbatchev avait commencé sa journée en recevant Ronald et Nancy Reagan pour un petit déjeuner à la résidence du consulat général soviétique. Lorsque les deux couples posèrent pour la photographie, Nancy et Raïssa, naguère en délicatesse, semblaient les meilleures amies du monde. En cette splendide journée printanière, la première dame soviétique a joué les touristes, visitant Chinatown et empruntant le célèbre tramway de San-Francisco. Un seul regret pour Mikhaïl : il n'a pas eu le temps de se rendre sur le Golden Gate Bridge. « Il y a longtemps que je voulais visiter cette ville, a-t-il confié aux journalistes avant de prendre l'avion du retour. Quelle chance vous avez de vivre ici. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER

5 F le Banco 10 F les deux.

M. Philippe Petitier ambassadeur à La Havane
M. Philippe Petitier a été nommé ambassadeur de France à La Havane en remplacement de M. Jean-Louis Marfaing.
[Né le 27 juin 1937, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Petitier a été en poste à Bruxelles (1964-1973), puis deuxième conseiller à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes. Il était ambassadeur de France à Oslo depuis 1983.]

5 F le Banco Pour ceux qui ne laissent jamais de pourboires.

5 F le Banco Vous n'avez jamais autant gratté pour si peu.

Le nouveau roman de JACQUES ATTALI

JACQUES ATTALI
Le premier jour après moi
ROMAN
FAYARD
192 p. 75 F

Un thriller musclé, irrésistible, vibrant de sensibilité, follement intelligent. VSD.

Il est des rencontres dont on a du mal à se remettre. Il me faudra beaucoup de temps pour que je guérisse de la lecture de ce livre tant il m'a télescopé l'âme... Inconditionnel de sa « Vie Eternelle », j'étais anxieux de voir ce qu'allait nous proposer Jacques Attali après ce coup de maître... Le style du second roman est très différent du style du premier, ample et grave comme un requiem. Il est vif, efficace, rapide. C'est une sente pratiquée à coups de serpe dans la jungle de notre conscience et dans celle, plus dense encore, de notre subconscient... Le premier roman de Jacques Attali m'a fait pleurer. Le second me fait trembler.

Frédéric Dard, Le Grand Livre du Mois

L'agencement du roman est très subtil, astucieux, et ses successifs dénouements, inattendus.

François Nourissier, Le Figaro Magazine de l'Académie Goncourt

FAYARD

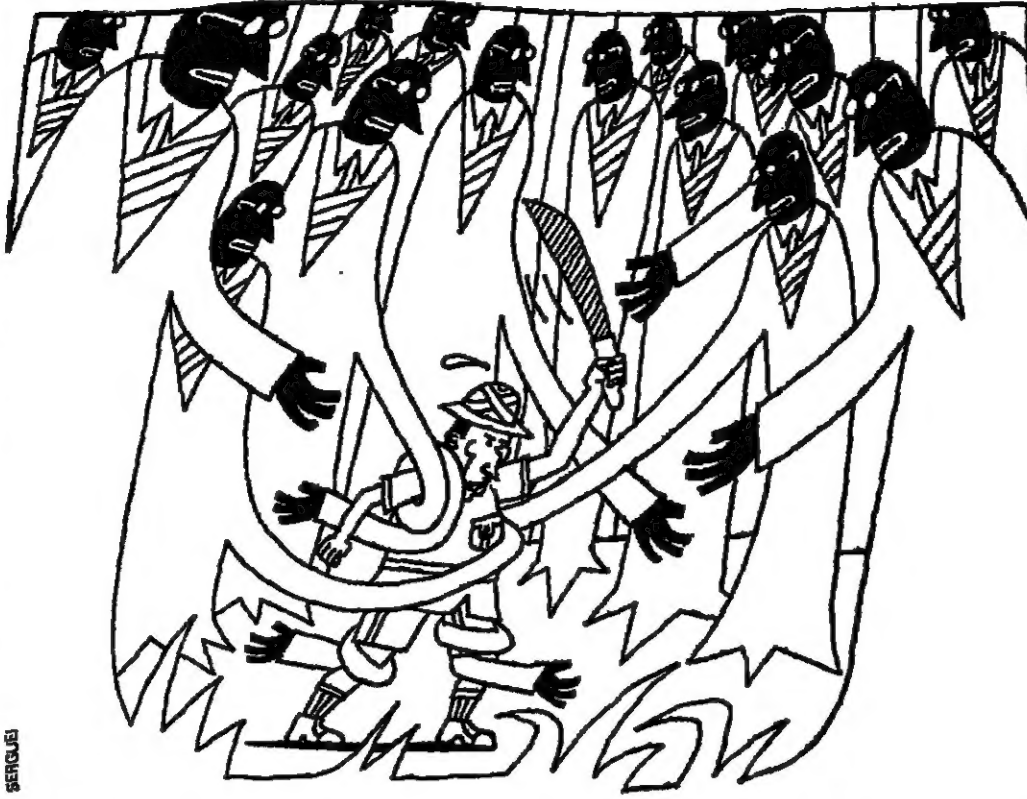
JAVICO 150



ENQUÊTE

Plaies d'Afrique

VI. - La France embourbée



Avant le sommet franco-africain qui aura lieu à La Baule, du 19 au 21 juin, alors que les régimes de plusieurs « vieux amis » paraissent menacés, on prétend à Paris qu'il n'y a là rien de trop alarmant et qu'il n'est pas nécessaire de revoir complètement la politique française à l'égard du continent noir. Mais, cependant, on se livre déjà, par exemple, à une surveillance plus étroite de l'utilisation de l'aide, tout en cherchant à sortir de ce dilemme : faire évoluer sans déstabiliser. (Le Monde des 29, 30, 31 mai, 1^{er}, 2 juin).

Officiellement, il n'y a pas le feu à la case africaine. Les événements du Gabon, du Côte d'Ivoire, du Cameroun étaient prévisibles, donc prévus, de longue date. Ils sont certes « désagréables et préoccupants », mais les responsables de la politique africaine de la France n'y voient aucune raison pour remettre fondamentalement en cause une diplomatie qui menace pourtant de conduire dans une impasse. « On observe, on tente d'accompagner le mouvement, on conseille la modération et le dialogue à toutes les parties, chefs d'Etat et opposants, mais pourquoi céder à la panique, pourquoi contribuer à accentuer le désordre ? », nous dit un d'entre eux à condition de ne pas être identifié. Avant d'ajouter à l'usage des « gauchistes » et autres « tiers-mondistes » du Parti socialiste : « Et, de grâce, qu'on nous épargne un néo-colonialisme de gauche ! »

Les marigots sont asséchés

De fait, les troubles qui ne cessent d'agiter le pré carré africain depuis quelques mois avaient été prévus. On ne compte plus, au Quai d'Orsay ou au ministère de la coopération, les télégrammes de mise en garde envoyés par plusieurs ambassades pour mettre en relief, ici la dissolution de l'Etat, là l'abandon de tel chef d'Etat, ailleurs la sourde révolte de cette classe moyenne, dont le noyau dur est fait de fonctionnaires, qui s'estime particulièrement lésée par les politiques d'austérité mises en place avec les experts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), partout les risques de jacqueries urbaines dans des villes tentaculaires qui drainent toujours davantage de paysans

débousoillés sinon perdus. Le vent venu de l'Est européen a-t-il attisé l'incendie ? Sans doute, mais il a aussi enlevé à pas mal de chefs d'Etat un argument en forme de chantage : l'effondrement du système communiste et l'abandon de l'Afrique par l'URSS ne leur permettent plus de se présenter soit en rempart contre le communisme, soit en candidat à un renversement d'alliance.

De toute façon, ce sont, de l'avis général, des causes endogènes qui sont à l'origine du chaos qui menace : l'essoufflement de régimes - et de leurs dirigeants - incapables d'évoluer, l'effondrement d'économies qui ont vu leurs ressources diminuer en quelques années de la moitié, voire des trois quarts. Et cet asséchement des caisses publiques a rendu d'autant plus visible et insupportable la pratique des commissions, bakchichs et autres prélèvements illégaux qui fleurissent tout particulièrement en Afrique : l'évaporation des eaux du marigot n'a plus permis aux crocodiles de s'y cacher...

Paris a bien dû se résigner à ouvrir les yeux sur un phénomène connu depuis bien longtemps mais dont on nait l'importance pour éviter de froisser les susceptibilités des « vieux sages » africains et de freiner le dynamisme des hommes d'affaires français, pour lesquels il est clair que « sans commissions, il n'y pas de contrat » (la Coface, l'organisme public chargé de garantir les investissements français à l'étranger, n'accepte-elle pas de prendre en compte 10 % ou 12 % non justifiés des transactions dont elle accepte de couvrir les risques ?)

L'infériorité de la position française a même été soulignée publiquement par M. Jacques Pelletier, lorsque, présentant ses vœux à la presse en janvier, il a déclaré : « L'assainissement financier, la lutte contre la corruption à tous les niveaux, la rénovation économique, la construction d'Etats de droit, ne dépendent pas de l'aide extérieure, et à fortiori de notre responsabilité de partenaires. »

Adieu aux réalisations somptueuses

Quoi qu'en dise M. Pelletier - diplomate obligé - la lutte contre la corruption concerne bel et bien les autorités françaises qui « filent » désormais avec une plus grande attention les projets soumis par les capitales africaines : finis les grands travaux surréalistes, les réalisations somptueuses destinées surtout à satisfaire la mégalomanie des potentat locaux.

L'heure est aux réalisations modestes, bien « cadrées », répondant aux besoins de la population. En raison de la crise des matières premières, les Etats africains sont amenés à solliciter de plus en plus souvent des aides budgétaires pour boucler le mois et payer les fonctionnaires : la proportion de cette aide publique, la plus susceptible d'évaporation, est en augmentation depuis deux ans mais dorénavant chaque demande déclenche l'envoi sur place d'une mission comprenant un responsable du Trésor, un fonctionnaire du ministère de la Coopération et un représentant de la Caisse de développement ; le troika évalue le bien-fondé de la demande et, en cas de réponse positive, surveille l'utilisation des fonds débiqués.

Personne ne jure à Paris que ces précautions sont efficaces à cent pour cent mais tout le monde convient que beaucoup d'abus ont pu être ainsi évités. « Bien sûr, pas au Zaïre », convient tel haut responsable, presque admiratif devant les méthodes d'extorsion du président Mobutu, « mais la jeune génération du détournement en tout genre. »

Les efforts de clarification et de surveillance de l'administration française restent en revanche totalement inefficaces dans le scandale du franc CFA, dont la France assure à grands frais la parité. Son exportation par valises entières vers Londres ou la Suisse constitue une énorme fuite de capitaux (la Banque de France a dû racheter, pour la seule année 1988, 450 milliards de francs CFA, soit 9 milliards de francs) mais le sujet est tabou aussi bien à l'Elysée qu'à Bercy ou au ministère de la coopération.

Ce dossier mis à part, la nouvelle attitude française est d'autant plus payante que le président de la République accepte de moins en moins

de servir d'instance d'appel aux chefs d'Etat éconduits qui avaient l'habitude de se plaindre auprès de lui de l'incompréhension des ministres et hauts fonctionnaires français.

« Nous sommes maintenant soutenus par l'Elysée dont les interventions sont beaucoup moins nombreuses qu'auparavant », affirme-t-on du côté du ministère de la coopération tout en expliquant que la structure des sociétés africaines bâties autour du chef interdira longtemps encore d'en finir avec ces relations de « coussinages » qui existent entre le « chateau » et les capitales francophones du continent noir.

Même compréhension un peu forcée à l'égard de Jean-Christophe Mitterrand, le fils du président de la République, conseiller chargé tout spécialement des contacts avec les chefs d'Etat africains : « Son cas peut paraître choquant vu de France mais pas vu d'Afrique où seul le chef de la tribu ou un de ses proches est pris au sérieux, explique-t-on. Il évite d'ailleurs de s'impliquer personnellement dans les affaires et nous tient, grosso modo, au courant de ses activités. Nous n'avons pas de grands problèmes avec lui. »

L'enterrement du rapport Hessel

Les « fillets » mis en place par Paris ont cependant une conséquence paradoxale au moment où, de Mitterrand à M. Rocard sans oublier MM. Dumas, Pelletier et Chevènement, on répète à l'envi qu'il n'est pas question de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats africains et d'intervenir militairement pour sauver tel ou tel dirigeant menacé : jamais la France n'a été aussi présente dans la plupart des capitales africaines pour en surveiller les caisses.

L'heure n'est donc pas au désengagement. Les pays francophones d'Afrique, dont les voix aux Nations unies nous ont souvent été fort utiles pour nous tirer de situations embarrassantes, ne sont pas des pays du tiers-monde comme les autres et ne sont pas prêts de perdre leur statut tout à fait particulier dans la diplomatie française. La nouvelle n'est pas à vrai dire surprenante. Elle contrarie pourtant l'aile gauche du Parti socialiste et bon nombre d'écologistes (pour ne rien dire des communistes) qui voient d'un fort mauvais œil la cohabitation d'un pouvoir de gauche à Paris avec des hommes comme les présidents Bongo, Houphouët-Boigny, Eyadéma, Habré, ou pis, Mobutu. M. Rocard avait-il en tête de crever l'abcès lorsqu'il demanda il y a deux ans à l'ancien ambassadeur Stéphane Hessel, à la retraite, un rapport sur la politique de coopération de la France ? Ce n'est pas exclu mais si tel est bien le cas, ce n'est pas une réussite : le rapport a été publié mais il n'a guère été apprécié à l'Elysée et il est aujourd'hui en voie d'enterrement. Que disait-il pour l'essentiel ?

Intitulé « Les relations de la France avec les pays en développement », ce texte constitue une critique assez sévère mais pas vraiment nouvelle de trente ans de pratiques françaises en Afrique, des effets pervers d'une aide souvent mal adaptée au terrain et aux mentalités. Ses conclusions recommandent une « banalisation » des pays du pré carré, qui ne devraient plus faire l'objet d'un traitement de faveur au nom de liens historiques dus à la colonisation mais qui devraient être traités à égalité avec les autres pays du tiers-monde.

Remis le 1^{er} février dernier à M. Rocard, le document reçut un accueil spécial à l'Elysée où l'on y vit - avec raison - une reprise des idées jadis défendues par M. Jean-Pierre Cot, avant qu'il ne soit incité par M. Mitterrand, en 1982, à quitter le ministère de la coopération, où sa volonté de « moraliser » l'aide de la France lui avait valu l'inimitié de plusieurs chefs d'Etat africains.

Un Haut Conseil mort-né

Une proposition de M. Hessel a tout particulièrement agacé le président de la République : la suggestion de créer un Haut Conseil de la coopération dont tous les membres seraient nommés par Maitignon et qui aurait une fonction déontologique et de coordination. « C'est une idée pratiquement anticonstitutionnelle car elle ne respecte pas le domaine réservé au chef de l'Etat », dit-on à l'Elysée. C'est aussi une idée bien française que de vouloir multiplier à l'infini les conseils et autres comités. « Faut-il dire que ce Conseil a très peu de chances de voir le jour alors que notre politique africaine souffre pourtant de la multiplicité des centres de décision : l'Elysée et le ministère de la coopération, bien sûr, mais aussi le ministère de la défense, le Trésor, le Quai d'Orsay ? »

Les autres propositions du rapport Hessel sont moins critiquées mais, dit-on au ministère de la Coopération, « nous n'avons pas attendu la publication de ce texte pour y penser et modifier notre action dans ce sens ». Tel n'est pas l'avis de M. Jean-Pierre Cot qui vient encore une fois de se prononcer, depuis le Parlement de Strasbourg, pour « moins de connivence avec les chefs d'Etat africains et plus de volontarisme et de conditionnalité » dans l'octroi de l'aide française. Parmi ces « conditions » figurent bien sûr la lutte contre la corruption, mais aussi « un minimum de respect des droits de l'homme et une exigence minimale en matière de démocratie ».

C'est cette exigence minimale de démocratie qui préoccupe les responsables français car elle pose le vieux dilemme : comment faire évo-

luer sans déstabiliser ? « Le multipartisme, dit l'un d'eux, n'est pas la panacée et ne signifie sans doute pas la démocratisation en Afrique. L'idée du chef ne disparaît pas comme ça sur le continent ; ce qu'il faut, c'est arriver à limiter les pouvoirs du chef par la concertation. Aujourd'hui, il est d'ailleurs impossible d'évaluer, flûte grossièrement, ce que représentent la multitude de partis apparus ici et là. Il est fort probable, par exemple, qu'en Côte d'Ivoire un Houphouët-Boigny jouit toujours du soutien de la majorité de la population même si ce soutien est à la baisse. Plus que l'homme, c'est le

système qui est inadéquat, un système basé sur trente années de pouvoir divin. »

Nul doute en effet qu'il faudra du temps et de la patience pour convaincre un Houphouët-Boigny de mettre en œuvre un processus de succession, pour convaincre un Omar Bongo de jouer le partage du pouvoir, pour convaincre un Kérékou, au Bénin, de ne pas revenir sur les réformes récemment engagées, pour convaincre un Biya, au Cameroun, de tenir ses promesses de « renouveau politique ».

Risques d'explosion

Mais pour Paris, c'est justement le temps qui risque de manquer ; n'importe quelle échauffourée de théâtre le feu aux poudres. L'explosion n'a été évitée au Gabon que parce que Bongo a été convaincu de ne pas avoir recours à la répression. En Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny a été éconduit lorsqu'il a demandé une aide militaire française.

Mais tout peut repartir demain et, bien qu'on soit fermement décidé à Paris à ne pas intervenir militairement pour sauver des régimes menacés, se posera toujours la question de la protection des communautés françaises expatriées. L'itinéraire, enfin, peut surgir d'ailleurs et être tout aussi dangereux. Que se passerait-il, par exemple, dans plusieurs pays du Sahel fortement islamisés si demain l'Algérie explosait ? « Je préfère ne pas y penser », répond tel haut responsable. L'amnésie n'a malheureusement jamais constitué une thérapie.

JACQUES AMALRIC

Prochain article

Le retour des Blancs

par JACQUES DE BARRIN

LISTE DES CENTRES REGIONAUX AIRWELL

- Départements (75 - 76 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95)
L'AIR CONDITIONNE ENTREPRISES
BP 236
78052 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
Tél : (1) 30 45 78 00
- Départements (64 - 65)
AMMANN
59, Avenue du 1^{er} mai R.L.
64000 PAU Tél : 59 32 61 90
- Départements (14 - 27 - 30 - 61 - 76)
ALFRAY
45, Rue Gustave Nicolle - BP 441
76037 LE HAVRE Cedex
Tél : 35 26 64 18
- Départements (10 - 28 - 45 - 77 - 78)
BAUDRY - Avenue de Senigalla
46, Rue du Bercail - RN 6 - BP 72
89102 SENS Cedex
Tél : 86 93 31 31
- Départements (37 - 41 - 79 - 86)
BOULAY
6, Rue Augustin Fresnel - ZI N° 1
170 CHAMBRAY LES TOURS
Tél : 47 48 10 11
- Départements (22 - 29 - 35 - 56)
CLIMADIF
5, Rue du Commandant Testé
56100 LORIENT
Tél : 97 21 63 69
- Départements (16 - 17 - 24 - 33 - 40)
DE LATOUR
186, Cours Victor Hugo BP 52
33322 BEGLES Cedex
Tél : 56 65 92 81
- Département (46)
DE LATOUR
La Beune 46000 CAHORS
Tél : 65 22 35 00
- Département (47)
DE LATOUR
Rue du Midi ZAC AGEN SUD BP 74
47000 AGEN
Tél : 53 68 08 88
- Départements (11 - 30 - 34 - 66)
DIMACLIM
21 Mas d'Azur - CD 132
34000 MONTPELLIER
Tél : 67 42 90 10
- Départements (38 - 73)
DIMATEC - ZAC du Rondou
BP 271 38433 ECHIROLLES
Tél : 76 40 57 58
- Départements (21 - 25 - 39 - 52 - 70)
DIMATEC
ZAC de Valentin BP 3027
25045 BESANCON Cedex
Tél : 81 88 37 49
- Département (74)
DIMATEC - 1, Rue des Benjamins
74000 CRAN-GEVRIER
Tél : 50 67 46 26
- Départements (07 - 26)
DIMATEC 17, Rue Lesdiguières
26000 VALENCE
Tél : 75 43 61 37
- Départements (01 - 42 - 69 - 71)
DIMATEC
42, Avenue Karl Marx ZA Est
69100 VAILLON EN VEUN
Tél : 78 80 52 66
- Départements (54 - 58)
DUPONT - EST (Dpt CLIMEX)
28, Rue André Fruchard BP 10
54320 MAXEVILLE-NANCY
Tél : 83 30 28 28
- Départements (08 - 51)
EQUINOXE
17, Rue Denis Papin 51100 REIMS
Tél : 26 02 02 00
- Départements (2A - 2B - 04 - 05 - 13 - 83 - 84)
FAGES ET MARTIN LAVAL
46, Rue du Bercail - RN 6
13392 MARSEILLE Cedex 5
Tél : 91 78 33 55
- Départements (02 - 39 - 60 - 62 - 80)
F.R.T.
850, Avenue de la République BP 212
59704 MARCQ EN BAROEUL Cedex
Tél : 20 98 79 80
- Départements (03 - 12 - 15 - 18 - 19 - 23 - 36 - 48 - 43 - 58 - 63 - 87)
GOUTIERON EQUIPEMENT
ZI 27, Route du Cordier BP 2 63801
COURMIGNON D'Auvergne Cedex
Tél : 73 84 60 29
- Départements (55 - 57)
MEQUISA (Dpt CLIMEX)
16, Rue des Fèvres
51100 METZ BP 57070 METZ
Tél : 87 74 98 23
- Départements (09 - 31 - 32 - 81 - 82)
MICEL
27 bis, Allée Maurice Sarrau
BP 3139 31300 TOULOUSE
Tél : 61 42 52 11
- Départements (67 - 68 - 90)
POMPAC (Dpt CLIMEX)
1, Rue du Doubs BP 114 Neudorf
67028 STRASBOURG
Tél : 88 79 49 50
- Départements (06 - MC)
SACCA 3, Rue de Roquebillière
06300 NICE
Tél : 93 89 11 00
- Départements (06 - MC)
T.C.A.
Avenue des Maurettes
06270 VILLENEUVE-LOUBET
Tél : 93 20 55 18
- Département (49)
THERMIC ANJOU
5, Rue Terrier - Cocherel
49100 ANGERS
Tél : 41 43 78 12
- Départements (83 - 72)
THERMIC ANJOU
Rue Thomas Edison
72000 LE MANS
Tél : 43 28 30 51
- Départements (44 - 85)
THIAUD
Rue du Nouveau Bâle
ZI de Carquehou 44470 CARQUEFOU
Tél : 40 30 03 38

CLIMATISATION
Airwell
LA VIE EST BELLE

Avec la
certains peuvent

5 F le Banco
A moins de se faire interdire de bureau de tabac.

ÉGLISE ET HISTOIRE DE L'ÉGLISE EN AFRIQUE
L'avenir des jeunes Eglises
294 F 424 pages
BLANCHESNE
72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

Banco à 5F
Ça banque illico.

University Studies in America inc.
importée organisation américaine, facilite l'entrée dans de grandes universités US. Études sous niveau quelle que soient votre anglais et vos diplômes (terminale à doctorat). Prise en charge à Paris et simplification des formalités. Départ octobre
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.
U.S.A.-France-Office, 57, rue Châteauneuf, 92200 Neuilly, 47.22.04.04

1 sou c'est un sou et 5 F c'est Banco

ملا في الحول

Risques d'explosion

3474
 3475
 3476
 3477
 3478
 3479
 3480
 3481
 3482
 3483
 3484
 3485
 3486
 3487
 3488
 3489
 3490
 3491
 3492
 3493
 3494
 3495
 3496
 3497
 3498
 3499
 3500
 3501
 3502
 3503
 3504
 3505
 3506
 3507
 3508
 3509
 3510
 3511
 3512
 3513
 3514
 3515
 3516
 3517
 3518
 3519
 3520
 3521
 3522
 3523
 3524
 3525
 3526
 3527
 3528
 3529
 3530
 3531
 3532
 3533
 3534
 3535
 3536
 3537
 3538
 3539
 3540
 3541
 3542
 3543
 3544
 3545
 3546
 3547
 3548
 3549
 3550
 3551
 3552
 3553
 3554
 3555
 3556
 3557
 3558
 3559
 3560
 3561
 3562
 3563
 3564
 3565
 3566
 3567
 3568
 3569
 3570
 3571
 3572
 3573
 3574
 3575
 3576
 3577
 3578
 3579
 3580
 3581
 3582
 3583
 3584
 3585
 3586
 3587
 3588
 3589
 3590
 3591
 3592
 3593
 3594
 3595
 3596
 3597
 3598
 3599
 3600
 3601
 3602
 3603
 3604
 3605
 3606
 3607
 3608
 3609
 3610
 3611
 3612
 3613
 3614
 3615
 3616
 3617
 3618
 3619
 3620
 3621
 3622
 3623
 3624
 3625
 3626
 3627
 3628
 3629
 3630
 3631
 3632
 3633
 3634
 3635
 3636
 3637
 3638
 3639
 3640
 3641
 3642
 3643
 3644
 3645
 3646
 3647
 3648
 3649
 3650
 3651
 3652
 3653
 3654
 3655
 3656
 3657
 3658
 3659
 3660
 3661
 3662
 3663
 3664
 3665
 3666
 3667
 3668
 3669
 3670
 3671
 3672
 3673
 3674
 3675
 3676
 3677
 3678
 3679
 3680
 3681
 3682
 3683
 3684
 3685
 3686
 3687
 3688
 3689
 3690
 3691
 3692
 3693
 3694
 3695
 3696
 3697
 3698
 3699
 3700
 3701
 3702
 3703
 3704
 3705
 3706
 3707
 3708
 3709
 3710
 3711
 3712
 3713
 3714
 3715
 3716
 3717
 3718
 3719
 3720
 3721
 3722
 3723
 3724
 3725
 3726
 3727
 3728
 3729
 3730
 3731
 3732
 3733
 3734
 3735
 3736
 3737
 3738
 3739
 3740
 3741
 3742
 3743
 3744
 3745
 3746
 3747
 3748
 3749
 3750
 3751
 3752
 3753
 3754
 3755
 3756
 3757
 3758
 3759
 3760
 3761
 3762
 3763
 3764
 3765
 3766
 3767
 3768
 3769
 3770
 3771
 3772
 3773
 3774
 3775
 3776
 3777
 3778
 3779
 3780
 3781
 3782
 3783
 3784
 3785
 3786
 3787
 3788
 3789
 3790
 3791
 3792
 3793
 3794
 3795
 3796
 3797
 3798
 3799
 3800
 3801
 3802
 3803
 3804
 3805
 3806
 3807
 3808
 3809
 3810
 3811
 3812
 3813
 3814
 3815
 3816
 3817
 3818
 3819
 3820
 3821
 3822
 3823
 3824
 3825
 3826
 3827
 3828
 3829
 3830
 3831
 3832
 3833
 3834
 3835
 3836
 3837
 3838
 3839
 3840
 3841
 3842
 3843
 3844
 3845
 3846
 3847
 3848
 3849
 3850
 3851
 3852
 3853
 3854
 3855
 3856
 3857
 3858
 3859
 3860
 3861
 3862
 3863
 3864
 3865
 3866
 3867
 3868
 3869
 3870
 3871
 3872
 3873
 3874
 3875
 3876
 3877
 3878
 3879
 3880
 3881
 3882
 3883
 3884
 3885
 3886
 3887
 3888
 3889
 3890
 3891
 3892
 3893
 3894
 3895
 3896
 3897
 3898
 3899
 3900
 3901
 3902
 3903
 3904
 3905
 3906
 3907
 3908
 3909
 3910
 3911
 3912
 3913
 3914
 3915
 3916
 3917
 3918
 3919
 3920
 3921
 3922
 3923
 3924
 3925
 3926
 3927
 3928

ACCEPTED MANUSCRIPT

Le retour
des Blancs

REGIONAL AREA

1. The first step is to identify the problem.

DISPATCHED

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be addressed. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

Abstract

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be addressed. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

[illegible]

1990-1991

Airway
SAVE THE EASY



100

Y'a plus moyen ! Avec toute leur publicité, les gens ont compris qu'ils pouvaient retrouver à la maison comme sur leur lieu de travail, la performance technologique de la climatisation raffinée des bureaux de PDG : AIRWELL, la climatisation silencieuse ! AIRWELL, la climatisation qui se télécommande comme un poste TV ! AIRWELL, la climatisation de ceux (je cite) qui "à un certain niveau peuvent se permettre de descendre de quelques degrés" ! Alors si on me

demande mon avis, prévoir que le soleil va briller par son absence (parce qu'ils font aussi des climatiseurs réversibles) ou qu'il va faire une chaleur à faire pousser des cactus sur les trottoirs...ça n'a plus grand intérêt pour personne ! AIRWELL ! Je ne sais pas s'ils sont les N°1 de la climatisation, mais pour moi, ce sont des gâcheurs de métier ! Oui, avant AIRWELL, c'était le bon temps !



MINISTÈRE DE L'ÉCART

— CLIMATISATION —
Airwell
LA VIE EST BELLE

THE ARVILL 6002 TELESCOPE (1) 50-45 17 27 (2) 50-45 17 28

AMÉRIQUES

PÉROU : arrestation de trente-cinq dirigeants du Sentier lumineux

La police péruvienne a arrêté trente-cinq dirigeants du mouvement terroriste maoïste Sentier lumineux, a annoncé lundi 4 juin, le président péruvien Alan García, selon qui, ce coup de filet serait « le plus important porté contre la guérilla en dix ans ».

M. García a précisé au cours d'une conférence de presse que le quartier général du Sentier lumineux qui se trouvait dans un quartier chic de la capitale péruvienne avait été démantelé, et que de nombreux documents, « qui semblaient être des archives générales » de l'organisation de la guérilla avaient été saisis. Parmi les personnes arrêtées

figurait M^{me} Sybilla Arredondo, veuve de l'écrivain péruvien José María Arguedas, un des romanciers les plus célèbres du pays. Il y a deux ans, M^{me} Arredondo avait été accusée de terrorisme mais relâchée faute de preuves.

Par ailleurs, dans un appel téléphonique à la radio La Voz, le Sentier lumineux a appelé lundi à une « grève armée » à Ayacucho pour les 7, 8, 9 et 10 juin, ce dernier jour étant marqué par le second tour de l'élection présidentielle. Au même moment un commando pénétrait dans un collège de Lima pour y placer des affiches appelant également à la « grève armée ». — (AFP, Reuters.)

Dix années de « sale guerre »

LIMA

de notre correspondant

Dix ans de lutte armée du Parti communiste-Sentier lumineux (PCP-SL) ont provoqué plus de ravages que la guerre du Pacifique (déclarée par le Chili en 1879) : près de vingt mille morts, des milliers d'orphelins, des campagnes dépeuplées et ravagées par la « sale guerre ». Lima, la capitale, de huit millions d'habitants, a été paralysée de façon intermittente par les coups de main, la destruction du sabotage du réseau d'énergie électrique. Quant aux dégâts matériels, ils seraient supérieurs à 16 milliards de dollars (un montant équivalent à cinq ans d'exportations et à peine inférieur à la dette extérieure)...

Sur la violence aveugle exercée par les hommes du Sentier s'est greffée celle de la police et de l'armée. Celle-ci a désespérément, dans les villages (hommes, femmes, enfants, munis de couteaux et même de lances) organisés en groupes d'autodéfense. Enfin, celle, vengeresse, des commandos paramilitaires du type « escadrons de la mort ». Cette guerre, sans camps bien définis, n'en finit pas de gangner le pays.

Tout a commencé le 17 mai 1980, à Chuacchi, un village du département andin d'Ayacucho. Le Sentier lumineux a donné le coup d'envoi de la lutte armée en incendiant urnes, bulletins de

vote, registres électoraux, à la veille des élections générales qui marquaient le retour à la démocratie après douze ans de régime militaire. Il n'y eut que trois morts pendant cette première année, mais plus de trois mille en 1989. Aujourd'hui, la « sale guerre » tue, chaque jour, une quinzaine de personnes.

Lutte intestine

Le Sentier a essuyé de sérieux revers, politiques et militaires, en milieu rural comme en milieu urbain. Le plus cuisant fut sa tentative de boycottage des élections (des municipales en novembre 1989, puis du premier tour de l'élection présidentielle en avril dernier). Ses seuls lauriers, le PCP-SL les a eues dans la vallée du Haut Huallaga, devenue sa nouvelle place forte à partir de 1986-1987. Se posant en défenseur des producteurs de coca, exploités par les trafiquants de drogue et victimes des exactions des policiers, il était parvenu à y imposer sa loi. Le général Arceles, nommé commandant politique et militaire de la région en 1989, parvint à lui ravir cette première base populaire en faisant cesser la répression.

Depuis le début de la lutte armée, le Sentier lumineux a respecté scrupuleusement le programme militaire qu'il s'était fixé, jusqu'à atteindre l'actuelle étape

de « défense stratégique » (qu'il assure grâce à l'action de pelotons de vingt à trente hommes). Pour passer à « l'offensive stratégique », il devrait accéder à la phase d'« équilibre stratégique », ou guerre de mouvement, qui exigerait des colonnes d'une centaine d'hommes bien armées. Or cet objectif semble hors de portée. Diverses sources s'accordent pour estimer à moins de cinq mille ses effectifs. Il n'en réponde pas moins la terreur, à l'image du fameux commando « El Gringo » qui, à la tête d'une douzaine d'hommes à peine, a mis sous sa coupe toute la région de Puno durant l'année 1989, assassinant une centaine de policiers et d'autorités civiles et judiciaires.

Ce retard dans leur programme militaire a entraîné les reports entre les deux lignes de l'organisation. Des scissions seraient apparues récemment (le Monde du 19 mai). D'ores et déjà, la direction est dépassée par ses ailes urbaines « militarisées », qui sacrifient de plus en plus au terrorisme pur. Incapable de « construire un nouvel ordre », le Sentier lumineux est néanmoins en mesure de maintenir le pays dans un état de guerre interne pendant une autre décennie.

NICOLE BONNET

CANADA :

la crise constitutionnelle

Léger espoir à la réunion interministérielle d'Ottawa

MONTREAL

de notre correspondant

Une journée supplémentaire de discussions tenues à huis clos, lundi 4 juin à Ottawa, entre les dirigeants des dix provinces a permis au premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, d'espérer sortir d'un labyrinthe constitutionnel susceptible de mettre en péril son propre avenir politique et celui du pays. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Frank McKenna, s'est en effet déclaré « prêt » à faire ratifier par le parlement de sa province l'accord dit du « lac Meech », dont les clauses, arrêtées en 1987, permettraient au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada à des conditions jugées « minimales » par la Belle Province.

Deux des dix provinces du Canada, parmi les plus petites, refusent toujours de ratifier cette entente, qui arrivera à échéance le 23 juin. De plus en plus isolés, les dirigeants du Manitoba et de Terre-Neuve invoquent le droit de veto, attribué à chaque province pour toute modification des institutions fédérales canadiennes, dont le Sénat, pour lequel une réforme en profondeur est envisagée à moyen terme. Jusqu'à présent, l'aval de sept provinces représentant au moins 50 % de la population du Canada, suffisait pour procéder à ces amendements.

Les négociations échouent également sur le statut de « société distincte » accordé au Québec dans le cadre d'un accord qui n'en définit pas les implications. Le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, réclame la ratification de l'accord « tel quel », tout en se disant prêt à discuter « des paramètres » d'une réforme du Sénat. Parallèlement à la montée du séparatisme au Québec, plusieurs députés de cette province à la Chambre des Communes d'Ottawa ont menacé de démissionner si l'accord du « lac Meech » devait devenir caduc. Un tel mouvement mettrait en danger la majorité dont dispose le gouvernement fédéral actuel. La réunion des premiers ministres de la Confédération, doit se poursuivre mardi.

MARTINE JACOT

EN BREF

CHILI : découverte d'une fosse commune. Des membres d'organisations chiliennes de défense des droits de l'homme ont découvert une fosse commune où des dizaines de personnes, victimes d'exécutions sommaires, auraient été enterrées en secret après le putsch de 1973, ont annoncé les autorités, lundi 4 juin. Les restes de huit hommes, portant des traces de balles à la poitrine, ont déjà été exhumés près du village de Pisagua, dans le nord du Chili, où a fonctionné un camp de détention après le coup d'Etat dirigé par le général Pinochet. — (Reuters.)

ÉTATS-UNIS : ouverture du procès du maire de Washington, Marion Barry. — Le procès du maire de Washington, Marion Barry, qui doit répondre de quatre-vingt accusations pour usage de drogue et de paillarderie, s'est ouvert lundi 4 juin à Washington. Arrêté au cours d'une opération montée par le FBI, le 18 janvier dernier dans un grand hôtel de la capitale alors qu'il fumait du crack (dérivé de cocaïne), le maire, soupçonné depuis 1984 de s'adonner à la drogue, va plaider non coupable. Il risque une peine de vingt-six ans de prison. — (AFP.)

ISAAC STERN : UN VIOLON SUR LE MOI

INFATIGABLE. Ce n'est pas en s'attendrissant sur son passé qu'Isaac Stern fête ses soixante-dix printemps. La série de concerts qu'il s'approprie à donner en France en fait foi. Happy birthday!

INDISPENSABLE. En prélude au raz-de-marée estival, les festivals de juin nous rappellent à point que la musique adoucit les mœurs. Détaillés et commentés, les programmes vous attendent.

MYTHIQUE. Par son génie comme par ses éclats, Arturo Toscanini a bâti sa légende. Au moment où paraît en compact son fabuleux héritage discographique, on redécouvre cette personnalité d'exception.

EXCLUSIF. Pour travailler les œuvres de Rameau, le clavicembaliste Olivier Baumont s'est adressé à... Rameau lui-même. Nous avons pieusement recueilli les minutes de cette rencontre exceptionnelle.

Et Mariss Jansons, le chef venu du froid ; mécénat haut de gamme aux usines Bayer ; les nouveaux autoradars ; les concerts, les petites annonces, les compacts du mois, etc.



Le Monde de la Musique
28 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

PROCHE-ORIENT

L'Iran n'est plus tout à fait ce qu'il était

Un an après la mort de Khomeiny
la République islamique est paralysée par des querelles internes

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Un an après la mort du père fondateur de la République islamique d'Iran, la mémoire de l'imam Khomeiny se porte bien, selon l'expression d'un diplomate, mais quand même pas au point de mobiliser plus de quelques centaines de milliers de personnes au cimetière des martyrs de Behesht-Zahra, à une quinzaine de kilomètres au sud de la capitale, là où il y a exactement un an on comptait la foule par millions. Et, si les rues de Téhéran (huit millions d'habitants) étaient désertes le lundi 4 juin, que les autorités avaient déclaré fermé, les plages de la mer Caspienne n'étaient beaucoup moins.

Ce fut une commémoration sans entrain dans l'Iran des manifestations souvent excessives. Un anniversaire sans débordements à l'intérieur et autour de ce vaste mausolée en chantier que les héritiers de Khomeiny entendent transformer en lieu de pèlerinage. Acheminés des quatre coins de l'Iran, de Kerman, de Tabriz, de Mashad ou d'ailleurs, pèlerins recueillis ou curieux, fervents ou badauds se mêlent aux invalides de guerre de tous âges, des très jeunes ou des très vieux, invalides dans des fauteuils roulants ou unijambistes sur leurs béquilles. Des délégations aussi de l'étranger, comme des Pakistais ou des Libanais du Hezbollah — dont certains infirmes — sans compter plusieurs notes de marque, comme le Palestinien Ahmed Jibril, dont l'organisation figure en bonne place au palmarès du terrorisme international avec celle du Hezbollah. Dans la plus pure tradition chiite, on se livre à la prière et à la lecture aux cris de slogans de combat — contre les États-Unis, Israël ou l'Irak ; on se presse contre les grilles qui protègent la tombe de l'imam dans une exaltation qui vaut nombre d'évanouissements.

Et, sous les portulacs d'acier de l'édifice inachevé, la célébration est un petit goût de formalisme que peut-être « le guide de la révolution islamique » n'aurait pas voulu, avec sa nomenclature bien installée dans des téléphones en surplomb dominant la foule agitée et où certaines épouses de dignitaires se protégeaient derrière de charmants éventails. Les minarets, dont l'armature de métal n'est pas encore recouverte de pierre, des bâtiments en travaux autour de l'immense dôme doré, des grilles de la boue et la poussière des encintes en chantier : pour inachevé qu'il soit, le mausolée de l'imam paraît tout de même avoir plus progressé en un an que la révolution laissée par Khomeiny en héritage. Une révolution qui semble s'être noyée dans les querelles intestines qu'aucun arbitre incontesté n'est désormais en mesure de trancher. Une révolution diluée entre les factions et les tendances qui empêchent toute innovation.

« En un an, rien n'a changé, à part l'espoir qui s'est mué en déception » : cette réflexion d'un Téhéranais reflète l'immobilisme qui a

marqué cette année post-Khomeiny, année pendant laquelle les tenants d'une ligne dite pragmatiste et les partisans d'une révolution radicale ont passé leur temps à se « marquer » mutuellement, jugulant toute velléité d'action. C'est ce rapport de forces qui n'a permis jusqu'à présent au président M. Akbar Hachemi Rafsandjani ni de véritablement mener la politique d'ouverture qui aurait permis à l'Iran de sortir de son isolement politique et de son marasme économique, ni de ranimer la flamme fanatique dans la population. Ainsi, en politique étrangère, la simple évocation par l'entourage de M. Rafsandjani d'une possible amélioration des relations avec les États-Unis, suscite une véritable levée de boucliers de la part des « durs » du régime, avec, à leur tête, l'ancien ministre de l'intérieur, M. Mohiassemi, pour qui « la seule relation possible avec les États-Unis est d'attaquer les intérêts américains ». Et M. Mohiassemi d'avertir dimanche encore que « la diplomatie iranienne doit se baser sur la lutte et la guerre sainte contre les oppresseurs, non sur les compromis ».

La faillite de l'économie

Plus d'un an après avoir voulu afficher une cohésion propre à démentir les plus pessimistes, les dirigeants iraniens se sont toujours à appeler à l'union. Ainsi, le successeur de l'imam, l'ayatollah Ali Khamenei, « guide de la République islamiste », qui, dans le discours qu'il a prononcé lundi à Behesht-Zahra, en a appelé à l'union autour des principes de la révolution pour « assurer la reconstruction du pays ». Il a, dans le même temps, demandé aux responsables politiques du pays de s'abstenir de toute parole susceptible de provoquer des dissensions au sein de la population.

Le problème, en l'occurrence, vient de ce que les responsables en question sont loin d'avoir la même idée des principes de la révolution et tirent de l'enseignement de l'imam Khomeiny — auquel ils ne cessent de se référer pour s'en faire une caution — des conclusions sou-

vent diamétralement opposées. Quant à la population, elle paraît bien loin de ces querelles dont elle ne retient que la caution paralysante, essentiellement dans le domaine qui la touche au premier chef, l'économie. La faillite à la des répercussions immédiates et dramatiques sur la vie quotidienne des Iraniens, soumis à des augmentations de prix souvent vertigineuses doublées d'un système de coupons de rationnement, une situation qui est aggravée surtout par l'instauration d'un double marché — un « officiel » et un « libre » — sur lesquels les prix peuvent varier de un à dix ou de un à vingt. « Depuis un an, la seule différence est que l'on s'enfonce de plus en plus », entend-on comme un leitmotiv à Téhéran, où le cours du dollar est plus suivi que les discours du régime.

Et ce n'est certainement pas la campagne musclée de moralisation lancée dernièrement par le pouvoir qui risque de remonter le moral chancelant de la population. Barages dans les rues, rafles, touchant toute personne ne portant pas une tenue purement islamique, cette campagne qui s'est soudain faite très discrète ces derniers jours a été l'une des plus dures auxquelles les Téhéranais ont eu à faire face et la plus brutale depuis la mort de Khomeiny. Elle a même, fait exceptionnel, touché des sociétés étrangères dans les bureaux desquelles des descentes ont été effectuées pour vérifier la tenue des Iraniens. Ces procédés ont porté leurs fruits : jamais Téhéran n'a paru aussi noir de tachards, de foulards et longs imperméables, et tout laisse à penser qu'un despotisme de l'imam n'en est pas la raison principale.

« On avait l'habitude de dire que Rafsandjani était un réaliste. Maintenant, ce sont les gens qui sont réalistes à l'égard de Rafsandjani ». Cette boutade qui court Téhéran donne la mesure des déceptions de nombre d'Iraniens qui, à la mort de Khomeiny, accordaient la plus grande confiance aux capacités de l'Etat.

YVES HELLER

Le dialogue palestino-américain en péril ?

L'OLP n'est pas disposée à céder aux pressions de Washington

TUNIS

de notre correspondant

L'OLP n'a pas l'intention de condamner le raid palestinien sur les côtes israéliennes, ni d'exclure du comité exécutif M. Aboul Abbas, non législateur, pour sauver le dialogue américano-palestinien, comme le lui demande Washington. (Le Monde daté 3-4 juin.)

« La note américaine est une provocation », a déclaré M. Salah Khalaf (Abou Iyad), adjoint de M. Yasser Arafat à la direction du mouvement Fath. « L'OLP demeure attachée à ses initiatives de paix, déclare-t-il, mais elle ne renoncera pas pour autant à ses principes pour mander la poursuite à tout prix d'un dialogue timide d'où rien n'est sorti ». M. Salah Khalaf est catégorique au sujet de M. Aboul Abbas : il a été élu au comité exécutif par le Conseil national et « les règles de la démocratie font que celui-ci seul peut le démettre ».

« Un cadeau aux extrémistes »

La position de la centrale palestinienne, après la mise en demeure américaine, doit être arrêtée par le comité exécutif et les dirigeants des divers mouvements composant l'OLP, actuellement réunis à Bagdad. Selon M. Salah Khalaf, ni le comité exécutif, ni les instances militaires de l'OLP, ni les forces qui en dépendent ne sont impliquées dans le raid organisé par le groupe de M. Aboul Abbas. Il rappelle aussi que les dirigeants palestiniens ont déjà bien souvent expliqué à leurs interlocuteurs américains qu'ils sont toujours prêts à condamner le terrorisme dirigé contre des civils et n'entreprendre aucune action militaire hors des frontières d'Israël et des territoires occupés.

Si la rupture du dialogue avec Washington devenait effective et

mettait un terme au processus de paix, l'option militaire à laquelle se réfèrent de plus en plus de Palestiniens deviendrait-elle le dernier recours ? M. Salah Khalaf se refuse à en envisager l'hypothèse. « L'intifada est et demeure l'axe de base » dit-il. L'OLP, selon le numéro deux du Fath, aurait en aussi maintes occasions de rompre le dialogue avec les Américains (abus du droit de veto au Conseil de sécurité, émigration des Juifs soviétiques vers Israël, résolution du Sénat sur Jérusalem...) mais elle ne l'a pas fait. Alors, aujourd'hui, que Washington « presse ses responsabilités », déclare-t-il, en ajoutant que, si le dialogue doit cesser, ce sera non seulement « la fin du plan Baker » mais aussi et surtout « un magnifique cadeau américain offert aux extrémistes de tous bords opposés à la politique de paix de l'OLP ». M. Salah Khalaf relève que ces extrémistes — M. Aboul Abbas et islamistes compris — se trouvaient sur le recul depuis les succès enregistrés par l'initiative de paix de l'OLP, lancée à Alger en novembre 1988. « Mais, devant l'impasse, dit-il, ils reviennent en force et l'OLP comme les pays qui les hébergent ne peuvent plus les contrôler ».

MICHEL DEURÉ

ISRAËL : situation intenable dans les territoires occupés, selon la CEE. — Dans une déclaration rendue publique à Bruxelles, les douze Etats membres de la CEE affirment que la situation dans les territoires occupés par Israël est intenable et se déclarent déterminés à y faire observer le respect des droits de l'homme. Evoquant les « tragiques événements » du 20 mai dernier, au cours desquels quinze Palestiniens avaient été tués, et l'escalade de violence qui a suivi, les Douze se prononcent en faveur d'une action des Nations unies, notamment pour la protection de la population. — (Reuters.)

Les partis

Qui a

Le Grand Orient de France
généraliste mobilisation républicaine
une - la resurgente du fascisme -

جوليا ليتا

Les partis politiques face à l'extrême droite

Qui a enfanté Le Pen ?

POINT DE VUE

**Le Grand Orient de France
appelle à la « mobilisation républicaine »
contre « la résurgence du fascisme »**

qu'il était

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

L'administration
 de la population
 de la ville de
 Paris que la
 population de
 la ville de
 Paris est de
 2 100 000
 habitants
 en 1900
 et de 2 200 000
 en 1905
 et de 2 300 000
 en 1910
 et de 2 400 000
 en 1915
 et de 2 500 000
 en 1920
 et de 2 600 000
 en 1925
 et de 2 700 000
 en 1930
 et de 2 800 000
 en 1935
 et de 2 900 000
 en 1940
 et de 3 000 000
 en 1945
 et de 3 100 000
 en 1950
 et de 3 200 000
 en 1955
 et de 3 300 000
 en 1960
 et de 3 400 000
 en 1965
 et de 3 500 000
 en 1970
 et de 3 600 000
 en 1975
 et de 3 700 000
 en 1980
 et de 3 800 000
 en 1985
 et de 3 900 000
 en 1990
 et de 4 000 000
 en 1995
 et de 4 100 000
 en 2000
 et de 4 200 000
 en 2005
 et de 4 300 000
 en 2010
 et de 4 400 000
 en 2015
 et de 4 500 000
 en 2020
 et de 4 600 000
 en 2025
 et de 4 700 000
 en 2030
 et de 4 800 000
 en 2035
 et de 4 900 000
 en 2040
 et de 5 000 000
 en 2045
 et de 5 100 000
 en 2050
 et de 5 200 000
 en 2055
 et de 5 300 000
 en 2060
 et de 5 400 000
 en 2065
 et de 5 500 000
 en 2070
 et de 5 600 000
 en 2075
 et de 5 700 000
 en 2080
 et de 5 800 000
 en 2085
 et de 5 900 000
 en 2090
 et de 6 000 000
 en 2095
 et de 6 100 000
 en 2100

posée à céder Washington

[illegible][illegible]

BOSTON
SAN FRANCISCO
CHICAGO
TORONTO
PHILADELPHIE
LOS ANGELES
HOUSTON
DALLAS
MIAMI
DETROIT
WASHINGTON
ATLANTA
NEW YORK
PITTSBURGH

ESSAYEZ DONC
DE GAGNER
AUTANT DE VILLES
AVEC
D'AUTRES LETTRES.

British Airways est de loin la compagnie européenne qui propose le plus de destinations vers l'Amérique du Nord. Après un changement simple et rapide à Londres, vous pouvez vous rendre directement dans 22 villes aux États-Unis et au Canada; 19 d'entre elles sont d'ailleurs desservies quotidiennement.

En plus des villes déjà mentionnées, nous relierons Anchorage, Montréal, Newark, Orlando, San Diego, Seattle, Tampa et Vancouver.

Aucune autre compagnie européenne ne peut vous offrir une telle souplesse. Alors quand vous vous rendez en Amérique du Nord, choisissez la bonne compagnie.

BRITISH AIRWAYS

POLITIQUE

Les partis politiques face à l'extrême droite

Le casse-tête des élections

Comment, face au Front national ou, plus ou moins discrètement, avec lui, le RPR et l'UDF pourraient-ils aborder sereinement les élections à venir ? Les cantonales en mars 1991, et les législatives, et les régionales et la présidentielle. Casse-tête en série. A chaque jour suffit sa peine, continuent de dire certains qui, comme le dénonce par avance Michel Noir, voudraient encore jouer « aux petits hypocrites et aux petits calculateurs ». Pour les cantonales de l'an prochain, le moment fatidique, selon les états-majors politiques, se situera en septembre quand il leur reviendra d'examiner les enjeux sur le terrain. Chacun redoute ce rendez-vous.

Au nom du FN, Bruno Mégret annonce, royal : « Nous n'allons pas cette fois nous casser la tête. Nous présenterons des candidats partout au premier tour et, pour le second, nous serons prêts à des désistements réciproques avec le RPR ou l'UDF, simples accords tacites pour nous permettre de progresser plus vite ».

Que fera le RPR ? L'état-major doit prendre cela complètement en main, exige Michel Noir, et fuir sur le feu tous ceux qui manœuvrent à ce règlement militaire. Alain Juppé est d'accord : « nous devons être extrêmement stricts. Compte tenu du tohu-bohu médiatique à prévoir, la moindre faiblesse ne nous sera pas pardonnée ». Robert Pandraud, le nouveau « M. Elections » du RPR, se montre pourtant moins ferme. « Il faudra être pragmatique. Il y a une marge prodigieuse entre gérer avec le FN un Etat et gérer avec lui les affaires d'un département ». Qui convaincra l'autre ?

Au Parti républicain, le plus concerné, François Léotard, sait que la partie sera rude. « Jean-Claude Gaudin m'a déjà proposé un voyage aux Baléares, au moment du deuxième tour de ces cantonales, pour ne pas voir ce qui se passera », ironise-t-il. Plus sérieusement, le président du RPR se dit que « le moment d'un vrai combat politique » arrivera en septembre, au risque de per-

dre sa présidence lors du prochain congrès de son parti à la fin de cette année. Mais, personnellement, il ne transigera pas : « il s'agit à présent d'être extraordinairement strict pour éviter la gangrène des esprits. Il faut être intolérant à l'extrême ».

Toujours Marseille

Son second, Gérard Longuet, est loin de prendre pareil engagement. Certes il convient « que l'opposition ne pourra pas terminer l'année 1990 sans avoir obtenu une position de principe générale », mais il reconnaît dans le même temps « que les positions du parti sont devenues extrêmement fragiles vis à vis d'une base qui ne sait plus faire la différence entre le FN, le RPR et l'UDF ». Le CNL a le mérite d'être plus clair. Son président, Yvon Briant, a déjà tranché : « Si le candidat du FN arrive en tête au second tour, le préconiserai qu'on le soutienne ».

A moins qu'il ne s'agisse une

fois de plus d'une savante répartition des tâches, comment l'opposition et ses élus locaux s'arrangeront-ils de tout cela ?

Une fois de plus, Marseille sera sur la sellette puisque pour la première fois depuis longtemps, la majorité socialiste du département des Bouches-du-Rhône peut tomber. Quarante-sept cantons, vingt-quatre renouvelables : le FN sera l'arbitre. Les accords de désistement entre l'UDF et le FN sont, sur place, pratiquement conclus. « Que nos amis parisiens ne viennent pas nous inquiéter », prévient Roland Blum, l'homme ligue de Jean-Claude Gaudin au conseil général. Nous avons suffisamment argos. C'est un problème qui emmène tout le monde, et ce n'est pas de gaieté de cœur que nous passons de tels accords. Les élus du FN sont des hommes que nous avons toujours côtoyés. Nous avons avec eux un dialogue que nous n'avons souvent pas avec les socialistes ». Arrêtons l'hypocrisie, s'indigne son ami Jean Roatta, le temps des bêtises ou est

révolu. Nous ne sommes pas des fascistes, mais des gens qui ont ras-le-bol. Ce conseil général, les électeurs ne nous pardonneront pas de le perdre. Si, à Paris, ils veulent nous exclure, qu'ils le fassent. « Si l'y avait des législatives demain, affirme Roland Blum, le FN serait présent au second tour dans douze circonscriptions sur les seize du département ».

Leur voisin varois, Daniel Colin, député PR, est dans les mêmes dispositions : « Il faut faire la distinction entre la dialectique et la réalité. Vandre son âme ne veut rien dire : qui peut la passer ? A Paris, qu'ils s'occupent de leurs problèmes, nous réglons les nôtres ». Pendant ce temps-là, le président UDF du conseil général, Maurice Arreckx, peut se refaire une virginité en certifiant que jamais, au grand jamais, il ne vendra son âme, mais qu'il est « prêt à associer à la gestion de son département tous ceux qui auront la confiance des Varois ». Parfaite répartition des rôles.

Dans les Alpes-Maritimes, Jac-

ques Médacin, maire de Nice, pourra bien faire ce qu'il veut parce que, comme le dit sa voisine Louise Moreau, députée UDF, « Nice, c'est Nice » ; mais chez elle à Mandelieu, elle est personnellement rassurée, puisque, à l'en croire « ses électeurs savent très bien qu'on ne lui fera pas faire n'importe quoi ». Parfaite hypocrisie.

Faudrait-il encore citer Jacques Blanc (PR), qui gouverne avec le FN le région du Languedoc-Roussillon et qui est disposé, à ce titre, à couvrir toutes nouvelles alliances dans ses départements ? « Ce ne sont certainement pas nos grands chefs qui dicteront notre conduite », affirme-t-il. Tous ces types qui parlent ne savent pas ce que c'est de vivre en HLM, dans des quartiers où on ne peut pas laisser sortir sa fille toute seule. Nous continuerons de forger sur place des majorités d'action sans aucun complexe. Les élus du FN sont plus respectables que certains du PC ».

D. C.

La droite tétanisée par le Front national

Suite de la première page

Brutale et tardive lucidité, si l'on songe qu'il y a moins d'un an François Léotard écrivait, certes joliment, que le Front national « n'était qu'une irritation provisoire de notre épiderme politique ». Comme beaucoup de ses amis, il a l'honnêteté d'admettre qu'il s'est trompé, qu'il s'agissait d'un virus. Comme son voisin d'Antibes, Pierre Merli, UDF mais ami intime de François Mitterrand, qui « en base plus dire aujourd'hui que le Front national est une fièvre, une épidémie et un passage ». Comme Alain Juppé, qui ne pensait pas non plus « que la vague arriverait à ce niveau ». Comme le centriste Jacques Barrot, qui n'avait pas prévu non plus « que le phénomène allait s'accroître à ce point ». Ou comme Charles Pasqua, qui, jusqu'en novembre 1989, n'avait pas imaginé que l'affaire était si grave.

La revanche des « pizzaioli »

Sur les cadrons de bord de l'opposition, tous les feux sont aujourd'hui au rouge. Les municipalités de 1989 et toutes les élections partielles organisées depuis ont montré que l'extrême droite ne prospère plus seulement à l'extrême sud du pays. Il n'est pas surprenant que les élus du Sud si souvent montrés du doigt, ces « pizzaioli », comme les a surnommés Pierre Méhaignerie qui les accusait de trop mélangier les ingrédients de la cuisine électorale, se gaussent aujourd'hui de cet aveuglement.

Pendant des années, se souvient Jean-Claude Gaudin, on nous a expliqué à Paris que c'était un furoncle qui ne relevait pas de l'intérêt général, que les gens qui avaient le furoncle n'avaient qu'à s'accommoder. Maintenant, on s'aperçoit que cela va emmerder tout le monde. « Pendant deux ans, on nous a traités de fascistes, ajoute Daniel Colin, député PR du Var. Aujourd'hui, je constate à l'Assemblée que tous mes collègues ont la trouille ». « Pendant des années, explique encore Roland Blum, député PR des Bouches-du-Rhône, nos leaders nationaux, qui en général n'avaient chez eux que 4 ou 5 %

d'électeurs du Front national, ont pu se payer le luxe de se donner des images d'hommes politiques audessus de la mêlée. C'est fini. » Toutes les régions sont touchées. Tous les électeurs, des plus populaires aux plus bourgeois, sont contaminés. « Pendant des années, relive encore Jean-Claude Gaudin, le Front national a progressé dans les quartiers populaires. Désormais, il y a un réel danger qu'il vienne nous terrasser dans nos propres quartiers ».

Plus grave, l'opposition se réveille aujourd'hui avec des électeurs qui ont de plus en plus de mal à entendre raison. C'était vrai lors des élections de Villepinte sur l'immigration. C'est vrai à Marseille, où le racisme au quotidien ne fait plus peur. Patron de l'importante fédération PR des Bouches-du-Rhône, Jean Roatta ne peut que le constater : « Les Marseillais ne voient plus Le Pen, ils voient les immigrés ». C'est vrai ailleurs. Elu du Pas-de-Calais, Philippe Vasseur s'alarme, et il s'agit des dizaines comme lui : « Plus on tape sur Le Pen, plus on nous reproche de ne pas faire notre métier d'élus de droite. On ne sait plus comment s'en sortir. Dans l'esprit de beaucoup de nos électeurs, nous devrions, pour revenir au pouvoir, agir avec le Front national comme Mitterrand l'a fait avec Marchais. Allez leur dire le contraire ! C'est vrai encore dans le courrier quotidien, quand François Léotard ou Michèle Barzach, nouvelles têtes de Turcs désignées par le FN, constatent que les lettres d'injures autoprofessionnelles sont à présent signées. « Nos électeurs n'hésitent plus, constate Michèle Barzach, à s'honorer de leur désertion. Ces gens se sentent déçus, déçus, normalisés, normalisés en votant maintenant FN. Ils osent dire ».

A qui la faute ?

Chacun s'efforce tant bien que mal de dénicher les coupables. La faute aux autres ? A François Mitterrand, d'abord. « Depuis des années, dit Maurice Arreckx, président du conseil général du Var, ils

jouent, lui et les socialistes, avec le feu, soufflant sur des braises qui malheureusement ne deviendront jamais des cendres. Le prix, il faut d'un jour dire qui le paiera. » Au cours d'un de leurs fréquents tête-à-tête, Pierre Merli faisait récemment ce procès à son ami de résistance, François Mitterrand. Les deux hommes se tutoient. C'était

PAS DE PANIQUE !
IL FAUT PENSER
À L'APRÈS-LE PEN.



Les frissons de M. Pasqua

D'autres acceptent de balayer devant les portes de l'opposition, conscients de ses multiples errements, de son manque de bonnes réponses aux questions soulevées par Jean-Marie Le Pen, de ses erreurs de stratégie. Jacques Chirac est dans le collimateur, pour des raisons souvent contradictoires. Certains pensent qu'en arrivant à Matignon en mars 1986 « la bonne attitude » du président du RPR aurait été d'intégrer le Front national à sa majorité. Ils le pensent mais n'osent pas trop le dire. Yann Piat, qui siègeait sur les bancs de l'extrême droite à cette époque, déclare : « C'est été la meilleure façon de nous marginaliser, de nous étouffer. Aujourd'hui, c'est trop tard ». Bruno Megret, qui, lui, n'a pas renié son légitime, est curieusement du même avis : « En 1986, Chirac a fait une dramatique erreur. On aurait été très enclavé si Jean-Marie Le Pen, comme il l'était tenté de le faire alors, avait accepté de faire la bascule. On était encore faiblard. Le RPR nous aurait absorbé facilement en nous proposant des postes ».

Plus nombreux, à la vérité, sont ceux qui reprochent à Jacques Chirac d'avoir trop manqué, ces dernières années, de fermeté, notamment à l'élection présidentielle de 1988. Michel Noir se souvient amèrement de cette période de

après Carpentras. « Je lui ai dit : « François, ça fait des années maintenant que tu nous emmerdes avec le Front national. Techniquement, c'est du grand art, mais tu ne penses pas que cela devient dangereux ? » Après un instant de réflexion, il m'a répondu : « Pierre, tu as raison... »

La faute à la presse, à ce que Jean-Claude Gaudin appelle savamment « les conditions médiatiques parisiennes ». « Mes amis, quand ils me parlent à moi, dit-il, ne me font pas de reproche. C'est quand ils

« flottent », quand on laissait dire au fidèle Charles Pasqua que les « valeurs » de Jean-Marie Le Pen n'étaient pas si rebutantes. « Si la présidentielle n'était pas jouable, dit le maire de Lyon, au moins pourrions-nous prétendre remporter les élections législatives qui suivraient. Mais j'avais été prévenu. En mai 1987, j'avais eu un petit déjeuner avec Chirac. Il avait été net : « J'ai besoin, m'avait-il répondu, d'une stratégie Chirac, pas d'une stratégie Noir. » Aujourd'hui, permettez-moi de boire du petit lait. » Michèle Barzach a des souvenirs voisins : « On a accumulé les erreurs. Durant toute cette campagne, on s'est demandé s'il fallait taper à droite ou au centre. Mais Charles Pasqua disait alors que le Front national ne méritait pas que l'on casse trois pattes à un canard. J'avais d'ailleurs moi aussi été prévenu. Quand, l'année précédente, j'avais mené la bataille contre Le Pen sur le sida, le regard de certains de mes collègues du gouvernement était déjà extrêmement parlant. » François Léotard en veut également à Jacques Chirac : « Il y a trois ans, je lui avais demandé : « Pourquoi n'utilisez-vous pas plus votre patrimoine gaulliste de la résistance ? Il pouvait le faire, moi pas. Je n'ai pas eu de réponse ».

Carpentras portera-t-il un coup d'arrêt à la contagion de l'extrême droite ? Le pari serait audacieux. A Nice et Marseille, on se rend compte que la montée de l'islam sur l'autre bord de la Méditerranée donne des frissons à tout le monde. « Vous verrez, pronostique Robert Pandraud, qui connaît bien sa France électorale, que s'il y a un coup de chien en Algérie, on va retrouver Le Pen à 25 % et que Carpentras sera vite oublié ! » Charles Pasqua partage les mêmes appréhensions. « L'immigration est un problème plus grave qu'on ne l'imagine. Le Maghreb va bouger, l'Afrique noire va se réveiller, les pays de l'Est auront aussi leurs émigrés. Si nous ne répondons pas à ces angoisses, Le Pen va surfer allégrement là-dessus ». A Marseille, dans son bureau du conseil régional, Jean-Claude Gaudin sent venir le coup dur. De sa fenêtre, il montre la place Jules-Guesde et son marché arabe traditionnel. « Regardez, il y a de plus en plus de barbus et de femmes voilées. Les porteurs de l'intégrisme sont là et ceux qui, à Alger, vont refuser leur loi vont arriver chez nous en masse. Le Pen a encore de beaux jours devant lui ».

DANIEL CARTON

BIBLIOGRAPHIE

Aimable divertissement

« Conversation avec le général » de Jean Dutourd

Alors que de Gaulle a inspiré les écrivains les plus prolifiques, alors que lui-même a été un auteur fécond, Jean Dutourd a réalisé la gageure d'écrire le livre le plus bref jamais édité sur ce vaste sujet. Sa « Conversation avec le général » tient en quarante pages. Mais au lieu de raconter l'heure entière d'entretien que le futur académicien eut pendant l'été 1956 avec le futur président de la République, qu'il avait « perdu de vue », il décrit ses impressions face à ce diabolique à la voix de sirène qui, à ses yeux, incarne la poésie.

« La France, Dutourd ; vous verrez, dans trois cents ans », est à peu près la seule phrase que le visiteur ait retenue. Mais quel aimable et attendri divertissement il en tire pour décrire sa conversation à un certain gaullisme qui date de ce jour-là, tout en méditant sur l'état du monde et de la IV^e République finissante.

A. P.

► Conversation avec le général, de Jean Dutourd, édition Flammarion, 49 p., 49 F.

5 F le Banco
A part 5.000 F ; 5 F ça ne vaut presque rien.

le journal mensuel de documentation politique après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA SÉCURITÉ CIVILE
La protection des personnes et des biens

Avec la participation de :
— Pierre ARPAILLANGE
— Georges DUFOIX
— Pierre JOXE
— Henri NALLEY
— Renaud VIÉ LE SAGE

Envoyer 60 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

5 F le Banco
Moins cher ce ne serait plus du jeu.

5 F le Banco
Jamais le démon du jeu n'a été aussi tentant.

Les héritiers des prêtres-ouvriers

Les héritiers des prêtres-ouvriers... (Text continues with details about the legacy of priest-workers and their impact on the Church and society.)

Les héritiers des prêtres-ouvriers... (Text continues with details about the legacy of priest-workers and their impact on the Church and society.)

Les héritiers des prêtres-ouvriers... (Text continues with details about the legacy of priest-workers and their impact on the Church and society.)

Les héritiers des prêtres-ouvriers... (Text continues with details about the legacy of priest-workers and their impact on the Church and society.)

Les héritiers des prêtres-ouvriers... (Text continues with details about the legacy of priest-workers and their impact on the Church and society.)

16 Le Festival estival de Paris
20 Roland-Garros : le cobra et la mangouste

RENSSEIGNEMENTS : (1) 43 43 96 96.

SCIENCES • MEDECINE

Inde : les ports du sida

Contrairement aux prévisions des plus optimistes, l'épidémie se répand dans le sous-continent

NEW-DELHI

de notre correspondant

En juillet 1983, M. Avtar Pambal, directeur général du Conseil international de la recherche médicale (ICMR), avait proposé une solution : « Les relations sexuelles avec les étrangers et les Indiens vivant en dehors de l'Inde (NRI) devraient être interdites ». Par la loi, cet éminent spécialiste recommandait une méthode « gaudhianne », l'« abstinence », et regrettait qu'il n'y ait « pas assez de panique ». Ses propos, volontairement provocateurs, visaient à déclencher une réelle prise de conscience de la part du gouvernement et de l'opinion. Deux ans plus tard, l'Inde elle-même est confrontée à l'épidémie et à la grande peur du sida. Si les pouvoirs publics ont mis en place, sans perdre de temps, une politique volontariste, l'opinion est plus lente à s'éveiller, pour des raisons à la fois culturelles, sociales et religieuses.

Le docteur Tripathy, directeur général adjoint de l'ICMR, est raisonnablement optimiste : « Le sida ne se répand, bien sûr, mais sans doute moins vite qu'en Afrique, en Europe ou en Amérique ». Le 30 avril, quarante-quatre personnes étaient atteintes de la maladie, dont 12 étrangers, sur 330 millions d'habitants. Un bilan qui, en effet, ne paraît pas alarmant. Les spécialistes savent cependant que ces chiffres sont trompeurs : avec la Thaïlande, l'Inde fait partie des pays d'Asie où la progression de l'épidémie est la plus rapide depuis trois ans. Aucune étude sérieuse n'a été entreprise à l'échelle nationale, et il est donc extrêmement difficile d'évaluer l'ampleur des ravages causés par le virus : 479 666 échantillons de sang ont été jusqu'à présent examinés ; sur ce total, 2251 étaient porteurs du sida, ce qui donne un taux de séropositivité de 4,7 pour 1000.

Bien qu'il y ait des avis divergents sur l'implantation et l'étendue du mal, les experts indiens semblent partager une certitude : l'épidémie



Les prostituées (ici à Bombay) et ceux qui les fréquentent représentent le premier groupe à risque.

est à sa phase primaire. Pour le docteur Harcharan Singh, spécialiste des questions de santé à la commission de la planification, le problème est sérieux mais contrôlable : « Il y a une légère augmentation du taux d'infection dans les groupes à risque. Il n'est pas sûr que la maladie se développe sur une grande échelle. J'ai dix autres problèmes dans le domaine de la santé plus cruciaux que le sida, ce qui ne veut pas dire que celui-ci doit être négligé ». Il est vrai que, à l'échelle d'un pays où plus de 200 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, le sida pourrait presque faire figure (à tort) de maladie de « riches ».

Le premier cas de sida « indien » fut détecté en mai 1986. Le malade avait contracté le virus à la suite

d'une transfusion sanguine pratiquée aux États-Unis. En juillet 1987, on recensait un premier donneur de sang séropositif. Les autorités médicales ont suivi une politique consistant en priorité à cerner les « groupes à risque » et aussi leur implantation sociale, voire géographique. Un programme de surveillance fut mis en place, avec quarante et un centres chargés de collecter les informations. La tâche est aujourd'hui loin d'être achevée, mais plusieurs tendances se dessinent.

Dans la majorité des cas, les personnes atteintes sont issues des classes pauvres de la société indienne, bien que, pour des raisons qui tiennent à un style de vie très occidental (donc en partie débranchés des tabous sexuels), les classes

supérieures soient également concernées. La « promiscuité hétérosexuelle » (masculine et féminine) constitue le mode de transmission le plus important. Dans ce domaine, les prostituées et ceux qui les fréquentent représentent le premier groupe à risque. Viennent ensuite les donneurs de sang et enfin les patients des cliniques spécialisées dans les maladies sexuellement transmissibles (STD).

Les drogues, contrairement à ce qui se passe en Thaïlande, ne constituent pas un groupe particulièrement menacé, dans la mesure où la drogue est surtout absorbée par voie buccale et non intraveineuse. L'homosexualité, d'autre part, qui est un délit punissable d'une peine de prison, est assez peu répandue, en dehors de certaines communautés

spécifiques comme celle des *hijras* (pseudo-hermaphrodites) et des *thodas* (travestis). Les États du sud de l'Inde (Maharashtra et Tamil Nadu) sont des foyers d'épidémie : respectivement 50 % et 35 % des cas de séropositivité. Bombay, l'immense métropole portuaire (donc très internationale), détient une sorte de record. Les prélèvements sanguins de 2000 prostituées ont révélé 150 cas de séropositivité, un taux qui fait frémir lorsque l'on sait que la capitale du Maharashtra compte environ 100 000 prostituées.

Dans ce milieu, le problème de l'information à propos du sida reste entier : selon une étude réalisée en 1988, 90 % des prostituées de Bombay n'avaient jamais entendu parler du virus. Le travail de prévention parmi les prostituées présente des difficultés quasi-insurmontables, et la politique de l'ICMR a été, sur ce point, un échec. La quasi-totalité d'entre elles ont refusé de mettre fin à l'exercice de leur profession en échange d'une prime de 1500 roupies (1) par mois, tout simplement parce que certaines gagnent 500 roupies par jour.

Par ailleurs, la généralisation de l'utilisation des condoms se heurte à des réticences : les hommes y voient une atteinte à la virilité. Douze millions de condoms sont distribués chaque année, mais on estime que 1 sur 150 est utilisé. Reste le travail

de fournir entrepris par certains praticiens, comme le docteur Gita Bhawe qui, à Bombay, se rend régulièrement dans les *red light areas* (les quartiers de prostitution) pour parler, informer, convaincre.

La situation des donneurs de sang est tout aussi complexe. L'Inde compte environ 730 banques de sang et environ 400 000 donneurs. Entre 1,6 et 2 millions d'unités de 300 centimètres cubes sont recueillies annuellement. Les statistiques concernant la séropositivité des échantillons sont aléatoires, dans la mesure où les « professionnels » donnent leur sang à de nombreux établissements, sous des identités différentes, et parfois plusieurs fois par semaine. Plus de deux cents banques sont privées et, à Calcutta notamment, l'industrie du sang est florissante. Les donneurs sont payés en fonction de la rareté de leur groupe : 50 roupies pour une unité de O positif, et parfois 200 roupies pour un O négatif.

LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 14

(1) 1 franc français vaut environ 2,80 roupies indiennes.

L'institut de tous les dangers

L'institut européen de cindyniques (du grec *kindynos*, « danger »), société regroupant des spécialistes du risque dans tous les secteurs de la société a tenu récemment à Paris sa première manifestation publique.

Un grand voyage au pays de tous les dangers, de Seveso aux chantiers de travaux publics, des centrales nucléaires au foyer de tout un chacun. L'éventail des interventions à cette « Journée sciences du danger » montrait assez l'étendue du champ d'action que s'est donné le tout nouveau Institut européen de cindyniques. C'est que, si — surtout après Tchernobyl et Bhopal — le danger du nucléaire ou de l'industrie chimique est une évidence, « l'escalier reste l'outil le plus dangereux si l'on se réfère au nombre des accidents », souligne M. Pierre Tanguy, président de l'institut européen de cindyniques et inspecteur général de la sûreté nucléaire à EDF.

Pas question pour autant de minimiser le risque industriel, au contraire. Mais, explique M. Tanguy, « la nécessité d'un échange d'expérience entre spécialistes de domaines différents s'est très vite imposée à nous ». L'influence prépondérante du « facteur humain » dans les catastrophes est, par exemple, commune à l'aéronautique, à EDF pour la conduite des centrales, à Rhône-Poulenc pour celle des grandes installations chimiques, à la SNCF, ou même à la circulation routière.

dans la mesure où l'alcool et la fatigue jouent un rôle important dans les accidents. De la même façon, ajoute M. Tanguy, « l'approche systémique » pratiquée pour les moyens de transport en matière de sécurité pourrait être transposée pour l'étude des risques domestiques. L'institut européen de cindyniques est né de ce constat en janvier dernier, à partir de la 3SF (Société de sécurité des systèmes et de fiabilité), spécialisée dans le risque industriel, qui s'est sabordée pour renaître sous cette forme plus généraliste. Il rassemble aussi bien des exploitants de grands systèmes industriels (nucléaire, chimie), que des médecins, des assureurs ou des juristes, et s'est doté d'un conseil scientifique de dix-huit membres, présidé par M. Haroun Tazieff. Il tiendra sa première réunion en septembre prochain.

Association de type loi de 1901, sans but lucratif, l'institut fonctionne comme une société savante dont les adhérents se réunissent régulièrement pour élaborer des documents scientifiques, des guides, des cahiers de normes. Pour l'instant, il ne compte que des Français. Mais, précise M. Tanguy, des contacts ont lieu avec les Allemands, les Espagnols et la Communauté européenne pour que les faits correspondants à la volonté de ses fondateurs.

J.-P. D.

Les faux nez de la technique

Les biocapteurs, copies des organes du goût et de l'odorat au service des industriels et de la médecine

L'ANCESTRE des biocapteurs est probablement... la truffe, certains centres de traitement des eaux utilisent depuis longtemps. A la moindre trace de pollution, ce poisson très sensible meurt, et l'alarme est donnée. Le système a même été perfectionné en 1982 par des chercheurs français qui avaient greffé un émetteur miniature sur le bulbe olfactif du malheureux animal. Cela permettait d'obtenir des courbes baptisées « électrobulbogammes » grâce auxquelles il était possible d'identifier le polluant responsable par la truffe.

Depuis, on s'est immobilisé sur un support des enzymes, ces substances biologiques qui utilisent les cellules vivantes pour reconnaître certaines molécules chimiques, et coupler le tout à un détecteur électronique ou optique. Les biocapteurs sont ainsi devenus des espèces de nez, ou plutôt de papilles gustatives artificielles. Extrêmement rudimentaires si on les compare à leurs équivalents naturels, mais infiniment plus performants que les appareils d'analyse de laboratoire les plus perfectionnés. De la médecine à l'industrie chimique, pharmaceutique et agro-alimentaire, les applications potentielles de cette technologie encore balbutiante sont légion.

L'idée remonte à 1962, quand les Américains Clark et Lyons décrivent les premières électrodes à enzymes. Mais, du laboratoire à la commercialisation, le chemin est long pour du matériel aussi délicat. Et elles ne sont mises sur le marché qu'en 1974, par la firme américaine Yellow Springs Instruments (YSI). Elles mettent en œuvre de la glucose-oxydase, une enzyme très résistante qui « détecte » le glucose en produisant en sa présence de l'oxygène auquel l'électrode réagit par un courant électrique.

Actuellement, seules les électrodes enzymatiques sont vraiment opérationnelles et commercialisées par des sociétés américaines comme YSI, japonaises ou françaises (Solea Tacussel, Sétic et Sere). Elles détectent

le glucose, le lactose, le maltose, l'acide urique ou l'alcool. Mais, affirme M. Pierre Coulet, directeur du laboratoire de génie enzymatique (CNRS, université Claude-Bernard de Lyon), « une nouvelle génération, en gestation depuis quelques années, est en train d'apparaître ». C'est ainsi qu'un chercheur de la firme japonaise Mitsubishi a réussi, grâce aux techniques microphotographiques utilisées pour la fabrication des composants électroniques, à déposer une couche, d'enzyme de moins d'un micron sur un transistor à effet de champ. Le premier mariage réussi de la biologie et de l'électronique sur la même puce. D'autres systèmes sont également en cours de développement, où les électrodes sont remplacées par des semi-conducteurs, des thermistors qui réagissent à la chaleur, des cristaux piézo-électriques ou des détecteurs optiques. Aux côtés des enzymes, des bactéries, des coupes de tissu cellulaire, des anticorps, ont enrichi le groupe des substances biologiques associées aux dispositifs électroniques.

Nombreuses utilisations

L'équipe de M. Pierre Coulet vient de terminer la mise au point d'un biocapteur optique. La substance sensible, la luciférase — protéine responsable de la luminescence du ver huius — y est immobilisée sur une membrane fixée à l'extrémité d'une fibre optique. Elle réagit en présence de très faibles concentrations d'eau oxygénée, ou d'ATP (adénosine triphosphate), et de NADH, une molécule et une enzyme importantes dans le métabolisme énergétique des êtres vivants. L'émission lumineuse est alors détectée par un tube photomultiplicateur. Ce dispositif est mille à dix mille fois plus performant que les spectrographes utilisés pour les analyses fines, en raison même de l'extrême sensibilité de la réaction biochimique employée, affirme M. Coulet. Avec ses collaborateurs, il travaillait sur la bioluminescence

depuis 1982. Il leur fallait cependant trois ans pour passer du tube à essai au biocapteur. « Nous étanons actuellement la phase de contacts industriels. Deux ans environ seront ensuite probablement nécessaires pour passer de notre montage de laboratoire au prototype industriel », précise M. Coulet.

Ce genre de dispositif intéresse au premier chef les industriels des biotechnologies, des laboratoires pharmaceutiques aux grandes firmes de l'agro-alimentaire. Couplés à un ordinateur doté d'un système expert, les biocapteurs pourraient en effet permettre de suivre, analyser et piloter de manière très fine, en continu, les réactions extrêmement complexes conduites dans les fermentations. Il est significatif à cet égard qu'au Japon on trouve parmi les spécialistes les plus en pointe sur les biocapteurs des firmes comme Kirin Beer, Asahi Beer et surtout Toyo-Jozo, qui est un peu l'équivalent japonais de Perrier-Ricard. Certaines, d'ailleurs, développent ce genre de dispositifs pour leur propre compte et se gardent bien de les mettre sur le marché extérieur.

Autres domaines d'application possibles, le contrôle de l'environnement et, surtout, le secteur paramédical. Les laboratoires d'analyse utilisent depuis plusieurs années déjà des appareils comportant des électrodes enzymatiques pour le dosage du glucose, de l'urée ou de l'acide lactique. Des recherches sont en cours dans le cadre d'une « action concertée » au niveau européen pour la mise au point de biocapteurs implantables sous la peau ou dans le circuit sanguin. Principaux problèmes pour l'instant : rendre les électrodes biocompatibles et, surtout, prolonger la durée de vie (limitée actuellement à quelques heures) des substances biologiques qui y sont fixées. Ces obstacles surmontés, les utilisations seront nombreuses en pharmacocinétique, pour le dosage en continu de médicaments au moment où le patient en a vraiment besoin. Les biocapteurs pourraient, par exemple, permettre la fabrication d'un « pancréas arti-

ciel », une micro-pompe portable qui déclencherait, sans à-coups, l'injection d'insuline dans le sang des diabétiques dès qu'une légère augmentation du taux de sucre s'y manifesterait.

Mais M. Pierre Coulet voit beaucoup plus loin. Les membres de son équipe et lui s'intéressent beaucoup aux recherches sur le fonctionnement du goût, de l'olfaction, et même de la vision. « Un simple balayage prospectif, nous ne rêvons pas vraiment de réaliser des yeux artificiels », lance-t-il en souriant. Il n'empêche : des organes des sens aux neurones en passant par le système immunitaire ou la coagulation sanguine, toutes les fonctions biologiques sont basées sur « l'interface » de deux systèmes de communication : le principe même des biocapteurs. « Or, souligne M. Coulet, on commence à comprendre le fonctionnement de ces mécanismes. Il y a là une réserve inépuisable d'astuces que l'on peut utiliser, imiter et coupler à des dispositifs électroniques et optiques aux fins de plein développement. »

Selon le chercheur lyonnais, on assiste aujourd'hui aux tout premiers balbutiements d'un « nouveau champ de recherches croisées absolument fantastiques », aux applications aussi riches de promesses qu'imprévisibles pour l'instant. On pense évidemment aux ordinateurs biologiques, où les puces électroniques seraient remplacées par des composants biologiques. Mais, en fait, dans toutes les branches des hautes technologies, l'avenir est à la prise d'informations en temps réel et à la régulation en continu, comme dans les organismes vivants. Et, s'enflamme M. Coulet, « ce domaine, en apparence très appliqué et hétéroclite, constitue un thème formidable pour des recherches fondamentales pluridisciplinaires passionnantes, qui justifieraient le lancement d'un effort comparable aux programmes Apollo ou Human Frontier ».

JEAN-PAUL DOUFOUR

UNE CHARTE POUR L'EUROPE

L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS". TEXTE INTÉGRAL, étudié, commenté, traduit par André Prévost Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode reliée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIR : 250 F francs. Bégédis Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicacé sur demande.

SCIENCES • MÉDECINE

Un bestiaire dans la craie

Les carrières de Meudon, véritables cathédrales de l'architecture industrielle, sont menacées par un projet immobilier

DES piliers carrés énormes. Des arcs en plein cintre. Des voûtes d'arêtes parfaites. On se croirait dans une gigantesque église romane. Mais dans une église monolithique, faite de multiples nefs, longues à elles toutes de 8,5 kilomètres, se coupant à angle droit et superposées sur quatre étages. Cet extraordinaire monument est ignoré de la quasi-totalité des habitants de la région parisienne : il n'est pourtant qu'à une dizaine de kilomètres de Notre-Dame, puisqu'il est creusé dans la craie du crétacé supérieur de la colline de Meudon (Hauts-de-Seine) (1).

Des carrières, exploitées du début du XVIII^e siècle jusqu'à la première guerre mondiale, ont été extraites la craie très pure qui, très finement broyée, donnait le blanc de Meudon (appelé aussi blanc d'Espagne). Cette poudre quasi impalpable était utilisée dans les peintures, les faïences, les moules destinés à la dorure, divers produits chimiques, l'amendement des terres, et servait aussi à nettoyer les vitres.

« Carrières » : le mot évoque plutôt des galeries grossièrement creusées et jalonnées de frustes piliers, ces morceaux de roches éparpillés par les exploitants pour soutenir ensemble cette taupinière. A Meudon, les carrières ont travaillé dans la perfection. Les formes très régulières des galeries, des voûtes et des piliers ont été littéralement passées au peigne fin : des rainures profondes ont été gravées dans la pierre de petits sillons parallèles, judicieusement disposés, qui parachevent la beauté des carrières. Sous la colline de Meudon existe ainsi une véritable cathédrale d'architecture industrielle, unique au monde sans doute.

Le 7 mars 1986, Laurent Fabius, premier ministre, Jean Auroux, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, et Hugues Bouchard, ministre de l'environnement, ont rendu hommage à cette beauté monumentale en clas-

sant une partie des carrières de Meudon dans « les sites scientifiques et artistiques du département des Hauts-de-Seine ».

Effectivement, les carrières de Meudon n'ont pas que leur beauté. Les terrains sédimentaires dans lesquels elles sont creusées et ceux qui les surmontent sont assez riches en fossiles intéressants. Ce qui s'explique par les étapes de l'histoire géologique de la région.

Pendant une dizaine de millions d'années (de - 80 à - 70 millions d'années), cette partie du continent, nous dit Daniel Obert, géologue, maître de conférences à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), était submergée par une mer venue du sud-est, peu profonde et froide, riche en algues microscopiques — les coccolithophoridés — dont les enveloppes carbonatées se sont peu à peu accumulées sur le fond pour y former cette craie épaisse de 300 à 400 mètres, dont la partie supérieure est exploitée à Meudon. Dans cette mer peu profonde, les conditions de fossilisation n'étaient pas bonnes. Mais on trouve dans la craie quelques fossiles — dont beaucoup ont été volés... — d'oursins, de brachiopodes (des coquillages), de béliennies (saucisses des saucisses).

Un réseau karstique

Vers - 70 millions d'années, le socle continental, qui garde, dans la faille de la Seine orientée sud-est-nord-ouest, le souvenir probable des plissements hercyniens (- 300 à - 250 millions d'années) commence à rejouer, sans doute sous la double poussée due à la montée de l'Afrique vers le nord et à l'ouverture de l'Atlantique nord. A l'emplacement du Meudon actuel, la craie se soulève en anticlinal ou plutôt en dôme oblong orienté, lui, d'est en ouest. L'ensemble du bassin parisien et donc le dôme émergent pendant



Sous la colline Rodin, une galerie des carrières de Meudon (8,5 kilomètres sur quatre étages)

vingt millions d'années, comme en témoignent, d'une part les terriers d'animaux fouisseurs et les racines qui ont troué le haut de la craie, d'autre part les phénomènes de cristallisation (qui a fait se former du gypse) et de rubéfaction (oxydation des sels de fer présents dans la craie qui a donné une teinte jaune-rouge à la surface supérieure de la craie).

Ainsi est marqué le contact du crétacé supérieur (ère secondaire) et du montien (tertiaire inférieur).

Il y a 65 millions d'années (fin du secondaire et début du tertiaire), la mer revient pour une dizaine de millions d'années, mais cette fois du nord-ouest. Elle permet la formation d'un calcaire grossier, dit biocritique, riche en débris d'enveloppes

d'algues et de coquillages, mais pauvre en autres fossiles.

De - 55 à - 50 millions d'années, la mer s'éloigne et est remplacée par une sorte de lagune marécageuse où s'épanchent des eaux abondantes descendant du Massif Central. Ainsi se déposent les argiles plastiques sparagmées qui sont doublement remarquables. D'une part, elles sont riches en fossiles de grands vertébrés, en particulier d'une quarantaine de mammifères (coryphodon, un mammifère amphibien, gros comme un veau, connu ailleurs seulement en Mongolie et en Amérique du Nord ; hyacothérium, un équidé de la taille d'un fox-terrier ; primates et marsupiaux) ; d'autre part, elles sont riches en débris d'oiseaux (gastornis) aux ailes

rudimentaires et au bec garni de dents ; de reptiles, de batraciens, de poissons... D'autre part, ces argiles couvrent les couches sous-jacentes dont la craie de Meudon, d'un toit imperméable (tant qu'il est intact).

L'histoire géologique se poursuit jusqu'à nos jours. Nous avons vu que la craie s'était formée en dôme oblong dès la fin du crétacé. Bien plus, les fractures de la craie les plus ouvertes et les plus continues ont servi de voies préférentielles à la circulation des eaux souterraines. Lesquelles ont dissout la craie, créant ainsi un réseau souterrain karstique (2), se prolongeant, à l'actuel, la galerie principale, fortement irrégulière, est orientée sud-est-nord-ouest, puis s'écroule suit la faille de la Seine, et suffisamment grande pour témoigner que l'eau y a circulé longtemps. Il y a 100 000 ans très probablement. A cette époque, en effet, la Seine coulait à ce niveau, et sa nappe phréatique devait noyer le réseau karstique de la craie.

Ce repère chronologique est important car il prouve que la faille de la Seine, visible dans le toit de la galerie karstique principale, a rejoint d'une trentaine de centimètres au cours des 100 000 dernières années.

Pendant la dernière guerre, l'armée allemande voulait installer une usine dans les anciennes carrières de Meudon. Les travaux d'aménagement et de consolidation ont été confiés à des Français requis dans le cadre du Service du travail obligatoire. Ceux-ci ont mis tellement de soin à accomplir leur tâche qu'en 1944 les carrières n'étaient toujours pas prêtes pour leur nouvel usage.

Mais les travaux comprenaient le forage de puits depuis la surface. Ces puits ont perforé la couche d'argile sparagmée et, depuis quelques quarante-cinq ans, l'eau qui s'écoule en divers endroits des carrières a créé des stalactites, des stalagmites, des draperies, des gours et des nids de perles des cavernes (3) qui ajoutent leur beauté à celle des galeries.

Enfin, dernier trait des carrières de Meudon : une acoustique exceptionnelle, comme nous l'a fait apprécier M. Elie Gossé, propriétaire d'une partie des galeries.

Une stabilité précaire

Depuis une dizaine d'années, la municipalité voudrait construire, sur la colline de Meudon, un vaste ensemble immobilier. Géologues, paléontologues, métacariens des roches et l'association Yvonne à Meudon protestent avec vigueur contre ce projet qui, selon eux, détruirait, ou au moins gênerait irrémédiable-

ment ce monument souterrain exceptionnel. En outre, même si la stabilité actuelle des carrières est très bonne, celle des immenses puits pourrait être précaire, comme l'explique M. Vincent Maury, président de la commission Rupture des carrières souterraines, de la Société internationale de mécanique des roches.

Les puits, indispensables pour édifier des constructions importantes au-dessus de carrières, mettraient forcément en communication les aquifères de la colline et les couches géologiques situées sous eux. Etant donnée la structure en dôme, le pendage de ces couches est incliné dans le même sens que le versant de la colline de Meudon ; l'angle sparagmée mouillée pourrait donc faire office de lubrifiant et faciliter le glissement vers l'extérieur de la colline de l'ensemble des couches géologiques situées au-dessus d'elles.

En outre, les infiltrations d'eau affaibliraient très notablement la résistance de la craie aux pressions. De plus, un réseau karstique ne peut jamais être parfaitement comblé. Mais on sait que toute injection de ciment ou de coulis destinée à renforcer ou étanchéifier les passages des puits risquerait fort de rompre les dalles de la colline de Meudon ; le fluide de consolidation, même injecté en volumes énormes, a toutes chances de filer et de se perdre, inutile, dans une ou plusieurs galeries du réseau karstique.

Enfin, les effondrements soudains de terrains situés au-dessus de carrières ou de mines ne sont pas des phénomènes improbables. En 1856 et 1858 la colline de Meudon, et 1861 la ville de Clamart ont été affectées par de tels effondrements. Entre autres exemples...

YVONNE REBEYROL

(1) Le Musée Rodin, menacé dans le massif où a vécu et où est mort le sculpteur — entré dans le jardin — et qui est niché sur un replat de la colline de Meudon n'est pas non plus très connu des Parisiens.

(2) De Karst, une région calcaire du nord de la Yougoslavie, remarquable par ses formes particulières, superlatives et spectaculaires créées par la dissolution des roches calcaires par l'eau.

(3) Les gours sont des sortes de vasques de calcaire peu profondes et épaisses qui recueillent l'écoulement de l'eau par les « planchers » des galeries. Les nids de perles des cavernes se forment dans de petites cavités où des gouttes d'eau chargées de calcaire tombent du plafond. La calcification des petites gouttes de calcaire dans les cavités. Chaque goutte de goutte fait tourner les perles qui se développent ainsi en sphères plus ou moins parfaites.

Inde : les ports du sida

Suite de la page 13

Une politique systématique de contrôle des échantillons sanguins a été mise en place, notamment dans les quatre grandes villes indiennes : Calcutta, Bombay, Delhi et Madras.

En collaboration avec l'OMS, le gouvernement indien s'efforce d'informer la population, tout en formant les personnels médicaux. Des médecins et des infirmières ont suivi des stages à l'étranger, et dix hôpitaux sont en cours d'équipement d'une « unité sida ». Un budget annuel d'environ 45 millions de roupies est consacré à la lutte contre le virus. Ces sommes modestes devraient, dans l'avenir, être augmentées des contributions d'organismes internationaux, qui pourraient atteindre 18 millions de dollars sur trois ans.

En Inde, la charge émotive attachée à ce virus reste forte. La mort récente d'un diplomate indien dans le principal hôpital de Delhi a déclenché une intense polémique et surtout des réactions de rejet de la part du personnel hospitalier. Pour beaucoup d'Indiens, le sida est une « maladie d'importation » : les étudiants étrangers doivent posséder un certificat prouvant qu'ils ont subi un

test de dépistage. La question de généraliser ce test, notamment pour les étrangers devant effectuer un long séjour, reste à l'étude. En outre, le système hospitalier n'est pas particulièrement bien équipé pour des malades devant être soignés en milieu stérile : on estime que de 10 % à 30 % des patients contractent une infection dans les hôpitaux indiens.

En dépit de conditions sanitaires particulières qui rendent une politique de prévention plus aléatoire qu'ailleurs, l'Inde bénéficie, en quelque sorte, de pesanteurs sociales et religieuses qui constituent un frein naturel à l'expansion d'une épidémie qui est circonscrite aux milieux urbains. Les tabous sexuels, notamment dans la classe moyenne, restent extrêmement forts, en dépit d'une libération de l'après chez les jeunes. Dans le Ramayana, ce grand poème épique de l'hindouisme, qui demeure la référence culturelle et religieuse tout au long de la vie d'un hindou, Rama et Sita, les deux exemplaires, sont des époux fidèles.

LAURENT ZECCHINI

POINT DE VUE

Une réforme plus hospitalière

par le docteur Francis Peigné

La mission de réforme hospitalière mise en place par Claude Evvin, ministre de la santé et de la protection sociale, qui a la nécessaire maîtrise des dépenses de santé hospitalières (dont le taux d'accroissement est de 9 % par an) tout en assurant la meilleure qualité de soins, accessible à tous et au moindre coût.

Les propositions de la mission, tout en s'efforçant d'apporter des réponses au « malaise » de l'hôpital, ne font que s'inscrire dans cet objectif primordial. Deux missions nouvelles communes aux établissements publics et privés sont ainsi proposées : l'analyse de leur activité et l'évaluation des soins et de leur coût, impliquant en premier lieu les médecins.

La rénovation de la carte sanitaire et l'élaboration d'un schéma directeur régional d'organisation des soins visent à mieux contrôler le développement et l'implantation des activités nouvelles, des équipements coûteux, etc. L'allègement de la tutelle laisse une plus grande autonomie de gestion aux directeurs d'hôpitaux mais les

rend aussi plus responsables financièrement. L'élaboration d'un projet d'établissement par l'ensemble des représentants de la collectivité hospitalière l'engage aussi davantage, notamment par l'intermédiaire des contrats d'objectifs passés avec la tutelle étatique.

La réorganisation des structures internes relève de trois principes essentiels, de la responsabilisation de l'ensemble des médecins, de la participation accrue de tous les personnels et du développement du dialogue social. Elle a pour corollaire que « chacun puisse se sentir concerné par les décisions prises, et notamment de gestion au niveau des services ou des départements ».

Au secteur privé lucratif, vécu comme un danger concurrent par l'hôpital public, il est demandé une plus grande transparence de ses activités et des honoraires des médecins.

Tout en s'efforçant de répondre aux problèmes de carrière des médecins et à l'affirmation d'identité des personnels soignants, la réforme hospitalière est conçue d'abord dans l'intérêt de la collectivité publique. Ce qu'on peut ainsi résumer : la meilleure qualité de soins au moindre coût. Une nouvelle législation est-elle pour autant nécessaire puisque ces objectifs sont déjà inscrits dans la loi ? Pour certains, les propositions de réforme ne sont que de simples aménagements. Pour la mission, elles constituent des mesures nécessaires, pragmatiques et susceptibles de pouvoir être appliquées à court terme.

On peut déjà discerner les dérives dans lesquelles le système hospitalier risque de s'engager en

l'absence de réforme. D'un côté, des hôpitaux publics de haute technicité réunissant les meilleures équipes hospitalières, à la pointe des innovations technologiques, du progrès médical et de la recherche. Ce sont essentiellement les CHU. Ces hôpitaux auront tendance à faire des choix et à se déléguer des « pesanteurs » : les pathologies banales, la prise en charge des personnes âgées et même les urgences non « lourdes ».

De l'autre, un secteur privé lucratif en pleine expansion grâce à la souplesse de sa gestion, à la facilité de ses investissements et au choix de créneaux d'activités rentables... Bien qu'il ne représente environ 10 % du potentiel du secteur privé lucratif et non lucratif, sa volonté d'expansion est patente. Il constitue un pôle d'attraction pour des équipes médicales de haut niveau formées dans les CHU.

Entre ces deux pôles, toute une série d'établissements risquent de devenir des « laissés-pour-compte » : Nombre d'hôpitaux généraux ne pourraient maintenir leur niveau de technicité faute d'équipements nécessaires et d'équipes compétentes. Seront-ils amenés à se regrouper, voire pour certains d'entre eux à fermer (mais n'y aurait-il pas un risque pour la population qu'ils desservent ?).

Beaucoup de cliniques privées traditionnelles sont actuellement en difficulté, surendettées, incapables de renouveler leur équipement. N'auront-elles pour choix que le rachat ou la fermeture ? Ce scénario est en fait déjà amorcé.

Ces deux qui forment des critiques à l'égard des propositions du

projet de réforme aient au moins conscience de ces dérives. On ne peut sérieusement envisager que les dépenses de santé se réduisent de façon significative, dans les années qui viennent. Toutes les études convergent pour estimer à 20 % la part de consommation des ménages pour leur santé en 2000.

C'est dire que le problème majeur est celui des modalités de financement des dépenses de santé, dont l'hôpital représente 50 %. Les prélèvements obligatoires ont atteint un seuil difficilement franchissable. Si l'on n'arrive pas à maîtriser les dépenses, quelle part de leurs revenus propres les Français sont-ils prêts à consentir pour se soigner ? Il s'agit là d'un véritable choix pour notre société. La réforme proposée vise à adapter et à moderniser le système existant. Elle sauvegarde les nécessaires solidarités permettant l'accès aux soins de qualité à tous au prix d'un renforcement du contrôle des activités et d'une évaluation. Peut-on laisser s'instaurer un marché de la santé en laissant jouer la concurrence entre le privé et le public ? On risquerait alors de voir s'établir rapidement comme aux Etats-Unis une prise en charge à deux ou plusieurs vitesses, selon l'âge, la pathologie ou le degré de ressources des patients.

La réforme hospitalière qui vient d'être proposée a le mérite de fournir des solutions réalistes. Elle devrait être aussi l'occasion d'engager le grand débat public tant attendu sur le financement des dépenses de santé.

Le docteur Francis Peigné est médecin de l'hôpital Cochin, membre de la mission de réforme hospitalière.

Un géomètre lyrique

Homage to Jean Michel P...
Les aventures de l'estre-d...

Le géomètre lyrique...
Jean Michel P...
Les aventures de l'estre-d...

MORNALES

Merci Piv...

MORNALES...
Merci Piv...
Les aventures de l'estre-d...

MORNALES...
Merci Piv...
Les aventures de l'estre-d...

A SAINT LAZARE
FACE A LA GARE

COSTUMES
VESTES
BLOUSONS
PANTALONS
CHAMISÈRE
ET TOUTS
VÊTEMENTS
POUR LES
HOMMES FORTS

15, place du Havre,
43.87.34.64.
Ouvert le lundi.

rafal
ET A NICE, CAP 3000,
NIMES (le Cid)

THÉOLOGIE HISTORIQUE 82

ATHENAGORE D'ATHÈNES

PHILOSOPHE CHRÉTIEN

par
BERNARD POUDERON

À LA RECHERCHE D'UN INCONNU
L'homme et son œuvre

195 FF 360 pages

BEAUCHESNE
12, rue des Minimes - 75005 PARIS

مكتبة

ARTS

Un géomètre lyrique

Une exposition rend hommage à Jean-Michel Frank,
l'un des décorateurs les plus inventifs de l'entre-deux-guerres

« Jean-Michel Frank met Paris sur la paille ». La formule circule après qu'il eût fait tapisser le salon des Nouilles de grande panache en marqueterie de paille (1936). Le prunier en flanelle grise, comme le surmontait alors ses détracteurs, redécouvert au début des années 70, a droit aujourd'hui à une série de reconnaissances posthumes. Le très beau livre de Léopoldo Diego Sanchez (Éditions du Regard, épuisé) se négocie au marché noir.

La cote de Jean-Michel Frank, encore en deçà de celle de ses contemporains, comme Emile Ruhlman, s'envole donc : une table de jeu pivotante en marqueterie de paille a été vendue 150 000 F le 1^{er} juin à Drouot.

En Dépt 15 aux Halles dans les années 70, la très chic galerie de Vos, située aujourd'hui rue Bonaparte, dans le quartier des antiquaires, organise une mini-rétrospective à partir d'une quarantaine de meubles et d'objets conçus en collaboration avec Christian Bérard, Emilio Terry, Diego et Alberto Giacometti. Il faut compter 300 000 F pour un vase en staff, aux fleurs de lotus; 450 000 F pour une console en fer battu et cuir.

Aucune fioriture dans les fauteuils cubés en bois de sycomore, les tables d'exposition en galuchat — un U retourné — le guéridon, le paravent, ou le bust de cette exposition une marionnette en marqueterie de paille dont seul le prix est spectaculaire (adjugé 500 000 F à Neuilly en février dernier, elle se vend ici 950 000 F). Découpé au rasoir et aplatis, collés un à un, les brins de paille s'ordonnent en éventail aux reflets de nacre. Le décor n'alourdit pas la ligne, il l'éclaire et la fait triompher. Jean-Michel Frank privilégia les bois blancs, créés. Il associait l'ameublement au satin crême et

aux drapés pastel, en vogue dans les années 30. On retrouve chez ce géomètre lyrique, comme l'appelait Cocteau, des complicités avec le monde de la couture. Jean-Michel Frank a décoré les salons de Schiaparelli, Vionnet, Lelong, Rochas, et ce n'est pas un hasard si l'un de ses premiers collectionneurs est Yves Saint Laurent, issu de la grande bourgeoisie juive, petit-fils de rabbin, Jean-Michel Frank vient aux arts décoratifs par la peinture. Il travaille après la première guerre comme ébéniste chez Groult, décorateur auquel est confiée, pour l'exposition 1925, la « chambre de Madame » du pavillon de l'ambassade de France.

Franc-marquetterie posthume

Jean-Michel Frank participe à l'exécution du célèbre chiffonier « anthropomorphe » en galuchat assorti aux rideaux de soie rose et aux aquarelles de Marie Laurencin. Après un bref passage chez Emile Ruhlman, il s'associe avec l'ébéniste Adolphe Chanaux et ouvre avec lui une boutique rue du Faubourg-Saint-Honoré. Rive gauche, aux ateliers de la Roche, l'artisanat des ébénistes vient travailler en costume sombre et chapeau melon. Sortis, pour la plupart, de l'école Boule, les « académiciens », comme ils se nomment entre eux, préparent des pièces de mobilier souvent uniques en l'honneur de Macassar, en palissandre violacé de Rio, en chêne « arraché » au jet de sable.

Dans la famille des grands artistes décorateurs de l'époque, Jean-Michel Frank, ami des surréalistes et du groupe des Six, tient une place à part. Impossible de le réduire aux clans qui s'opposent alors : d'un côté, les fonctionnaires militants, qui, tels Charlotte Perland, René Herbst

ou Djo Bourgeois, affirment avec Le Corbusier que « l'art décoratif, c'est de l'ouillage, du bel ouillage ».

De l'autre, les traditionalistes, ne jurant que par le théâtre, l'ornementation, à la manière de Louis XV et d'André Sée ou de Ruhlman dont le style culmine en 1925. Au snobisme de l'austérité, à l'étalage cosmique, Jean-Michel Frank oppose le classicisme, lance des idées nouvelles sans renier l'histoire.

Il se nourrit de références qui vont de l'antiquité égyptienne et romaine, au dix-huitième siècle, dont il s'inspire notamment dans le travail de la marqueterie et de la stylisation des courbes. Cinquante ans après sa mort, Jean-Michel Frank a créé une sorte de franc-marquetterie posthume. Il existe même à Paris une restauratrice de ses meubles. On reste en famille : Lisou de Caunes n'est autre que la petite-fille de Groult, le maître : « On continue d'écraser encore la paille brin par brin. Le travail est resté le même, aussi long et minutieux, dit-elle. Seules les collés ont changé ».

Intemporels, les meubles de Jean-Michel Frank témoignent pourtant d'une époque, de cet âge d'or européen, ce Paris « à l'âme allée » que décrit Stefan Zweig. « La simple flânerie était un jeu et en même temps une perpétuelle instruction ». Comme l'écrivain autrichien, Jean-Michel Frank, réfugié aux États-Unis, se suicide en 1941, l'année où paraît le *Monde d'hier*. Sa fulgurante carrière n'aura duré que douze ans.

LAURENCE BENAÏM

► Galerie de Vos, 7, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél. : 43-29-88-94.

► Lisou de Caunes, 83, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 45-38-82-09.

Mandiargues et ses peintres

Peintres et poètes surréalistes travaillaient ensemble :
une exposition presque parfaite permet de le vérifier à nouveau

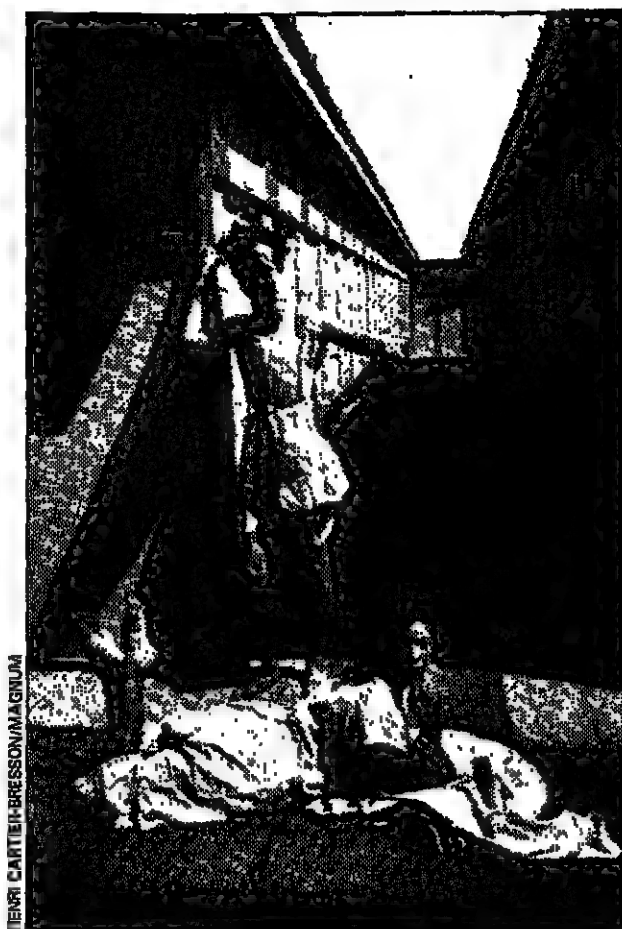
Aux traits distinctifs de l'art de maintenant, l'éclectisme, incertitude, ennui de bon ton, s'ajoutent de plus en plus le goût de la nostalgie et la contemplation mélancolique des grands moments du siècle. A ces périodes, heureuses sembleraient-elles, littérature et peinture avaient partie liée, si bien que le spectacle de leur entente suscite respectivement le sentiment d'une cohérence, d'un mouvement, d'une esthétique.

Il y a eu ainsi le cubisme, renouveau de Picasso et de Reverdy, de Braque et d'Apollinaire. Il y a eu ensuite le surréalisme, Breton et Ernst, Eluard et Miro. Et Mandiargues, « voyageur d'art », selon sa propre définition, dont l'activité critique est le sujet d'une exposition.

Une fois de plus, une galerie privée se substitue aux institutions publiques en panne d'idées et de moyens, et accomplit un travail historique de belle qualité. Or l'entreprise était malaisée, André Pleyre de Mandiargues étant un regard brouillé.

En témoigne l'abondance de ses écrits sur l'art, les trois volumes des *Belvédères*, les *Critiques* et des essais dédiés à Chagall, Belinier et Arcimboldo. Cette profession de foi dans les salles, garnies d'une profusion égale de tableaux, dessins, sculptures, illustrations et photos.

Les plus illustres surréalistes y sont représentés, Ernst magnifiquement, Masson et Miro plus modestes. Il ne manque aucun des artistes du mouvement, de Brauner, Dorothea Tanning, Leonora Carrington, Meret Oppenheim et Unica Zürn composent la phalange féminine du groupe, si bien que le groupe surréaliste est ici presque au complet.



Au détour de l'exposition.
ce portrait d'André Pleyre de Mandiargues
et Léonor Fini par Henri Cartier-Bresson (1933)

L'art italien du vingtième siècle, que Mandiargues n'a cessé d'admirer depuis ses premiers voyages en Italie dans les années 20. Les écoliers dans un plaisir désordonné Chagall, Picasso, Dubuffet, Tapies, un sculpteur, Germaine Richier, et des photographes, Man Ray et Cartier-Bresson. D'autres noms méritent moins d'être cités : ceux d'artistes venus trop tard au surréalisme, disciples trop polis pour être intéressants.

L'accrochage évoque plus un cabinet de curiosités qu'un musée en bon ordre. On a rempli les vitrines, employé le plus petit pan de mur, le plus étroit couloir, de sorte que l'exposition, en dépit de son titre, « Le belvédère Mandiargues », ressemble moins à un panorama qu'à un labyrinthe à l'étouffée.

Trop peu dévoilé

Tout cela ne peut déplaire à Mandiargues, dont on imagine qu'il ne rêve pas trop l'esprit de système ni les classements chronologiques. On comprendrait mal, sinon, l'extrême diversité de ses goûts, qui est ce qui surprend le plus dans cet hommage.

Il faut admettre, en effet, que l'écrivain s'est pris de passion pour à tour pour tant de peintres opposés et qu'il a aimé avec autant d'ardeur Dubuffet et Ljuba, par exemple, la dureté de l'un et les mièvres affectées de l'autre. A chacun de ses nombreux préférés, il a consenti des textes, préfaces ou

poèmes, éloquentes apologies où il ne recule pas devant des compliments bien consistants. Celles qui figurent dans le catalogue de José Pierre, par ailleurs fort bien fait, gênent parfois par la démesure de l'hyperbole à tout coup employée.

Que l'esprit de famille surréaliste justifie cette générosité qui n'exerce ni les besoins de l'ornement ni les académiques du monstre, cela se peut. André Breton, qui n'avait pas la rhétorique moins solennelle que Mandiargues, a baptisé d'autorité de la même façon une petite foule de disciples indignes de sa bénédiction.

Mais Breton se voulait maître de chapelle, lui, et ne s'en cachait pas. De l'auteur du *Musée noir*, on attendait, à tort, apparemment, moins d'équanimité et des jugements plus déterminés. On attendait en somme des préférences singulières et une hiérarchie intime. Qu'il ne l'ait pas revêtu pour ne faire de peine à aucun de ses camarades démontre la délicatesse de sa courtoisie, mais déçoit. Alors que sa littérature se veut poésie de la transgression, hymne à l'érotisme le moins contenu, chant du dévoilement des corps et des vices, Mandiargues s'est ici trop peu dévoilé.

PHILIPPE DAGEN

► Artcurial, 9, avenue Matisson, 75008. Jusqu'au 13 juillet.

VARIÉTÉS

La bande dessinée de Michel Courtemanche

Le comique sans paroles d'un caricaturiste québécois

La nouvelle vague comique continue à déferler. Chaque semaine, ou presque, un humoriste apparaît avec un spectacle original.

Au Palais des glaces, Michel Courtemanche, jeune Québécois de vingt-cinq ans, présente, sous une forme de caricature empruntée à la bande dessinée, un personnage mélancolique et tendre, promenant ses distractions lunaires et ses attentions maladroitement dans des situations aussi différentes que celle du golf, de l'athlète, du client d'un Photomaton ou d'un nouveau-né.

En mure perpétuelle, offrant à chaque fois un univers épuré, Michel Courtemanche allie ses qualités d'observateur et de mime

à un subtil arrangement des bruits : le monologue, volontairement inintelligible, est utilisé comme un élément d'orchestration sonore.

L'appel formel à la bande dessinée conduit Courtemanche à sortir d'un personnage foncièrement sentimental et à pratiquer un comique parfois cruel, à imaginer de brusques échappées folles.

L'ensemble de son spectacle (une heure trente) est drôle. Mais le genre d'écriture que s'impose Michel Courtemanche porte le risque de répétition.

CLAUDE FLÉOUTER

► Palais des glaces. Du mardi au samedi, à 21 heures. Tél. : 42-02-27-17.

DIAGONALES

DONC, « Apostrophes » va disparaître. Déjà, Bernard Pivot a reçu ses derniers romanciers. Ça fait tout drôle. Notre vie culturelle va être amputée d'un rendez-vous essentiel. On peut enfin dire pourquoi.

Ce qui m'a souvent gêné au tournant, avec Pivot, c'est la révérence craintive dont il était entouré, moins du fait de sa nature, dont il était parvenu assez étonnamment à ce qu'on ne sût pas grand-chose, que d'un quasi-monopole de fait, qu'il ait mis en son jour la jalousie à le préserver.

Je n'aimais pas (lui non plus, semble-t-il, même s'il évitait de s'en plaindre) la docilité de tout à laquelle ce monopole incitait éditeurs, attachés de presse et auteurs. Passer à « Apostrophes » était devenu la condition nécessaire, sinon suffisante, pour que l'existence d'un ouvrage soit portée à la connaissance du grand nombre. Refuser ce billet de loterie, c'était renoncer à l'équivalent en publicité de centaines de milliers de francs, et se condamner à ne plus trouver de public, voire d'éditeur.

Des divers comportements inspirés aux auteurs par cette réputation d'« Apostrophes », la bouderie entre deux chaises était la plus risible. « Je suis là parce qu'il le faut, à cause de mon éditeur, à cause de notre époque, follement médiatique, pour servir la cause de mon livre, pour assurer mon gagne-pain, mais tout, en moi, répugne à cette comédie indigne de la littérature, et je compte que mon attitude sur le plateau la prouve... » On a connu des gauchistes attardés, des marginaux en peau de lapin et des parvenus de l'écrivain-sans-visage qui prévalaient ainsi leurs proches du sens caché de leur prestation. Quelques spectateurs saluaient la dignité de l'attitude, tant il est vrai que la discrétion, de nos jours, doit être proclamée par l'intérêt pour qu'on y croie. Mais le gros du public concluait logiquement de la présence du ronchon sous les projecteurs qu'il ne se distinguait pas vraiment des m'as-tu-vu plus consentants.

La majorité des invités se plaignait de plus en plus à des recettes présumées « efficaces », et parfois enseignées par les éditeurs : pour plaire au public, ne déplaire ni à Pivot ni aux co-invités.

Les moins vergogneux n'hésitaient pas à chercher malicieusement la complicité de leur hôte, à force de « Ce n'est pas à vous que j'apprendrai, cher Bernard Pivot », « Vous et moi qui aimons le foot et le beaujolais », ou « N'est-ce pas, Bernard ? », privautés dont

Merci Pivot !

Pivot avait horreur, cela se voyait à un regard soudain distant, importuné, sur le sens duquel son public, habitué à interpréter ses moindres froncements de sourcils, ne se trompait pas. La seconde consigne s'était généralisée, de n'adresser aux voisins que des éloges, afin de sembler gentil, bien dans sa peau (tout capital, disait-on) et de ne pas grossir indirectement les minutes d'antenne du voisin discourt.

Cette tendance à l'encomement systématique paraissait l'irriter à la longue l'animateur, qui aurait préféré davantage d'affrontements, quitte à séparer les antagonistes au premier sang. C'est du moins l'impression qu'il donnait, certains soirs de débats d'idées, quand des adversaires brouillés à mort, hors antenne, refusaient le contact comme des vachettes rétives.

JUSQU'À ce jour, quiconque publiait des livres ne pouvait se permettre de telles remarques, en bien comme en mal. Même les journalistes purs de toute ambition littéraire — s'il en existe — hésitaient à compromettre leur avenir ou celui de leur chef de service. La moindre réserve vous exposait à n'être plus invité, à être traité avec une munificence voyante, ou poussé à la faute.

Ce n'était un mystère pour personne que, sous ses airs bonhommes, le créateur d'« Apostrophes » ne laissait pas ignorer ni contester son immense pouvoir. Pour avoir souhaité, à la suite d'un auteur qui le disait plus vertement, que ce pouvoir fût davantage partagé, je me suis vu taxer de jalousie et de sombres arrière-pensées.

Pour les mêmes raisons, il n'était pas possible à un auteur de dire dans la presse le bien qu'il pensait de l'émission, sous peine qu'on l'imagine en train de préparer le lancement de son prochain ouvrage. Comme critique, j'ai observé la même retenue à mon propos et, depuis bientôt un an que j'ai quitté le feuillet, d'intéressants accès de franchise, en tout sens.

Maintenant que les opinions sur Pivot n'en courent plus aucun soupçon, livrons-les.

J'ai déploré, je l'ai dit, un monopole qu'après tout il appartenait aux chaînes concurrentes, non à Pivot, de rompre, et aux éditeurs de ne pas renforcer. Il m'est arrivé aussi de regretter que, par souci de l'audience ou par goût personnel, l'hôte

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

d'« Apostrophes » se plaise à souligner les passages osés des livres, à percer les sources des autobiographies mal déguisées, ou à jouer les paysans que dépasseraient les propos tenus.

Pivot était au moins aussi doué pour nous initier à des abstractions subtiles que pour faire raconter des romans. Il vient de la reconnaître indirectement en disant sa fatigue devant la production romanesque. La réussite mémorable des entretiens en profondeur avec des très grands comme Yourcenar, Cohen, Nabokov ou Jouhandeau attestait le goût du questionneur pour les hauteurs et sa compétence en la matière. Il est vrai que des écrivains de ce format, il n'y en avait pas assez — de moins en moins — pour en inviter cinquante par an.

A propos des romans, la lassitude qu'on peut éprouver à en lire à outrance ne doit pas faire conclure à l'abaissement du genre, ou à son inanité. Il reste l'illustration suprême de la liberté créatrice à la française. Un monde personnel s'y livre. Si l'écriture n'est pas au service d'un imaginaire puissant ou de pensées de pointe, à quel sert-elle ? A aller l'amble, à chercher noise ?

CELA dit, la lecture de romans exige une co-création harassante. Après tant d'années, à raison d'une fiction par jour et plus, la saturation menace. Il est sage de la devancer. Je suis un des rares usagers d'« Apostrophes » à comprendre de l'intérieur, pour l'avoir prise moi-même, la décision de Pivot, qui n'ira pas sans chagrin pour lui.

Je suis aussi un des rares confrères à avoir mesuré le travail que représentait la préparation de l'émission. Il fallait beaucoup de talent et d'effort pour dégager des livres lus, comme le faisait Pivot, les quelques questions essentielles. La sève des styles respectifs était suggérée. Les préférences personnelles du présentateur étaient avouées sans être martelées. L'éclectisme et le coq-à-l'âne étaient assumés avec agilité. Le sérieux se tempérait d'humour. Chaque invité avait sa chance de leur dire.

Grâce à « Apostrophes », des milliers de livres ont été portés à la connaissance de millions de spectateurs qui n'auraient jamais approché autrement ces moyens de penser, de rêver, de vivre profondément et librement. Le rendez-vous du vendredi va manquer.

Pour la littérature et la lecture, merci Bernard Pivot ! Merci beaucoup !

allère

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

LES SAMEDIS de l'ABBAYE de MAUBISSON ENSEMBLE ORGANUM parrainé par FRANCE TELECOM CODEX FAENZA Civiltà d'Europa et Voix XIV ^e S. 12 h : L. HAUSER, sop. F. DUDZIAK, bar. R. LIEBOWITZ, piano Debussy-Berg-Wagner 18 h : conférence 17 h 30 : ENSEMBLE ORGANUM chant a cappella (XIV ^e siècle)	UN DIMANCHE A ROYAUMONT 12 h : L. HAUSER, sop. F. DUDZIAK, bar. R. LIEBOWITZ, piano Debussy-Berg-Wagner 18 h : conférence 17 h 30 : ENSEMBLE ORGANUM chant a cappella (XIV ^e siècle)	le 11 : PIERRE BOULEZ dirige l'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN SCHENBERG, WEBER, BOULEZ, BIRTWISTLE NOCES de STRAVINSKY le 12 : ENSEMBLE ORCHESTRAL de PARIS Dir. : ARMIN JORDAN MOZART LES LUNDIS MUSICAUX HERMANN REY au piano Philippe Bianconi SCHUBERT le 11 : AGA WISKA soprano DANIEL BLUMENTHAL piano BACH, HANDEL, DEBUSSY, RAVEL le 12 : TRIO WANDERER BEETHOVEN, RAVEL, MENDELSSOHN le 13 : QIAN ZHOU CI YING SUN piano FAURE, BARTOK, DE FALLA, MOZART le 14 : J.-Y. THIBAUDET piano BRAHMS, RAVEL le 15 : GARY HOFFMAN violoncelle BEETHOVEN, BARTOK, CHOSTAKOVITCH Sous le haut patronage de M. Jacques CHIRAC A.R.C.O.M. Association pour le rayonnement de l'identité culturelle des Français d'outre-mer présente : DE MOZART A LA CARAIBE Christiane EDA-PIERRE soprano GEORGES RABOL piano ORCHESTRE SYMPHONIQUE D'EUROPE Dir. : Frédéric LODEON MOZART, J.-S. BACH, GOTTSCHEK, LEARDEE SPECTACLES « PLEINS FEUX » présentent L'ENSEMBLE BALTE HORTUS MUSICUS Ens. instr. et vocal Dir. : Andres MUSTONEN Musique allemande et italienne des XVI ^e et XVII ^e S. SCHOEN, PRIETORUS MONTECCHI, AZZALIO
--	---	---

GALERIE FRAMOND
3 rue des St-Pères, VI^e

**DESSIN
& COULEUR**
ASSADOUR, BEAUDIN
BORÉ, DE CONINCK
ESTÈVE, GARBELL
MATTIA, REBEYROLLE
ROHNER
AVRIL - MAI

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde ARTS et SPECTACLES

PIANO
★ ★ ★ ★ ★

LUNDI 11 JUIN
ANNIE FISCHER
LUNDI 18 JUIN
ALFRED BRENDL
VENDREDI 22 JUIN
VLADIMIR ASHKENAZY
SALLE PLEYEL
LOCATION : 45.63.58.73

Miguel Angel
ESTRELLA
et le Quatuor Dos Mundos
Jeudi 7 juin à 20h30
Théâtre de la Commune
d'Aubervilliers
Locations : FNAC
et 45.39.52.46

**CONFÉRENCE PUBLIQUE
SÉRIE PHILOSOPHIE
ET SCIENCES HUMAINES**
HÉRITAGE ET CRÉATIVITÉ : LE SAVOIR
GRÉC DANS LE MONDE ARABE
par
M. Ahmed HASNAOUI
agrégé de philosophie
Directeur de recherches au CNRS
M. Mubain MAHDI
Professeur à l'université
de Harvard
M. Rosbdi RASHED
Directeur de recherches au CNRS
M. Josef VAN ESS
Professeur à l'université de
Tübingen
Le jeudi 7 juin 1990 à 17 heures,
salle IV MAISON DE L'UNESCO,
place de Fontenay - Paris 7^e.

**ENSEMBLE
INTERCONTEMPORAIN
BBC SINGERS**
Direction
PIERRE BOULEZ
Birtwistle
Mendels
Boulez
Cumings ist der Dichter...
Schoenberg
Friede auf Erden, op. 13
Webern
Enflicht auf leichten Kähnen... op. 2
Stravinsky
Les Noces
Lundi 11 juin 1990 à 20h30
Théâtre du Châtelet
Location 4028 28 40
Coproduction Opéra de Paris, Opéra de Lyon, Opéra de Bordeaux, Opéra de Marseille, Opéra de Toulouse, Opéra de Montpellier, Opéra de Nice, Opéra de Cannes, Opéra de Antibes, Opéra de Grasse, Opéra de Sophia Antipolis, Opéra de Valence, Opéra de Avignon, Opéra de Arles, Opéra de Nîmes, Opéra de Montpellier, Opéra de Toulouse, Opéra de Marseille, Opéra de Bordeaux, Opéra de Lyon, Opéra de Paris.

châtelet
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

Saison 1990 - 1991

**La musique
française
de
Berlioz
à Debussy**

Opéra
Musique symphonique
Musique de chambre
Mélodie

FONDATION
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
POUR LA MUSIQUE
40 28 28 00

CULTURE

PATRIMOINE Albert Kahn, cour et jardin

Suite de la première page

Mais ces travaux spectaculaires ne sont qu'un aspect de l'effort consenti par le département des Hauts-de-Seine (21 millions de francs au total) pour que le grand public puisse consulter facilement les collections accumulées ici, pendant un quart de siècle, par une sorte de Don Quichotte de la finance, dont la vie - et la fin - ressemblent à une belle image d'Épinal.

Albert Kahn est le fils d'un modeste marchand de bestiaux du Bas-Rhin. Il avait onze ans quand son père, après la défaite de 1871, choisit de s'installer sur le versant français des Vosges. Après des études écourtées, il devient saute-ruisseau dans une banque. Il passe néanmoins son baccalauréat et décroche une licence de lettres. Son répertoire est un jeune, normalien désargenté : Henri Bergson, qui restera son mentor toute sa vie.

Le jeune Kahn se révèle vite un excellent praticien de la finance. C'est lui qui, notamment, introduit les valeurs de la De Beers, la société diamantaire sud-africaine, sur les marchés européens. Il brule les étapes : dès 1884 - il a vingt-quatre ans - sa fortune est considérable. En 1887, il écrit à Bergson : « Cela va assez bien en général pour ce qui concerne mes affaires mais, vous le savez, ce n'est pas mon idéal. Aussi ne serai-je heureux, je crois, que le jour où je pourrai alterner mes occupations ».

C'est sans doute pour « alterner ses occupations » qu'il s'installe, en 1893, à Boulogne, au milieu de jardins sans cesse agrandis. Passionné de musique, il a pour intimes deux compositeurs, Vincent d'Indy et Manuel de Falla, et fait venir à son domicile les concerts Colonne qui jouent pour son seul plaisir. Il fait régulièrement le pèlerinage de Bayreuth et y entraîne Rodin à qui il achètera, par ailleurs, des œuvres importantes. Mais Albert Kahn n'est pas seulement un riche amateur d'art.

C'est, à sa façon, un entomologiste doublé d'un idéaliste. Simplement, au lieu de se passionner pour les insectes comme Jean-Henri Fabre, dont les Souvenirs ne quittent pas sa table de chevet, il préfère l'étude minutieuse des êtres humains. Et l'instrument de cette exploration existe : la photo et le cinéma.

Il crée donc les « Archives de la Planète » pour lesquelles, à partir de 1909, il va expédier au quatre coins du monde une équipe de photographes et de cameramen, tris sur le volet. Ils ont pour mission de fixer sur leur pellicule les grands événements, mais surtout la vie quotidienne sous tous ses aspects.

Pendant plus de vingt ans, Kahn accumule ainsi, à Boulogne, des milliers d'images en couleurs (1) et des kilomètres de films. Ces archives sont gérées par Jean Brunhes, professeur au Collège de France, l'apôtre de la géographie humaine. Ses liens avec l'Université permettent à Albert Kahn d'octroyer chaque année des bourses à des étudiants pour leur



L'une des rares photos d'Albert Kahn, ici sur le balcon de sa banque au 102, rue de Richelieu, Paris, vers 1928.

permettre d'effectuer un grand voyage.

Mais ce n'est pas suffisant. Sans le savoir, il devient un praticien de la communication. Il crée le cercle Autour du monde, rendez-vous des personnalités les plus diverses : Henri Bergson, bien sûr, André Gide, Kipling, Rabindranath Tagore, Lytaury, Valéry, Albert Einstein, Colette, Emile Durkheim et un nombre considérable d'hommes politiques étrangers. Son Comité national d'études sociales et politiques se réunit régulièrement à la Cour de cassation. Son Centre de documentation sociale et politique alimente d'informations diverses et de synthèses quotidiennes les grandes écoles et les instituts scientifiques. « L'orientation nouvelle de la société doit s'organiser, estime-t-il, autour d'une coopération intellectuelle internationale et d'une connaissance mutuelle des diverses réalités humaines ».

Des matériaux inestimables

En 1931, la crise née deux ans plus tôt à Wall Street déferle sur l'Europe. Cette année, 118 banques françaises déposent leur bilan. Albert Kahn n'est pas épargné : couvert de dettes, ses biens sont saisis. Le 26 mars 1936, sa propriété de Boulogne et toute ses collections sont achetées par le département de la Seine. On lui laisse, néanmoins, l'usufruit de sa maison désormais vide. Il y meurt en 1940 au moment de l'invasion de la France.

Mais les matériaux rassemblés par Albert Kahn pour son impossible rêve sont inestimables : 72 000 auto-

chromes, 4 000 vues stéréoscopiques, 179 000 mètres de film, glands aux fins fonds de la Chine, de l'Inde, du Japon, de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de toute l'Europe. Des documents d'une qualité exceptionnelle, qui sont aujourd'hui visibles dans un bâtiment de 1 000 mètres carrés construit en bordure du parc. 6 000 images ont déjà été transposées sur un vidéodisque haute définition (elles seront plus de 20 000 en 1992). Un système de consultation par ordinateur permet leur libre accès. Les films pourront être visionnés de la même manière.

Les seules images qui manquent sont celles d'Albert Kahn dont on ne connaît la physionomie que par quatre ou cinq mauvais clichés et quelques plans tournés à la sauvette. L'homme qui voulait « fixer une fois pour toutes des aspects, des pratiques et des modes de l'activité humaine dont la disparition faude n'est plus qu'une question de temps » a toujours refusé que l'on retienne les traits de son visage.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Les opérateurs d'Albert Kahn travaillaient toujours en couleurs. Ils utilisaient les plaques autochromes nées au point par les frères Lumière en 1904, d'un matériau assez compliqué, mais dont la qualité reste remarquable.

► Espace départemental Albert Kahn, 14, rue du Port et 1, rue des Abondances, 92100 Boulogne. Tél. : 46-04-52-80.

► Exposition : « Albert Kahn et le Japon : confidences », jusqu'au 31 décembre 1990.

TV : LA MORT L'AMOUR LA GUERRE

600 OEUVRES DE CREATION TV
200 REALISATEURS - 40 PAYS
40 INSTITUTS CINE & TV - 2 DEBATS
2 CONFÉRENCES INTERNATIONALES
10 SPECTACLES & INSTALLATIONS

pour sortir
de la préhistoire !

5^e MANIFESTATION INTERNATIONALE DE VIDEO ET DE TELEVISION
13 - 17 JUIN 1990 - MONTBELIARD
Une manifestation du Centre d'Action Culturelle de Montbeliard
et du Centre International de Création Vidéo Montbeliard Belfort.

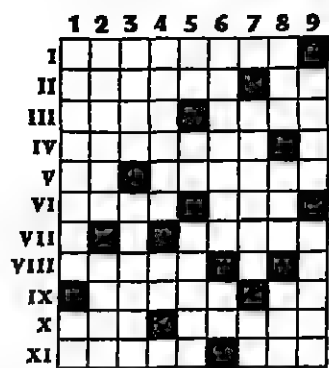
TEL 81 91 49 67 - FAX 81 91 10 25

مكتبة لاد

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5275



HORIZONTALEMENT

1. Est souvent de garde. - II. Dure à avaler ou parfois difficile à entendre. Fait de vieilles branches. - III. En Italie et à Paris. Ce que pouvait entendre Gide dans l'intimité. - IV. Occasionnellement une baisse de niveau. - V. Article de table. Est situé dans le bas d'une colonne. - VI. Etait dans l'air. Poussait vers la sortie. - VII. Sont gris. - VIII. A longtemps permis de rimer les fils. - IX. Font sortir du lit. Article. - X. Cours languedocien. Est monté sur des chevaux. - XI. Change tout le temps. Est toujours bon à prendre.

EN BREF

Quel avenir pour la vie sauvage ? - Les journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie et Environnement sans frontière organisent, avec le soutien du secrétariat d'Etat à l'environnement, un forum international sur la diversité biologique, les 6 et 7 juin, à la Sorbonne. Comment concilier les exigences de la vie sauvage et les besoins des populations humaines dans les pays riches et les pays en voie de développement ? La vie sauvage... un luxe ou le garant de notre liberté ? Tels seront les principaux thèmes débattus.

7. Sorbonne (Amphithéâtre), 17, rue de la Sorbonne, les 6 et 7 juin, à partir de 9 h 30. Entrée libre (ESF). Tél.: (1) 47-23-47-26.

VERTICALEMENT

1. Aime bien donner. Interjection. - 2. Moyen de couper la poire en deux. Va au tableau. - 3. Cause de naufrage. Bien nettoyé. - 4. Touche du bois. Pas éparpillé. - 5. A ses plages. Ne fut pas toujours bête. Fait souvent la grimace. - 6. Nous veut du bien. Note. - 7. En voilà un qui en veut ! Démontra. - 8. Peut accueillir des pèlerins. Permet des acquisitions. Source de propositions. - 9. Pour eux, nous sommes prêts à ramasser des bûches. Sort plus souvent quand il fait chaud.

Solution du problème n° 5274

Horizontalement

I. Callipyge. - II. Amus. Eon. - III. Toise. Une. - IV. Hure. Axée. - V. Ere. Os. - VI. Assolé. - VII. Remémorer. - VIII. Al. Roc. - IX. La. Asiago. - X. Envidé. Ut. - XI. Set. Sues.

Verticalement

1. Cathédrale. - 2. Amour. Elans. - 3. Luire. Vé. - 4. Lise. Aérat. - 5. Ise. Osmose. - 6. Associés. - 7. Yeux. Or. - 8. Gonnelle. Gué. - 9. Enée. Ergots.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 5 juin

TF 1

20.35 Cinéma : Tenue de soirée. ■■■ Film français de Bertrand Blier (1985). Avec Gérard Depardieu, Michel Blanc, Mimi-Mou. De Christophe Dechavanne.

0.00 Journal, Météo et Bourse.

0.20 Série : Intrigues.

0.45 Série : Misses et Ventes.

1.05 TF 1 nuit.

1.40 Feuilleton C'est déjà demain.

A 2

Roland Garros 1990

30 micros IBM PS/2 au service des organisateurs, de la presse, des joueurs et du public.

20.40 Cinéma :

Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine. ◻ Film français de Michel Colucci (1977). Avec Coluche, Dominique Lavanant, Anémone.

22.15 ▶ Magazine : Carre de route.

De Christine Ockrent et Alain Wiedler. La route de la prostitution.

23.10 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).

0.00 Informations : 24 heures sur la 2.

0.20 Magazine : Du côté de chez Fred.

De Frédéric Mitterrand. Spécial Merce Cunningham.

FR 3

20.35 Magazine : La marche du siècle.

Thème : Les enfants oubliés de Roumanie. Avec les enfants de la rue, Françoise Fougère, fondatrice de l'Association franco-roumaine pour l'enfance et la famille, Alexandre Minkowski, pédiatre, Ion Patrascu, Pascal Grellet-Jouvet, médecin, Benoît Arène Tarta, directrice du troisième orphelinat de Bucarest.

22.15 Journal et Météo.

22.45 Cinéma : Les casseurs de gangs. ■ Film américain de Peter Hyams (1973).

0.10 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Police Academy 4. ◻

Film américain de Jim Drake (1987).

21.55 Flash d'informations.

22.00 Cinéma : L'empire du soleil. ■■

Film américain de Steven Spielberg (1987). Avec Christian Bale, John Malkovich, Miranda Richardson (v.o.).

LA 5

20.40 Cinéma :

Le retour du Jedi. ■ Film américain de Richard Marquand (1983). Avec Mark Hamill, Harrison Ford, Carrie Fisher.

23.00 Série : China beach.

23.50 Magazine : Réussites.

0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm :

Sans famille. De Jacques Ernaud, avec Fabrice Josso, Odine Ernaud (2e partie).

Rémi dans la nuit.

22.10 Magazine : Ciné 6.

Mercredi 6 juin

TF 1

14.30 Club Dorothée.

Série : 21 Jump Street.

17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.

18.45 Avis de recherche.

18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.

Jeu : La route de la fortune.

19.50 Tirage du TAO-Tao.

19.55 Divertissement :

Pas folles, les bêtes !

20.00 Journal, Tapis vert, Météo, et Loto.

20.45 Variétés : Sacré soirée.

Avec Dany Roussel, Charlotte Rampling, Johnny Hallyday, Patrick Bruel...

Série notée : Noces de soufre.

De Raymond Vulliamy.

0.15 Journal, Météo et Bourse.

0.35 Série : Intrigues.

1.05 TF1 nuit.

A 2

14.10 Sport : Tennis.

Internationaux de France de Roland-Garros, en direct et en Eurovision.

19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !

20.00 Journal et Météo.

20.35 Documentaire : Une vie de fou.

Les tous de Basson de la réserve des Sept-illes en France.

20.45 ▶ Téléfilm : Grand beau.

De Bernard Choquet.

22.20 Sport : Tennis.

Internationaux de France de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).

23.15 Informations : 24 heures sur la 2.

23.30 Météo.

23.35 Magazine : Du côté de chez Fred.

De Frédéric Mitterrand.

Spécial Moncef Bey, à l'occasion du premier anniversaire de la diffusion d'A2 en Tunisie.

FR 3

13.00 Sport : Tennis (suite).

Internationaux de France de Roland-Garros.

14.10 Magazine : Carré vert.

14.30 Jeu : Cherchez la France.

Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17.00 Flash d'informations (et à 18 00).

17.05 Magazine : Une pêche d'enfer.

17.30 Dessin animé : Tom Sawyer.

17.55 Dessin animé : Mollifissimo.

18.03 Magazine : C'est pas juste.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

Le 19-20 de l'information.

De 18.10 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Jeux : La classe.

20.35 Spectacle :

Le plus grand chapiteau du monde.

Les grands moments du Ringling Bros and Barnum et Bailey Circus.

21.50 Magazine : Mille Bravo.

22.15 Journal et Météo.

22.40 Magazine : Mille Bravo (suite).

Magazine : 52° rue.

Présenté par Des Des Bridgewater.

Magazine : France-chocs.

D'Annie Gormez et Philippe Bachmann.

CANAL PLUS

15.05 Téléfilm : Le premier du genre.

17.25 Sport : Cyclisme.

Tour d'Italie.

17.50 Cabou cadin, Zorro.

En clair jusqu'à 21.00

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.

Top 50.

18.30 Présenté par Marc Toesca.

Magazine : Nulle part ailleurs.

Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes.

20.30 Cinéma dans les salles.

21.00 Cinéma :

Mister Dynamite. ■

Film sino-yougoslave de Jackie Chan (1986).

22.15 Flash d'informations.

22.25 Cinéma : Force majeure. ■■

Film français de Pierre Jolivet (1986). Avec Patrick Bruel, François Cluzet...

23.45 Cinéma : Un aller sans retour. ■

Film américain de Ronnie Rondell (1986).

1.15 Cinéma :

Quelle joie de vivre. ■■

Film franco-italien de René Clément (1961).

Avec Alan Delon, Barbara Lass, Gino Cervi.

LA 5

14.30 Série : Soko, brigade des stup.

15.35 Série : Bergerac.

16.26 Dessins animés.

17.35 Magazine :

En route pour l'aventure.

18.00 Dessins animés.

18.50 Journal images.

19.00 Magazine : Reporters.

De Patrick de Carolis.

19.45 Journal.

22.30 Téléfilm : La fuite.

Un gamin tente d'échapper à un oncle assassin.

0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Informations : Dazibao.

0.10 Musique : Boulvrock'n'hard.

LA SEPT

20.00 Documentaire :

France et France.

De Clifford Chanin.

21.00 Documentaire :

Le complexe Volkswagen.

De Harutun Bismark.

22.30 Magazine : Imagine.

Documentaire : Histoire parallèle.

De Philippe Grandjean.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison.

Charlie Mingus, les passions d'un rebelle.

2. De Los Angeles à New-York.

20.30 Archipel médecine.

Docteur : Médecine prédictive.

21.30 Saint-Coulitz :

le village au neuf sages bretons.

(Rediff.)

22.40 Nuits magnétiques.

Architextures.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 28 octobre 1989 lors

du Festival d'automne à Paris) : D'une étoile oubliée (version pour bande son de Sappho Héléna).

Libération, deux extraits du Cycle I (version de concert).

Busanyos (la cérémonie du repère des fautes), Sappho Héléna (Sappho implorante), d'Boy, par Yum Nara, voix, Fatma Mirand, voix et accompagnement, et l'Orchestre de percussions rythmiques électroacoustiques.

22.30 La galaxie des traditions.

Club d'archives.

Bon anniversaire M. Stom !

M 6

14.45 Téléfilm :

L'exploit à tout prix.

De Paul Wladimir.

16.00 Jeu : Match music.

17.15 Informations : M 6 info.

17.25 Série : L'homme de fer.

18.15 Série : L'ami des bêtes.

18.55 Série : Aline et Cathy.

19.25 Série : La fête à la maison.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Cosby show.

20.35 Téléfilm : Trois femmes, un été...

De Sherron Miller. Amours estivales.

22.15 Téléfilm : Delirium.

De Robert Greenwald.

0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.25 Cours d'italien (14).

14.50 Prologue : Introduction à la Pédagogie.

Théâtre : la Pédagogie.

Pièce de Vaclav Havel.

15.55 Documentaire : Retour à Prague.

De Jacques Deschamps.

16.30 Documentaire : Christian Lacroix.

Dialogue. Débat animé par Daniel Rondeau.

18.00 Cinéma : Travelling avant. ■■

Film français de Jean-Charles Tacchella (1988).

19.50 Court métrage :

Il ne faut jurer de rien.

De Christian Vincent.

20.05 Documentaire : Chroniques de France.

21.00 Téléfilm :

La comédie des comédiens

ou Joséphine en tournée (1^{re} partie).

22.35 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.

23.05 Documentaire : Musée d'Orsay.

FRANCE CULTURE

20.30 Antipodes. Spécial Berbères.

Correspondances.

Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.

22.00 Communauté des radios

publiques de langue française.

22.40 Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 décembre 1989, lors

des Journées de musique ancienne de Hame) : Œuvres de Rossi, Mazzocchi, Monteverdi, Frescobaldi, Marazzoli, Monteverdi, Charpentier, d'Anglebert, Lully, Vinté, Lambert, par Jill Feldman, Agnès Melton, Isabelle Poulanard (soprano), Konrad Junghänel (chitarre, luth), Christophe Rousset (clavier), Erin Headley (vielle de garbe et iron).

22.20 Concert du GRM. Repulse, de

Parmerud : L'illusion acoustique

(3^e grimoire) de Mariné.

23.07 Jazz-club. En direct du Village, à Paris : le

trio du pianiste Harold Danko.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

M. Richard F. BATESON
et M^{me} Anne SCIMMITT,
Mathilde-Amélie,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Cécile,
à Paris, le 24 mai 1990.

Mariages

M. et M^{me} Jean-Pierre COMTE,
M. et M^{me} André DE COMBARTIEL,
sont heureux d'annoncer le mariage de
leurs enfants.

Caroline et Philippe,
qui sera célébré le 9 juin 1990, au
l'église de La Boisse, 38500 Voiron.
18, rue Joffe,
78350 Jouy-en-Josas,
8, rue du Mont-Froid,
38100 Grenoble.

Bernard COHEN-RIADAT
et Hélène BARDOUT
sont heureux de faire part de leur
mariage, à Paris, le jeudi 7 juin 1990.

Décès

Le dimanche 13 mai 1990,
Sabine ESCANDE,
née Sigale,
est décédée, dans sa soixante-septième
année, à son domicile (87, rue de
l'Oratoire, 75007 Paris), entourée de ses
sept enfants.

De la part de son mari, de ses
enfants et petits-enfants, de sa mère,
son frère, ses belles-sœurs et beaux-
frères, gendres et belles-filles, neveux et
nièces, et de tous ceux qui l'ont connue,
A sa demande, les dons peuvent être
adressés à l'Ordre de l'Organisation d'entraide
ONG (ONG) : CIMADE, 174, rue de
Grenelle, 75007 Paris. CCP :
4083 87 Y Paris.

M^{me} Chiff Goldberg,
née Dora Perelman,
sa femme,
Rosine Goldberg,
sa fille,
La baronne Chiff Perelman,
sa belle-sœur,
Nocmi, Daniel, Michael et Olivia
Mauri,
Ari et Donatella Schachovitz,
Steph Koz, Boris Sefzler,
Suzanne et Guy Sefzler,
Norbert Herschowitz,
ses neveux et cousines,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Chiff « Salek »
GOLDBERG,
chevalier dans l'Ordre national
du Mérite,
croix de combattant volontaire,
croix de guerre 1939-1945,
médaille du combattant Toulonaise
et de l'OSE,
président honoraire de la synagogue
de Notre-Dame-de-Nezareth,
survécu le 2 juin 1990, à son domicile,
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière
de Bagneux, mercredi 6 juin, à
16 h 30, où il reposera près de sa fille.
Sylvie GOLDBERG
(1903-1994)
Le présent avis tient lieu de faire-
part.

Un car partira de la place de la
République (devant l'hôtel Holiday
Inn), à 15 h 45.
9, boulevard Saint-Martin,
75003 Paris.

M^{me} Outila Goldanov,
sa femme,
M^{me} Madeline Sornat,
sa belle-sœur,
Catherine Grupper-Le Moigne,
Françoise Grupper-Gerst,
Alain Gerst
et leurs enfants, Anne et Thomas,
Jean Bernard et Anick Grupper
et leurs enfants, Shiraz, Azadeh
et Rostan,
ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles GRUPPER,
survécu le 3 juin 1990, à l'âge de qua-
tre-vingt ans.

Les obsèques seront célébrées le mer-
credi 6 juin, au cimetière de Bagneux.
Rendez-vous à l'entrée principale du
cimetière, à 16 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.
38, rue de Corbeilles,
75008 Paris.

Cannes.
M^{me} Thérèse Quilichini
et la famille
ont la grande tristesse de faire part du
décès de

M. Augustin-QUILICHINI,
officier de la Légion d'honneur,
survécu le 31 mai 1990.

Le défunt a fait don de son corps à la
science.

Une messe sera célébrée le mercredi
6 juin, à 10 heures, en l'église Notre-
Dame-des-Pins.

Le docteur Jean Lapiere,
son épouse,
Nicole Lapiere,
sa fille,
Evely Pionel,
son gendre,
Yves Cottin,
Eric Benoit,
Eve Pionel,
ses petits-enfants,
Les familles Fink et Orfès,
ont la douleur de faire part du décès de

Gilberte LAPIERRE,
née Schiller,
survécue le 1^{er} juin 1990.

L'inhumation aura lieu, le jeudi
7 juin, à 14 heures, au cimetière pari-
sien de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
9, rue de Montevideo,
75116 Paris.

Anniversaires

Il y a un an, le 5 juin,
Béatrice FEDENKO,
docteur en philosophie,
titulaire de lettres,
historienne,
écrivain et professeur à l'université,
disparaissait, laissant dans le désarroi
et le chagrin son épouse.

Une prière ou une pensée affectueuse
est demandée à tous ceux qui l'ont
connue, estimée et aimée.

Messes anniversaires
A la mémoire de
Bruno ABA,
décédé le 10 juin 1989.

Une messe sera célébrée en l'église
Saint-Pierre-de-Gros-Caillois, Paris-7,
samedi 9 juin 1990, à 9 h 30.

Il y a bientôt trois ans,
M^{me} Jacques FURET,
née Jeanne Villamia,
rappelle tristement à Dieu, nous
quitte.

Ceux qui l'ont connue voudront bien
avoir une pensée pour elle en union
avec la messe qui sera célébrée à son
intention, le samedi 9 juin 1990, à
18 h 45, en l'église de Saint-Gervais-la-
Forêt (Loire-et-Cher).

Son mari, ses enfants et petits-
enfants,
« Elle a trop pensé aux autres pour
qu'elle ne soit jamais oubliée »
Saint Augustin.

Communications diverses
M. Claude Allègre, conseiller spé-
cial du ministre de l'éducation natio-
nale, inaugure, le 5 juin 1990, dans les
journées de la faculté de droit de l'univer-
sité Paris-V, l'Observatoire des rela-
tions internationales (ORI), dirigé par
M. le professeur Hervé Cassan, res-
ponsable de la revue le Trimestre du
monde, sous la présidence de M. René-
Jean Dupuy, professeur au Collège de
France.

Radio-Shalom, M.S. mardi 5 juin,
à 20 heures, émission « La lettre et l'es-
prit », spécial Ferenzy. Alain Sued
voit Pierre Sabourin, traducteur,
pour la publication des œuvres com-
plètes de Ferenzy, parues aux éditions Payot.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en
France entre mercredi 5 juin à
0 heure et dimanche 10 juin à
24 h :

Des perturbations d'activité modé-
rée continueront à traverser notre
pays. Ainsi, nuages et petites pluies
seront au menu tout au long de la
semaine sur la moitié Nord, tandis
que sur le Sud, le temps sera le plus
souvent sec, le soleil se montrant
plus généreux.

Côté températures, une certaine
fraîcheur continuera à régner.

Mercredi : nuages et brumes au
Nord, nuages et soleil au sud.
Sur le Bassin parisien, le Nord et
les Ardennes, la matinée débutera
sous le soleil, mais le ciel se couvrira
rapidement, et l'on doit s'attendre à
quelques gouttes à partir de la mi-
journée.

Sur le Sud-Ouest, le Massif central
et le val de la Garonne, nuages et
éclaircies se poursuivront le jour durant
la journée.

Sur les régions méditerranéennes,
ce sera encore du beau temps, sauf
en Corse où les développements nuageux
donneront de courtes averse.

Il soufflera un vent de Nord-Ouest
assez fort sur les côtes de Manche,
modéré dans l'intérieur. En Méditerranée,
Mistral et Tramontane souffleront
assez fort, avec des rafales attein-
dant 70 km/h.

Jeudi : peu de changements
Sur la Bretagne, la Normandie et le
Nord-Pas-de-Calais, on se réveillera
sous les nuages et la pluie. Une amé-
lioration se produira dans l'après-
midi, mais il y aura encore le risque
d'un court averse.

Sur les Pays de Loire, le Centre, le
Bassin parisien et Champagne-Ar-
denne, le ciel se couvrira dans la
matinée, et il se mettra à pleuvoir ou
craquer de la fin de l'après-midi.

Sur le Poitou-Charentes, le nord du
Massif Central, la Bourgogne, et la
franche-Comté, la matinée sera bien
ensoleillée ; il y aura un peu plus de
nuages l'après-midi.

Sur tout la moitié Sud, ce sera une
journée assez bien ensoleillée, sauf
en Corse, où un risque d'averses orage-
uses subsistait l'après-midi.

Les températures ne changeront
guère par rapport à mercredi : elles
restent en-dessous des normales
saisonnières ; cette fraîcheur s'accen-
tuera même sur le quart Nord-Ouest,
où les maxima ne dépasseront guère
les 15 degrés.

Vendredi 8 juin :
Fraîcheur et beaucoup de nuages.
Au lever du jour le ciel sera très
nuageux des Pyrénées aux Alpes. Des
pluies, plus actives sur le relief, tom-
beront encore. En cours de journée
des éclaircies apparaîtront, plus
larges sur le littoral méditerranéen ou
le mistral et la tramontane se leve-
ront.

Mais en soirée des orages locaux
pourront éclater de la Corse aux
Alpes du Sud.

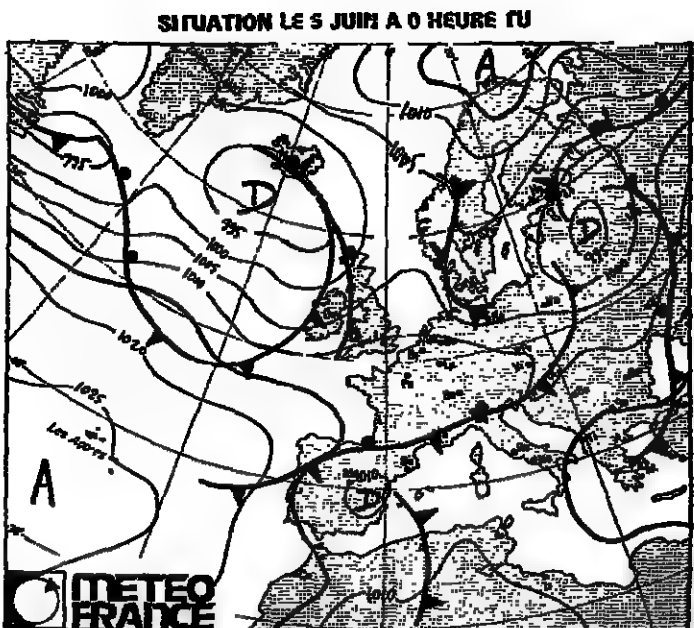
Partout ailleurs nuages et éclaircies
se partageront le ciel. Les nuages
seront généralement prédominants.
Des averse se produiront près des
côtes de la Manche le matin puis sur
tout le nord du pays l'après-midi. Le
vent d'Ouest soufflera fort en Manche
(20 km/h).

Les températures minimales seront
généralement comprises entre 6 et
10 degrés, localement 13 vers la
Méditerranée. Les températures
maximales ne dépasseront guère
17 degrés dans le Nord et les
20 degrés sur le littoral méditerranéen.

Samedi 9 et dimanche 10 juin :
Région progressif d'un temps ensoleil-
lé.

Samedi matin le ciel sera encore
bien nuageux sur tout le pays. Des
averses se produiront sur le Nord.
Mais très rapidement une nette amé-
lioration se dessinera sur le Sud-
Ouest. Progressivement elle gagnera
toute la France. En effet, durant ces
deux jours les nuages, de moins en
moins fréquents et n'occasionnant
plus que de rares précipitations, se
lèveront au Nord-Est de la France,
laissant la place à un soleil généreux.

Les températures minimales resten-
ront stationnaires mais les tempé-
ratures maximales gagneront quelques
degrés à la faveur de l'ensoleillement.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 4-6-90 à 6 heures TU et le 5-6-90 à 6 heures TU									
FRANCE									
ALGER	24	14	C	18	9	C	24	16	D
BARCELONE	24	14	C	22	11	C	24	16	D
BELGRADE	24	14	C	22	11	C	24	16	D
BOMBAY	24	14	C	22	11	C	24	16	D
BREIT	17	11	C	27	18	N	24	16	D
CAEN	17	11	C	27	18	N	24	16	D
CHERBOURG	17	11	C	27	18	N	24	16	D
CLERMONT-F.	17	11	C	27	18	N	24	16	D
DJIBOUTI	17	11	C	27	18	N	24	16	D
GENÈVE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
GRANVILLE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
LAKE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
LYON	17	11	C	27	18	N	24	16	D
MAURITIE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
NANCY	17	11	C	27	18	N	24	16	D
NANTES	17	11	C	27	18	N	24	16	D
NICE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
PARIS-MONT.	17	11	C	27	18	N	24	16	D
PAU	17	11	C	27	18	N	24	16	D
PERPIGNAN	17	11	C	27	18	N	24	16	D
RENNES	17	11	C	27	18	N	24	16	D
ST-ETIENNE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
STRASBOURG	17	11	C	27	18	N	24	16	D
ÉTRANGER									
AMSTERDAM	17	11	C	27	18	N	24	16	D
ATHÈNES	17	11	C	27	18	N	24	16	D
BANGKOK	17	11	C	27	18	N	24	16	D
BARCELONE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
BELGRADE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
BERLIN	17	11	C	27	18	N	24	16	D
BRUXELLES	17	11	C	27	18	N	24	16	D
LE CAIRE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
COPENHAGUE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
DALIAN	17	11	C	27	18	N	24	16	D
DELI	17	11	C	27	18	N	24	16	D
DIJON	17	11	C	27	18	N	24	16	D
GENÈVE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
HONGKONG	17	11	C	27	18	N	24	16	D
STAVROUL	17	11	C	27	18	N	24	16	D
TUNIS	17	11	C	27	18	N	24	16	D
VARSOVIE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
VENISE	17	11	C	27	18	N	24	16	D
VIENNE	17	11	C	27	18	N	24	16	D

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale
moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



UNE NUIT... ...LA DOLCE VITA

Le confort d'une nuit, c'est déjà l'Italie

Evadez-vous dans la grande tradition du voyage de nuit. Avec des horaires adaptés à vos besoins, vous apprécierez au quotidien le confort de 2 nouveaux trains aux accents de Dolce Vita :

Le "Galiléi", à destination de Florence, et le "Rialto", qui vous emmène à Venise.

Détendez-vous, tout a été prévu. La Voiture-Restaurant "Grill Express" pour le dîner et le petit déjeuner, la climatisation pour la chaleur de l'été... Fermez les yeux, vous êtes déjà en vacances.

Seul ou à plusieurs, en Voiture-Lits ou en Couchettes, vous allez regretter que la nuit soit si courte...

SNICE
C'EST POSSIBLE!

* Nouvelle version

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Avec les victoires, lundi 4 juin, de Henri Leconte, Thomas Muster et Goran Ivanisevic en huitièmes de finale et la qualification de Andre Gomez sur forfait, quatre gauchers disputent les quarts de finales des Internationaux de France.

Le gazon et le ciment, plus rapides que la terre battue, conviennent bien à ce genre de joueurs : au cours des dix dernières années les gauchers figurent au palmarès de tous les tournois du

grand chelem avec une prédilection pour Wimbledon et Flushing Meadow où ils se sont imposés dix fois sur vingt grâce à Jimmy Connors et John McEnroe. A Roland-Garros il faut remonter à 1977 pour trouver l'un d'eux, Guillermo Vilas, au palmarès et, depuis lors, ils ne furent que trois, Guillermo Vilas (1982), John McEnroe (1984) et Henri Leconte (1988) à jouer la finale. Au cours de la même période, il n'y eut jamais plus de trois gau-

chers en quarts de finale. Naguère construits de façon artisanale, les courts de Roland-Garros sont désormais réalisés, chaque printemps, à l'aide de machines qui assurent une meilleure homogénéité des surfaces de jeu et les rendent également plus rapides.

Comme les balles sont aussi plus vives, le tennis sur brique pilée s'est accéléré. Or, selon des études scientifiques très sérieuses, les gauchers

peuvent avoir un avantage neurologique dans ces conditions.

La présence en force des gauchers n'est pas la seule originalité de ces Internationaux de France : sur les seize joueurs encore présents, il n'en reste qu'un, Michael Chang, ayant gagné le titre. Et cela n'était pas arrivé dans un tournoi du grand chelem depuis les Internationaux d'Australie 1974 qui furent remportés par Jimmy Connors, un gaucher.

Thierry Champion, le lutteur tétanique

Il arrive à des joueurs de perdre leur tennis comme des potaches perdent leur latin face à l'examinateur. La scène est toujours un peu pitoyable et surprend de la part de professionnels. Pourtant elle s'est répétée plusieurs fois au cours de ces Internationaux de France. Samedi 2 juin, c'était Guy Forget qui ne savait plus où il se trouvait. Lundi, ce fut au tour du Tchèque Karel Novacek.

Tous deux étaient opposés au même adversaire, un Français au nom plus prestigieux que le palmarès, Thierry Champion. Et tous deux se sont laissés éliminer sans vraiment comprendre ce qui se passait autour d'eux. La victoire de Thierry Champion sur Guy Forget passait pour un accident dû à la légendaire faiblesse psychologique du numéro un français (le Monde du 3 juin). Que dire alors du pauvre succès du Français, âgé de vingt-trois ans, issu des qualifications, et pointé à la cent quatre-vingt-dixième place mondiale?

Rien ne laissait prévoir une telle issue. Karel Novacek n'est pas un inconnu du circuit. A vingt-cinq ans, il possède quelques médailles et surtout une puissance et une résistance qui l'ont amené à disputer des épreuves presque chaque semaine. Récemment vainqueur à Munich, il ne semblait pas manquer de confiance en lui après avoir éliminé l'Américain Aaron Krickstein et le Brésilien Luiz Mattar lors des tours précédents. Et pourtant le doute s'est insinué en lui et il a, sans panache, laissé passer un succès qu'il pouvait glaner aisément.

Dans une partie qui a très rapidement sombré, pour s'égarer sur les bords d'une rencontre inter-villages, le joueur tchèque s'est laissé engager. Il a oublié les conseils de ses maîtres et son expérience passée pour s'obstiner à rester au fond du court sans tenter un jeu plus offensif. Dominé dans le premier set (3-6), il a donné l'impression de se reprendre dans les deux suivants (6-4, 6-3). Les spectateurs pouvaient commencer à abandonner le central.

Car, de plus, Novacek avait, en face de lui, un adversaire diminué. Thierry Champion avait demandé l'aide du masseur pour lui prodiguer quelques soins sur une cuisse douloureuse. En fait, d'après les explications du joueur, il s'agissait des séquelles de la partie jouée contre Forget. « Une chaussure montante m'avait provoqué une ampoule au pied. Pour éviter d'appuyer dessus, j'ai dû prendre une mauvaise position de frappe. Résultat : des douleurs à l'entraînement réapparues lors du troisième set. »

Voilà donc Champion boitant, qui a du mal à monter au filet et à faire des déplacements trop rapides. Mais son rival, loin de profiter de cette faiblesse, et comme lui par une profonde gentillesse, lui sert des balles à portée. Et dans ce quatrième set décisif, Champion marque les premiers points. C'est surtout lui qui, à 5 jeux à 4, réussit grâce à un service sans baine à renverser la situation. « Je pensais simplement à tenir, j'étais sûr qu'il allait se reprendre et

je me suis aperçu qu'il avait plus peur que moi », raconte Champion.

Son jugement était bon. Comme réunis par la victoire, tous deux, le Tchèque et le Français, multiplient les fautes et visent plus souvent le filet que son adversaire. Nerveux, peu habile dans sa frappe de balle, cherchant toujours à jouer le fond de court, endroit où se tient le Français, l'entraîneur de Prostějov accumule les maladroites. Ce n'est pas seulement la chance qui est contre lui, c'est toute son éducation tennistique qui sombre. Il coule avec le quatrième set (7-6).

« A partir du cinquième set, le public était avec moi. J'ai senti que j'avais une chance et je me suis laissé porter par les cris d'encouragement en me disant que je pouvais le faire craquer. » Le pari de Thierry Champion n'était pas trop audacieux. Après la pose d'un bandage, l'éclat du jour continue à marquer des points. Il prend même le service d'un adversaire à 20 000 lieues du court. « Certes, reconnaît le vainqueur, le jeu n'était rien à voir avec celui que j'ai joué lors de la finale de Roland-Garros. Tout était dans la tête et je pensais au match Lendl-Chang de l'an dernier. »

Champion se prenait pour le jeune Américain et, comme lui, il finit par gagner le cinquième set (6-3) devant un public debout. La drôle d'aventure continue pour le seul qualifié encore en compétition. « Je n'ai pas fait signer », précise-t-il, conscient que lors du match de quart de finale

contre l'Equatarien Andre Gomez, il aura certainement besoin, au-delà de son courage, de toutes ses forces.

SERGE BOLLOCH

Les résultats

Simple messieurs (quatrième tour)
Premier quart de tableau
J. Svensson (SUE) b. G. Perez-Roldan (ARG, n°16) 2-6, 6-4, 6-2, 6-2; H. Leconte (FRA, n°1) b. A. Chesnokov (URS, n°8) 6-4, 6-3, 4-6, 2-6, 6-3.

Troisième quart de tableau
T. Champion (FRA, n°1) b. K. Novacek (TCH, n°15) 6-3, 4-6, 3-6, 7-6, 6-3; A. Gomez (ECU, n°4) b. M. Gustafsson (SUE, n°14) par forfait.

Quatrième quart de tableau
T. Muster (AUT, n°7) b. M. Jaité (ARG, n°10) 7-6, 6-3, 6-2; G. Ivanisevic (YOU, n°2) b. N. Kroon (SUE) 6-2, 6-4, 7-5.

Simple dames (quatrième tour)
Deuxième quart de tableau
J. Novotna (TCH, n°11) b. G. Sabatini (ARG, n°4) 6-4, 7-5.
Quatrième quart de tableau
M. Seles (YOU, n°2) b. L. Glömeister (PER, n°16) 6-4, 6-0.

Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et éventuellement le numéro de tête de série, ou la qualité de qualifié (Q), d'invité par les organisateurs (W) et de repêché des qualifications (L).

Le cobra et la mangouste

En ce lundi de Pentecôte, Roland-Garros a eu une illumination. Les Internationaux de France qui hésitent entre la querelle des chiffonniers et le lendemain de fête, entre le doute et l'indifférence, qui s'effrayent d'une hécatombe de champions au se rassurant dans les réceptions, ces Internationaux, donc, ont donné à voir ce qui manquait depuis huit jours et paraissait hautement improbable, un grand match, une partie révélant tous les mystères du tennis : la bataille de finale entre Henri Leconte et Andre Chesnokov.

Si le ciel l'avait permis, les deux joueurs auraient dû se rencontrer vingt-quatre heures plus tôt. On n'eût pas à regretter le retard. Ce fut un monument. Cinq sets explosifs, trois heures moins une minute d'émotion pendant lesquelles la victoire hésite à choisir son camp entre le hussard français et le sapeur soviétique. Car le terrain conquis dans un premier élan fut, ensuite, cédé, pied à pied, et il fallut attendre le dernier assaut pour connaître le vainqueur, Henri Leconte.

Résumé ainsi, deux manches au Français, deux autres au Soviétique, et la dernière au nouveau héros de Roland-Garros, l'histoire paraît d'une extrême simplifiée. Ce qui ne fut pas le cas.

On connaissait les nouvelles dispositions d'Henri Leconte. On savait que, sous le houlet de Patrice Hegelauer, l'entraîneur qui était aux côtés de Yannick Noah lors de sa victoire en 1983, il avait préparé ces Internationaux avec la ferme intention de faire oublier une piètre prestation : sa finale 1988 contre Mats Wilander. On avait mesuré, dès les premiers matches, la faveur nouvelle dont il jouissait dans le public. Mais on ignorait s'il était véritablement capable de se transcender.

Manche accordée

On savait aussi qu'Andre Chesnokov n'avait jamais battu le Français. Mais on avait compris que la parastrotka avait libéré le Soviétique d'une grande partie des inhibitions personnelles et des pesanteurs bureaucratiques qui avaient pu entraver sa carrière jusqu'alors. On sentait derrière ce visage trop lisse une ambition bouillonnante. Et on avait constaté, dans les premières rencontres, la détermination de chirurgien qui animait le Moscovite.

Bref on présentait une confrontation forte. Elle le fut au-delà de toute espérance entre deux bêtes de tennis, un cobra et une mangouste. Le venin ou la morsure. L'un voulait en finir au plus vite, l'autre ne cherchait qu'à faire durer. Henri Leconte tentait de foudroyer. Andre Chesnokov préférait étouffer dans ses mâchoires. Mais, pendant plus d'une heure, celles-ci ne se refermèrent que sur le vide. Avec la vivacité du reptile, Henri Leconte avait planté ses crochets dans le cou de l'autre animal, et celui-ci était déjà comme mort.

Mais un court de tennis n'est pas la savane. C'est un espace civilisé. Le moment vint de balayer les lignes, d'aplanir la terre battue. Henri Leconte menait alors deux sets à rien, et l'issue promettait d'être rapide.

tellement la démonstration avait été impeccable et la réaction impossible à ce tennis d'abandon. Boris Becker lui-même a dit un jour qu'il n'y a rien à faire contre Henri Leconte quand il produit ce tennis inspiré, qu'il faut simplement attendre en espérant que cela passe.

Après le changement de côté, le Français s'apprêtait à servir. Mais il fit la grimace : le court avait été arrosé, sans que personne en donnât l'ordre, par le service d'entretien. La terre collait aux semelles des chaussures, elle était grasse et glissante.

Comment l'arbitre avait-il laissé transformer le court en marécage ? Mystère. Mais, tout à coup, le pied de Henri Leconte fut moins sûr, la jambe plus raide. Mécanisme de précision, son service-volée commença à gripper. La partie basculait. Henri Leconte perdit son engagement, prit celui du Soviétique, le perdit à nouveau pour égarer encore, et le perdit une troisième fois.

Manche accordée, le set revint à Andre Chesnokov. Expulsé du match pendant deux sets, le Soviétique en reprenait possession par petits bouts, bornant le terrain à l'impact de ses passing-shots, brouillant le jeu par des points au filet. Il était maintenant à son affaire tandis que Leconte était à la peine.

Chesnokov atomisé

Chesnokov avait égalisé, deux manches partout, en moins de temps qu'il n'en avait fallu à Leconte pour remporter les deux premiers sets. Mais c'était moins une bataille navale qu'un drame à l'italienne qui se jouait. Les deux protagonistes portaient comme des masques peints sur le visage, grimant pour le Français, livide pour le Soviétique, versions différentes d'une même volonté de vaincre.

Henri Leconte n'avait jamais perdu de match en cinq manches à Roland-Garros. Il en avait même remporté un resté célèbre contre Yannick Noah, en 1985, au terme d'une partie dont le canevas fut identique à celle de lundi avec Andre Chesnokov. Ce dernier, lui, restait sur une victoire en cinq manches après avoir perdu les deux premiers sets contre Jim Courier en 1989.

Comment cela pouvait-il tourner ? Un Leconte un peu moins déterminé aurait perdu. Un Chesnokov un peu plus résolu aurait gagné. Mais entamer le cinquième set fut pour Henri Leconte comme repasser par la case départ. La fatigue, la tension, les frustrations accumulées au cours des deux précédentes manches furent, sinon effacées, du moins oubliées. Il recommençait à zéro, c'est-à-dire jouait le tennis nucléaire des deux premiers sets. Andre Chesnokov en fut atterré. Un appel de balle erroné le sauva lors de son premier jeu de service. C'était pour mieux succomber au quatrième.

Et, tout debout, le central fit alors une longue ovation au vainqueur qui, d'émotion, en avait les larmes aux yeux. Cette fois, oui, Roland-Garros avait compris le tennis d'Henri Leconte.

ALAIN GIRAUDO

○ Critérium de « Dauphiné Libéré » : l'Ecoissais Robert Müller, ex-aequo Robert Müller n'avait pas obtenu de grande victoire chez les professionnels, ce qui n'empêchait pas les observateurs de le considérer, depuis plusieurs années, comme un des favoris du Tour de France. Le poids plume du peloton a enfin acquis le succès qu'il convoitait en remportant

lundi 4 juin le Critérium du Dauphiné Libéré, dont il avait pris la deuxième place l'an passé. Occupant la deuxième position derrière Thierry Claveyrolat à l'issue de l'avant-dernière journée, il a nettement dominé le Français au cours de l'ultime étape contre la montre et s'est emparé du maillot de leader avec plus d'une minute d'avance.

GALERIES
Lafayette

Du 6 au 9 juin.

Crédit spécial 3J.

مكتبة

La France investit en échange de l'acier

La France investit en échange de l'acier. L'accord de coopération industrielle entre la France et l'Allemagne, signé le 15 mai 1990, prévoit que la France fournira à l'Allemagne des équipements industriels et des services techniques en échange de l'acier allemand. L'accord couvre les domaines de la sidérurgie, de la métallurgie et de la chimie. Les deux pays s'engagent à renforcer leur coopération technique et à promouvoir l'innovation dans ces secteurs. L'accord est valable pour une durée de dix ans.

La coopération de l'acier

La coopération de l'acier. L'accord de coopération industrielle entre la France et l'Allemagne, signé le 15 mai 1990, prévoit que la France fournira à l'Allemagne des équipements industriels et des services techniques en échange de l'acier allemand. L'accord couvre les domaines de la sidérurgie, de la métallurgie et de la chimie. Les deux pays s'engagent à renforcer leur coopération technique et à promouvoir l'innovation dans ces secteurs. L'accord est valable pour une durée de dix ans.

L'accord de coopération

L'accord de coopération. L'accord de coopération industrielle entre la France et l'Allemagne, signé le 15 mai 1990, prévoit que la France fournira à l'Allemagne des équipements industriels et des services techniques en échange de l'acier allemand. L'accord couvre les domaines de la sidérurgie, de la métallurgie et de la chimie. Les deux pays s'engagent à renforcer leur coopération technique et à promouvoir l'innovation dans ces secteurs. L'accord est valable pour une durée de dix ans.

L'accord de coopération

L'accord de coopération. L'accord de coopération industrielle entre la France et l'Allemagne, signé le 15 mai 1990, prévoit que la France fournira à l'Allemagne des équipements industriels et des services techniques en échange de l'acier allemand. L'accord couvre les domaines de la sidérurgie, de la métallurgie et de la chimie. Les deux pays s'engagent à renforcer leur coopération technique et à promouvoir l'innovation dans ces secteurs. L'accord est valable pour une durée de dix ans.

L'accord de coopération

L'accord de coopération. L'accord de coopération industrielle entre la France et l'Allemagne, signé le 15 mai 1990, prévoit que la France fournira à l'Allemagne des équipements industriels et des services techniques en échange de l'acier allemand. L'accord couvre les domaines de la sidérurgie, de la métallurgie et de la chimie. Les deux pays s'engagent à renforcer leur coopération technique et à promouvoir l'innovation dans ces secteurs. L'accord est valable pour une durée de dix ans.

L'accord de coopération

L'accord de coopération. L'accord de coopération industrielle entre la France et l'Allemagne, signé le 15 mai 1990, prévoit que la France fournira à l'Allemagne des équipements industriels et des services techniques en échange de l'acier allemand. L'accord couvre les domaines de la sidérurgie, de la métallurgie et de la chimie. Les deux pays s'engagent à renforcer leur coopération technique et à promouvoir l'innovation dans ces secteurs. L'accord est valable pour une durée de dix ans.

22. Discussion du projet de loi sur les PTT
23. Les réformes économiques en URSS

24. Un rapport confidentiel de la COB
40-41. Avis financiers

42. Le Crédit national ouvre sa « banque d'affaires »
43. Bourse de Paris

BILLET

Greyhound au parking

La célèbre compagnie américaine de bus Greyhound et cinq de ses filiales ont demandé, le 4 juin, à se placer sous la protection de la loi sur les faillites qui permet à une entreprise en difficulté de continuer à fonctionner sans avoir à subir les poursuites de ses créanciers.

Greyhound, qui a le monopole du transport routier de passagers aux États-Unis, dessert 9 500 localités avec 3 950 bus. Après sa reprise, en 1987, par le groupe texan Busleaze de Fred G. Currey, l'entreprise avait renoué avec les bénéfices et dégagé, en 1989, une marge positive plutôt symbolique de 730 000 dollars (4,1 millions de francs) pour un chiffre d'affaires d'un milliard de dollars (5,7 milliards de francs).

Dans ce contexte, les syndicats des 11 800 salariés n'ont pas supporté la poursuite de l'austérité imposée par M. Currey qui avait, par exemple, obtenu une diminution des salaires de 25 %. Depuis le 2 mars dernier, ils avaient appelé le personnel, et notamment les 6 000 chauffeurs, à une grève pour obtenir des augmentations salariales représentant 206 millions de dollars sur trois ans alors que la direction ne voulait pas céder plus de 63 millions (Le Monde du 17 mars). De bagarres en piquets de grève, le conflit a fait perdre plusieurs dizaines de millions de dollars à Greyhound et toutes les tentatives de médiation ont tourné court.

En fait, la déconfiture de ce transporteur qui a véhiculé tous les routards et tous les touchés des États-Unis n'est pas seulement imputable à un conflit de travail particulièrement dur. La déréglementation du transport aérien et la baisse spectaculaire des tarifs d'avion durant les années 80 ont détourné une grande partie de la clientèle de l'autocar. En 1980, Greyhound avait transporté 64 millions de passagers. Ce chiffre était tombé à 34 millions en 1984. Malgré le rachat de l'unique concurrent Trailways, le chiffre de 1989 ne dépassait pas 25 millions.

Cette raréfaction de la clientèle a naturellement fait virer les comptes au rouge : 375 millions de dollars de pertes en 1986, 2,6 millions en 1987 et 17 millions en 1988. Ainsi fragilisée, Greyhound était à la merci du moindre incident. C'est un conflit social de première grandeur qui aura eu raison de sa résistance.

AL F.

Les investissements japonais à l'étranger ont doublé en deux ans

Les investissements japonais à l'étranger ont atteint le montant record de 67,5 milliards de dollars (400 milliards de francs environ) au cours de l'année fiscale close au 31 mars, selon les statistiques publiées lundi 4 juin par le ministère des finances. Ces investissements s'élevaient à 47 milliards de dollars au cours de l'année précédente, et à 33 milliards un an auparavant. 48 % des sommes investies au cours de la dernière année fiscale l'ont été aux États-Unis. En revanche, les investissements étrangers au Japon ont décliné de 12 % au cours de l'exercice fiscal 1989, représentant 2,86 milliards seulement.

Accord de compensations entre les deux États

La France investira en Arabie saoudite en échange de l'achat de navires de guerre

En préalable à un contrat, qui sera effectif dans quelques mois, pour la fourniture, à Riad, de trois frégates anti-aériennes de 3 000 tonnes, la France et l'Arabie saoudite sont convenues de mettre en œuvre un programme de compensations par lequel des investissements français seront localement engagés à hauteur de 35 % de la valeur de cet accord, estimé à 18 milliards de francs.

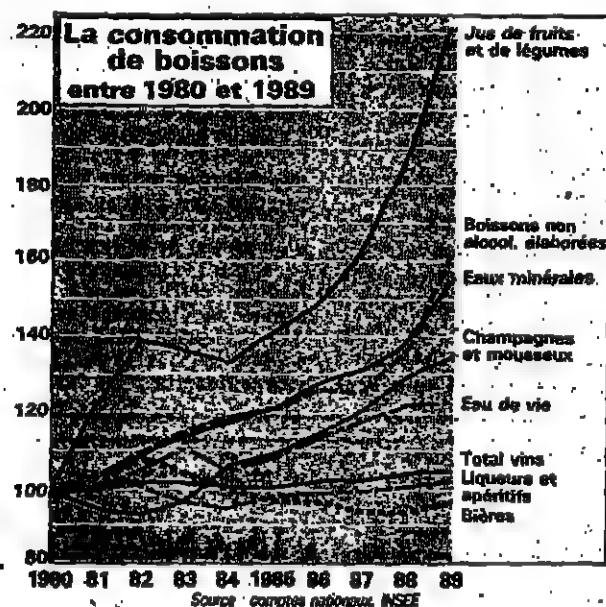
C'est la première fois, depuis que l'Arabie saoudite achète des armes à la France, que les deux pays concluent entre eux une telle transaction. Cet accord de compensations (dit programme offset) a été signé, lundi 3 juin, à Paris, entre le prince Fadh bin Abdallah, vice-ministre saoudien de la défense et M. Gérard

Renon, secrétaire d'État français à la défense. Déjà en 1985 et en 1988, les Américains et les Britanniques avaient dû agir de même pour vendre respectivement leurs avions AWACS et Tornados.

Il y a un an, l'Arabie saoudite et la France signaient un protocole intergouvernemental qui prévoit la fourniture, à Riad, de trois frégates de 3 000 tonnes, destinées à la lutte anti-aérienne et antimissiles, et la construction des quais du port où elles seront amarrées. Un accord sur des compensations a été la condition de la signature du contrat final. Cette obligation, qui porte sur 35 % du contrat concerné (hors les infrastructures), se traduira, dans les dix ans à venir, par des investissements de la

France en Arabie saoudite sous la forme d'investissements en coopération (ce qu'on appelle des joint-ventures) dans des domaines de haute technologie, qu'elle soit civile ou militaire, hormis le secteur du pétrole (exploration et commercialisation).

Le prince Fadh bin Abdallah et M. Renon coprésideront un comité « offset » chargé de donner son aval aux sociétés françaises qui acceptent d'investir en Arabie saoudite. Les « joint-ventures » bénéficieront d'une aide des deux pays (prêts bancaires et apports en capital) à hauteur de 25 % chacun du volume requis, et pour les 50 % restants, de prêts bonifiés sur quinze ans accordés par une agence gouvernementale saoudienne.



Les Français ont eu chaud en 1989 : l'été a duré longtemps et les températures étaient « très supérieures aux moyennes saisonnières », selon la formule des météorologues. Résultats : ils ont bu... comme des trous, non de l'alcool, mais ce qui est beaucoup plus raisonnable, des jus de fruits, des boissons « élaborées » et de l'eau minérale. Le graphique ci-dessus, établi par l'INSEE, est éloquent. L'augmentation de consommation atteint 19 % par rapport à 1988 pour les jus de fruits et les boissons élaborées, 13 % pour les eaux minérales, tandis que tout ce qui contient de l'alcool a stagné, même la bière. Les produits rafraîchissants, comme les yaourts ou les crèmes glacées (+13,5 %), ont connu aussi le succès.

Globalement, la consommation des ménages (3 650 milliards de francs) a progressé de 3 %, pour la deuxième année consécutive. En 1989, les ménages consacrent en moyenne 20 % de leur budget à l'alimentation (contre 26 % en 1970). Ils ont de plus en plus tendance à acheter des produits prêts à consommer, du porc, du bœuf, s'est traduit par une baisse de consommation de ces produits (-2,2 %), et par la recherche de produits de substitution comme la volaille, le lapin dont la consommation a augmenté de 4,9 %.

L'automobile conserve son attrait : la demande a crû de 5,7 %, avec un goût marqué pour les diesels et pour le haut de gamme. Les dépenses de santé continuent à croître (+7,5 %), plus vite que les prix, tout comme les loyers (+5,5 %).

Enfin, les fêtes du Bicentenaire de la Révolution ont attiré de nombreux touristes, qui ont dépensé en France 104 milliards de francs, soit 23 % de plus en volume qu'en 1988. Ces dépenses sont perceptibles dans les postes, « transports », « télécommunications », « culture et loisirs », et, bien sûr, les parfums, articles de Paris, hôtels et restaurants, qui, selon l'INSEE, « enregistrent une nette amélioration en 1989 ».

J. D.

Hausse des taux d'intérêt et hausse des prix

Les autorités suisses continuent à craindre un regain de l'inflation

BERNE

de notre correspondant

Avec une inflation annuelle ayant culminé à 5,5 % en mai, soit le taux le plus élevé depuis le début des années 80, la lutte contre la hausse des prix est plus que jamais l'objectif prioritaire de la banque nationale suisse (BNS). Reconnaissant que la bataille « n'est pas encore gagnée », le président du directeur de l'institut d'émission, M. Markus Lusser, a clairement réaffirmé, au cours de sa dernière rencontre semestrielle avec la presse, la détermination de la BNS d'endiguer « par tous les moyens » la hausse continue des prix.

Malgré le récent raffermissement du franc suisse, la BNS entend poursuivre sa politique monétaire restrictive. Si la bonne tenue de la monnaie persiste, la marge de manœuvre de l'institut d'émission s'élargira. L'amélioration des termes de l'échange a déjà

permis de réduire sensiblement le traditionnel déficit commercial, tandis que, selon M. Lusser, l'inflation pourrait « faiblir nettement vers la fin de l'année ».

Mais si la politique de la BNS commence à porter quelques fruits, ses responsables se gardent de tout optimisme exagéré. Compte tenu d'une conjoncture toujours soutenue à l'intérieur et des incertitudes liées à la perspective de l'union monétaire allemande, la BNS n'a pas l'intention de relâcher sa vigilance.

Spirale des prix et des salaires

Avec un taux de chômage d'à peine 0,6 % de la population active et des offres d'emploi dépassant la demande, l'économie suisse continue d'évoluer à la limite de ses capacités de production. Redoutant que la surchauffe actuelle n'alimente davantage la spirale des prix et des salaires,

M. Lusser a averti les entreprises que la BNS ne tolérerait pas de hausses salariales « exagérées ».

Autre sujet de préoccupation : les taux d'intérêt, qui avaient longtemps été extrêmement bas en Suisse, ont beaucoup monté. Au cours des douze derniers mois, des hausses successives des taux hypothécaires avaient déjà fait grimper les loyers, nourrissant du même coup l'inflation.

A partir du 1^{er} juin, plusieurs banques ont encore relevé de 0,5 % les taux des anciennes hypothèques, les portant à 6,5 %, tandis que ceux des nouvelles hypothèques étaient montés de 6,5 à 7,5 % quatre mois plus tôt.

« Il ne faut pas s'attendre à un net ralentissement des prix avant 1991 », assure une grande banque. Selon le dernier bulletin d'une autre banque helvétique pour 1990 et 1991, « des taux d'inflation plus élevés sont escomptés pour notre pays et cela même en comparaison avec la France ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

En coopérant avec une entreprise locale

Siemens va construire les centraux téléphoniques en Tchécoslovaquie

Le groupe allemand Siemens et l'entreprise tchèque Tesla Karlin ont annoncé, le lundi 4 juin, à Prague, la signature d'un accord pour la construction de centraux téléphoniques digitalisés en Tchécoslovaquie. Le contrat qui doit être prêt en septembre prochain porte sur la production commune à partir de 1991 de systèmes pour 350 000 abonnés dans un premier temps et ensuite 500 000 par an.

Les deux entreprises devraient créer une société jointe dans laquelle Siemens se contenterait d'une participation de 40 %. Le chiffre d'affaires pourrait varier entre 50 et 80 millions de deutschemarks (170 et 270 millions de francs). Siemens envisage 20 millions de deutschemarks (67 mil-

lions de francs) d'investissements, apportera son savoir-faire technologique et formera les ingénieurs et techniciens tchèques. Quant à Tesla Karlin (6 000 salariés et 60 millions de dollars de chiffre d'affaires), qui, avant 1945 s'appelaient Elektrotechna et appartenait au groupe allemand Siemens et Halske, elle exporte 60 % de sa production vers l'URSS, ce qui donne au contrat signé par Siemens une dimension qui dépasse le simple marché tchécoslovaque.

Cet accord n'a d'ailleurs été rendu possible que grâce à l'assouplissement des règles du COCOM, qui contrôle les exportations de produits technologiques vers l'URSS et les pays de l'Est.

Repasant à l'offensive

Philips investit en Malaisie en s'associant avec JVC

AMSTERDAM

de notre correspondant

Pendant la crise, les affaires continuent. La multinationale Philips, dont les dirigeants préparent la restructuration des activités dans la microélectronique (circuits intégrés et ordinateurs), va construire en Malaisie une usine de magnétoscopes en association avec la société japonaise JVC, filiale du groupe Matsushita.

Devant être opérationnelle au début de l'année prochaine, cette usine représente un investissement de 15 millions de dollars (environ 85,5 millions de francs), que Philips et JVC financent chacun pour moitié.

Les magnétoscopes qui y sont produits - 2 millions d'unités par an en régime plein - seront vendus en Extrême-Orient, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud, ainsi qu'aux États-Unis. Dans ce dernier pays, ils remplaceront progressivement les appareils que Philips achète actuellement à des fabri-

cants japonais avant d'y apposer sa marque. Cette société mixte est la première constituée entre la multinationale néerlandaise et JVC. Elle représente une extension des liens existants entre Philips et Matsushita : depuis les années 50, la première participe à 35 % dans la société « composants » de la seconde, Matsushita Electronics Corporation (produits d'éclairage et semi-conducteurs).

En s'associant avec JVC, la firme d'Eindhoven espère regagner des parts du marché mondial des magnétoscopes sur lequel elle n'est correctement implantée qu'en Europe. Au-delà de cet objectif particulier, l'opération permet à Philips de faire montre d'un certain volontarisme et de faire parler d'elle autrement qu'en termes de crise, comme c'était le cas depuis le début du mois de mai. Autrement dit, en paraphrasant un porte-parole : « Les négociations avec JVC ne datent pas d'hier, mais leur aboutissement aujourd'hui tombe bien ».

CHRISTIAN CHARTIER

Difficultés de trésorerie pour le milliardaire new-yorkais

L'empire Trump menacé

Confronté à des difficultés de trésorerie, le milliardaire new-yorkais Donald Trump négocie actuellement avec les banques créancières. Selon le Wall Street Journal, M. Trump pourrait se trouver bientôt en difficulté pour ses remboursements (il a emprunté aux banques 2 milliards de dollars, soit environ 11,2 milliards de francs, outre les 1,3 milliard d'obligations dans le public).

Plusieurs de ses opérations n'ont pas la rentabilité prévue : le casino géant Taj Mahal d'Atlantic City (New-Jersey) ne s'est que 1,7 million de dollars par jour au lieu des 1,3 million nécessaires ; la navette aérienne Washington-New-York-Boston rachetée à

perdu 85 millions de dollars sur les douze derniers mois. Le groupe Trump a annoncé 450 licenciements au Taj Mahal et 50 à 100 autres pour la navette. Cherchant à réaliser du cash, M. Trump n'est pas parvenu à vendre son yacht Trump-Princeps pour 110 millions de dollars à des investisseurs japonais, ni une partie des 50 % qu'il détient dans l'hôtel new-yorkais Grand Hyatt, pourtant rentable. Les créanciers ont aussi refusé cette offre. La nouvelle a déclenché une vague de ventes des obligations de pacotille à intérêt élevé émises pour financer une partie du Taj Mahal, en faisant chuter le prix de 10 dollars.

Dans 45 pays
sur les 5 continents.

6000

ANCIENS ELEVES

ont compris que
les affaires sont devenues internationales
et les marchés mondiaux.

UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Rue de la Loi - 75116 Paris - Téléphone : (1) 45 55 60 06

(Publicité)

**PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT**

Dijon : 25 mai 1990

Classement de la déviation de la route nationale 5 dans la catégorie des autoroutes (A 39) entre l'échangeur de la rocade est de Dijon (RN 274) et l'échangeur avec la route départementale 108 à Crimolois, dans le département de la Côte-d'Or

AVIS AU PUBLIC

Une enquête publique sur le projet ci-dessus aura lieu du 18 juin 1990 au 4 juillet 1990 inclus à la mairie de DIJON et dans toutes les mairies des communes traversées par la déviation de la route nationale 5 entre l'échangeur avec la rocade est de Dijon (RN 274) et l'échangeur avec la route départementale 108 à CRIMOLOIS.

Le dossier d'enquête pourra être consulté à la mairie de DIJON, direction du Plan, 11, rue Victor-Dumas, du lundi au vendredi de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 heures ainsi que dans les mairies de :
- SENNECEY-LES-DIJON :
• les lundi et jeudi de 9 heures à 12 heures, et de 14 heures à 19 h 30.
• les mardi et mercredi de 9 heures à 12 heures.
• le vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.
- NEUILLY-LES-DIJON :
• du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.
• le samedi de 8 heures à 12 heures.
- CHEVIGNY-SAINT-SAUVEUR :
• du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.
- CRIMOLOIS :
• les mardi et vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.
• le samedi de 9 heures à 11 heures.
Les observations que le projet serait susceptible de soulever pourront être inscrites sur les registres ouverts à cet effet dans les mairies des communes visées ci-dessus ou adressées par écrit dans ces mairies au commissaire-enquêteur, M. André MEULSON, ingénieur divisionnaire des TPE en retraite.
Le commissaire-enquêteur résidera par ailleurs à la mairie de DIJON, direction du Plan, 11, rue Victor-Dumas, les :
- 27 juin 1990 de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 heures
- 4 juillet 1990 de 9 heures à 11 h 30 et de 14 heures à 17 heures.
afin d'entendre toutes les personnes désirant lui faire part de leurs remarques.
L'expiration du délai d'enquête, les personnes désirant prendre connaissance du rapport de la commission d'enquête pourront le consulter pendant le délai d'un an à la préfecture de la Côte-d'Or ainsi que dans les mairies des communes intéressées.
Le rapport pourra en outre être communiqué à toute personne qui en fera la demande à la préfecture de la Côte-d'Or.

LE PRÉFET,
Pour le Préfet
et par délégation,
Le secrétaire général

A. VIAU

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

ÉCONOMIE

INDUSTRIES

La discussion du projet de loi sur les PTT

**Le Sénat examine le projet
visant à élargir les activités
bancaires de la Poste**

Comme à l'Assemblée nationale, il y a un mois, le sort réservé aux services financiers de la Poste et la fiscalité locale seront les deux sujets vedettes de la discussion qui s'ouvrira au Sénat, mardi 5 juin, sur le projet de loi réformant les PTT.

L'élargissement des activités bancaires de la Poste dépasse largement les clivages politiques traditionnels au Sénat, très préoccupé par l'aménagement de l'espace rural. Ainsi, le rapporteur de la commission des affaires économiques, M. Jean Faure (Union centriste), n'est pas certain de recueillir l'assentiment de la majorité sénatoriale sur les amendements qu'il a déposés à propos de l'article 2. Ceux-ci prévoient que la Poste pourra distribuer des crédits immobiliers sans épargne préalable et des prêts à la consommation, « pour compte de tiers ». Cette dernière disposition est importante, car elle permettra de répondre aux adversaires de cette extension - et tout particulièrement les banques - qui redoutent de voir un nouveau concurrent, fort d'un réseau de dix-sept mille guichets, apparaître. En revanche, elle restreint l'extension des possibilités de la Poste dans l'assurance, en la contraignant également à passer par des tiers dans l'assurance-dommages. Les sénateurs souhaitent également que le gouvernement rédige un rapport avant le 31 mars 1991 sur cette question, discutée au Parlement.

Ces dispositions concernent très directement l'aménagement du territoire : les services financiers de la Poste représentent en effet 80 % de l'activité des plus petits bureaux en zone rurale. Or ceux-ci voient la clientèle jeune quitter la Poste en raison de son incapacité à pouvoir proposer certains produits financiers.

L'article 20 sur la fiscalité locale, à laquelle seront soumis les deux

nouveaux exploitants - France Télécom et la Poste - devrait également être largement amendé par les sénateurs : l'un envisage que l'intégralité du produit des impôts viendra enrichir la dotation globale de fonctionnement. Cette disposition est donc fort éloignée de celle voulue par les députés, qui prévoient seulement le versement d'une partie de la somme au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle. Les sénateurs envisagent également de remettre en question, avant le 31 décembre 1996, les abattements importants - de 85 % - dont bénéficie la Poste.

EN BREF

Les syndicats allemands réclament un doublement du salaire des employés de banque de RDA. Dans une déclaration commune publiée lundi 4 juin à Düsseldorf, les syndicats est-allemand du service public (GOED), ouest-allemand du commerce, de la banque et des assurances (HBV) réclament un doublement du salaire des employés de banque et de caisses d'épargne de RDA. Cette forte augmentation, qui porterait le salaire du secteur bancaire de 1 000 à 2 000 marks par mois, est nécessaire pour faire face aux hausses de prix attendues en RDA après l'en-

PRODUCTIVITÉ

Baisse
aux Etats-Unis

La productivité des employés et ouvriers américains a baissé de 2,7 % au premier trimestre, ce qui est le plus mauvais résultat obtenu depuis la fin de 1981. Mais la productivité du seul secteur manufacturier (industrie moins énergie) a augmenté de 4,9 % pendant la même période. De même si les coûts unitaires de main-d'œuvre (coût par unité produite) ont augmenté globalement de 7 % au premier trimestre après + 4,5 % en 1989, ils ont baissé de 1,3 % au premier trimestre pour le seul secteur manufacturier.

D'une façon générale, la productivité de l'économie américaine a augmenté de 1,8 % par an en moyenne depuis 1982 ce qui est un peu supérieur aux résultats des

trée en vigueur de l'union monétaire entre les deux Etats allemands. - (AFP)

Un contrat vietnamien pour Servier. - Le groupe Servier, numéro cinq de la pharmacie en France avec 5 milliards de francs de chiffre d'affaires, vient de conclure un accord avec les autorités vietnamiennes pour vendre à ce pays le principe actif d'un antidiabétique oral. Cet accord s'accompagne d'un contrat de fabrication locale. Alors que ce médicament anti-diabétique était jusqu'à présent exporté au Vietnam, il sera fabriqué sur place dans une usine construite sous la conduite du groupe français.

REPÈRES

années 70 (+ 1,2 %), mais surtout bien inférieur aux progrès de la seule industrie américaine qui soit comparable depuis 1984-1985 aux progrès réalisés en Europe.

**EFFECTIFS SALARIÉS
+ 0,7 % au premier
trimestre**

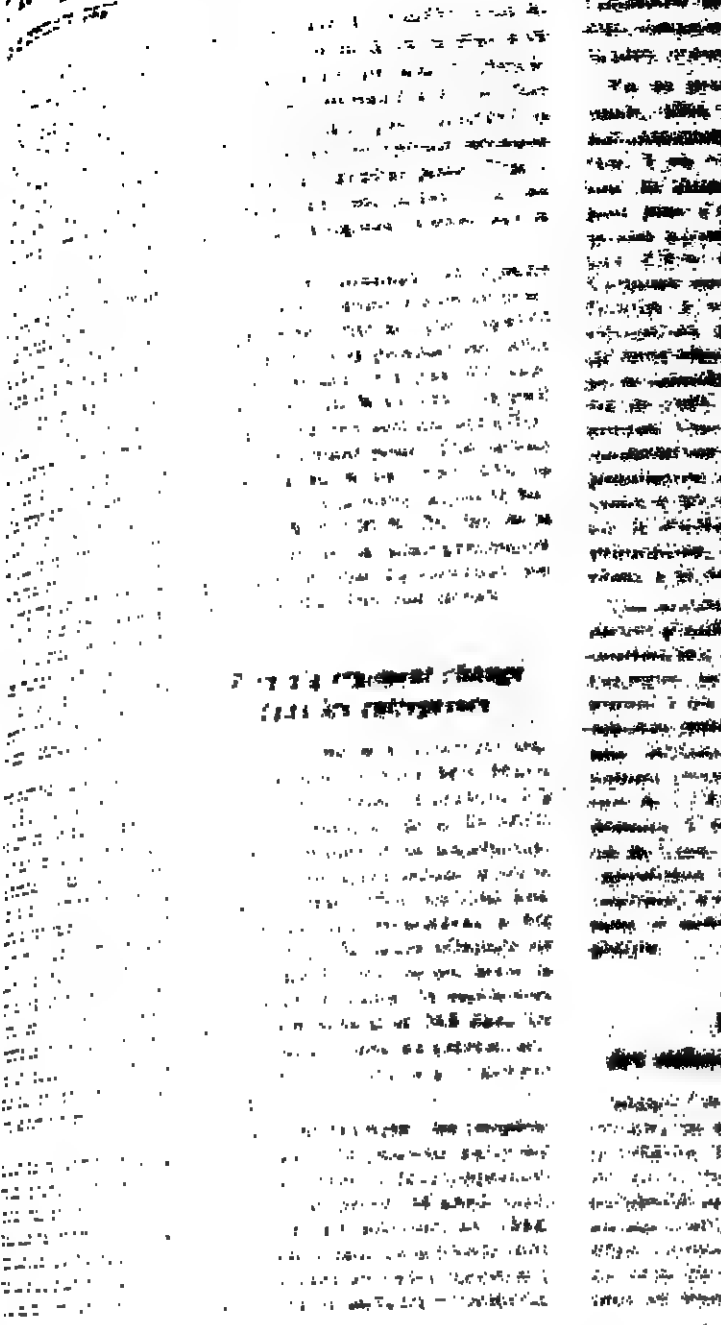
Selon l'INEDIC, les effectifs salariés affiliés au régime d'assurance-chômage ont progressé de 0,7 % au premier trimestre de 1990, en données corrigées des variations saisonnières, soit un ralentissement par rapport aux résultats obtenus au cours du dernier trimestre de 1989 (+ 0,9 %). Sur douze mois, la hausse s'élève à 2,9 %, représentant 390 000 emplois salariés supplémentaires alors que l'augmentation avait été de 450 000 pour l'ensemble de l'année 1989.

Au premier trimestre 1990, les emplois se sont accrus de 0,5 % en données corrigées, de 0,2 % en données brutes dans les établissements de moins de dix salariés, soit de 2,2 % en un an. Ces chiffres, ramenés à l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, correspondraient à une croissance annuelle de 2,5 % des effectifs salariés, hors SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), et 2,3 % si l'on tient compte de ces stages.

**SALAIRE HORAIRE
Hausse de 1,4 %
au premier trimestre**

Le taux de salaire horaire ouvrier a enregistré au cours du premier trimestre 1990 une hausse de 1,4 %, contre + 1,1 % lors du dernier trimestre 1989, selon les statistiques publiées par le ministère du travail. Durant le premier trimestre 1989, la hausse avait également été assez forte (+ 1,3 %). La nette progression des trois premiers mois de 1990 - qui n'a pas d'équivalent au cours des quatre dernières années - porte à 4,5 % l'évolution du salaire horaire depuis avril 1989. Le SMIC, qui a bénéficié d'une revalorisation de 2 % au 1^{er} avril dernier, doit être de nouveau réévalué au 1^{er} juillet prochain.

ratés
la perestroïka



100%
MACINTOSH

DÉLIT D'INITIÉ

Valley

"S'ils savaient qu'après la formation, ils sont suivis et peuvent aussi bénéficier d'une assistance technique d'urgence, ils choisiraient MICRO VALLEY. C'est sûr!"

1 500 M², stock géant, dépannage immédiat, institut de formation, parking.

COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES
45 collaborateurs spécialisés. De l'audit logistique, à la réalisation d'objectifs professionnels précis, jusqu'au développement d'outils adaptés : MICRO VALLEY assure une collaboration technique sans faille.

INTERVENTION IMMÉDIATE
De la réparation immédiate, sans rendez-vous, à l'assistance technique d'urgence, en passant par l'atelier, les déplacements sur site ou le serveur 3616 code VALLEY : MICRO VALLEY intervient sans délai.

INTERFACE QUALITÉ/PRIX
A partir d'une recommandation globale visant à accroître votre productivité et votre créativité, MICRO VALLEY s'engage à optimiser votre budget.

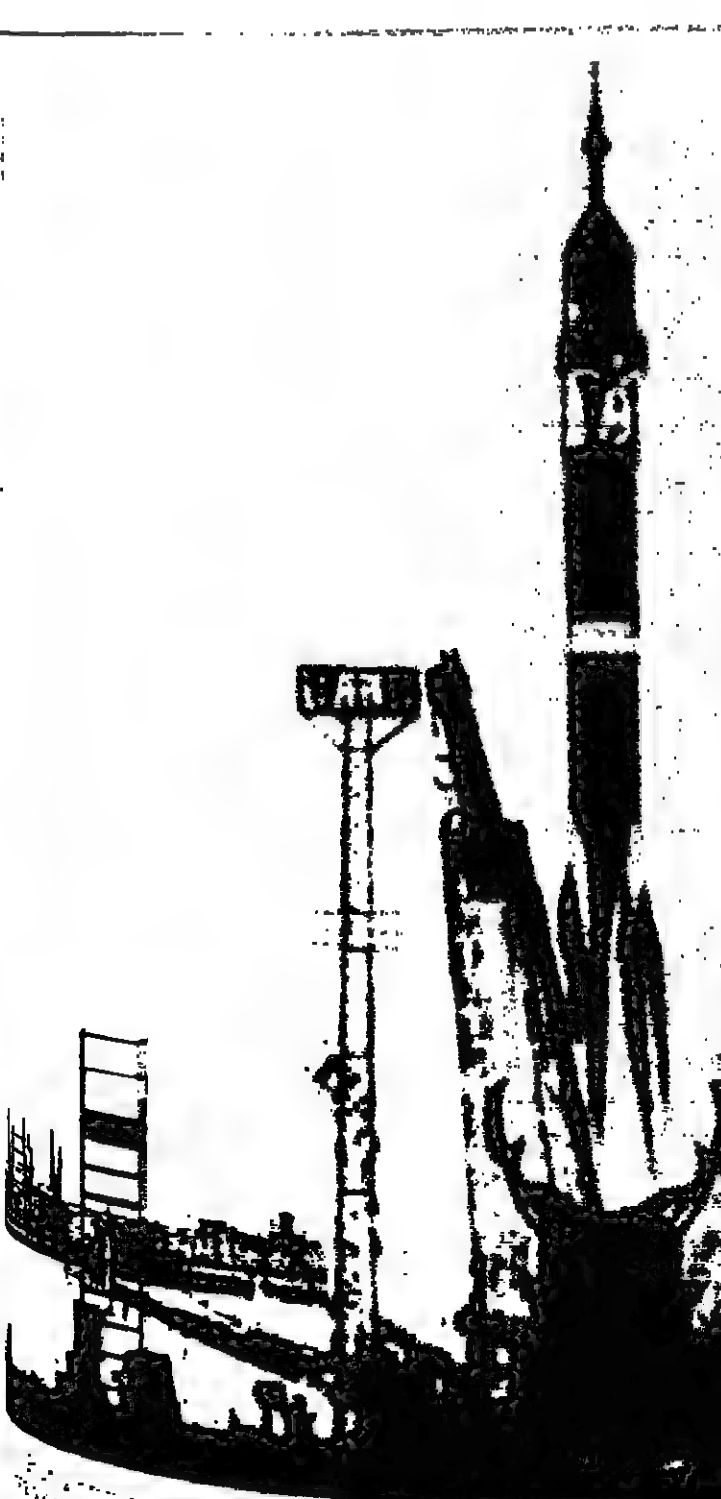
APPLE CENTER SERVICES
De l'essai comparatif des matériels et logiciels, au conseil-achat et à l'étude du dossier de financement, en passant par le stock géant : MICRO VALLEY apporte des réponses complètes sans restriction.

INSTITUT DE FORMATION UP-TO-DATE
De l'analyse des besoins de l'entreprise, à la formation des hommes, à travers des techniques d'information sans cesse actualisées : MICRO VALLEY conseille et assiste l'utilisateur sans interruption.

40.58.00.00

INTELLIGENT SERVICE

7-11, rue Sainte-Lucie - 75015 PARIS - Téléphone : 16 (1) 40.58.00.00 - Télécopie : 45.77.95.71 - 3616 Code VALLEY
(Accès périphérique Porte de Sèvres - Métro Charles-Michels - Lundi - Samedi : 9 h 00 - 19 h 00.)



مكتبة

ÉCONOMIE

Les ratés de la perestroïka

Suite de la première page

Depuis 1985, Mikhaïl Gorbatchev a engagé en matière économique une politique de réformes « pas à pas ». Dès le départ, ses experts (à l'époque notamment la sociologue Tatiana Zaslavskaïa et l'économiste Abel Aganbegian) avaient mis en évidence les résistances auxquelles il se heurterait dans toute volonté de transformation de l'économie : les idéologies du parti, les bureaucraties centrales, la nomenclature régionale, certaines couches de la population...

Pour éviter de les heurter de front, Mikhaïl Gorbatchev a, à chaque fois, accepté des compromis. C'est cette stratégie qui a échoué. Les opposants se sont précipités dans les failles ainsi ouvertes. Quatre réformes, parmi d'autres, permettent d'illustrer cet échec : la réforme des entreprises d'Etat en 1987 ; celle des coopératives en 1988 ; la création de sociétés mixtes, mariant capitaux occidentaux et soviétiques ; les changements enfin qui ont été apportés dans l'agriculture.

Premier exemple : la loi sur l'entreprise d'Etat de juillet 1987, entrée en application au 1^{er} janvier 1988. L'objectif est déjà l'introduction du marché. Il s'agit de libérer l'entreprise de l'emprise de la bureaucratie centrale, d'accroître son autonomie. Le nombre des « diktats » fixés par le plan aux entreprises va être réduit, les ministères sectoriels supprimés. Un « marché de gros » va être créé, marché sur lequel l'offre et la demande des entreprises d'Etat viendront se confronter.

Fruit d'un délicat compromis, la réforme était pourtant timide. Elle ne remettait pas en cause la propriété étatique par exemple. Elle a pourtant échoué. La bureaucratie centrale, celle du plan en particulier (avec ses milliers de fonction-

naires) a réussi à l'étouffer. Lors de la conception de la loi, le plan a en effet introduit un nouvel instrument : les commandes d'Etat. Son argument était que, pendant la transition, les entreprises devaient continuer à travailler pour l'Etat - en respectant ses ordres - et ne venir que progressivement sur le marché.

Ainsi, le Gosplan, le comité d'Etat pour l'approvisionnement, l'organisme central qui répartit l'ensemble de la production entre les entreprises, n'a pas été supprimé. De 100 % en 1987, la part de l'activité des entreprises effectuée directement pour l'Etat devait tomber à 40 % en 1990. Elle se situe officiellement aujourd'hui entre 90 % et 100 %. Du fait de la pénurie et de la désorganisation générale, le rôle du Gosplan est peut-être plus fort que jamais.

Rien n'a vraiment changé dans les entreprises

« Le système ministériel est toujours en place » note M. Marie Lavigne, professeur d'économie à Paris 1 (Chroniques de la SEDES) (Société d'études et de documentations économiques industrielles et sociales), (mai 1990). En cinq ans, le nombre des ministères a été réduit de 25 %, leurs effectifs de 14 %, mais il reste encore, selon la statistique officielle, 76 ministères à l'échelon fédéral et 568 dans les républiques ! Dans les entreprises, en définitive, rien n'a vraiment changé.

Deuxième exemple : les coopératives. Faute de pouvoir autoriser immédiatement le développement d'un secteur privé, Mikhaïl Gorbatchev a fait adopter, en 1988, une loi autorisant les activités individuelles dans un cadre coopératif. Dans certains secteurs (commerce,

artisanat, restauration...), les coopératives ont connu un rapide développement, traduisant l'existence d'un esprit d'entreprise et d'une volonté d'indépendance dans une partie de la population. Il y avait officiellement plus de 200 000 coopératives à la fin de 1989. Jouant un rôle toujours marginal dans l'économie (1,5 % à peine du commerce de détail par exemple), elles connaissent pourtant des difficultés croissantes.

Par les prix élevés qu'elles pratiquent, elles ont provoqué un vif mécontentement dans la population. Il est vrai que certains profitent de la situation de quasi-monopole pour s'enrichir rapidement : ils sont accusés par l'opinion publique d'être des « spéculateurs ». Certaines coopératives ont des difficultés à s'approvisionner, les entreprises d'Etat ne travaillant qu'entre elles. Elles sont enfin l'objet de contrôles de prix accrus. A la fin de 1989, 4,8 millions de personnes travaillaient dans des coopératives (3 % environ de la population active). Les bureaucraties et les idéologues, s'appuyant sur la réaction d'une partie de la population, ont en définitive, réussi à en limiter l'extension.

Les sociétés mixtes - l'un des autres grands espoirs de Mikhaïl Gorbatchev - sont un troisième exemple de compromis qui a abouti à un échec. Dès 1987, le nouveau patron du Kremlin prend une décision considérée alors comme révolutionnaire : l'ouverture de l'URSS aux capitaux occidentaux. C'est la stratégie du cheval de Troie. Installés en URSS, les capitalistes vont y apporter leurs capitaux, leurs technologies, mais aussi et surtout leurs méthodes de gestion.

Méfiance des industriels occidentaux

Malgré l'avis de ses conseillers, certains lui recommandaient alors la création massive et immédiate de zones franches où le capital occidental aurait pu travailler sans aucune contrainte - il limite dès le départ considérablement la portée de cette ouverture. Les Occidentaux ne pourraient venir en URSS

qu'en créant des sociétés avec des « entreprises » soviétiques. Les conditions de fonctionnement de ces sociétés feront l'objet de longues discussions entre les différents bureaucraties du pays.

Après trois ans, l'expérience apparaît là aussi très décevante. Certes, le ministère des finances soviétiques avait enregistré, à la fin de 1989, environ 1 300 sociétés mixtes. Très peu ont une véritable activité industrielle. Aucune des grands projets annoncés n'a vraiment abouti. Les industriels occidentaux sont de plus en plus méfiants.

L'agriculture enfin - dont est chargé M. Ligatchev, un des dirigeants conservateurs du parti - est aussi l'un des champs où ont été menées des expériences qui ont échoué. En 1989 par exemple, l'Etat s'engageait à payer pour partie en devises les paysans pour leurs livraisons de céréales. La mesure a été un échec complet. Les paysans n'ont pas fait confiance au gouvernement. Les dirigeants des exploitations agricoles ont tout fait pour décourager les candidats éventuels. Le fait que la prime en devises n'était payable que quelques mois après la récolte a également eu un effet dissuasif. Au total, 223 000 tonnes de blé ont été achetées en devises par l'Etat, alors que l'on attendait plusieurs millions de tonnes.

Désorganisation générale de la production

Partielles, toutes les réformes engagées depuis 1985 ont donc échoué. Pire, elles ont contribué à une désorganisation générale de l'activité et abouti à une situation économique catastrophique. La production a dégringolé. Les tickets de rationnement sont les seuls produits qui connaissent un développement rapide. Le mécontentement social se traduit par des grèves de plus en plus fréquentes.

La situation financière extérieure elle-même s'est fortement dégradée. « Nous n'avons plus d'argent pour acheter des céréales à l'étranger », a expliqué M. Iouri Maslounkov, le président du comité d'Etat pour la planification pour

justifier les réformes. Les retards de paiement de l'URSS atteindraient déjà plus de dix milliards de dollars (10 % environ des importations annuelles soviétiques en devises du pays), d'après une évaluation bancaire française.

Face à cette dégradation de la situation, que faire ? Le gouvernement a présenté, il y a quelques jours, au Parlement un projet de réformes qui a provoqué la panique en Union soviétique... et le scepticisme des milieux occidentaux, « un programme mal conçu composé de changements soit disant radicaux » commentait l'hebdomadaire britannique, *The Economist*. Certes, le projet de M. Ryjkov est révolutionnaire : c'est la première fois que la réforme des prix de détail est annoncée. Mais à nouveau, et avant même les amendements parlementaires, il apparaît comme une somme de compromis.

L'administration du plan chargée de créer le marché

Ainsi, M. Ryjkov annonce un calendrier de hausses de prix, mais en même temps, il indique que ces hausses seront compensées par une indexation partielle des salaires et des aides diverses en faveur des personnes âgées ou des jeunes. Globalement, les hausses de prix vont permettre de réduire de 130 milliards de roubles les subventions de l'Etat à la consommation. Les compensations sont évaluées à 108 milliards de roubles.

On va ainsi substituer des aides au revenu à des aides aux prix à la consommation. Les premières seraient plus efficaces socialement et plus faciles à réduire, affirment les auteurs de la réforme. Avec cette hausse administrée des prix, il n'y a pas vraiment création d'un mécanisme de marché. Changer les étiquettes, ce n'est pas changer de système économique.

Le projet de réformes, présenté par le président du Comité d'Etat au plan (un symbole : c'est l'administration du plan qui organise la transition vers le marché !) contient de nombreuses autres contradictions. A nouveau, il annonce ainsi l'instauration du

marché mais préserve le système des commandes d'Etat et la survie du Gosplan.

Avec ce projet, l'Union soviétique semble s'engager dans la voie suivie dans les années 70, par la Hongrie et la Pologne. Budapest et Varsovie avaient cherché alors à décentraliser leur organisation économique, à mélanger plan et marché. Ne parle-t-on pas aujourd'hui à Moscou, comme hier sur les bords du Danube ou sur ceux de la Vistule, de la recherche d'une voie conduisant à une « économie de marché socialiste, planifiée, contrôlée ». N'y craint-on pas, comme il y a peu à Gdansk et à Gyor, les conséquences des hausses de prix des produits alimentaires ?

Mikhaïl Gorbatchev, qui s'est doté depuis le début de cette année d'une nouvelle équipe de conseillers économiques - en 1985-1986, il avait épuisé Abel Aganbegian, puis en 1987-1988, son gourou Leonid Abalkine s'est grillé les ailes au contact des responsabilités gouvernementales, il travaille maintenant avec deux ultra-radicaux, Nikolai Petrakov et Stanislav Chataline - semble encore hésiter. Pour ses experts, il n'y a aucun doute. La recherche d'un mariage entre plan et marché semble désespérée, comme l'ont montré les expériences magyares et polonaises au cours des vingt dernières années.

Expérimentée depuis cinq ans en URSS, la politique des petits pas n'est pas vouée à meilleure destinée. Les experts préconisent donc, selon les propos de Stanislav Chataline rapportés par le *Financial Times* (29 mai 1990), des réformes plus radicales que celles présentées par M. Ryjkov - en vue de l'instauration rapide du marché. Un marché sans qualification.

Imposer une économie de marché nécessite sans doute qu'un pouvoir politique soit fort, soit légitime. Mais il faut aussi un terrain favorable. Dans le Tiers Monde, de nombreux pays ont cherché à sortir du sous-développement par l'instauration du marché. Certains y sont parvenus (en Asie notamment), d'autres non. L'Union soviétique est mal partie.

ERIK IZRAELEWICZ

Alley

information,
technique
choisiraient

URGENT SERVICE



BAIKONUR URSS. 6 SEPTEMBRE 1989.
LEADER INTERNATIONAL
DE L'ASSURANCE SPATIALE,
GENERALI S'ENVOLE A BORD DE SOYUZ TM8.

Pour la première fois, un contrat d'assurance spatiale est associé à un lancement soviétique, celui de SOYUZ TM8. Une fois encore, un leader mondial dans ce domaine, apporte ses services d'assurances spécialisés, comme il l'a déjà fait pour la NASA et les agences spatiales du Japon, de l'Inde et de l'Europe : le Groupe Generali.



L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

Le Groupe Generali en France : Coincote, Cotagénie Continentale d'Assurances, L'équité, Rédaction Continentale, Generali France, Européenne de Protection Juridique, Luithe, Europ Assistance.

COMMUNICATION

Un rapport confidentiel de la COB sur une société d'artistes

Un scandale financier qui embarrasse le ministère de la culture

Il y a deux ans, 10 millions de francs collectés par l'ADAMI, société gérant les droits des artistes, s'envolaient en fumée sur les marchés boursiers. Inquiet d'un éventuel discrédit rejaillissant sur l'ensemble des sociétés d'auteurs, le ministère de la culture a fait pression pour que les artistes récupèrent une partie de leurs fonds.

Mais l'affaire est loin d'être close. Sur la foi d'un rapport — jusqu'ici confidentiel — de la Commission des opérations de Bourse (COB), le juge d'instruction Emmanuel Binoche a déjà inculpé deux intermédiaires financiers.

Début 1988, l'ADAMI — société civile pour l'administration des

droits des artistes et musiciens interprètes — est victime d'un « sinistre ». Plus de 10 millions de francs aventureusement placés en Bourse et sur le tout nouveau Marché à terme international en France (MATIF) s'envolent en fumée. Une perte catastrophique pour cet organisme chargé de percevoir puis de répartir des sommes dues à des professionnels souvent plus désargentés que le grand public ne veut bien le croire. Une perte qui représente un sixième des fonds à redistribuer (le Monde du 17 février 1989).

« Pêché de jeunesse », plaident les responsables de l'ADAMI en rappelant que l'adoption de la loi Lang sur la copie privée a fait bondir les volumes financiers collectés de 3 millions de francs en 1985 à 60 en 1987 et plus de 80 l'année sui-

vante. Le président-gérant, M. Guy Marly, est alors présenté comme un homme dévoué mais dépassé par les sommes à gérer, victime d'une cascade d'intermédiaires malchanceux ou peu scrupuleux. Le Crédit agricole de la Mayenne est l'un d'entre eux, que l'on accable par conviction — c'est là que fut ouvert en 1985 un compte rémunéré à un taux avantageux, — mais aussi par intérêt puisqu'il est le plus solvable.

Plus équilibré, le rapport — confidentiel jusqu'ici — de la Commission des opérations de Bourse (COB) n'épargne personne. Pas même la « victime », l'ADAMI, dont il dénonce les « nombreuses carences » du contrôle exercé par son conseil d'administration, le manque de curiosité de son commissaire aux comptes, qui « n'a pas satisfait » à ses obligations, et surtout l'action de son président-gérant, M. Marly, qui « ne semble pas avoir toujours exercé sa fonction conformément à l'intérêt de la société ».

Une litote semble-t-il, puisque M. Marly a délégué sans avoir le droit des mandats de gestion — dont un post-daté, — avalisé ou tait des anomalies comptables. En 1986, son épouse reçoit dans des conditions mal élucidées 40 000 F du Crédit agricole. « Des hiles d'aviion, explique aujourd'hui l'ancien gérant, parce que mon épouse y avait disposé des fonds importants. » Peut-être, mais la somme est à l'époque prélevée sur les excédents financiers dégagés par... l'ADAMI!

Il y a aussi l'am. M. Christian Gaillard, aujourd'hui décédé, que M. Marly a rencontré au gala de l'Union des artistes. Ce courtier d'assurances affable, PDG de la SA Groupe Pontet-Guyot, fait des heures supplémentaires et conseille à ses clients, artistes, écrivains, gens de l'audiovisuel, journalistes, des placements financiers. C'est lui qui met en relation le Crédit agricole de la Mayenne avec l'ADAMI et gère le compte que cette dernière y ouvre en 1985. Bref, il est l'homme-orchestre indispensable qui se... garde bien de rendre compte de la façon dont il s'acquitte de son mandat. Rétention d'informations, faux en écritures, tout y passe.

Il y a bien sûr la caisse régionale du Crédit agricole de la Mayenne, dont le fonctionnement, selon le rapport de la COB, est « caractérisé par de graves irrégularités » comme « l'acceptation d'un mandat irrégulièrement délivré... l'absence d'envois de relevés de compte ou l'établissement de documents inexacts, le non-respect des conventions signées, des prélèvements de sommes indues, des virements de fonds sans ordres écrits ».

Un remède mystérieux

Pourtant, le pire est à venir. Jusqu'à en effet, l'ADAMI n'a fait qu'ouvrir un compte, sur les conseils de M. Gaillard, dans un établissement financier connu lui garantissant une rémunération plus élevée que celle couramment pratiquée sur le marché. Pendant deux ans, le système fonctionne à merveille : la société d'artistes a le sentiment de « faire de bonnes affaires » tandis que l'am. M. Gaillard, et la banque se partagent sans l'en informer les excédents financiers dégagés par l'argent placé. Début 1987, pourtant, le savant montage s'effondre. Les taux d'intérêt baissent, les affaires se font moins fructueuses.

Entre alors en scène un personnage énigmatique, M. Alain Monnet. La trentaine, entrepreneur malgré une première expérience professionnelle « malheureuse » à la société de Bourse Meerschaut-Rousselle, celui-ci vient de fonder un cabinet de remisier (un auxiliaire de la profession boursière, dont les activités ne sont à l'époque soumises à aucun contrôle). Comment entre-t-il en contact avec l'ADAMI? « Christian Gaillard est venu me voir, dit-il, je ne l'avais jamais rencontré. » La version donnée par l'interlocuteur habituel de la société d'artistes au Crédit agricole, M. Louveau, est tout autre. Celui-ci assure avoir suivi les conseils d'un cadre de la Banque industrielle et commerciale du Marais, M. Badé, qu'il avait interrogé. « C'est du haut de gamme », garantit ce dernier. L'ADAMI devient en réalité l'un des premiers clients du cabinet Monnet... sans

même en être pleinement informé.

C'est le 31 mars 1987, en effet, qu'un employé du Crédit agricole établit un chèque de 6,8 millions de francs tiré sur le compte de l'ADAMI, sans y porter le nom du bénéficiaire. Le destinataire — M. Gaillard? M. Louveau? — le libelle à l'ordre d'une société de Bourse. Les fonds de l'ADAMI sont désormais gérés par le cabinet Monnet, le véritable donneur d'ordre. Six autres millions suivront quelques mois plus tard, les deux placements se révélant aussi désastreux l'un que l'autre. Investis sur le second marché — dont à 70 % sur un titre hautement spéculatif, Elysées Investissements, qui a fait l'objet d'une enquête de la COB, — les premiers perdent avec le krach boursier d'octobre 1987 la moitié de leur valeur. Quant aux sommes placées sur le MATIF, elles alimentent parfois les comptes d'autres clients du cabinet Monnet jugés, selon le rapport de la COB, « insuffisamment crédites ». En février 1988, elles sont totalement dilapidées, laissant de surcroît un trou de 2 millions de francs!

Le tout est couvert par un mandat de gestion en faveur du cabinet Monnet, que les protagonistes — MM. Marly, Gaillard, Louveau, Monnet — reconnaissent avoir signé à la hâte le 14 janvier 1988, après le krach mais avant les pertes sur le MATIF et postdaté au 31 mars 1987. Mais même cette version des faits est aujourd'hui contestée par d'anciens employés du cabinet Monnet, MM. François Riffart et Jean-Michel Grossetête, qui talent ce camouflage du 14 mars 1988. L'échec ne cesse de s'embrouiller.

Rivalités syndicales

Embroûlé, le dossier est suffisamment délicat pour que la COB le transmette au parquet en août 1989 et qu'une information soit ouverte. M. Louveau est inculpé tout comme M. Monnet. Les annales de ce dernier ne s'arrêtent d'ailleurs pas là. Son cabinet cède puis rachète à la Banque de participation et de placement (BPP) — qui accédera ensuite

à la notoriété avec l'affaire Pochey — dépose son bilan tout comme deux autres de ses sociétés : la SFIC et Lao France. Et la profession de remisier elle-même est réorganisée, une loi contraignant depuis avril dernier toute société souhaitant gérer des portefeuilles à obtenir l'agrément de la COB. L'acte direct au marché financier lui est désormais fermé.

Reste l'ADAMI. Profondément ébranlée par le cataclysme, la société s'est d'abord efforcée de récupérer les sommes dilapidées. C'est en partie chose faite, puisqu'elle a obtenu une transaction portant sur 7 millions de francs, 5 étant versés par le Crédit agricole. Elle s'efforce aujourd'hui d'obtenir les 3 millions manquants de l'assureur du cabinet Monnet, le groupe Drouot, qu'elle a assigné en justice.

Préoccupé, le ministère de la culture a facilité en coulisses les négociations entre l'ADAMI et la « banque verte » et contribue tout aussi discrètement — avec l'appui de la puissante Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) — à « faire de l'ADAMI une véritable entreprise ». C'est d'abord l'incitation discrète à l'embauche d'un directeur général devenant le vrai responsable de la gestion. C'est ensuite l'invitation faite aux dirigeants élus de l'ADAMI, principalement issus des rangs du Syndicat français des artistes-interprètes (SFA-CGT) à partager leur pouvoir. « Non pour que le nouvel équilibre soit le décalage des organisations syndicales, mais parce que l'essor de l'ADAMI y impose désormais le pluralisme », explique-t-on rue de Valois, où l'on déplore des rivalités syndicales dont les débordements hypothéquent l'avenir de la loi Lang sur les droits d'auteur. Comment, en effet, demander aux châteaux ou aux propriétaires de discothèques d'acquiescer leurs taxes si l'ADAMI étale ses divisions et ses faiblesses? Comment défendre à Bruxelles la tradition et les novations françaises lors de l'élaboration de la directive européenne sur les droits d'auteur si, à Paris, l'attitude des syndicats en discrédite le principe?

DOMINIQUE GALLOIS et PIERRE-ANGEL GAY



GENERALI
Compagnie d'Assurances

L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

GENERALI FRANCE
76, rue St LAZARE
75009 PARIS

Tél: (1) 40.16.27.68

Télécopie: 40.16.90.30

Telex: GRALI 290769 F

INVITATION A L'ESSAI
DANS LE RESEAU
RENAULT PARIS I.L.E.-DE-FRANCE



RENAULT 19
PRIMA.
59.900 F

UN AUTORADIO FM, CASSETTE
STÉRÉO, AFFICHAGE
DIGITAL, 16 PRÉSELECTIONS.

UN MOTEUR 60 CHEVAUX*

DEUX PHARES HALOGENES.

CLÉ UNIQUE POUR TOUTES
LES SERRURES.

DEUX RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS
RÉGLABLES DE L'INTÉRIEUR.

UN ALLUME-CIGARES, UNE MONTRE.

DEUX APPUIS-TÊTE.

**POURQUOI VIVRE
SANS ELLE?**

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

*60 ch DIN - 43kW/150 S/L à 90 km/h - 6,7 l à 120 km/h - 7,8 l en cycle urbain. Modèle présenté: Renault 19 Prima 2 portes - 1000 cc - 14-17-90 - 100 km/h - 90. DiAC votre financement. Garantie anti-rustage Renault 3 ans.

Le Monde

DE D'AMENAGEMENT
TEUR DE L'INGENIERIE

juriste d'entreprise
juriste droit des baux

GERLAND
Juriste d'entreprise

مكتبة

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

a culture

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT
du Sud de la France, notre expansion s'appuie sur un savoir faire reconnu au niveau international, nous souhaitons accueillir dans notre Comité de Direction un

DIRECTEUR DE L'INGÉNÉRIE

Pour lui bousiller le développement de ce centre de profit. Vous participerez à l'élaboration des orientations stratégiques, définirez les nouveaux produits et domaines de compétence qui viendront s'ajouter à ceux qui nous ont déjà valu notre expertise, et coordonnerez les talents d'une division de 120 personnes.

Issu d'une grande école, vous avez suivi la réalisation de projets d'envergure (du Génie Civil à l'Équipement Électronique) et vous souhaitez maintenant guider vers le succès une unité complète, carte maitresse de notre croissance.

Bien sûr, pour les interventions à l'étranger, vous parlez anglais et même peut-être une troisième langue.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération) sous référence 1050 M à notre Conseil qui le traitera confidentiellement.

Daniel Desjardins
5, rue de la Sorbion - 78300 Saint-Germain-en-Laye

Une entreprise à vocation médicale

Dans le cadre de son évolution constante, l'une des premières cliniques de France (237 lits/M.C.O. - 500 employés - 60 médecins) disposant des technologies médicales les plus pointues, recherche, suite à un départ en retraite, son nouveau

Directeur

Responsable devant le Président Directeur Général, il devra gérer cet ensemble et participer à son développement.

Manager reconnu, gestionnaire confirmé, et diplomate avisé, il s'imposera rapidement par ses compétences.

Homme de dialogue et de communication, il a le sens de la diplomatie.

Le poste est basé à LYON.

Merci de nous adresser votre CV + photo et rémunération actuelle sous référence n° CT 4959 à :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
Le Britannia C - 28, bd Eugène-Delacroix - 69432 Lyon Cedex 03



LEADER EUROPÉEN DE LA PROPRETÉ ET DE LA MAINTENANCE INDUSTRIELLE
C.A. 1.500 M.F. 15.000 SALARIÉS

Crée à PARIS la fonction de :

DIRECTEUR TECHNIQUE

VOTRE CHALLENGE :

- Rattaché au Vice-Président, vous aurez la responsabilité des services techniques (études, méthodes et développement de nouveaux produits ou services).
- Réussite totale de vos missions - implication personnelle - disponibilité.

VOS ATOUTS :

- Ingénieur généraliste diplômé ayant 10 années d'expérience réussie dans l'industrie.
- Vos qualités humaines et relationnelles reconnues.
- Votre dynamisme. (Maîtrise de l'anglais appréciée)

NOUS VOUS OFFRONS :

- L'intégration dans un groupe Européen qui gagne.
- Une opportunité de carrière.
- Une rémunération attractive : 450 + N/AH

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo à :
ABILIS Réf. 90/DRH - 78 rue de Crimée
75019 PARIS

Le Monde des Juristes



Important organisme gestionnaire de 30000 logements recherche pour son siège à Toulouse :

Un juriste d'entreprise

Professionnel du droit des affaires et du droit de l'urbanisme et de la construction, c'est un homme de terrain et de dossier qui sait négocier et qui sait anticiper les besoins de l'entreprise en matière juridique. De bonnes connaissances en droit des assurances et en fiscalité seraient appréciées.

Formation : troisième cycle (DES, DEA, DESS, DJCE). Réf. LM90052

Un juriste droit des baux

(baux commerciaux, professionnels, d'habitation)

Il assurera notamment le contentieux des locataires commerciaux et coordonnera l'action des responsables du contentieux local d'habitation. Titulaire d'un diplôme de 2^e cycle ou DSN confondu par une expérience de trois ans minimum acquise au sein d'une entreprise, d'un cabinet immobilier ou d'une étude notariale. Réf. LM90053

Merci d'adresser une lettre manuscrite en précisant la référence, avec CV et photo à :
Intuitu Personae, Conseil en Recrutement Juridique, 19 av. de Messine à Paris 8^e, qui évalue vos candidatures en toute confidentialité.
Des renseignements complémentaires concernant ces deux postes sont accessibles par minitel au 48 75 10 10 code LF.

IP
INTUITU PERSONAE

Grand Groupe International (Filiales Françaises CA > 6 Mds de F), prestigieuses dans le secteur des produits de grande consommation recherche son

Tax Manager

Il aura pour mission de suivre et mettre en place la politique fiscale du groupe en France, procéder à l'optimisation et aux restructurations nécessaires, réaliser le reporting et les déclarations pour le compte d'un groupe à forte croissance où la fiscalité est valorisée et les missions très variées et formatrices.

A 28/35 ans, titulaire d'un 3^e cycle spécialisé en fiscalité, d'un DJCE, d'un DECS ou équivalent ou diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts vous avez acquis une expérience d'au moins quatre ans de la fiscalité au sein d'un grand groupe international ou d'un

cabinet important. Vous êtes dynamique, imaginatif, aimez le travail en équipe et êtes prêt à vous investir sur le long terme au sein d'un groupe où de réelles possibilités d'évolution existent. Vous parlez évidemment couramment anglais.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à :
Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. AG5591MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal



GERLAND

Groupe GERLAND
Plus de 5 000 personnes
3,7 milliards de CA

Juriste d'entreprise

Notre groupe, coté en Bourse, aux activités industrielles et commerciales diversifiées (Routes, Sois et Revêtements, Elastomères), décentralisé en plus de 60 filiales, se développe en France et dans le monde par croissance interne et externe. Gerland, c'est le "sens du terrain" allié à la rigueur et aux résultats financiers.

Rattaché au Secrétaire Général du Groupe, vous prenez principalement en charge l'ensemble des aspects juridiques relevant du Droit des Sociétés (constitutions, modifications...) ainsi que les contrats, le contentieux, les assurances, le Droit de la concurrence pour les Divisions et Filiales dont vous serez directement l'interlocuteur. Vous contribuerez au sein de l'équipe juridique composée d'une dizaine de personnes au développement de notre organisation et de nos compétences.

A 30-35 ans environ, de formation supérieure juridique, vous avez acquis en Cabinet et/ou en entreprise une bonne expertise, notamment en Droit des Sociétés. Rigoureux, imaginatif et homme de solutions, parlant bien sûr au moins l'anglais, vous avez le sens du terrain, et alliez autonomie et esprit d'équipe. Alors écrivez-nous sous réf. 503.05 M. aux Conseils en Recrutement Associés - 1 avenue G. Pompidou B.P. 3211 - 69403 Lyon cedex 03.

Pour en savoir plus, consultez le minitel 3614 Code SEARCH GERLAND Réf. F50305.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIÉS



Mécanique Haute Technologie

SECRETAIRE GENERAL

Cette société de taille moyenne (300 personnes) conçoit et fabrique des ensembles mécaniques complexes. Son savoir-faire technologique et les efforts menés pour maîtriser la qualité de ses produits et de son service lui ont permis de consolider ses positions commerciales auprès d'une clientèle industrielle exigeante, tant en France qu'à l'Export. Elle recherche son Secrétaire Général.

Véritable bras droit du Directeur Général, et bénéficiant d'une large délégation de sa part, il se verra confier la responsabilité de l'animation et de la gestion des ressources humaines de l'entreprise. Il traitera également l'ensemble des questions juridiques et administratives : contrats, contentieux, assurances, secrétariat du Conseil d'Administration,...

Ce poste de premier plan conviendrait bien à un juriste de formation supérieure (Sciences Po, Droit, ...), âgé de 32 à 40 ans, ayant exercé des responsabilités significatives dans un ou plusieurs des domaines ci-dessus.

En raison des étroites relations avec la maison-mère, une excellente pratique de la langue allemande est indispensable.

Poste à pourvoir à 100 km au Sud-Est de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence M 53/3333 B à :

EGOR S.A.
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Droit Immobilier JURISTE SENIOR

Ce Groupe industriel français de tout premier plan, implanté en France et dans le monde entier, recherche un Juriste Immobilier.

Au sein de la Direction Immobilière, il sera le garant de la validité juridique des transactions et opérations immobilières : préparation et suivi intégral des dossiers, négociation et rédaction des actes officiels (promesses de vente, baux commerciaux...).

Ce poste qui requiert de l'autonomie s'adresse à un candidat titulaire au minimum d'une Maîtrise en Droit, idéalement d'un DESS de spécialité ou ICH. Il justifie d'une expérience d'au moins 5 ans acquise en entreprise ou bien dans une étude notariale. Perspectives de carrière pour un élément de valeur. Anglais souhaité.

Poste basé à la Défense.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 11/668 Z à :

EGOR S.A.
8, rue de Belfort - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

Le Cabinet CARLIER, cabinet franco-suédois d'Avocats et de Conseillers Juridiques, recherche :

JURISTE D'AFFAIRES

Implantés dans 5 pays, nous avons une vocation internationale. Notre clientèle est en grande partie scandinave et nos activités, très diversifiées, relèvent du Droit des Affaires et des Sociétés.

A Paris (9ème) nous sommes une équipe de 6 collaborateurs.

Vous avez une maîtrise de droit des affaires ou droit des sociétés. Votre expérience de deux ans en cabinet a déjà fait vivre vos connaissances.

Vous maîtrisez l'anglais (la connaissance d'une langue scandinave serait un atout).

Vous souhaitez travailler en équipe mais aussi devenir rapidement autonome.

Vous êtes ouvert et volontaire, et vous pourrez participer à la croissance de notre cabinet en devenant associé.

Envoyer CV et lettre à MERCURI URVAL, 14 bis rue Danu, 75008 Paris, sous réf. 67.3846 LM.

Mercuri Urval

Responsable du service administratif central Etudes économiques et juridiques

(1) 42.27.40.27

evian

24 Mds de CA

1500 personnes, une

expansion constante sur

la marché français avec

ses marques Evian,

Bodol, Fruité, Athlon, et

toujours en position de

leader mondial de

l'exportation d'eaux

minérales.

Rattaché à notre Directeur Administratif et Financier, vous êtes l'interlocuteur des directions opérationnelles intervenant sur l'ensemble des aspects juridiques les concernant : Droit de la consommation, de la concurrence, des contrats, des assurances et des sociétés.

A l'écoute du marché et de ses évolutions tant en termes économiques que techniques ou commerciaux, vous êtes un relais d'informations capital pour notre Direction générale.

De formation supérieure, école de commerce ou juridique + 3^e cycle de gestion (IAE, DESS, IEP...), vous avez une première expérience en entreprise et maîtrisez l'anglais.

Ce poste basé à Evian, très ouvert sur l'ensemble de notre société, est un tremplin pour évoluer vers d'autres fonctions.

Vous voulez en savoir plus, appelez le (1) 42.27.40.27 ou adressez votre candidature sous réf. M1 65 M en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08

Un grand Groupe français de Services ayant un fort rayonnement international, recherche son

Responsable Fiscal Groupe

Paris

Responsable d'un service rattaché à la Direction Financière de la holding, il supervise l'ensemble des questions fiscales du Groupe tant en France qu'à l'étranger.

Il intervient notamment en fiscalité interne pour gérer le régime d'intégration fiscale, mettre en place les schémas d'optimisation fiscale et suivre le cas échéant des contrôles et contentieux fiscaux. Il traite également de la fiscalité des fusions-acquisitions dans le cadre des opérations de croissance externe du Groupe.

Au plan international, il suit le régime fiscal des accords commerciaux, applique les conventions internationales et traite des questions de fiscalité financière en liaison avec les conseillers externes.

A 32/35 ans environ, doté d'un solide bagage fiscal et comptable et nanti d'une expérience complète de la fiscalité française et internationale, acquise en entreprise et/ou en cabinet, vous souhaitez exprimer vos qualités de rigueur et d'imagination fiscale ainsi que votre sens des contacts dans l'environnement d'un groupe en expansion qui pourra vous offrir de réelles perspectives de carrière. Anglais indispensable.

Contactez Frédéric Foucard au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. FF5655MO.

MLP

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Groupe de deux cabinets juridiques

Rassemblant 15 conseils inscrits et organisés en départements couvrant le Droit fiscal, le Droit commercial et des Sociétés, le Droit social et le Droit de la distribution,

recherche

dans le cadre de son expansion

COLLABORATEURS

ayant 6 à 8 ans d'expérience professionnelle

Pour PARIS : un spécialiste en Droit commercial et des sociétés ainsi que Droit des contrats, Pour LYON : un spécialiste en Droit fiscal.

Pratique de l'anglais appréciée.

Ecrire au Monde Publicité sous n° 8880
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

ETPM, dans le cadre de son association avec la Société américaine Mc DERMOTT, N° 1 mondial des Travaux Pétroliers Maritimes, recherche pour sa Direction Juridique à PARIS

RISK MANAGER JUNIOR

Formation à dominante ou complémentarité juridique (Droit si possible Maritime International, Assurances).

Expérience : trois ans dans un cadre international, industriel ou Société d'Assurance ou Courtier.

Fonction : évaluation des risques, étude des clauses des contrats, mise en place des contrats, gestion des polices, règlement des sinistres.

Totale maîtrise de la langue anglaise nécessaire.

Perspectives ouvertes de rémunération et de carrière dans une activité en forte expansion (Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Sud, Mer du Nord).

Merci d'écrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 908 M à Denis JOUSSET PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



plein emploi
conseils en ressources humaines
à l'écoute du talent

KPMG/Fidal,
Premier Cabinet
Conseil Européen
en droit des
affaires,
recherche pour
ses directions
régionales de
Bretagne,
Normandie,
Pays de Loire,
Picardie,

Juristes spécialisés

- FISCALITÉ,
- DROIT DES SOCIÉTÉS,
- DROIT PATRIMONIAL (formation notariale avec ouverture sur le droit des affaires).

Vous avez une formation supérieure en droit des Affaires, une première expérience de 3 ans minimum, et vous conjuguez finesse de raisonnement, rigueur et sens relationnel.

Nous vous offrons un savoir-faire, un solide plan de formation, l'appui d'une équipe et un métier passionnant offrant d'intéressantes perspectives d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à KPMG/Fidal - 2 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS PERRET, à l'attention de Madame Leclercq.

KPMG

FIDAL

FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE



elf aquitaine

RECHERCHE
POUR SA DIRECTION
RAFFINAGE
DISTRIBUTION
UN

JEUNE JURISTE EN DROIT DES AFFAIRES

Au sein de la Division Droit des Affaires, il assurera, auprès des différentes entités de l'entreprise et de ses filiales, un rôle de conseil et d'assistance, d'élaboration de conventions tant en français qu'en anglais et de gestion des litiges. Pour ce poste, nous recherchons un professionnel du droit des affaires, de formation DCE, DESS ou DEA avec un complément de type IAE, Science-Po, disposant d'une première expérience similaire de 2 à 3 ans acquise en entreprise ou en cabinet de conseil ou d'avocats, avec une bonne connaissance des questions de publicité et du droit de la communication. Agilité et curiosité intellectuelle, esprit d'équipe et autonomie, qualités de communication écrite et orale, autant d'atouts requis pour cette fonction. Les candidats à fort potentiel pourront évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre lettre + CV à notre Conseil, Paul-Emile TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 Paris sous la référence 4018.



PAUL-EMILE TAILLANDIER
STUDY AND RECRUITMENT

Juriste confirmé

Prenez la responsabilité de notre service contentieux

LA COMPAGNIE BANCAIRE, 1^{er} Groupe européen des établissements financiers, recherche un collaborateur expérimenté pour prendre la tête du service Contentieux de l'une de ses filiales spécialisée dans le crédit-bail et l'investissement immobilier.

Disposant d'une large autonomie et en relation directe avec les autres services de la société, vous traiterez les dossiers arrivés au pré-contentieux.

Entouré de votre équipe, vous mettez en œuvre les moyens amiables et judiciaires pour obtenir le recouvrement des impayés. Vous assurez personnellement le suivi des dossiers les plus complexes notamment en matière de remplacement des contrats auprès de nouveaux preneurs.

Pour réussir à ce poste, vous avez de solides compétences juridiques, une expérience de recouvrement contentieux et une autorité naturelle dans vos relations avec la clientèle et les intervenants judiciaires. Une connaissance du crédit-bail et de la fiscalité immobilière est souhaitée.

Cette mission sera pour vous l'opportunité d'entrer dans une société gérant des opérations représentant des enjeux financiers importants, d'accroître vos responsabilités et d'évoluer à terme au sein de la COMPAGNIE BANCAIRE.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo sous la réf. 349 à Hervé GIMENEZ COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.



COMPAGNIE BANCAIRE

Contrôleur financier

Un grand Groupe français de Services ayant un fort rayonnement international, recherche son

Responsable Fiscal Groupe

Jeune Adjoint(e) Responsable Comptable

FISCALISTES CONFIRMES

ADJUNCTES

MELENDEZ

مكتبة

Le Monde

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de la
Gestion

... Le Monde • Mercredi 6 juin 1990 27

Contrôleur financier

SUD-OUEST DE PARIS

350 KF

LA SOCIÉTÉ : PME industrielle, filiale d'un très important groupe américain dans le secteur agro-alimentaire.

LE POSTE : Fonction complète d'une direction financière : comptabilité générale, contrôle de gestion industriel, budgets, reporting, trésorerie, informatique, juridique, personnel...

LE CANDIDAT : Ce poste conviendrait parfaitement à un diplômé école de commerce ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans dans l'audit et/ou le contrôle de gestion, souhaitant élargir son domaine de compétences. D'excellentes perspectives d'évolution existent au sein du groupe pour un candidat ouvert à l'international et parlant anglais couramment.

Les candidats intéressés sont priés de contacter Ivor ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui envoyer un CV complet avec photo sous référence 1236/IAM à : NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Cette banque développe une importante activité nationale et internationale centrée sur les marchés des changes et de taux. Pour chacune de deux de ses filiales spécialisées, elle recherche un

Responsable comptable

filiale de banque de marchés

Pour la filiale dont il assume la responsabilité, il est en charge de l'ensemble des opérations comptables :
- depuis l'analyse des comptes, le contrôle de régularité et de justification des opérations,
- jusqu'à la production des états financiers, fiscaux et réglementaires, ainsi que des reportings mensuels destinés à la direction générale.

Nous proposons cette création de poste à des comptables de formation - minimum Bac+4 - ayant déjà une expérience de 3 à 5 années en milieu bancaire, intégrant l'utilisation d'outils micro-informatiques. L'autonomie attachée à ce poste se double d'une possibilité certaine d'enrichissement de la fonction et prépare à une réelle évolution professionnelle.

Florence JAMIN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence FJA 06.411 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

M.D.A.

Conseil en ressources humaines.

Au sein d'un groupe bancaire français de tout premier plan, notre société est une filiale de création récente qui intervient sur le marché du négoce, de la location et du crédit-bail de matériel informatique. Pour accompagner notre développement nous renforçons notre département comptable.

- votre formation - DUT comptabilité finance ou équivalent -
- votre première expérience d'au moins deux années, vous a amplement familiarisés avec les techniques bancaires ou de sociétés de financement.
- votre aptitude à travailler en petite équipe et à vous impliquer personnellement, nous intéressent pour créer notre futur poste de

Jeune Adjoint(e) au Responsable Comptable

Vous pourrez y assumer directement l'activité crédit-bail tout en épaulant votre Responsable dans l'ensemble de ses fonctions. Nous rejoindre à Paris vous tente ? Faites part de votre intérêt à notre Conseil en lui adressant sous la réf. M 933 06 votre dossier de candidature, qui sera étudié en toute discrétion.

TBC
Ressources
Humaines



113 rue de
l'Université
75007 Paris

GEC ALSTHOM

LYON

LA DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE
recherche pour son Siège à
LYON-VILLEURBANNE

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Directement rattaché au Secrétaire Général de la Division, il a pour missions principales l'analyse des systèmes de gestion, les budgets annuels et les réalisations mensuelles des départements et filiales. Il propose les mesures correctives nécessaires et suit l'application des décisions prises.

Une solide formation Gestion type Grandes Ecoles de Commerce, la connaissance de l'Allemand, sont indispensables, de même serait appréciée une première expérience en milieu industriel ou en Cabinet.

Poste évolutif vers la responsabilité du Contrôle de Gestion d'un département ou d'une filiale.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence 5530-M à Mamrègies, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Conseils Juridiques et Fiscaux

recherche

FISCALISTES CONFIRMES

- Ayant une expérience de 3 à 4 ans dans un Cabinet de Conseils ou dans un service fiscal d'entreprise ;
- Une formation supérieure en fiscalité ;
- De bonnes connaissances en comptabilité et une bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo au :
3, Villa Emile Bergerat
92622 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

Larousse

"Un nouveau souffle dans l'édition"

Dans le cadre de son expansion, LAROUSSE recherche, au sein de la Direction Comptable et Financière, plusieurs comptables expérimentés et à fort potentiel.

DEUX RESPONSABLES COMPTABLES

Ayant chacun en charge : - la comptabilité générale, analytique et tiens d'un ensemble des filiales de LAROUSSE - les relations avec les gestionnaires de ces filiales - l'encadrement d'un service.

UN RESPONSABLE DE LA CONSOLIDATION DES COMPTES DU GROUPE LAROUSSE

procédant : - aux opérations de consolidation des comptes à partir des informations données par les responsables comptables - au respect des normes et procédures du groupe dans toutes les filiales et à leurs éventuelles redéfinitions.

De formation DEC, vous avez acquis une expérience solide en entreprise (2 à 3 ans). Votre pratique de la comptabilité, votre autonomie, alliées à votre capacité d'encadrement feront de vous la personne compétente. Des connaissances en informatique comptable sont, en outre, nécessaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à C. L'HUILLIER, Responsable de la Gestion du Personnel, sous réf. R.C., Librairie LAROUSSE 17, rue du Montparnasse - 75298 Paris Cedex 06.

BOITE

Larousse

Leader européen de la traduction, notre renommée repose sur la qualité de nos services. Afin de renforcer notre département spécialisé dans la traduction/adaptation de logiciels et dans l'optique de l'ouverture prochaine d'une filiale en région parisienne, MENDEZ recherche des (m/f)

TRADUCTEURS/REVISEURS

De langue maternelle française, ils peuvent faire valoir une expérience positive en traduction et/ou en révision de logiciels (manuels d'utilisation, messages guide-opérateur, cours programmés, etc.) à partir de l'anglais et/ou de l'allemand vers le français. Maîtrise parfaite des langues de travail, style soigné, connaissance de l'informatique et précision sont les qualités indispensables que nous recherchons.

Si de réelles possibilités d'avenir au sein d'une équipe gagnante vous intéressent, adressez encore aujourd'hui votre candidature accompagnée d'un C.V. à Anne-Marie Dineur.

Mendez Traductions S.A.
Avenue Franklin D. Roosevelt, 8
1050 Bruxelles
Belgique.

MENDEZ
Traductions

FISCALISTE DEBUTANT

Après une période d'intégration, vous participerez à des missions d'information, d'assistance et de conseil auprès de nos directions.

Vous serez également chargé de l'analyse de la législation ainsi que du traitement de la documentation technique.

Jeune diplômé en Droit (Maîtrise de Droit Fiscal ou Maîtrise de Droit des Affaires, option fiscalité), vous manifestez un goût prononcé pour la recherche et

possédez une réelle aptitude à la rédaction. La maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 2705 F/VN à Madame DUPLAN - Groupe Victoire - 52, rue de la Victoire 75009 Paris.

Abeille
ASSURANCES

VICTOIRE

Case Poclain S.A.

AUX COMMANDES
DE
VOTRE AVENIR

Contrôleur de Gestion

Oise

En assurant l'encadrement d'une équipe de 3 personnes, vous serez le responsable financier du site dans un environnement dynamique.

Vous développerez les budgets et le plan stratégique, vous suivrez les actions destinées à améliorer la rentabilité et participerez au développement du reporting. L'identification des risques et la mise en place d'actions correctives seront également de votre ressort.

Agé de 28/35 ans, de formation Ecole de

recherche pour une de ses unités de production son

Commerce ou équivalent, vous avez une expérience de contrôle de gestion industriel. Les perspectives d'évolution sont excellentes pour des candidats à fort potentiel. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contacter Ralph Crockett au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RCS065MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Case Poclain S.A.

AUX COMMANDES
DE
VOTRE AVENIR

Business Analyst

Oise

En étroite collaboration avec le Financial Controller, vous préparerez et analyserez les données de gestion mensuelles. Vous êtes chargé de l'établissement des budgets, de l'analyse et de l'explication des variances, vous participez au montage et à la présentation du reporting US.

Agé de 25/30 ans, de formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une première expérience d'au moins deux ans dans une fonction contrôle de gestion ou audit en

recherche pour une de ses unités de production son

entreprise anglo-saxonne. Vous maîtrisez l'anglais et l'outil informatique.

Les perspectives d'évolution sont excellentes pour un candidat à fort potentiel.

Contacter Charles Chabod, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. CCH5755MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Société d'ingénierie industrielle très importante (CA > 1,5 MdF) filiale d'un groupe français prestigieux, recherche son

Responsable des Comptabilités

Ouest Paris

Collaborateur privilégié du Directeur Financier et encadrant une équipe de 30 personnes, il assurera toutes les fonctions comptables et fiscales de la société des responsabilités élargies :

- au développement du système informatique comptable et de gestion (progiciel 3ème génération),
- au suivi administratif et financier des contrats commerciaux,
- à la mise en place de la consolidation comptable de 10 filiales.

Ce poste s'adresse à une personne entrepreneur, ayant une forte sensibilité de gestionnaire et désireuse de s'impliquer dans

un environnement dynamique. Le candidat âgé de 30/35 ans devra être diplômé d'une école supérieure de commerce complétée d'un DECS. Des évolutions possibles vers un poste de Responsable Financier de filiales sont tout à fait envisageables à moyen terme.

Contacter Frédéric Pougeon, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. FP567MO.

Michael Page Comptabilité
Spécialiste en recrutement Comptable

FICHET

Groupe Européen, (6 600 personnes), 2,5 milliards de francs de CA consolidé. Au sein de la société mère et dans le cadre du changement du progiciel comptable, nous recherchons pour

Administrateur de Progiciel Comptable

Rattaché au Directeur Comptable, vous aurez pour mission le transfert des systèmes après les avoir analysés.

Vous devrez mettre en place de nouveaux outils de gestion et de nouvelles procédures. La formation des utilisateurs sera également de votre ressort.

De formation supérieure, type DECS ou équivalent, vous avez moins de 40 ans et justifiez d'une expérience significative en

comptabilité ainsi que de réelles connaissances en informatique (Progiciel Masterpiece). Vous êtes rigoureux, organisé et surtout pédagogue.

Contacter Eric Cassinides au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité, 30 bis rue Spontini, 75116 Paris, sous réf. EG5725MO.

Michael Page Comptabilité
Spécialiste en recrutement Comptable

DIRECTEUR DEPARTEMENTAL RESPONSABLE DE LA CLIENTELE DES COLLECTIVITES LOCALES

Vous représenterez notre groupe financier et définirez les plans d'actions commerciaux.

Vous négociez les financements auprès de notre clientèle et vous réaliserez des montages particuliers d'opérations avec l'appui des techniciens concernés.

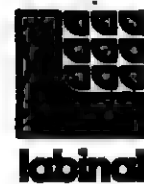
Vous encadrerez et assisterez une petite équipe performante et autonome.

Diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce ou de gestion) vous êtes rompu à l'analyse financière et à l'appréciation du risque.

Votre sens de la négociation et vos aptitudes à manager assureront la réussite de votre mission.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1109 à CONTESSÉ - 38 rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex - qui transmettra.

Responsable Administration Commerciale



16 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

Avec ses 2 000 personnes, la DIVISION SYSTEMES AERONAUTIQUES conçoit et fabrique des équipements électriques et électromécaniques pour les industries de l'aéronautique, l'espace, et l'armement. Nous vous proposons de rejoindre sa Direction Commerciale.

Rattaché au Directeur Commercial, vous piloterez la gestion des flux de produits et le traitement des informations entre les différents services de l'entreprise (production, logistique, livraisons, commercial, informatique, comptabilité et finances). Vous participerez à l'élaboration et au suivi des plans et budgets et vous contrôlerez les dépenses de fonctionnement de la Direction Commerciale.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion, vous justifiez d'une expérience approfondie de l'administration commerciale acquise dans un contexte industriel international. Une bonne pratique de la gestion informatisée et de l'anglais est indispensable. Vos qualités de rigueur et d'initiative associées à votre sens de la communication et du concret sont primordiales pour réussir dans cette fonction.

Ce poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Labinal, Christian Lefrançois, Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales, BP 218, 78051 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Sophia Antipolis - Nice

AMADEUS a été créé en 1988, à l'initiative d'Air France, Iberia, Lufthansa et SAS, pour réaliser et promouvoir un système informatique de réservations mondiales pour l'industrie du voyage.

Notre croissance très rapide (500 personnes à fin 91) nous conduit aujourd'hui à renforcer notre équipe financière.

ASSISTANT CONTROLLER

UNE FONCTION A CREER DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL
JEUNE ET DYNAMIQUE

En étroite liaison avec le Financial Manager dont vous dépendrez, vous animerez une équipe de 3 personnes. Responsable de la fiabilité des opérations comptables, vos missions seront variées : établissement des situations mensuelles et annuelles selon les normes françaises et anglo-saxonnes, fiscalité, développement de la comptabilité analytique, gestion de trésorerie, optimisation des outils informatiques comptables, mise en place de procédures...

30 ans environ, de formation supérieure, type ESC, DECF ou équivalent, vous maîtrisez parfaitement les techniques comptables françaises et anglo-saxonnes. Vous justifiez d'une expérience confirmée en cabinet d'audit et/ou au sein d'une grosse PME filiale d'un groupe international dans le secteur des services. Pragmatique, vous êtes apprécié pour vos qualités de rigueur, de communication, de créativité et d'organisation. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV, sous réf. H244M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

Grande banque française, nous créons de nouveaux postes au sein de notre Direction des Ressources Humaines et souhaitons intégrer deux :

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES

Au sein d'une équipe dynamique, vous prendrez une part active aux opérations de recrutement ainsi qu'au suivi des mobilités dans le cadre plus vaste d'une véritable gestion des carrières.

Vous participerez aussi à la mise en place de notre projet de gestion prévisionnelle des emplois.

Vos qualités relationnelles, votre esprit d'équipe et votre motivation seront les atouts nécessaires à votre réussite dans cette fonction. Ils vous permettront d'évoluer vers d'autres responsabilités au sein de notre banque.

Si vous êtes séduit par la perspective de nous rejoindre, merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite avec CV sous référence 11576 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS.

LA VICO 150

Jeunes cadres Gestion-Finance : Le papier au cœur de vos succès.

AUSSEDAAT-REV : 4.300 collaborateurs, 6 milliards de F de CA, 10 usines en France : leader européen pour les papiers photocopie et papiers couleurs ; leader français pour les papiers impression/écriture et les panneaux stratifiés décoratifs. Nous avons rejoint il y a un an l'un des leaders mondiaux de l'industrie papetière, le Groupe américain **INTERNATIONAL PAPER**. Afin d'être plus performants, nous développons au sein du Groupe des méthodes modernes de gestion (reporting, conseil à l'encadrement). Dans ce contexte, nous renforçons nos équipes de gestion et de recherche, pour notre siège de **VELIZY** et certaines de nos unités de Province, 8 jeunes cadres.

VELIZY (78)

■ CONTROLEUR DE GESTION BRANCHE - Réf. AS/8544

Rattaché au Directeur Général de la Branche, il collecte, met en forme et interprète les informations de gestion concernant aussi bien l'exploitation que les investissements. Il anime les contrôleurs des 3 sociétés qui la composent.

■ DEUX CONTROLEURS DE GESTION JUNIOR - Réf. AS/8545

Rattachés chacun à un contrôleur de gestion, ils les assisteront pour l'ensemble de leurs responsabilités (analyse et interprétation des résultats, consolidation, reporting...). Ces postes ont le même niveau de responsabilité et sont éventuellement ouverts à des débutants.

■ ASSISTANT TRESORIER - Réf. AS/8546

Rattaché au Trésorier du Groupe, dont il est l'un des assistants, il a en charge la gestion de la trésorerie de la société mère et les opérations de back office. Ce poste peut être ouvert à un diplômé Bac + 2, avec impérativement une expérience en trésorerie.

PANTIN (93)

■ CONTROLEUR BUDGETAIRE - Réf. AS/8547

Rattaché au contrôleur de gestion des PAPIETERIES DE FRANCE, la plus importante société de Distribution de papiers du Groupe, il l'assiste principalement dans l'élaboration et le suivi des budgets.

COUZE (24) - Proximité de BERGERAC

■ CONTROLEUR DE GESTION - Réf. AS/8548

Rattaché au Directeur de l'usine (500 personnes) de la société **POLYREY** (panneaux décoratifs), il est responsable de l'ensemble de la comptabilité et du contrôle de gestion. Il anime une équipe de 5 techniciens comptables. Ce poste exige une expérience importante (5 ans au minimum).

LANCEY (38) - Proximité de GRENOBLE

■ CONTROLEUR BUDGETAIRE - Réf. AS/8549

Rattaché au contrôleur de gestion des PAPIETERIES DE LANCEY (800 personnes), qui fabriquent papiers et cartons couchés, boîtes, il prend en charge l'élaboration et le suivi des budgets : exploitation et investissements.

SAILLAT (87) - Région de LIMOGES

■ CONTROLEUR BUDGETAIRE - Réf. AS/8550

Rattaché au contrôleur de gestion de l'usine (800 personnes) de la branche papier pour reprographie où d'importants développements sont prévus, il est chargé de l'élaboration et du suivi des budgets : exploitation et investissements.

Tous ces postes s'adressent à de jeunes cadres **DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR COMMERCIAL (ESC, Maîtrise de gestion...)** justifiant d'une première expérience significative, d'une très bonne connaissance de l'anglais et sachant utiliser l'outil micro-informatique. Pour vivre avec nous cette nouvelle aventure de notre Groupe, au sein duquel les perspectives d'évolution sont importantes, adressez-nous votre candidature (lettre, CV détaillé et prétentions) en précisant la (ou les) référence(s) à : **G. MASSON - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. : 40.88.79.51**

**GROUPE
AUSSEDAAT REY**

**PA Consulting
Group**

Initiative // Finance

Jeunes diplômés attirés
par les métiers de haut de bilan

(X, Centrale, HEC, ESSEC, ESCP, IEP...)
Débutants ou ayant une première expérience

Initiative & Finance, filiale de la Banque Indosuez et du Crédit National, cotée au second marché de Paris, est la première société de LMBO en France par le nombre d'opérations réalisées (65).

Vous êtes débutant ou avez déjà une expérience de deux ans dans la banque d'affaires, le conseil ou l'audit. Evidemment, vous parlez anglais et êtes à la fois très disponible et mobile.

Rejoignez-nous comme JUNIOR et participez à notre remarquable croissance en exerçant un métier passionnant qui fait appel à la créativité qu'à la rigueur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (c.v., photo, lettre manuscrite et prétentions) à : **Jérôme de METZ, Initiative & Finance, 16, rue Chauveau-Lagarde - 75008 Paris.**

Société financière en développement rapide,
nous recherchons un

Jeune cadre financier H/F

Vous rejoindrez une équipe de professionnels et participerez aux opérations de front et back office sur les marchés obligataire, interbancaire et de nouveaux instruments financiers.

Associé à la mise en place d'un contrôle de gestion, vous évoluerez pour exercer la responsabilité de cette fonction. Votre formation supérieure en finance (Ecole de Commerce, IEP, Université) complétée, si possible, par une première expérience utilisant la micro-informatique, votre esprit rigoureux et imaginaire vous assureront une rapide progression.

Merci d'adresser votre candidature : CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 90/12, à notre conseil : **ER Ressources Humaines - 118, rue de Tocqueville 75017 Paris.**

ER
Ressources Humaines

Quand on a 500 ans
d'expérience,
on peut envisager
l'avenir avec sérénité.

Fondée en 1472, considérée comme la plus ancienne banque du monde, la **MONTE PASCHI DI SIENA** est en 1990 le premier groupe bancaire italien. Classicisme et modernité nous ont imposés sur toutes les places financières internationales.

Notre filiale française, la **MONTE PASCHI BANQUE**, forte de ses 12 agences réparties dans les principales villes de France et à Monaco, renforce aujourd'hui sa **DIRECTION FINANCIERE** et recherche un

GESTIONNAIRE de PORTEFEUILLE

A 30-40 ans environ, de formation supérieure, vous avez une expérience confirmée et réussie dans le domaine de la gestion titres clientèle et OPVCM. Les connaissances de la gestion internationale ainsi que la maîtrise des spécificités des marchés à terme et conditionnels seront appréciées.

Vous êtes un décideur et vous maîtrisez l'analyse financière. Vous avez le goût du travail en équipe et vous êtes doté d'une ouverture d'esprit sur les techniques nouvelles.

Solide, vous êtes le collaborateur que nous recherchons.

Basé à Paris, vous percevrez une rémunération à la hauteur de vos ambitions.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : **MONTE PASCHI BANQUE**
Direction des Ressources Humaines
7, rue Meyerbeer - 75007 PARIS



MONTE PASCHI BANQUE
LA BANQUE EST UN ART

GROUPE CONTROLE ET EXPERTISE

200 personnes en région parisienne
développe son DEPARTEMENT AUDIT et recherche
RÉVISEURS CONFIRMÉS TOUS NIVEAUX

Adressez C.V. et prétentions
sous N° 8933 - **LE MONDE PUBLICITÉ**
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

LYON

Notre département Inspection Générale joue un rôle de diagnostic et de conseil au sein de notre Entreprise. Nos auditeurs et inspecteurs sont les interlocuteurs privilégiés des managers du réseau commercial et du siège social. Nous proposons aujourd'hui à de jeunes diplômés à fort potentiel, d'intégrer nos équipes pour apprendre la banque sur des postes exigeant un fort investissement personnel.

AUDITEURS h/f

Votre objectif : faire évoluer les procédures existantes par votre intervention à tous les niveaux de l'Entreprise. Votre formation supérieure (école de Commerce, Université...) vos capacités d'analyse et de synthèse ainsi que votre sens développé de la communication vous feront évoluer à terme vers des responsabilités de Management.

INSPECTEURS h/f

De formation Bac + 2 avec expérience, ou Bac + 4, vous êtes rigoureux et précis, et avez un bon esprit d'analyse. Vous souhaitez vous investir dans une mission qui développera votre goût pour la communication et le rédactionnel. Votre attrait pour "le commercial" vous fera évoluer après cette première expérience vers des fonctions d'encadrement dans nos agences.

Pour ces postes des déplacements fréquents sont à prévoir sur la région Rhône-Alpes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet s/réf. **IGLD 60** au **Crédit Agricole du Sud Est** 69541 CHAMPAGNE AU MONT D'OR cedex.



CRÉDIT AGRICOLE DU SUD-EST

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

CONTEXTE

مكتبة الجاهلي

Au cœur de la santé

FINANCEMENT EXPORT TRESORERIE FILIALES ETRANGER

Le Crédit Agricole International, filiale de la Banque Indosuez et du Crédit National, est la première société de LMBO en France par le nombre d'opérations réalisées (65).

Vous êtes débutant ou avez déjà une expérience de deux ans dans la banque d'affaires, le conseil ou l'audit. Evidemment, vous parlez anglais et êtes à la fois très disponible et mobile.

Rejoignez-nous comme JUNIOR et participez à notre remarquable croissance en exerçant un métier passionnant qui fait appel à la créativité qu'à la rigueur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (c.v., photo, lettre manuscrite et prétentions) à : **Jérôme de METZ, Initiative & Finance, 16, rue Chauveau-Lagarde - 75008 Paris.**

CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ

Vous rejoindrez une équipe de professionnels et participerez aux opérations de front et back office sur les marchés obligataire, interbancaire et de nouveaux instruments financiers.

Associé à la mise en place d'un contrôle de gestion, vous évoluerez pour exercer la responsabilité de cette fonction. Votre formation supérieure en finance (Ecole de Commerce, IEP, Université) complétée, si possible, par une première expérience utilisant la micro-informatique, votre esprit rigoureux et imaginaire vous assureront une rapide progression.

Merci d'adresser votre candidature : CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 90/12, à notre conseil : **ER Ressources Humaines - 118, rue de Tocqueville 75017 Paris.**

ER
Ressources Humaines

JEUNES DIPLOMÉS

BAC + 5 SCIENTIFIQUE • TECHNIQUE • COMMERCE

OSEZ L'INFORMATIQUE ET LA FINANCE

Notre département Inspection Générale joue un rôle de diagnostic et de conseil au sein de notre Entreprise. Nos auditeurs et inspecteurs sont les interlocuteurs privilégiés des managers du réseau commercial et du siège social. Nous proposons aujourd'hui à de jeunes diplômés à fort potentiel, d'intégrer nos équipes pour apprendre la banque sur des postes exigeant un fort investissement personnel.

Votre objectif : faire évoluer les procédures existantes par votre intervention à tous les niveaux de l'Entreprise. Votre formation supérieure (école de Commerce, Université...) vos capacités d'analyse et de synthèse ainsi que votre sens développé de la communication vous feront évoluer à terme vers des responsabilités de Management.

De formation Bac + 2 avec expérience, ou Bac + 4, vous êtes rigoureux et précis, et avez un bon esprit d'analyse. Vous souhaitez vous investir dans une mission qui développera votre goût pour la communication et le rédactionnel. Votre attrait pour "le commercial" vous fera évoluer après cette première expérience vers des fonctions d'encadrement dans nos agences.

Pour ces postes des déplacements fréquents sont à prévoir sur la région Rhône-Alpes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet s/réf. **IGLD 60** au **Crédit Agricole du Sud Est** 69541 CHAMPAGNE AU MONT D'OR cedex.

CRÉDIT AGRICOLE DU SUD-EST

Économiste

200 personnes en région parisienne
développe son DEPARTEMENT AUDIT et recherche
RÉVISEURS CONFIRMÉS TOUS NIVEAUX

Adressez C.V. et prétentions
sous N° 8933 - **LE MONDE PUBLICITÉ**
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Au coeur de la santé

ROUSSEL-UCLAF, Groupe Pharmaceutique et Agrochimique français à vocation internationale intervient dans 3 secteurs d'activité : Santé humaine, animale et végétale.

Plus de 63 % de notre chiffre d'affaires réalisés à l'étranger, une quarantaine de filiales dans près de 30 pays, classées parmi les toutes premières sociétés nationales, telle est notre situation dans le monde.

Pour faire face à l'intensification de ses échanges internationaux notre groupe recherche un cadre

FINANCEMENT EXPORT
ET TRESORERIE FILIALES ETRANGERES

Diplômé HEC ou école d'ingénieur (+ INSEAD ou ISA), votre expérience financière en milieu bancaire ou en entreprise est d'environ 2 à 3 années. Si elle a été acquise à l'étranger, c'est un atout supplémentaire. Votre anglais est courant, vous parlez si possible une deuxième langue.

Votre profil ? Financier bien sûr, mais aussi homme de marketing se caractérisant par sa forte capacité à communiquer, son caractère opérationnel, son esprit d'initiative et sa disponibilité (déplacements à l'étranger).

Au sein du Service Financement Export de notre Direction Financière, vous aurez pour mission d'analyser le risque à l'exportation, de prendre les garanties nécessaires dans chaque cas et d'assurer le suivi de la trésorerie des filiales étrangères.

Si la perspective de rejoindre un groupe évolutif vous tente, merci d'adresser votre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence 121/M à ROUSSEL UCLAF - Direction de l'Encadrement et de la Formation - 35, bd des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

Ensemble, exalter dans
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE
CONFIRME
SA DYNAMIQUE
DE SUCCES
PREMIERE BANQUE
EUROPEENNE
5 700 GUICHETS
73 000 SALAIRES



CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ

SAINT-QUENTIN EN YVELINES

Diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire du DECS, vous souhaitez valoriser votre expérience au sein du service "Administration et Gestion des Personnes" de la Direction des Ressources Humaines. Vous serez chargé : d'assister le chef de la division comptable, d'assurer la responsabilité d'un secteur comptable autonome, de participer à des études juridiques, fiscales, sociales et de développement comptable, au suivi du contrôle interne et de la sécurité des opérations. De bonnes connaissances juridiques et fiscales, l'aptitude au management, une très bonne adaptation à l'informatique sont des qualités essentielles. Une expérience de l'audit sera un plus apprécié. Ce poste est basé à Saint-Quentin en Yvelines.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) à la Direction des Ressources Humaines de la Caisse Nationale de Crédit Agricole 83, Boulevard Pasteur - 75015 Paris - sous réf. BW / 2805

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

LA FINANCE, VERSION HIGH TECH

La Division RADARS, CONTRE-MESURES : plus de 5000 personnes, 4,5 milliards de CA dont 28% affectés à la R & D, est leader européen des systèmes électroniques embarqués. Au sein de notre Direction Financière (55 personnes) nous souhaitons intégrer :

RESPONSABLE DE LA TRESORERIE CONFIRME

Avec une équipe de 8 personnes, vous êtes l'interlocuteur Trésorerie auprès des Banques et du Siège de notre groupe et vous avez pour mission d'optimiser les flux financiers. Vous assurez :

- la mise en place de nouvelles procédures
- la comptabilité de la Trésorerie
- l'établissement des prévisions de Trésorerie

De formation supérieure (DECS, MSTCF...), après environ 4 ans d'expérience dans une fonction similaire dans l'industrie ou la Banque, vous avez de bonnes connaissances des systèmes informatiques, des qualités de communication et un esprit de décision.

Réf. RT/LM06

RESPONSABLE IMMOBILISATIONS STOCKS DEBITANT

Secondé par une équipe de 6 personnes, vous assurez :

- l'audit du service comptable en vue d'élaborer de nouvelles procédures qui donneront les bons indicateurs
- la gestion du parc des immobilisations (70.000 articles)
- la comptabilisation des stocks
- la gestion des coûts de la maîtrise d'œuvre des différents services.

De formation supérieure (DECS, MSTCF, DESS Finances...), vous serez rapidement opérationnel grâce à notre formation interne. Votre potentiel vous permettra à terme d'évoluer vers des responsabilités élargies au sein de notre service comptable ou dans d'autres fonctions.

Réf. RIS/LM06

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à : Jocelyne PEUDENNIER THOMSON-CSF RCM - Gestion et Emploi des Cadres - 178, Bd. Gabriel Péri - 92242 Malakoff Cedex.

THOMSON

Importante société de Presse à Paris
(chiffre d'affaires 300 millions de
francs), filiale d'un groupe
international, recherche un

CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR H/F

Il ou elle aura une expérience de 3 ans en cabinet
et parlera l'anglais parfaitement.
Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions
sous référence 5831 à l'Agence DESSEIN, 15
rue du Louvre 75001 PARIS, qui transmettra.

Le Monde

de
Cadres

JEUNES DIPLOMES

BAC + 5 SCIENTIFIQUE - TECHNIQUE - COMMERCE

OSEZ L'INFORMATIQUE ET LA FINANCE

SIB française, parmi les premières sur les marchés Banque, Bourse, Finance, elle est aussi la meilleure préparée aux métiers de l'informatique : après 3 mois de formation vous participerez à la réalisation de Projets. Et vous vous apercevrez très vite qu'il existe mille et une occasions d'enrichir vos compétences.

Car à la SIB, tout va très vite. L'explosion de ses domaines d'application fait naître chaque jour des besoins nouveaux. Dans la grande variété des missions offertes, nous cherchons ensemble celle qui convient le mieux. Attention... soyez curieux, observateur : c'est à vous d'aller au devant des opportunités. Ensuite, vous serez surpris de la rapidité avec laquelle vous prendrez des responsabilités.

Autonomie, ouverture, compétence et qualité : c'est cela la SIB. C'est aussi plus de 950 personnes et une croissance qui n'est pas près de faiblir.

Chantal FONTAINE, vous invite à lui adresser votre candidature sous réf. PROMO/0690/M à SIB Recrutement, 137, Boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

SIB

VOTRE VALEUR EST A LA HAUSSE

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES AMENAGEMENT

Paris

Economiste

en études financières de projet d'aménagement

Études préalables au lancement d'opérations d'aménagement (études de marché, définition de programmes, procédures, tests de faisabilité financière, etc.).

Formation : DESS Sciences Eco., ou Sciences Po. (Eco. - FI) ou équivalent complété par un 3^e cycle en aménagement.

Esprit d'analyse et de synthèse. Sens marqué des relations humaines à haut niveau. Expérience et références demandées (par ex. : société d'aménagement, collectivité locale).

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 11083 à OPEA - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra. (Discrétion assurée).

Société de services dans le secteur de l'ameublement
recherche

1 STANDARDISTE

1 OPÉRATRICE sur ordinateur IBM PS pour
gestion des commandes.

Parfaitement bilingue italien.

1 SECRÉTAIRE assistante du responsable
du service après-vente.

Parfaitement bilingue italien.

Postes à pourvoir immédiatement.

Lieu de travail Paris-Bourse.

Téléphoner au 42-61-27-87 aux heures de bureau.

L'ECUREUIL ECLAIRE LA REFLEXION BANCAIRE

Le "JOURNAL DES CAISSES D'ÉPARGNE", magazine économique et
financier bimestriel, 80 pages, recherche :

JOURNALISTE - SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

A 28 / 35 ans, titulaire de la carte professionnelle, vous avez une expérience confirmée de la mise en page traditionnelle (quotidiens ou périodiques), une solide aptitude à la rédaction, une excellente orthographe et une bonne pratique de la PAO. Vous êtes rigoureux et disponible pour de brefs déplacements en province.

Nous vous proposons la responsabilité de l'ensemble de notre secrétariat de rédaction : relecture, rewriting, cotation et collage, documentation, contraintes-quadrillage, maquette, montage, choix des illustrations et placement des insertions publicitaires, suivi de l'impression et du routage.

Notre proposition vous séduit d'autant plus que vous souhaitez valider vos connaissances en économie et finances.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, à Monsieur Jacky Gauthier - CENCEP - Centre National des Caisse d'Épargne et de Prévoyance - 29, rue de la Tombe-Isotte - 75014 Paris.



CENCEP



GROUPEAMA Ile-de-France

ASSURANCES

350 personnes - 600 Millions C.A.
Pour renforcer notre département MARKETING/ETUDES
nous recherchons

CHARGE D'ETUDES
STATISTIQUES H/F

Formation ENSAE ou Mathématiques

Pour participer au développement des méthodes d'analyse
statistique et à la gestion de tableaux de bord.

Bonne maîtrise de l'outil Micro-informatique nécessaire.

Poste à pourvoir à PARIS-SUD - 5 mn Porte d'Orléans RER.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous
référence STAT à FMAIF/Recrutement - 75687 PARIS CEDEX 14.

DIPLOMES BAC + 4 / + 5

formation scientifique ou technique



ASSURANCES

Groupe Allianz

CONJUGUEZ INFORMATIQUE AVEC ASSURANCE

Notre Groupe figure parmi les leaders du secteur des Assurances avec un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs. Pour faire face à notre développement, nous renforçons nos équipes et recherchons pour notre Direction des Systèmes d'Information, de

JEUNES TALENTS

ASSOCIEZ VOS COMPETENCES A NOTRE EXPERIENCE, NOUS LES DEVELOPPERONS

Après une formation complète à l'informatique vous permettant de bénéficier des toutes nouvelles techniques, vous rejoindrez les équipes "Etudes" pour participer à l'élaboration des projets et contribuer à leur réalisation. Des perspectives de carrière correspondant à vos ambitions pourront vous être offertes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature comportant lettre de motivation, CV, photo sous référence PEP/06.90.DSI à VIA Assurances, François Lebon, 56 rue Laffitte, 75439 Paris Cedex 09.

Responsable des Etudes Marketing du N°1 français de l'Assurance**UAP**

Vous prenez en charge la complète responsabilité des études marketing de l'UAP en animant une équipe de chargés d'études et en gérant un important budget.

Vous proposez et mettez en place des plans d'actions annuels. Vous réalisez des études qualitatives et quantitatives soit en interne soit à l'aide de prestataires extérieurs.

Homme de dialogue, de synthèse et d'anticipation, vous êtes en contact permanent avec les différents secteurs de l'entreprise afin de réfléchir à la mise en place d'actions marketing stratégiques.

Diplômé d'une école supérieure de commerce avec 3 à 5 ans minimum d'expérience en entreprise ou en cabinet, votre professionnalisme, votre capacité d'animation et votre volonté internationale sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. GEM/1, à l'UAP, Sous-Secteur Recrutement et Gestion des Carrières, Tour Assur 5 F, Cedex 14, 92084 Paris-La Défense. Confidentialité assurée.



Le Groupe CEP-COMMUNICATION est aujourd'hui le leader de la Presse professionnelle et technique. Il est également présent dans l'édition au travers du Groupe de la Cité. L'une de ses filiales, INFORMATION & TECHNOLOGIES, recherche pour la rédaction de BUREAUX D'ETUDES, magazine mensuel leader sur son marché.

UN JOURNALISTE SPECIALISE H/F

Le secteur d'activités sur lequel vous aurez à intervenir en priorité sera celui de la mécanique, de l'automatisme et des outils de CAO correspondants.

De ce fait, votre formation supérieure de mécanicien et/ou automatique a été complétée par plusieurs années d'expérience en bureau d'études ou dans le journalisme.

Vos qualités de contact, votre curiosité naturelle et une bonne maîtrise de l'anglais vous permettront d'occuper ce poste pour lequel des déplacements de courte durée seront à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à INFORMATION & TECHNOLOGIES - GUY DELFOURD, Responsable du Personnel - Réf. CP, 60/62, rue d'Hauteville 75010 - PARIS

Groupe Immobilier de Promotion et de Gérance

(1.450 personnes, 94.000 logements gérés, 2.200 logements construits par an, 2,5 milliards de CA),

recherche pour sa Direction de la promotion immobilière, un

RESPONSABLE DE PROGRAMMES H/F

Chargé de la maîtrise d'ouvrage dans tous ses aspects juridique, financier et technique, votre mission sera d'en assurer la responsabilité entière.

Diplômé de l'enseignement supérieur vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire.

Poste basé à notre siège : Paris 13e.

Merci d'envoyer lettre manuscrite C.V. et prétentions sous référence RP/75

au Groupe Immobilier 3F
Département du Personnel
159, rue Nationale
75638 PARIS Cedex 13.



Notre mission est de distribuer les produits de santé auprès des pharmacies d'officine. Avec 73 établissements répartis sur toute la France, plus de 5000 collaborateurs (dont plus de 600 collaborateurs d'encadrement) et 20 milliards de CA, l'OCP est le N°1 de la distribution pharmaceutique en France.

Notre Département des Ressources Humaines recherche, pour son Service Recrutement et Suivi des Carrières, un

CHARGE DE RECRUTEMENT

Intégré à une équipe de 5 personnes, vous prenez en charge une partie des recrutements internes et externes (cadres et agents de maîtrise essentiellement), de la définition de fonction jusqu'à l'intégration du candidat.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ressources Humaines, psycho...), vous avez impérativement une 1^{re} expérience du recrutement. Outre des capacités d'analyse et de synthèse, une puissance de travail et de la rigueur, vous possédez un bon sens relationnel.

Merci d'adresser votre candidature (photo et prétentions) s/réf. E42 à OCP REPARTITION Service Recrutement et Suivi des Carrières - 24, rue des Ardennes 75019 Paris.



Une importante Organisation Professionnelle Nationale en pleine évolution recherche son :

DIRECTEUR REGIONAL ILE DE FRANCE

Celui-ci sera plus particulièrement chargé de :

- l'animation de la politique de développement des Organismes adhérents de la région
- la concertation avec les partenaires sociaux locaux, organisations patronales et syndicales
- la représentation institutionnelle auprès des Pouvoirs Publics régionaux et départementaux.

Il sera appelé à participer activement aux travaux de réflexion et de développement de l'Organisation nationale.

Une formation IEP ou Ecole de Commerce, ainsi qu'une expérience professionnelle des secteurs économiques et sociaux, seraient considérées avec attention.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) à notre Conseil : Développement et Management des Hommes et des Entreprises.



8, RUE CHAUVEAU-LAGARDE - 75008 PARIS

ISL CONSEIL • FK DEVELOPPEMENT • COGEP CONSEIL

Groupe Cogef

L'enthousiasme

Notre Groupe : Conseil en Entreprises, fédère trois sociétés et réalise 40 MF de CA. Nos métiers : stratégie et management ; communication interne ; ressources humaines ; qualité ; organisation, développement et formation commerciale ; ingénierie de formation ; conception d'outils pédagogiques.

Nos clients : les plus grandes entreprises françaises et internationales, le secteur public ; administrations centrales et collectivités territoriales.

Notre ambition :

- Devenir l'un des 1ers Groupes Européens de Conseil et de Formation.
- Développer une réflexion prospective sur le management des organisations.
- Offrir à chacun les conditions de son épanouissement personnel (formation, autonomie, responsabilité...).

Nous recherchons :

Directeurs de Clientèle

Après 8 années d'expérience en entreprise et en cabinet, vous êtes expert des moindres de nos métiers. Vous apporterez une clientèle et la développerez. Vous gèrerez des budgets de conseil, d'étude et de formation. Vos qualités d'écoute, de rigueur, de chaleur et d'humour, vous permettront de vous inscrire dans une démarche associée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature et vos prétentions (ou vos propositions de partenariat) à Eva Flanquet Groupe Cogef 175, rue Chevalier 75013 Paris.

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT CRÉDIT/MARCHÉ DES PARTICULIERS

à la Direction du Développement de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

S'appuyant sur une analyse permanente de la réglementation des besoins du marché, de l'environnement, de la situation de nos groupes régionaux, votre réflexion et vos propositions porteront sur l'orientation de la politique commerciale commune : offres de produits et de services, politique de taux, partenariat, maîtrise des risques.

Vous travaillerez en coopération avec les responsables régionaux de ce secteur d'activité.

Agé de 30 à 40 ans, de formation supérieure (Bac + 4/5), vous avez une expérience concrète de ce marché dans le secteur bancaire sur le plan marketing et commercial.

Rigoureux et créatif, vous avez des qualités relationnelles certaines.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 fédérations régionales, 7 millions de clients, 22 000 collaborateurs et 4 500 points de vente, la plus forte croissance de ces 10 dernières années, la puissance de la 5^e Banque Française.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

MARKETING BANCAIRE

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 151/LM à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

PROVINCE Cette ville moyenne à des ambitions industrielles, économiques et sociales importantes. Elle recherche :

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION HF

(190-230 KHz)

« Potions » de la fonction (5 personnes et budget de 3 à 5 MF). Il est :

le conseiller en communication de la ville (social, politique, événementiel, culturel...) ; le rédacteur en chef d'un magazine quotidien ; le « technicien » relations presse, affichage, expos, films, agences...

Une expérience identique (édition, rédaction, collectivités publiques) est exigée.

Pour ces deux postes de statut PMET, envoyer CV (sans détails) (références) à :

a.m.s.-sélection
54, bd Longchamp, 13001 MARSEILLE

MARSEILLE • MONTPELLIER • NICE • NIMES • PARIS • LYON

L'Ecole d'Ingénierie en Génie des Systèmes Industriels, à La Rochelle, en Charente-Maritime

complète son équipe pédagogique et recrute pour la rentrée de Septembre 1990

PROFESSEURS

1^{er} et 2nd Cycle

• Attachés à l'école ou vacataires.

• Pour cours ou Travaux Dirigés.

• Dans les domaines suivants :

A Mathématiques et Sciences Physiques.

A Génie Mécanique et Electrique.

A Génie des Systèmes.

A Informatique Industrielle.

A Management et Economie.

A Langues Vivantes : Anglais, Allemand.

Les enseignants intéressés qui souhaitent participer à un projet pédagogique que nous leur présentons sont invités à adresser leur résumés de carrière à :

EIGSI

Direction Générale / Hôtel d'Entreprises

Av. Marillac 17000 LA ROCHELLE Tél. 05 45 44 44 00

Interpôle

Directeur des relations humaines

Interpôle est une entreprise à dimension humaine. Elle recherche pour sa Direction des Relations Humaines, un

Directeur des relations humaines. Ce poste est à pourvoir rapidement. Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur et avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire.

Métropole Lilloise

Directeur des relations humaines

Cet établissement de crédit prépare avec soin son évolution. Il est convaincu que l'amélioration des performances passe par la qualité et la dynamique de l'actif social : la progression de ses résultats le conforte dans sa détermination. Après une politique de développement basée sur l'innovation technique et la conquête de nouveaux marchés, l'optimisation des relations humaines est devenue une composante de sa stratégie.

Ce collaborateur, directement rattaché au Président du Directoire sera membre du Comité de Direction. Le challenge qui lui est proposé est passionnant mais difficile : rechercher de façon permanente des solutions créatives qui rendent les hommes motivés, impliqués et adaptés à leur fonction. A lui de gérer, coordonner la politique sociale en matière de recrutement, formation, gestion des carrières, rémunération, partenariats sociaux.

Diplômé de l'enseignement supérieur, il possède une expérience importante dans le management d'une structure opérationnelle ou dans une fonction similaire. Homme de terrain, il sait écouter, dialoguer, négocier, convaincre. Dynamique, rigoureux, relationnel, il sait prendre de la distance par rapport aux événements et son approche globale des problèmes font de lui un stratège du développement social.

La possession d'une seconde langue (anglais, allemand) serait appréciée.

Brigitte BACHELET traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la référence 2400 LM - Société ARGOS - 1001, avenue de la République 59700 Marquise-Bartul.



Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Jeune professionnel des relations humaines

(ESC ou 3ème cycle universitaire - 1ère expérience exigée)

intégrez un grand groupe français

L'évolution de notre Groupe passe par une politique cohérente en matière de personnel.

Au sein du Service de Gestion des Ressources Humaines, vous serez chargé des missions suivantes :

- gérer, d'abord en position d'assistant, puis de manière autonome, des opérations de recrutement à haut niveau
- concevoir des outils de gestion prévisionnelle et participer au suivi des cadres (entretiens de carrière, études de rémunération...)

De formation supérieure (Bac + 4 minimum), vous connaissez le monde de l'entreprise pour avoir exercé une première activité professionnelle d'environ 2 ans, de préférence dans la fonction personnelle.

Au-delà de ce poste, notre groupe, par sa taille et ses perspectives de développement, offre d'intéressantes possibilités tant dans nos directions opérationnelles que fonctionnelles.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite, sous réf. 1 109 LM, à notre conseil KER.

15, rue Daumier

75016 Paris.



EN PROVINCE, UN ROLE CAPITAL : L'ADMINISTRATION DES VENTES...

Depuis sa création, PRECILEC étudie, conçoit et réalise des matériels électromécaniques et électroniques à très forte valeur ajoutée technologique. 270 collaborateurs, 3 établissements à PARIS, COURTENAY et AUXERRE, 90 MF de C.A., ce sont les chiffres significatifs de notre entreprise.

Chez nous, l'administration des ventes est une fonction clé. En effet, elle est le véritable pivot entre le commercial, les études et la production.

Nous recherchons, aujourd'hui, LE PATRON DE CE DEPARTEMENT. A la tête d'une équipe de 3 personnes que vous animez, rattaché au Directeur Général, vous êtes l'interface dynamique de notre entreprise.

Esprit carré et rigoureux, vous assurez la gestion

des commandes et le suivi du tableau de bord commercial. De plus, vous participez à l'implantation d'un logiciel de gestion commerciale adapté à nos ambitions de développement.

Pour réussir dans ce poste, à la mesure de votre talent d'organisateur et d'animateur, vous avez environ 35 ans, une formation supérieure de niveau BAC + 2 et une expérience confirmée d'au moins 10 ans dans une fonction similaire en milieu industriel. Vous connaissez l'anglais et les procédures d'exportation.

Basé à AUXERRE, vous concilierez management et qualité de vie.

Ecrivez avec CV et prétentions sous réf. LM/922 à AL CONSEIL - 35 rue de Naples - 75006 Paris.

PRECILEC

LE DYNAMISME TECHNOLOGIQUE

L'équipe qui, au sein du Groupe CGI, a conçu et développé PACBASE pour en faire un des logiciels les plus vendus dans le monde renforce son service Documentation et recherche des :

REDACTEURS - TRADUCTEURS

Vous communiquerez avec des équipes d'ingénieurs de haut niveau pour concevoir, rédiger et mettre à jour la documentation informatique des produits de la gamme PACBASE.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes convaincu de l'importance de documents bien pensés, bien écrits et bien réalisés grâce à des outils informatiques variés (PC, Macintosh, Grands Systèmes).

Vous êtes francophone, vous savez rédiger en Français et traduire de l'Anglais vers le Français ou vous êtes anglophone et vous savez rédiger en Anglais et traduire du Français vers l'Anglais.

Au sein d'un groupe international de 3000 personnes, vos perspectives de carrière seront très ouvertes dans le domaine du logiciel où nous sommes leader en Europe, aussi bien que dans les autres métiers du Conseil et de l'ingénierie informatique.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence 32/MRT-690 à Madame D. JAMET.

CGI INFORMATIQUE - 30, rue du Château des Rantiers 75640 Paris Cedex 13

Pacbase est une marque déposée de CGI

Pour ne pas se tromper de carrière



Cette société de conseil bénéficie de relations privilégiées auprès d'une clientèle d'établissements financiers. Pour renforcer son activité, elle recherche un

Consultant junior

conseil en communication

Après de son manager, vous participez à des missions de conseil et d'audit centrées sur les aspects de communication institutionnelle ou interne des entreprises. Votre activité concerne tout d'abord la dimension rédactionnelle de supports : livres d'entreprises, plaquettes... Pour confirmer votre rôle de conseil, vous intégrez dans votre démarche l'ensemble des composantes techniques et organisationnelles des structures en place.

Issu de l'IEP ou d'un 3^e cycle universitaire, vous avez acquis une première expérience au sein d'un établissement financier. Nous vous proposons d'exercer vos qualités rédactionnelles, votre sens de l'écoute, votre capacité à intégrer des environnements complexes auprès d'une clientèle privilégiée. La maîtrise de l'anglais s'avère nécessaire.

Marie-Agnès VALLÉE étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence AVA 06.414 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.



Conseil en ressources humaines.

EDITEUR

Presse et communication - Ce jeune groupe de presse et de communication qui a connu depuis sa création un développement rapide emploie près de 200 personnes et édite différentes publications dont un magazine d'informations générales. Son souhait aujourd'hui est de renforcer sa structure commerciale en intégrant un éditeur, responsable de la diffusion pour son titre principal. Rattaché au directeur général, il anime une équipe de 4 personnes, définit la stratégie commerciale et met en place les actions nécessaires au développement des ventes au numéro et au recrutement de nouveaux abonnés. Il travaille en étroite collaboration avec la rédaction, la régie publicitaire auprès de laquelle il suggère des actions ponctuelles et la direction

financière pour le suivi budgétaire. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (bac + 4) âgé d'au moins 28 ans et disposant d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise au sein d'un service commercial, marketing ou promotion des ventes dans le secteur de la presse, de la communication ou des produits grand public. De solides capacités d'adaptation, une personnalité affirmée et un sens relationnel important sont des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction. Ecrire à Frédérique CHEMARIN en précisant la référence A/S8552M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.38. (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

FORMATEURS

Former aux équipements automobiles de pointe

Paris - Inauguré par un grand de l'équipement automobile pour ses équipes commerciales et celles de ses distributeurs en France et à l'étranger, ce centre de formation propose une gamme complète de séminaires répondant aux nécessités de suivre l'évolution des technologies et des produits. Il recherche deux formateurs. Rattachés au responsable pédagogique du centre, ils participeront étroitement à l'élaboration des stages qu'ils seront chargés de co-animer, en liaison avec les intervenants techniques spécialisés, et veilleront à leur bon déroulement et à leurs adéquations aux objectifs visés. Interfaces privilégiés avec les partici-

pants, ils seront en outre garants de l'esprit "client-fournisseur" dans lequel s'inscrivent ces actions. Ces postes, exigeant une réelle disponibilité, s'adressent à des candidats de formation supérieure d'au moins 30 ans, justifiant impérativement d'une expérience commerciale terrain complétée par celle de la conduite de séminaires de formation. L'anglais est indispensable, la connaissance d'une troisième langue souhaitée. Ecrire à E. LANGERON en précisant la référence A/S8536M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39. (PA Minitel 36.15 code PA)



Creating Business Advantage

ORGANISATEUR EXPERIMENTE

La Caisse Nationale de Prévoyance se situe au tout premier rang de l'assurance-vie. Le lancement de nouveaux produits et la recherche d'une meilleure efficacité économique nécessitent un développement constant de ses systèmes informatiques de gestion et de ses modes d'organisation du travail. En conséquence, elle renforce son équipe d'organiseurs du centre de clientèle d'Arcueil, où 400 personnes assurent la gestion des contrats individuels d'assurance-vie. Elle recherche un organisateur ayant une expérience suffisante pour manager des projets transversaux groupant

utilisateurs, informaticiens et organisateurs. Il contribuera à l'accroissement du professionnalisme des organisateurs en y apportant pragmatisme, sûreté de diagnostic, autonomie et sens de l'équipe. Ce poste s'adresse à un professionnel de l'organisation, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant au minimum cinq ans d'expérience en organisation dont une part significative dans le secteur de l'assurance. Ecrire à P. EVEN en précisant la référence A/D2144M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.54. (PA Minitel 36.15 code PA)



Pour la Vie



Creating Business Advantage

Le Monde *des* Cadres

District de l'agglomération de Montpellier

recrute

INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Situation :

- District de l'agglomération de Montpellier (320 000 habitants) ;
- Services techniques ;
- Grade : Ingénieur subdivisionnaire ;
- Emploi : Direction des transports (6 personnes) ;
- (compétences du service : Transports en commun, infrastructure voirie, jalonement directionnel ;
- en cours d'étude : Un 2^e axe prioritaire de bus, en projet : Un TCSP métro léger ou tramway).

Mission :

- Responsable des chantiers d'infrastructures pour transports ;
- Participation aux études ;
- Relations avec les services municipaux de voirie et les concessionnaires.

Profil :

- Formation ingénieur diplômé TP-Génie civil ;
- Expérience 3 ans minimum de direction de chantiers voirie ou TP ;
- Connaissances approfondies en informatique pratique et dans le fonctionnement d'une collectivité territoriale (procédures administratives et financières) ;
- Qualités personnelles :
 - rigueur et sens de l'organisation ;
 - dynamisme et disponibilité.

Recrutement :

URGENT selon conditions statutaires, mutation ou liste d'aptitude.

Adresser candidature, CV très détaillé, avec photo d'identité, copie des diplômes, le cas échéant, dernier arrêté de carrière à : M. le Président du District de l'Agglomération de Montpellier B.P. 2116, 34026 Montpellier Cedex 01

L'un des tous premiers fabricants mondiaux de produits de conditionnement et d'emballage met en route son unité de production la plus performante du monde de boîtes de boissons. Elle recherche son

ASSISTANT DU DRH

Dans le cadre des axes définis par la Direction des Ressources Humaines et en relation étroite avec la hiérarchie de l'usine, il prendra en charge progressivement l'ensemble de la gestion des ressources humaines (effectif prévu pour 1991 : 200 personnes) : recrutement, gestion prévisionnelle, communication, relations sociales...

Homme de terrain et de dialogue, il possèdera une formation supérieure (Bac + 4/5, Droit, Sciences Eco...) et une première expérience (2 à 4 ans) acquise en milieu industriel.

Anglais souhaitable pour l'évolution ultérieure dans le groupe.

Poste : Ville Nord de la France.

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F/an.

Ecrire sous réf. 238 1840-OM.

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75015 Paris



RESSOURCES HUMAINES

NANTES

Filiée d'un jeune groupe de taille moyenne (400 personnes en France) en fort développement, notre activité de Conseil en Recrutement de Cadres s'appuie sur un important Cabinet, leader en France sur un marché très spécialisé.

Dans le cadre d'une politique de développement régional et d'élargissement de notre compétence à d'autres domaines, nous recherchons pour la Région-Ouest notre

• Directeur d'agence

Consultant expérimenté, vous possédez une expérience confirmée acquise au contact des entreprises de votre région, et vous souhaitez développer des accords de partenariat avec notre groupe. Nous sommes à votre disposition pour vous rencontrer et approfondir nos motivations mutuelles.

Responsable de votre activité, vous bénéficierez d'une large délégation de pouvoir et d'une grande autonomie d'action tout en vous appuyant sur la synergie du groupe (mise à disposition de compétences reconnues et de moyens logistiques).

Conscient des exigences de discrétion attachées à votre démarche, nous vous garantissons la plus grande confidentialité. Nous vous remercions de faire parvenir votre curriculum vitae avec une lettre de motivation à notre conseil : STRUCTURES - 13 rue Auber - 75009 PARIS, sous la référence DAN.

Organisation professionnelle du Bâtiment et des Travaux Publics de la région Rhône-Alpes, nous sommes au service des entreprises pour les conseiller, les assister, les informer dans les domaines technique, financier, économique, social, export... Nous cherchons, à Lyon notre

chargé des affaires économiques

Ayant le goût des contacts, vous participez à l'animation de réunions professionnelles, montrez des opérations de communication, conseillez les adhérents et participez aux études économiques sur le secteur.

De formation supérieure (Sciences Po, Sciences Eco, Droit...), vous avez développé votre culture économique et votre connaissance des entreprises depuis au moins 7 ans dans une entreprise de BTP ou au sein d'un organisme professionnel public ou privé. Rejoignez notre équipe de professionnels dont l'audience est reconnue dans le Rhône.

Ecrivez à Mme C. de LAPORTE, consultante (réf. 1548 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVANT - 69003 LYON
BORDEAUX - PARIS - GRENOBLE - LAAS
NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

DIRECTEUR COMMERCIAL

FORT POTENTIEL

Notre PMI, leader dans son domaine, intégrée avec une complète autonomie dans un groupe de premier plan, a une excellente notoriété et une expansion régulière, CA 250 millions, politique de diversification de produits s'adressant à une clientèle d'exploitants et de négociants agricoles, solide force de vente de 35 commerciaux sur toute la France.

Vous avez une formation d'Ingénieur Agro ou d'école supérieure de commerce, au moins 35 ans, une expérience complète d'une direction commerciale, comprenant à la fois la conception des stratégies et le profil d'un homme de terrain très opérationnel.

En liaison directe avec notre PDG vous aurez une large délégation et pourrez évoluer à moyen terme en fonction de votre réussite et de votre envergure, vers des fonctions de Direction Générale.

Siège social : ville très agréable côte Atlantique. Nombreux déplacements. Rémunération élevée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et le niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE

s/réf. 11805 M CEGOS - Division Recrutement
Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex,
qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

cegos

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Paris

Une société française (CA 220 MF) spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements mécaniques et qui occupe une place de leader en France et dans le monde de par la qualité de ses produits, recherche un DIRECTEUR INDUSTRIEL. En liaison avec la Direction Générale et dans le cadre d'un plan de développement de la société, il sera chargé d'assurer la production dans le respect des conditions de qualité, délais, prix et d'innovation, d'une manière rentable et en fonction des impératifs du marché. Il établira les programmes d'investissements, il gèrera les effectifs et il veillera avec une particulière attention à l'amélioration des produits existants et au développement de nouvelles gammes. Il se tiendra personnellement informé des évolutions technologiques pouvant permettre une amélioration des techniques de production. Ce poste sera confié à un candidat âgé d'environ 40 ans, impérativement de formation ingénieur (Centrale Lyon, AM, ICAM, ECAM, IDN, HEI, ENSCM...) et possédant une dizaine d'années d'expérience de fonction G.E., méthode et fabrication acquise dans une société de l'industrie mécanique en petites et moyennes séries.

Ecrire sous référence 1259 M à :

GRH Conseils

Discretion assurée.

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

Dans 8 grandes villes françaises, nos 35 consultants vont conduire en 1990 plus de 600 recherches de cadres et dirigeants d'entreprises dont les 2/3 par approche directe. Pour renforcer notre équipe à Paris, nous cherchons

une chargée de recherche et de documentation

A 30-35 ans, BAC + 4 ou 5 de préférence (IEP, licence de Sciences Eco., DESS en information et documentation ou MSTSS...), vous avez une bonne connaissance de l'entreprise, si possible dans le monde de la santé, et une expérience réussie du marketing téléphonique.

Venez assister nos consultants dans leurs missions, identifier et approcher cadres et dirigeants, et enrichir notre documentation.

« La chasse de têtes », c'est aujourd'hui un vrai métier.

Ecrivez à Mme E. de VISME, consultante (réf. 5612 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75005 PARIS
BORDEAUX - LYON - GRENOBLE - NANTES
LILLE - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Organisme National de Formation et de Conseil, leader dans le secteur de l'Economie Sociale recherche un

CONSULTANT SENIOR

Nous vous offrons un projet à la mesure de votre passion pour le social et de vos exigences professionnelles :

- devenir le partenaire privilégié des mutations de Collectivités territoriales, parmi les plus innovantes dans leur gestion,
- concrétiser l'intégration de l'économie et du social dans les entreprises de Service Public et dans l'Economie Sociale.

De formation supérieure vous possédez une expérience de plusieurs années dans la formation et le développement des hommes et des organisations, comme consultant ou manager.

Si de plus, vous avez élaboré une réflexion personnelle sur les enjeux des mutations économiques et sociales actuelles... Ecrivez nous vite vos motivations et vos prétentions (sous réf. 342).

Votre dossier sera étudié confidentiellement par SIGMA DEVELOPPEMENT 17/19 rue des Envierges 75020 PARIS.



Société Conseil, filiale du groupe HLM recherche

CONSULTANTS EN MANAGEMENT ET RESSOURCES HUMAINES

Vous aurez à négocier et à conduire des missions d'audit et de conseil dans les organismes HLM, les collectivités locales, les entreprises publiques et privées.

Vous êtes diplômé d'une grande école ou d'une université. Une première expérience en entreprise ou en cabinet conseil serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

CREPA Département Management
4, rue Lord-Byron - 75008 Paris.



RECRUTE

LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES ARTS DÉCORATIFS

Placée sous la tutelle de la Délégation aux Arts Plastiques au Ministère chargé de la Culture, l'école de la rue d'Ulm est un établissement public d'enseignement supérieur qui a pour mission de former des créateurs de haut niveau dans les domaines suivants : communication ; design ; architecture intérieure et scénographie ; image imprimée ; cinéma-vidéo ; photographie et nouvelles technologies de l'image ; art appliqué au cadre de vie.

L'originalité de la formation dispensée réside dans une large interaction des disciplines théoriques et pratiques, complétée par de nombreux stages en entreprises et des échanges réguliers avec les écoles étrangères.

Le directeur est responsable du fonctionnement pédagogique, administratif et financier de l'établissement. Il est en outre chargé d'en assurer le rayonnement artistique au plan national et international, de développer les relations avec les milieux de la recherche scientifique et universitaire ainsi qu'avec l'ensemble des secteurs professionnels concernés par ses activités.

Les candidatures et les CV sont à envoyer avant le 15 juin 1990 à la Délégation aux Arts Plastiques, 27, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, à l'attention de M. SUZZARELLI.

Apportez à notre salle des marchés votre expérience du trading "obligations Françaises"

Notre Banque recrute

UN JEUNE OPERATEUR (H/F)

- responsable du développement de l'intermédiation obligataire au profit d'une CLIENTÈLE D'INSTITUTIONNELS,

- appelé à participer à la gestion du PORTEFEUILLE DE LA BANQUE et de son endettement obligataire.

- Vous avez de 26 à 30 ans.
- Vous êtes de formation supérieure.
- Vous maîtrisez la langue anglaise.
- Vous avez nécessairement une expérience minimum de 2 ans sur le marché obligataire domestique (Banque ou Société de Bourse).
- Vous avez à la fois les qualités d'un commerçant et celles d'un gestionnaire rigoureux.

Si cette offre vous intéresse, envoyez sous référence 4331, lettre de candidature manuscrite, curriculum-vitae et photo à :

SURSCOT 108 rue Saint-Honoré, 75001 PARIS, qui transmettra.

المجلة

A trente ans, prendre une direction marketing-développement dans le cosmétique.

Un parcours sans faute, une grande école, cinq années de marketing grande conso... la ligne droite, quoi. Et, à présent, l'envie de rejoindre une structure légère et dynamique où agir avec créativité et autonomie. Avec, en plus, des perspectives.

Notre groupe pèse 500 millions de francs, dont 220 en France, réalisés dans les circuits professionnels et en grande distribution. C'est pour notre gamme "grand public" que nous créons le poste, axé sur les aspects stratégie, développement, communication et à vocation internationale. Vous animerez une équipe de 4 personnes et orienterez les travaux du service Recherche et Développement (30 personnes).

Nous avons confié à Elizabeth Morin, associée de Sirca, le soin de nous assister dans cette recherche. Elle vérifiera avec vous votre adéquation à ce poste qui exige implication, finesse, sens du marché et, bien sûr, une pratique opérationnelle de l'anglais. Merci de lui écrire au 140, Bd Haussmann - 75008 Paris, sous référence 141 531 LM en précisant votre rémunération actuelle. Le poste est basé à Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

Filiale de REDLAND AGGREGATES, l'un des tous premiers producteurs mondiaux de matériaux de construction, REDLAND GRANULATS représente en FRANCE déjà 400 personnes, 30 sites et un tonnage multiplié par 8 en moins d'un an. La mise en place progressive de nos structures, nous amène à créer à LYON un poste de :

Directeur Régional

En accord avec la politique générale du groupe, vous vous impliquerez totalement dans la gestion commerciale, foncière et technique et dans le développement de votre région (actuellement 3 sites, 2 millions de tonnes).

Vous êtes du métier, ou vous vous en approchez. Bon gestionnaire, homme d'action et de dialogue, vous saurez rapidement vous intégrer à une équipe de direction motivée, et fédérer auprès des responsables de sites un courant stimulant.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence M02/8 à la :

Direction des Ressources Humaines
Cité DESCARTES - 6 allée Lorentz
77436 CHAMPS SUR MARNE



GROUPES DE SOCIÉTÉS DE PRESTATIONS DE SERVICES, COTÉ EN BOURSE

recherche son

DIRECTEUR D'EXPLOITATION pour la Province

POSTE BASÉ :
Région Parisienne, avec fréquents déplacements de courte durée dans une douzaine de villes de Province.

LE POSTE COMPORTE :
LA DIRECTION D'UNE VINGTAIN D'UNITES DE GESTION décentralisées (environ 100 personnes au total)

LA FONCTION EXIGE :
Le Sens des Relations Humaines et de l'Organisation, l'Aptitude à négocier avec les Administrations, le Goût des Problèmes techniques et l'expérience.

LE POSTE CONVIENTRAIT :
Particulièrement à un Ingénieur de 45 à 50 ans, ayant exercé par exemple, des fonctions de Direction d'Agence d'une Entreprise du BTP et ayant une connaissance de l'immobilier.

Adresser C.V. + prétentions (Réf. : SP)
S.L.P. PUBLICITE
11, rue d'Uzès - 75002 PARIS
(qui transmettra).

Une mission hautement stratégique chez H.P. Le recrutement de nos forces vives !

CONSULTANT EN RECRUTEMENT

HEWLETT-PACKARD : L'un des principaux leaders en informatique et le n°1 mondial du test et de la mesure. En France, c'est 3800 personnes, un CA de 7,5 milliards de Francs et un rythme de croissance de plus de 25 % par an. Notre richesse : les hommes et les femmes HP, vous excellents professionnels dans leur domaine.

Notre force : une culture d'entreprise forte et moderne bâtie autour du "HP Way", une manière d'être et d'agir qui favorise l'épanouissement individuel dans un cadre convivial.

Aujourd'hui notre service recrutement, au service de chacun dans l'organisation, renforce son équipe.

Nous recherchons un consultant en recrutement, de formation supérieure (Bac + 4 minimum), avec une expérience significative de 2 ou 3 ans acquise dans le domaine des secteurs de pointe. Doté de réelles qualités de contact et d'écoute, le candidat saura démontrer son aptitude à travailler vite et de façon organisée. Il devra aussi maîtriser l'anglais.

Ses missions :

- analyser les besoins de nos différents départements et mettre en place les actions appropriées (PA, approche directe, mailing...)
- sélectionner les meilleurs candidats, principalement lors d'entretiens.
- être en permanence à l'écoute de notre organisation et proposer de nouvelles méthodes de travail ou actions.

Ses atouts :

- une responsabilité totale sur ses dossiers,
- des moyens d'action adaptés,
- la possibilité de s'intégrer dans une équipe de travail où priment la qualité et l'efficacité,
- de réelles possibilités d'évolution au sein de la Direction du Personnel ou dans les autres domaines (vente, marketing, administration).

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo et lettre) en rappelant la référence REC/LM/HC à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.



HEWLETT PACKARD

SOCIÉTÉ LEADER DE CONSEIL EN DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE, recherche

chef de projets/études (HEC, IEP, DEA, ESCA...)

30/35 ans. Expérience tourisme appréciée (collectivités locales et privés). Anglais courant. Adresser Curriculum-Vitae et photo à : HIL CONSEIL, 11, Parc Club du Millénaire - 34036 MONTPELLIER Cedex.

Enseignants

dans les domaines suivants :

- COMPTABILITÉ/FINANCE/ECONOMIE
- GESTION INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE
- MANAGEMENT ET SCIENCES HUMAINES
- MANAGEMENT STRATÉGIQUE
- MARKETING
- SYSTÈMES D'INFORMATION



Groupe E.S.C. GRENoble
membre de la Conférence des Grandes Ecoles, en phase de croissance rapide, recherche pour contribuer à son développement des ENSEIGNANTS

Outre l'enseignement, le candidat pourra postuler à des fonctions de recherche ou de management.

Vous avez un doctorat, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de gestion ou d'ingénieurs française ou étrangère.

Vous avez une expérience professionnelle de cadre d'entreprise, de consultant ou de formateur.

Vous avez rejoint une équipe dynamique.

Merci d'adresser votre candidature à :

Monsieur Thierry GRANGE

Groupe E.S.C. Grenoble

BP 127 - 38003 GRENoble Cedex.



Dans un environnement de qualité, venez contribuer au développement du professionnalisme de notre banque.

NOUS RECHERCHONS :

- LE DIRECTEUR D'UN GROUPE D'AGENCES
- DES DIRECTEURS D'AGENCE ET ADJOINTS
- DES ATTACHÉS COMMERCIAUX CLIENTÈLE PROFESSIONNELLE
- LE RESPONSABLE DU SERVICE DES ENGAGEMENTS

NOUS DEMANDONS :

- Dynamisme, compétence, rigueur
- Capacité à animer
- Expérience bancaire confirmée
- Sens de la communication
- Une forte implication dans le développement de l'entreprise.

Adresser votre candidature, lettre manuscrite, photo, C.V., rémunération actuelle à : M. le Directeur général de la Caisse d'épargne du Cantal, 2, rue du Président-Delors, BP 127, 15001 AURILLAC.

CAISSE D'ÉPARGNE DU CANTAL

Total bilan : 2 milliards, 17 points de vente.

UN ORGANISME PUBLIC RECHERCHE POUR SON PRÉSIDENT

Attaché de presse

Ce poste, basé à Paris, nécessite une bonne connaissance des milieux français et si possible européens, ainsi qu'une grande aisance relationnelle pour des contacts de haut niveau.

Vous devrez assister le Président dans la préparation de ses propres interventions tant sur le plan technique qu'institutionnel. De formation supérieure, vous pouvez justifier d'une expérience dans une fonction similaire. Vous êtes disponible et enthousiaste, capable de rigueur et de souplesse à la fois.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à :

TRADES Publicité, 8, rue du Marché-Populaire 75011 Paris, qui transmettra.

District de l'agglomération de Montpellier recrute

CHARGÉ DE MISSION « DÉPLACEMENTS-TRANSPORTS »

Situation :

- District de l'agglomération de Montpellier (320 000 habitants) ;
- Services techniques ;
- Grade : Ingénieur ou chargé de mission ;
- Emploi : Direction des transports (6 personnes) ;

(compétences du service : Transports en commun, Infrastructures voirie, Jalonnement directionnel ; en cours d'études : Un 2^e axe prioritaire de bus, en projet : Un TCSP métro léger ou tramway).

Missions :

- Secondaire le directeur des transports pour l'organisation et la gestion des transports en commun, la définition des projets et le déroulement des études ;
- Assurer les relations avec la société exploitante (SMTU) pour les évolutions de réseau.

Profil :

- Formation ingénieur ou autre formation supérieure ;
- Age : 30 ans minimum ;
- Expérience : 3 ans minimum, de préférence dans la fonction publique dans le domaine des transports ;
- Connaissances solides en organisation et gestion des transports en commun en milieu urbain ;
- Connaissances générales en urbanisme ;
- Connaissances approfondies en informatique pratique et dans le fonctionnement d'une collectivité territoriale (procédures administratives et financières) ;
- Qualités particulières :
 - rigueur et sens de l'organisation ;
 - dynamisme et disponibilité.

Le poste demande une implication personnelle à l'élaboration des études.

Adresser candidature, CV très détaillé, avec photo d'identité, copie des diplômes, le cas échéant, dernier arrêté de carrière à :

M. le Président du District de l'Agglomération de Montpellier

B.P. 2116, 34026 Montpellier Cedex 01



Notre société d'aujourd'hui 1000 collaborateurs et bientôt 1 Milliard de CA. Présents sur de nombreux aéroports, nous exerçons principalement deux métiers, la restauration et le commerce de produits haut de gamme. Notre siège parisien recherche pour sa direction du développement un

CHEF DE PROJET HEC - ESSEC - MBA

Après formation aux spécificités de nos professions en milieu aéroportuaire, vous participez à l'élaboration de notre stratégie et à la réalisation de nos objectifs. En relation avec des partenaires de haut niveau intervenant sur ce marché, vous recherchez et étudiez les opportunités de développement en France et à l'étranger. Vous assurez ensuite l'ensemble des étapes conduisant à la mise en œuvre : aspects marketing, juridiques, puis montage financier et lancement opérationnel. Ce poste requiert une formation Grande Ecole, une bonne culture internationale, notamment anglo-saxonne, une expérience de 3/4 ans dans l'implantation de structures à l'étranger et une personnalité à très fort potentiel.



Merci de confier votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, salaire actuel) sous la référence SAR 1 LM à - HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57 rue des Mathurins 75008 PARIS. Téléphone : 42 65 38 39.

La Ville de Clichy-la-Garenne
50 000 habitants en expansion

RECRUTE

1 CHARGÉ DE MISSION A L'ENVIRONNEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT URBAIN

MISSION :

- Mise en place d'une politique d'environnement urbain s'intégrant dans une politique globale d'urbanisme ;
- Définition et gestion des moyens techniques pour lutter contre toutes les nuisances urbaines.

PROFIL :

Collaborateur direct du Maire : ce poste exige une formation supérieure de haut niveau (Ingénieur, architecte, diplômé universitaire en urbanisme et écologie) ainsi qu'une expérience permettant d'appréhender de manière concrète et rapide la fonction.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à :
Monsieur le Maire
Conseiller général
Hôtel de Ville - 92110 Clichy-la-Garenne.

Une importante et dynamique collectivité territoriale
de la région Poitou-Charentes

CHERCHE

SON RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

(550 agents)

Attaché Principal de la fonction publique territoriale ou équivalent, vous avez une trentaine d'années et êtes passionné par tout ce qui concerne les relations humaines et le management.

Vous êtes convaincu que l'initiative publique peut devenir entrepreneur et compétitive en favorisant le développement professionnel des agents. Vous avez envie de relever ce défi...

Rémunération : + ou - 170 000 F/an.

Envoyer candidature manuscrite + C.V. à :
Réf. 341, ISL Conseil
175, rue du Chevaleret, 75013 Paris.

La Ville de Clichy-la-Garenne
50 000 habitants en expansion

recherche

au sein de la Direction de la Communication

UN COLLABORATEUR

chargé des Relations PRESSE-MÉDIAS, amené à travailler en liaison directe avec le Maire et la Municipalité.

PROFIL :

Ce collaborateur aura une expérience en agence publicitaire ou dans une société de communication, un organe de presse, et aura établi un large éventail de contacts avec le milieu PRESSE-COMMUNICATION. La connaissance de ce milieu et l'expérience seront plus déterminantes que la formation (universitaire, commerciale, publicitaire, etc.).

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à :
Monsieur le Maire
Conseiller général
Hôtel de Ville, 92110 Clichy-la-Garenne.

Le Monde *de la* Fonction Commerciale

DIRECTEUR COMMERCIAL INGENIEUR GRANDE ECOLE

ROUEN

Une P.M.E. en forte expansion (175 personnes, CA 70 MF), leader dans la fabrication de ressorts de haute technologie, recherche son Directeur Commercial. De formation Ingénieur (ENSAM, ICAM ou équivalent) avec, si possible, une spécialisation en gestion - commerce, il possèdera de 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine commercial. Après une période de familiarisation avec l'activité de la société, il prendra en charge l'ensemble de la fonction commerciale et notamment les grands comptes, l'administration des ventes, la négociation des achats de matières premières etc... et animera une équipe de 15 personnes dont 9 commerciaux. Ce poste comporte une rémunération motivante, des déplacements courts et fréquents en France et à l'étranger et nécessite de parler couramment anglais et, si possible, allemand.

IDL

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 212 LM à
IDL CONSEIL 54, rue du Docteur Oursel - BP. 275 - 27002 EVREUX CEDEX.

CONSTRUCTEUR ET LEADER MONDIAL RECONNU DE MATERIEL ELECTROMECHANIQUE

RECHERCHE DES

INGENIEURS D'AFFAIRES

Vous allez vendre un NOUVEAU CONCEPT de BIENS D'EQUIPEMENT CLES EN MAIN associant le commerce et la construction.

A 35/40 ans environ, vous avez une solide formation de base (BAC + 3...) et une grande rigueur à de bonnes connaissances du bâtiment.

Très disponible pour de fréquents déplacements sur votre secteur géographique, vous résidez de préférence à Paris ou en région Parisienne.

Outre le statut cadre et un salaire motivant (fixe, primes, frais...) vous bénéficierez d'une voiture de société et d'avantages liés à une société mondialement réputée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt. s/réf. 18527 à CONTESSÉ PUBLICITE, 38, rue de Villier, 92632 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

ISOVER SAINT-GOBAIN

N°1 français et européen de l'isolation thermique et acoustique

Pour notre division spécialisée dans le lancement et la commercialisation de produits innovants à dominante technologique, nous recherchons un :

Ingénieur commercial

Rattaché au Directeur des Applications Nouvelles, vous aurez à développer la vente de produits existants ou à participer au lancement de produits nouveaux. Votre clientèle est internationale (G.B., Allemagne, France...) et dans des secteurs variés (Aéronautique, Chimie, Automobile...). Nous souhaitons rencontrer un INGENIEUR ENSEI ou équivalent

avec une expérience de 4 à 5 ans dans la vente de produits industriels. La maîtrise de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand est souhaitée. Votre sens de la communication, votre goût de l'autonomie et vos capacités d'initiative vous permettront d'évoluer au sein de notre Groupe.



Merci, si vous vous sentez concernés, d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. et prétentions) sous référence A/05/14 à notre Conseil. Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS,
52, rue de la Fédération
75015 PARIS

SAINT-GOBAIN

VENDRE LA COMMUNICATION DE RECRUTEMENT

Paris

H/F

C'est ce que nous vous proposons.

Vous intégrerez notre équipe commerciale qui a la charge de gérer et développer une large clientèle (Industrie, Distribution, Services...) et qui intervient auprès de Décideurs de haut niveau : Direction Générale, Marketing, Ressources Humaines, etc.

ESC, CELSA ou équivalent, vous avez une première expérience de vente dans les Services (PUB, PRESSE, TRAVAIL TEMPORAIRE...) et souhaitez évoluer pour être reconnu comme un véritable professionnel de la Communication.

Totale confidentialité garantie.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo sous réf. 5662 à notre Conseil ou transmettez-le par Minitel en composant le 3616 Code CV PLUS.



Resources & Développement



Le Monde *de la* Fonction

Service

Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service

Service

Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service

Service

Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service

Service

Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service

Service

Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service

Service

Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service

Service

Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service

Service

Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service

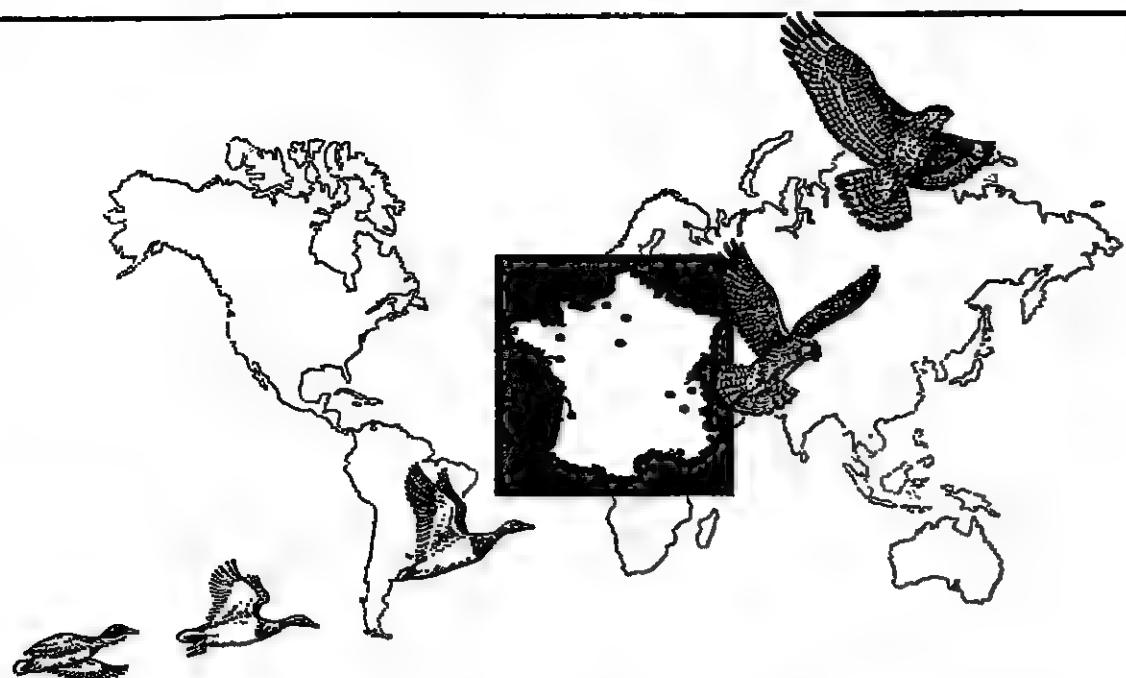
Service

Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service
Le Monde de la Fonction
Service

Service

ALLIEZ VOTRE TALENT COMMERCIAL A NOTRE SAVOIR-FAIRE TECHNIQUE

Le Monde de la Fonction Commerciale



SOPRA VOUS OUVRE L'AVENIR...

Sopra est un acteur majeur de l'ingénierie informatique. La reconnaissance de son savoir-faire, Sopra la doit aux hommes de talent qui l'ont rejointe pour créer, construire, imaginer, développer, conquérir... et partager les valeurs de rigueur, d'exigence méthodologique, de qualité, d'excellence professionnelle.

Directeurs d'agences, ingénieurs commerciaux, si ce sont vos valeurs, ne restez pas spectateurs. Contactez-nous : SOPRA - Direction des Ressources Humaines - 3, rue Lauriston 75116 Paris.

Toute la rigueur que l'on attend d'une SSII

SOPRA.
Ingénierie Informatique

JEUNES SUP DE CO : EXERCEZ VOTRE DROIT A LA RESPONSABILITE

Notre Groupe figure parmi les leaders du secteur des assurances avec un CA de 8 milliards de F. Cette réussite repose sur une politique commerciale innovante, mise en œuvre sur le terrain par des hommes d'initiative et de développement qui seront nos décideurs de demain.

ENCADRER, après une formation complète à nos produits et techniques, un réseau de 20/25 agents généraux.
ANIMER et développer l'action commerciale, de l'étude de marché locale à la réalisation des plans d'action marketing.
ORGANISER l'évolution de votre secteur et assurer notre présence sur le terrain.
OPTIMISER les résultats financiers et techniques de votre réseau.
FORMER en permanence vos agents sur les plans techniques et commerciaux.
Telles sont les missions de nos

Managers commerciaux

A 23/28 ans, de formation commerciale supérieure (BAC + 4), vous possédez l'esprit d'initiative, l'autonomie, le sens des Responsabilités et les capacités de Développement qui feront de vous les moteurs de notre croissance et de votre évolution au sein de notre Groupe.
Postes à pourvoir dans toute la France, mobilité géographique indispensable.
Adressez vos lettres de candidature, CV, prétentions et photo, sous référence 56 L2, à C. Bricard, PHL Conseil, 114 rue La Boétie, 75008 Paris.



Filiale d'un groupe industriel de premier plan, leader en Europe sur des marchés de haute technologie, nous réalisons plus de 50% de notre C.A. à l'export. Afin de poursuivre notre expansion au niveau international, nous recherchons :

NE VOUS LAISSEZ PAS DISTANCER...

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL
(360 KF+) réf. 23 A COM

Sa mission sera d'assurer la promotion de plusieurs gammes de produits en France et à l'étranger sous les aspects Vente et Marketing.
35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (grande école d'ingénieur ou de commerce type HEC/ESSEC/ESCP/MBA) vous possédez impérativement une expérience réussie d'encadrement.
Gestionnaire ou administratif s'abstenir ! L'homme de la situation devra d'abord être un animateur possédant de réelles qualités relationnelles.

2 INGENIEURS COMMERCIAUX EXPORT
(250 - 300 KF) réf. 23 A ICE

Ingénieur de formation (école généraliste ou à dominante électronique), fort d'une expérience commerciale réussie, vous avez peut-être le sentiment qu'on n'utilise pas toutes vos compétences... Si vous voulez prendre des responsabilités accrues, si vous maîtrisez l'anglais et êtes opérationnel en Allemand et/ou Espagnol, rencontrons-nous, nous saurons vous faire partager notre motivation.

Ces deux postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 76541 (en précisant la référence du poste) à CONTESSA - 38 rue de Villiers 92532 Levallois-Perret cedex qui transmettra.

FORMATION PROFESSIONNELLE

DEVENEZ

ARCHITECTE DE SYSTEMES D'INFORMATION CONCEPTEUR CHEF DE PROJET COORDONNATEUR

AUX-EN-PROVENCE

SYSTEMIA

Ecole des Mines d'Alès

la liaison permanente entre les entreprises et l'enseignement supérieur

MASTERE SPECIALISE

SYSTEMES D'INFORMATION et INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un an de formation de haut niveau (6 mois de cours, 6 mois de stage aux nouvelles technologies de l'informatique (même Promotion))

Admission : diplômés des Grandes Ecoles d'ingénieurs, de Gestion ou d'Universités (Bac + 5), cadres en activité, sur dossier, entretien et jury d'admission.
Dépôt des dossiers avant le 30 JUIN 1990

Renseignements : Catherine PARET (04 42 24 24 84 - SYSTEMIA Domaine St-Nicolas, Pichon, Les Milles, 13290 Aix-en-Provence

EXPERTISE EN INFORMATIQUE DE GESTION

DIPLOME DE L'UNIVERSITE PARIS-DAUPHINE

■ FORMATION : 11 mois dont un stage de 2 mois en entreprise : cursus pluridisciplinaire d'informatique et de gestion conduisant aux fonctions de chef de projet, consultant ou concepteur de systèmes d'information (ouverte aux salariés bénéficiant d'un congé individuel de formation).

■ ADMISSION : Bac + 4 et expérience professionnelle.

■ SÉLECTION : juin 1990

■ INFORMATION : Brigitte VICTOIRE

Tél. (1) 47 27 27 04 U.F.R. Informatique de Gestion.

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE

Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 Paris Cedex 16

COMITE FORME フランス-日本工業技術協会 SOCIÉTÉ FRANCO-JAPONAISE DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES

STAGES DE FORMATION AU JAPON

Le COMITÉ FORME organise six stages d'une durée de 24 mois au Japon. Ces stages, qui comportent une période de 6 mois d'études intensives en japonais, 12 mois de recherches en laboratoire d'Etat ou universitaire et 6 mois dans l'industrie, sont destinés à des ingénieurs salariés d'entreprises françaises.

PROFIL : Ingénieurs ou chercheurs salariés ayant une expérience industrielle.

DOMAINE : Sciences et techniques appliquées à l'industrie.

DÉPARTS : Automne 1990 - Printemps 1991.

Contact : COMITÉ FORME
11, rue Hamelin, 75763 PARIS CEDEX 16
Tél. : 47-27-21-87

Vous êtes diplômé(e) Bac + 4 ans en Economie, Droit, Langues, Sciences, Pharmacie, Médecin, ou Grandes Ecoles.
SOJUF INTERNATIONAL
vous donne l'opportunité d'obtenir un emploi de responsabilités dans une grande entreprise, après avoir suivi, en alternance, une formation de 3ème cycle gratuite et rémunérée :
Master de Gestion Internationale du Personnel
Envoyer CV à : SOJUF-INTERNATIONAL 28 rue du Plateau 75019 PARIS

EXPERT EUROPEEN EN FORMATION

UN NOUVEAU MÉTIER

EN FORMATION

Le Département d'Education Permanente de Paris-Dauphine inaugure un cycle de Formation professionnelle supérieure "Expert Européen en Formation".

L'objectif vise à étendre aux situations communautaires le champ d'application des compétences-clés des professionnels de la formation : analyse des situations, conception et mise en œuvre de projets, conseil et partenariat.

Durée : 1 an à temps plein.

Sanction : Diplôme Universitaire de Formateur d'Adultes (DUFA) mention "Expert Européen en Formation".

Conditions requises :

- Diplôme de 2ème cycle ou équivalent

- 3 années d'expérience professionnelle dans le champ de la formation des adultes

- Connaissance de deux langues étrangères dont l'anglais parlé et écrit

Date limite de dépôt des dossiers : 30 juin 1990

Renseignements et retrait des dossiers - Michèle Marchand - Tél. : 47.27.28.37 - Place du maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 Paris Cedex 16

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE

DEPARTEMENT D'EDUCATION PERMANENTE

INTERIMAIRES MANPOWER : PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

Vous êtes parmi les 3731 ayants droit à une participation aux bénéfices

Vous êtes parmi les 3731 ayants droit à une participation aux bénéfices

MANPOWER

Le Monde Cadres

CAMPANILE CHIES CONSEIL

recherche pour le secteur de l'équipement

un coordinateur DSU-DSO

un chef de projet DSO

un ingénieur de conception

un ingénieur de montage

un ingénieur de maintenance

un ingénieur de contrôle

un ingénieur de qualité

un ingénieur de sécurité

un ingénieur de formation

un ingénieur de recherche

un ingénieur de développement

un ingénieur de marketing

un ingénieur de vente

un ingénieur de service

un ingénieur de logistique

un ingénieur de production

un ingénieur de gestion

un ingénieur de planification

un ingénieur de contrôle de gestion

un ingénieur de comptabilité

un ingénieur de trésorerie

un ingénieur de fiscalité

un ingénieur de droit

un ingénieur de psychologie

un ingénieur de sociologie

un ingénieur de philosophie

un ingénieur de littérature

un ingénieur de langues

un ingénieur de mathématiques

un ingénieur de sciences

un ingénieur de technologie

un ingénieur de physique

un ingénieur de chimie

un ingénieur de biologie

un ingénieur de médecine

un ingénieur de pharmacie

un ingénieur de dentisterie

un ingénieur de vétérinaire

un ingénieur de nutrition

un ingénieur de sport

un ingénieur de musique

un ingénieur de danse

un ingénieur de théâtre

un ingénieur de cinéma

un ingénieur de télévision

un ingénieur de radio

un ingénieur de presse

un ingénieur de publicité

un ingénieur de communication

مكتبة

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CFC
GROUPEMENT
POUR LE FINANCEMENT
DE LA CONSTRUCTION

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
Obligations 11,50 % mai et juillet 1985

Les intérêts courus du 3 juin 1989 au 2 juin 1990 seront payables à partir du 3 juin 1990, à 517,50 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source au taux de 11,50 % (montant brut : 575 F).

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, le complément libératoire sera de 28,72 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 11,50 F, faisant ressortir un net de 477,22 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations à taux révisable trimestriel
décembre 1988 (tranche A)

Les intérêts courus du 15 mars 1990 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 268,38 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 40,25 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 5,36 F, faisant ressortir un net de 22,77 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations à taux révisable trimestriel
décembre 1988 (tranche B)

Les intérêts courus du 15 mars 1990 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 134,19 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 20,12 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,68 F, faisant ressortir un net de 11,39 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations à taux révisable trimestriel
janvier 1989

Les intérêts courus du 15 mars 1990 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 267,12 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 40,07 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 5,34 F, faisant ressortir un net de 11,71 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations à taux variable mai 1989

Les intérêts courus du 29 mai 1989 au 28 mai 1990 seront payables à partir du 29 mai 1990 à 1 018,65 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 152,79 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 20,36 F, faisant ressortir un net de 150,50 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

FINANCE-Obligations octobre 1989

Les intérêts courus du 14 juin 1989 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 134,19 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 20,12 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,68 F, faisant ressortir un net de 11,39 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 13,70 % juin 1984

Les intérêts courus du 18 juin 1989 au 17 juin 1990 seront payables à partir du 18 juin 1990 à 616,50 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source au taux de 13,70 % (montant brut : 685 F).

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, le complément libératoire sera de 34,21 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,70 F, faisant ressortir un net de 568,59 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations juin 1984 à taux révisable
(soit 8,97 % pour 1990)

Les intérêts courus du 18 juin 1989 au 17 juin 1990 seront payables à partir du 18 juin 1990 à 483,65 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source au taux de 8,97 % (montant brut : 448,50 F).

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, le complément libératoire sera de 22,40 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,96 F, faisant ressortir un net de 372,29 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable
février, mars et juin 1988

Les intérêts courus du 15 mars 1990 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 554,46 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 81,16 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 11,08 F, faisant ressortir un net de 49,73 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
octobre 1988

Les intérêts courus du 15 mars 1990 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 541,82 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 81,27 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,82 F, faisant ressortir un net de 49,73 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
mai 1989 (PIBOR 0,15 %)

Les intérêts courus du 15 mars 1990 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 541,82 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 81,27 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,82 F, faisant ressortir un net de 49,73 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
mai 1989 (PIBOR 0,25 %)

Les intérêts courus du 15 mars 1990 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 536,76 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 80,51 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,72 F, faisant ressortir un net de 45,53 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
juillet 1989

Les intérêts courus du 15 mars 1990 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 536,76 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 80,51 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,72 F, faisant ressortir un net de 45,53 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
juillet 1989

Les intérêts courus du 15 mars 1990 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 270,91 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 40,03 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 5,40 F, faisant ressortir un net de 224,88 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations à taux révisable trimestriel
novembre 1989

Les intérêts courus du 15 mars 1990 au 13 juin 1990 seront payables à partir du 14 juin 1990 à 272,18 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 40,25 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 5,44 F, faisant ressortir un net de 223,92 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'énergie 3 %
à intérêt complémentaire variable remboursables
avec prime
(Indemnisation Électricité de France-Gaz de France)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1989 au 31 mai 1990 seront payables à partir du 1^{er} juin 1990 contre détachement du coupon n° 42 ou estampillage du certificat nominatif à raison de :

116,66 F net par obligation de 100 F, après une retenue à la source de 12 % (soit un avoir fiscal de 13,91 F (montant global : 132,57 F) ;
58,33 F net par obligation de 50 F, après une retenue à la source de 12 % (soit un avoir fiscal de 6,96 F (montant global : 66,29 F) ;
11,67 F net par dixième d'obligation de 10 F, après une retenue à la source de 12 % (soit un avoir fiscal de 1,39 F (montant global : 13,27 F).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prêt à terme forfaitaire.

A compter de la même date :

les 343 593 titres de 100 F sortis au tirage du 26 avril 1990 et compris dans les séries de numéros 391 514 à 396 306, 414 908 à 432 119 et 451 139 à 454 642 cessent de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 40 au 1^{er} juin 1991 attaché, à 3 726,30 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement ;

les 40 titres de 50 F sortis au tirage du 26 avril 1990 et compris dans la série 401 334 à 401 367 et portant en plus les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J et K cessent de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 40 au 1^{er} juin 1991 attaché, à 3 726,30 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement ;

les 305 titres de 10 F sortis au tirage du 26 avril 1990 et compris dans la série 408 673 à 408 731 et portant en plus l'une des lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J et K cessent de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 40 au 1^{er} juin 1991 attaché, à 3 726,30 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement ;

Le montant de la retenue à la source restituable aux porteurs résidents hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiaires de conventions internationales contre les doubles impositions s'élève à :

sur le coupon n° 39 :
15,9093 F par obligation de 100 F nominal ;
7,9547 F par demi-obligation de 50 F nominal ;
1,5909 F par dixième d'obligation de 10 F nominal ;

sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 26 avril 1990) :

49,4493 F par obligation de 100 F nominal ;
24,7247 F par demi-obligation de 50 F nominal ;
4,9449 F par dixième d'obligation de 10 F nominal ;

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations Caisse nationale de l'énergie 3 %
à intérêt complémentaire variable
remboursables avec prime
(Indemnisation Électricité de France-Gaz de France)

Les intérêts courus du 1^{er} juin 1989 au 31 mai 1990 seront payables à partir du 1^{er} juin 1990 contre détachement du coupon n° 39 ou estampillage du certificat nominatif à raison de :

116,66 F net par obligation de 100 F, après une retenue à la source de 12 % (soit un avoir fiscal de 13,91 F (montant global : 132,57 F) ;
58,33 F net par obligation de 50 F, après une retenue à la source de 12 % (soit un avoir fiscal de 6,96 F (montant global : 66,29 F) ;
11,67 F net par dixième d'obligation de 10 F, après une retenue à la source de 12 % (soit un avoir fiscal de 1,39 F (montant global : 13,27 F).

Pour ces obligations, les personnes domiciliées en France ou dans les départements d'outre-mer n'ont pas droit à l'option pour le prêt à terme forfaitaire.

A compter de la même date :

les 25 titres de 100 F sortis au tirage du 26 avril 1990 et compris dans les séries de numéros 391 514 à 396 306, 414 908 à 432 119 et 451 139 à 454 642 cessent de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 40 au 1^{er} juin 1991 attaché, à 3 726,30 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement ;

les 40 titres de 50 F sortis au tirage du 26 avril 1990 et compris dans la série 401 334 à 401 367 et portant en plus les lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J et K cessent de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 40 au 1^{er} juin 1991 attaché, à 3 726,30 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement ;

les 305 titres de 10 F sortis au tirage du 26 avril 1990 et compris dans la série 408 673 à 408 731 et portant en plus l'une des lettres A, B, C, D, E, F, G, H, J et K cessent de porter intérêt et seront remboursables contre remise des titres, coupon n° 40 au 1^{er} juin 1991 attaché, à 3 726,30 F déduction faite de la retenue à la source de 12 % sur la prime de remboursement ;

Le montant de la retenue à la source restituable aux porteurs résidents hors de France ou des départements d'outre-mer et bénéficiaires de conventions internationales contre les doubles impositions s'élève à :

sur le coupon n° 39 :
15,9093 F par obligation de 100 F nominal ;
7,9547 F par demi-obligation de 50 F nominal ;
1,5909 F par dixième d'obligation de 10 F nominal ;

sur la prime de remboursement (titres désignés par le tirage au sort du 26 avril 1990) :

49,4493 F par obligation de 100 F nominal ;
24,7247 F par demi-obligation de 50 F nominal ;
4,9449 F par dixième d'obligation de 10 F nominal ;

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR
Obligations à taux variable 1981
(application du taux minimum prévu au contrat
soit 11 %)

Les intérêts courus du 25 mai 1989 au 24 mai 1990 seront payables à partir du 25 mai 1990 à 666 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source au taux de 11 % (montant brut : 550,00 F).

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, le complément libératoire sera de 27,47 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 11,00 F, faisant ressortir un net de 456,53 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations 14,80 % mai 1983

Les intérêts courus du 6 juin 1989 au 5 juin 1990 seront payables à partir du 6 juin 1990 à 666 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source au taux de 14,80 % (montant brut : 740 F).

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, le complément libératoire sera de 39,96 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,80 F, faisant ressortir un net de 614,24 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR

Obligations à taux variable mai 1983
(soit 9,27917 % pour 1990)

Les intérêts courus du 6 juin 1989 au 5 juin 1990 seront payables à partir du 6 juin 1990 à 617,56 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source au taux de 9,27917 % (montant brut : 463,96 F).

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, le complément libératoire sera de 23,17 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,26 F, faisant ressortir un net de 385,13 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 16,90 % juin 1982

Les intérêts courus du 2 juin 1989 au 1^{er} juin 1990 seront payables à partir du 2 juin 1990 à 745,5 F par titre de 500 F après une retenue à la source au taux de 16,90 % (montant brut : 84,50 F).

En cas d'option pour le prêt à terme forfaitaire, le complément libératoire sera de 27,47 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 11,00 F, faisant ressortir un net de 70,13 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été désignés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-559 du 2 mai 1983) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

baill
investissement

L'assemblée générale réunie le 30 mai 1990 a approuvé les comptes de l'exercice 1989 qui ont dégagé un bénéfice net de 235 530 000 francs en augmentation de 10 % sur celui de l'exercice 1988. L'activité de location simple contribue pour 59 %, soit 139 275 000 francs, à ce résultat, et celle de crédit-bail pour 41 %, soit 96 255 000 francs.

L'assemblée a décidé la mise en paiement le 10 juillet d'un dividende de 70 francs par action contre 64 francs l'année précédente, soit une augmentation de 9,3 %. Ce dividende sera versé aux 3 053 554 actions composant le capital, les actions s'étant accrues de 168 696 au cours de l'exercice à la suite de la transformation en actions du dividende versé en 1989.

Les autorisations usuelles accordées au conseil pour émettre des emprunts obligataires des obligations couvertes au capital et des obligations à bons de souscription d'actions ont par ailleurs été renouvelées.

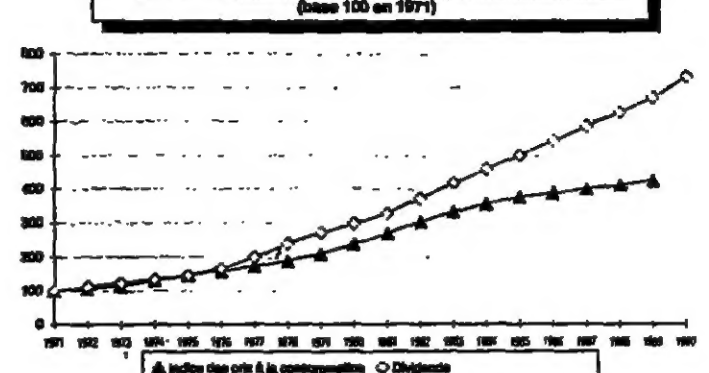
Le président, M. Maurice Gontier, dans l'allocation prononcée au cours de l'assemblée qui marquait le terme statutaire de son mandat, a retracé l'évolution et le développement de la société qu'il a animée depuis sa création.

D'abord société civile propriétaire des biens immobiliers nécessaires à l'expansion des entreprises, Bail Investissement adoptait, en 1968, le statut de SICOMI pour ajouter à son activité celle du crédit-bail immobilier, dont le cadre juridique venait d'être fixé. Cette double activité de société immobilière et financière lui a ainsi permis d'être un instrument efficace au service des entreprises, s'adaptant sans cesse aux besoins de l'économie.

Aujourd'hui son patrimoine locatif s'établit, en francs courants, à 630 millions de francs et ses immeubles loués en crédit-bail à 3 900 millions de francs. Les engagements de la seule année 1989 se sont élevés à 659 millions de francs, dont un tiers en pleine propriété.

Bail Investissement a conduit sa politique en vue d'assurer à ses actionnaires une rémunération élevée et régulièrement croissante des fonds qui lui ont été confiés. Le rendement actuariel de l'action s'est établi en francs nominaux à 20 % sur vingt ans et à 10 % sur vingt ans en francs constants - c'est-à-dire corrigés pour tenir compte de l'érosion monétaire.

Evolution du dividende et de l'action des prix à la consommation (base 100 en 1977)



M. Gontier a remercié les actionnaires de leur grande fidélité, particulièrement le tour de table prestigieux composé de la Compagnie de Suez et des principales compagnies d'assurances françaises qui ont présidé à sa création et ont accompagné son développement.

A la fin de son message, M. Gontier s'est félicité de l'excellente technique des équipes de la société et de leur étroite imbrication au sein d'ISM SA, il a rendu hommage à ses collaborateurs, dirigés par M. Michel Hemar, administrateur-directeur général, dont la compétence et le dévouement sont, dans une large mesure, à l'origine de ces résultats.

Le conseil d'administration qui a suivi l'assemblée a nommé président M. Hemar et directeur général M. Christian Sabbe. Il a également nommé M. Gontier président d'honneur.

GROUPE
CREDIT UNIVERSEL

BNP

ASSEMBLÉES DU 29 MAI 1990

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 29 mai sous la présidence de M. Michel Real del Sarre, président du conseil d'administration et a approuvé les comptes de l'exercice 1989.

APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 1989

Le bénéfice net comptable après impôt des cinq sociétés françaises du groupe réunies au sein de la société en participation s'établit à 91,6 millions de francs. Compte tenu de la quote-part lui revenant, le bénéfice propre de la maison mère COMPAGNIE DU CREDIT INDUSTRIEL UNIVERSEL s'élève à 37 712 085 F.

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

Le résultat consolidé du groupe ressort à 175,1 millions de francs contre 113,8 millions de francs en 1988. Il inclut pour 49,8 millions de francs de plus-values immobilières à long terme, mais il n'a pas été fait usage de la possibilité offerte par la commission bancaire de tenir compte dans ce résultat d'une diminution de l'impôt différé afférent à la réserve latente au titre des opérations de crédit-bail.

Pour sa part, le total du bilan consolidé s'élève à 14,4 milliards de francs.

DIVIDENDE

L'assemblée générale a, sur proposition de son actionnaire majoritaire, décidé de distribuer aux actionnaires un dividende net unitaire fortement majoré, de 44 F, ce qui avec l'avoir fiscal procurera un revenu global par action de 66 F. Sur la base du cours antérieur le jour de l'assemblée, le rendement ressort à 9,3 %.

Malgré le fait qu'une partie des 62,5 millions de francs représentant le montant total de la distribution soit prélevée sur les réserves, la situation nette consolidée comptable s'accroît après distribution de plus de 28 millions de francs, compte tenu du montant affecté à la réserve spéciale des plus-values à long terme.

Par ailleurs, la même assemblée a décidé de permettre à chaque actionnaire, conformément à l'article 39 des statuts, d'opter pour le paiement de son dividende en actions. Le prix d'émission des actions nouvelles proposées aux actionnaires a été fixé à 660 F.

FILIALES

Pour les filiales composant la société en participation, le montant des distributions proposées, qui reviendra presque intégralement à la maison mère, forme un total de 29 498 191 F, soit un dividende net unitaire de : 23 F pour CREDIT UNIVERSEL, 19 F pour UNIVERSEL FACTORING

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

BOURSE DU 5 JUIN

Règlement mensuel

COMPTANT

SICAV (sélection)

1/6

VALUES	Exposition Frais Inc.	Recher- ché	VALUES	Exposition Frais Inc.	Recher- ché	VALUES	Exposition Frais Inc.	Recher- ché
A.A.A.	1192 42	1194 31	Frac Opt.	34 93	34 41	Plumet J.	6015 56	8002 95
Action	243 21	253 86	Frac Court.	1194 97	1194 17	Plumet Premier	59792 58	55881 22
Applications	6034 98	6034 98	Prebiter	224 20	220 79	Plumet	121 66	119 31
As. de l'Ind.	105 00	105 00	Prebiter	1192 93	1192 93	Plumet	54622 49	54622 49
As. de l'Ind. en CP	1195 48	1195 23	Proc-Exp.	30 59	29 94	Plumet Opt.	10498 67	10478 19
A.F. 5000.	714 81	697 39	Proc-Exp.	1011 06	985 40	Proc. Extern.	106 97	106 97
As. de l'Ind.	1002 36	993 37	Proc-Exp.	34 38	33 54	Proc-Extern.	24633 94	24633 94
As. de l'Ind.	124 81	121 77	Proc-Extern.	1192 76	10974 14	Proc-Extern.	132 51	123 25
As. de l'Ind. Scur.	132 32	128 68	Proc-Extern.	4522 81	4501 33	Rebiter	10705 04	10474 70
As. de l'Ind. Scur.	141 74	491 74	Proc-Extern.	1192 93	1192 93	Rebiter	10705 04	10474 70
As. de l'Ind.	1005 23	1005 82	Qualité	81229 82	81229 82	Rebiter	6233 94	6231 92
As. de l'Ind. Scur.	10555 04	10558 04	Qual. Am. Am. Am.	163 76	163 76	Rebiter	1132 50	1115 76
A.G. 1111	723 06	723 06	Qual. F. Scur.	30901 19	30901 19	Rebiter	942 89	800 32
AMER-AM	6678 50	6280 57	Horizon	1251 22	1214 70	Rebiter	276 25	253 85
Amplifier	885 67	885 67	Imager	106255 21	102170 11	Rebiter	230 18	230 18
Amplifier Court-T.	5879 73	5887 73	Imaging	1192 93	1192 93	Rebiter	540 03	611 03
As. de l'Ind.	1005 23	1005 82	Imaging	389 22	372 14	Rebiter	1192 93	1192 93
As. de l'Ind.	335 36	376 36	Imaging	187 94	182 174	Rebiter	13254 77	13247 87
As. de l'Ind.	1542 27	1300	Imaging	220 40	248 38	Rebiter	620 20	606 98
As. de l'Ind.	1088 28	1551 85	Imaging	220 40	210 48	Rebiter	798 98	782 47
As. de l'Ind.	1192 42	120 30	Imaging	305 59	291 85	Rebiter	1468 72	1468 72
As. de l'Ind.	141 30	135 22	Imaging	280 57	285 19	Rebiter	1192 93	1192 93
As. de l'Ind.	123 21	123 21	Imaging	282 56	282 56	Rebiter	1192 93	1192 93
As. de l'Ind.	133 26	127 52	Imaging	272 23	259 92	Rebiter	1552 86	1550 25
As. de l'Ind.	111 95	111 91	Imaging	420 43	420 43	S.F.I. n. e. r.	106 97	89 22
As. de l'Ind. P.D.	130 30	130 30	Imaging	126 35	129 30	Scur 5.000.	459 85	447 35
As. de l'Ind.	1095 36	1095 36	Imaging	180 16	171 89	Shaveron	752 56	732 42
As. de l'Ind.	439 10	429 34	Imaging	376 23	357 17	Shaveron	441 74	429 32
As. de l'Ind.	1700 65	1700 65	Imaging	357 17	357 17	Shaveron	218 74	218 74
As. de l'Ind.	37 76	36 34	Imaging	1059 75	1059 75	Shaveron	443 39	431 52
As. de l'Ind.	1062 03	1076 73	Imaging	181 11	181 11	S.H.I.	1274 12	1227 01
As. de l'Ind.	585 13	5848 28	Imaging	1191 48	1191 48	Sopagone	339 83	327 55
As. de l'Ind.	447 30	430 10	Imaging	2439 82	2439 82	Sopagone	1132 04	1090 71
As. de l'Ind.	527 90	512 42	Imaging	803 95	795 97	Sopagone	1373 03	1311 01
As. de l'Ind.	1052 03	1052 03	Imaging	1052 03	1052 03	Sopagone	1052 03	1052 03
As. de l'Ind.	1233 26	1192 71	Imaging	22074 61	22074 61	Sopagone	1052 03	1052 03
As. de l'Ind.	975 14	875 72	Imaging	575 95	582 97	Stavler & Anderson	1052 03	1052 03
As. de l'Ind.	1052 03	1052 03	Imaging	710 02	689 08	Techon	1192 93	1192 93
As. de l'Ind.	249 12	232 34	Imaging	282 56	185 05	Techon	6301 84	6010 59
As. de l'Ind.	1		Imaging	1000 36	982 30	Techon	146 10	146 10
As. de l'Ind.	152 58	149 01	Imaging	540 02	540 02	Techon	127 85	127 85
As. de l'Ind.	133 26	118 95	Imaging	478 02	478 02	Techon	106 97	106 97
As. de l'Ind.	1232 16	118 95	Imaging	509 02	509 02	Techon	106 97	106 97
As. de l'Ind.	2144 01	2122 78	Imaging	55176 06	55176 06	Techon	1072 86	1062 34
As. de l'Ind.	628 53	414 11	Imaging	60785 05	60785 05	Techon	11977	11977
As. de l'Ind.	5594 21	5594 21	Imaging	1181 1	11829 29	Techon	107935 96	107935 96
As. de l'Ind.	3300 28	3300 28	Imaging	22871 1	22871 1	Techon	5165 46	5165 46
As. de l'Ind.	1340	1340	Imaging	147 95	147 95	Techon	471 89	471 89
As. de l'Ind.	11289 87	11289 87	Imaging	147 95	147 95	Techon	627 89	605 22
As. de l'Ind.	311 18	297 07	Imaging	121 48	127 87	Techon	833 99	858 95
As. de l'Ind.	299 28	299 28	Imaging	5590 72	5577 86	Techon	857 52	830 78
As. de l'Ind.	4832 81	4832 81	Imaging	1354 12	1286 08	Techon	481 86	464 25
As. de l'Ind.	24307 21	24307 21	Imaging	1342 17	1342 17	Techon	127 85	127 85
As. de l'Ind.	5653 36	5653 36	Imaging	1192 93	1192 93	Techon	1192 93	1192 93
As. de l'Ind.	595 01	595 01	Imaging	2209 95	2209 95	Techon	114 56	114 56
As. de l'Ind.	1099 37	1099 37	Imaging	582 95	482 36	Techon	1543 48	1487 98
As. de l'Ind.	103 74	103 74	Imaging	6031 80	6031 80	Techon	639 59	618 47
As. de l'Ind.	94 94	94 94	Imaging	1000 07	983 53	Techon	1287 87	1287 87
As. de l'Ind.	8520 81	8520 81	Imaging	1192 93	1192 93	Techon	1052 03	1052 03
As. de l'Ind.	1232 16	1232 16	Imaging	886 49	871 44	Techon	2354 21	2215 50
As. de l'Ind.	1234 10	1232 39	Imaging	853 87	823 39	Techon	200 88	200 88
As. de l'Ind.	186 55	181 55	Imaging	1280 24	1285 51	Techon	1355 71	1311 33
As. de l'Ind.	1220 86	1220 86	Imaging	1284 24	1244 75	Techon	1945 28	1951 18
As. de l'Ind.	1410 71	1410 71	Imaging	723 13	723 13	Techon	588 24	588 24
As. de l'Ind.	1410 71	1410 71	Imaging	723 13	723 13	Techon	1262 93	1262 93

Ergebnis	1035 33	443 14	Collo-Religion	1082 46	1067 45	Valent	44800 35	44578 05
Ganges	1058 37	1187 10	Collyr. von cast.	780 86	149 45	Vasum	24198 05	24143 86
Edelweiss	723 77	702 69	Collyr.	1108 91	1067 93			
Barock Leuchte	1189 28	1116 78	Collojournal	1072 81	1072 87			
Einzelgut	1256 27	1214 96	Coarctio	1222 85	1182 84			
Beste Gut	7748 25	7588 90	Crozierer	8286 17	8038 72			
Bestandteil	28 44	26 05	Parbus Epargne	17321 27	17296 70			
Parbus	12858 57	12808 27	Parbus Opportunitas	130 42	126 19			
FRANCE-Gut	10616 54	10314 17	Parbus Postulatio	579 63	547 37			
Parbus Grotto	255 86	248 57	Parbus Veneris	89 57	89 57			
Parbus Invenio	430 80	426 57	Parbus Reclutatio	788 20	182 25			
Parbus Oligo	646 72	625 33	Parbus	207 94	687 32			
Parbus	527 61	512 34	Parbus Placament	275 65	258 63			
Parbus Pura	125 05	121 51	Parbus Invenio	771 26	755 28			
Parbus Regio	130 16	130 16	Placament A	1282 58	1287 24			
Parbus Association	28 82	28 82	Placament C.T.	75476 25	75325 04			

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

Malgré la création d'emplois et à cause de l'augmentation de la population active

Le chômage est plus important au sud de la France qu'au nord

Puisque le chômage diminue en France, il recule aussi dans toutes les régions de 1987 à 1989, selon l'INSEE, qui note cependant des différences géographiques dans un document publié le 5 juin (INSEE-Prévisions, n° 71). Ainsi, la baisse est moins forte au sud qu'au nord pour des raisons qui tiennent essentiellement au rythme d'accroissement de la population active, les créations d'emploi se produisant maintenant aussi bien dans le secteur tertiaire - longtemps le seul à décaler des effectifs supplémentaires - que dans le bâtiment et, plus récemment, dans l'industrie.

Dans la moitié nord, les réductions supérieures à 1,5 point sont fréquentes, les régions normandes, le Centre-Est, la Loire, les Ardennes et la Franche-Comté étant celles qui profitent le mieux de la décade. Parmi les 36 départements où le chômage baisse le plus, note l'INSEE, seuls deux sont situés au sud d'une ligne La Rochelle-Grenoble, la Loire et la Haute-Corse. Dans la moitié sud, les taux de chômage diminuent rarement de plus d'un point.

La progression de l'emploi sur l'ensemble du territoire est désormais plus homogène, indique l'étude. Les régions les plus créatrices d'emplois sont aussi celles où le nombre d'actifs augmente le plus vite, l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine. A l'inverse, ce dynamisme n'a pas tou-

jours beaucoup d'effet sur le chômage, qui diminue parfois moins vite dans ces régions. La façade méditerranéenne et le Nord-Pas-de-Calais affichent les taux de chômage les plus élevés. L'évolution est assez favorable sur le littoral atlantique. Des départements de zones rurales sont paradoxalement plus épargnés, mais ce sont les régions de l'Est et du bassin parisien qui connaissent les taux parmi les plus faibles. Grâce au travail frontalier, qui compense la stagnation de sa création d'emploi, l'Alsace conforte sa première place avec un taux de 6,1 %. L'Ile-de-France et Rhône-Alpes se situent au-dessous de 8 %. Au niveau national, les femmes actives sont presque deux fois plus souvent au chômage que les hommes, sauf en région parisienne.

BOURSE DE PARIS

Malinée du 5 juin

Hésitante

Le nouveau record enregistré par la Bourse de New-York la veille n'a pas stimulé la place française. Au lendemain d'un long week-end de trois jours, les intervenants étaient plutôt hésitants. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur un léger gain (+ 0,14 %), perdait 0,24 % en fin de matinée. Parmi les hausses figuraient la SADE (+ 6,3 %), Mines de Salsigne (+ 4 %) et Plastic Omnium (+ 3,7 %). En baisse, on notait Salomon (- 6,2 %), Moulinex (- 4,8 %) et Esso (- 4,4 %).

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Action sociale : « Moins d'enfants maltraités », par Jean-Pierre Rosenczweig : « Intégrons la Pen », par Arthur : Bibliographie : « La plaine bleue à sa » 2

La tension indo-pakistanaise

L'Inde aurait procédé à une diminution unilatérale de ses troupes sur la frontière 4

M. Gorbatchev à San-Francisco

Lorsque le numéro un soviétique se fait humble devant les hommes d'affaires californiens 5

Un point de vue de M. Bérégozov

Qui a fondé le Front national ? 9

SECTION B

La Pentecôte des traditionalistes

Deux pèlerinages à Chartres 11

L'école du maintien de l'ordre

Enrôler les gendarmes mobiles 11

Toros à Nîmes

Un bilan de la feria 12

André Pieyre de Mandiargues, le « voyeur d'art »

La galerie Artcuriel illustre le centre de ce critique d'art, regardant bouillir, et prouve, une fois encore, que peintres et poètes surréalistes travaillent ensemble 15

Roland-Garros

Deux Français en quart de finale 20

Diagonales

« Merid Pivot », par Bertrand Poirot-Delpech 15

SCIENCES • MÉDECINE

« Inde : Les ports du sida » Les feux neufs de la technique • Un binaire dans la craie pages 13 et 14

SECTION C

Faillite à la City

Quatre filiales de British and Commonwealth placées sous administration judiciaire 21

L'inflation en Suisse

La hausse des taux d'intérêt va entretenir celle des prix 21

Philips en Malaisie

En association avec JVC, un investissement de 15 millions de dollars 21

Services

Abonnements 18
Mots croisés 18
Radio-Télévision 18
Cartes 19
Météorologie 19
Spectacles 17
Annonces classées 25 à 39
Marchés financiers 42 et 43

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 juin 1990 a été tiré à 433 184 exemplaires.

Après l'ultimatum de Bruxelles

Paris maintient l'interdiction d'importer de la viande bovine britannique

La France a décidé de maintenir son interdiction d'importer de la viande bovine de Grande-Bretagne par crainte de la maladie de la « vache folle » et cela malgré l'ultimatum de la Commission européenne qui a demandé aux autorités françaises et allemandes de lever cet embargo avant le lundi 4 juin en fin d'après-midi.

Le ministre français de l'agriculture affirme qu'il ne prendra pas de décision avant mercredi 6 juin, date à laquelle a été convoquée une session extraordinaire des ministres européens de l'agriculture. Apparaissant aura été réuni le Comité scientifique vétérinaire de la CEE. A l'ordre du jour de ces deux réunions : cette maladie encore mal connue, l'encéphalopathie spongiforme (ESB).

« Aucun scientifique n'ayant de certitude absolue en la matière,

nous sommes déterminés à obtenir des éléments supplémentaires d'information avant de décider », a-t-on indiqué au cabinet de M. Henri Nallet, ajoutant que la question de suspendre les importations de Grande-Bretagne « était étudiée par les autres pays européens ». La RFA a adopté la même attitude que la France, rappelle-t-on à Paris. La Belgique et l'Italie soutiennent également cette position, selon le ministère.

Sauf si le conseil des ministres européens de mercredi aboutit à un accord, la Commission engagera une procédure permettant d'assigner en justice Bonn et Paris devant la Cour de justice européenne. On a appris, lundi 4 juin, que l'Arabie Saoudite avait elle aussi décidé de suspendre ses importations de viande bovine britannique.

Violences contre des revendeurs de drogue

Les résidents du foyer SONACOTRA de Nice organisent leur autodéfense

Excédés par les menaces et les violences que les dealers, réfugiés du centre-ville, exercent sur les résidents du foyer SONACOTRA de Nice (le Monde du 2 juin), où, de notoriété publique, les drogués opèrent à visage découvert et, semble-t-il, impunément, une cinquantaine de locataires de l'« oued », armés de bâtons et de manches à balai, ont décidé de « faire le ménage ». Ils entendent débarrasser leur village d'une faune qui pourrait l'atmosphère, dégradant l'image d'un quartier qui serait devenu un haut lieu de la drogue et un coupe-gorge.

NICE

de notre correspondant

Constitués en brigade anti-droque, toute la journée du lundi 4 juin, les résidents du foyer SONACOTRA de Nice ont poursuivi et intensifié, parfois vigoureusement, une centaine d'individus douteux qu'ils ont remis à la police, dont les effectifs sur place avaient été renforcés devant le tour que prenait l'opération d'autodéfense et la tension ambiante. Parmi eux, cinquante-quatre Européens, tous toxicomanes, venus de Nice et du département des Alpes-Maritimes, en quête de drogue, dont six, à l'issue des contrôles, ont été placés en garde à vue.

A l'origine de ce sursaut des résidents du foyer, on trouve la multiplication des incidents les opposant aux toxicomanes et l'attitude de plus en plus menaçante de ces derniers : intimidation à la bombe lacrymogène, vols, coups de couteau parfois, comme ce fut le cas dimanche soir 3 juin contre un locataire qui avait

demandé à un dealer d'aller vendre sa « saloperie » ailleurs.

Dès lors, tout s'est passé comme si, d'un seul coup et comme pour évacuer la peur et la colère si longtemps contenues, une sorte de mobilisation avait été décrétée.

« Nous n'en resterons pas là, disent les résidents, nous patrouillons dans le village, jour et nuit, jusqu'à ce qu'il soit nettoyé et, au besoin, nous achèterons des armes ».

De fait, on ne compte plus les agressions et les rixes qui ont été commises ou qui se sont produites au foyer SONACOTRA de Nice, où le climat est devenu proprement irrespirable. Constat qui n'est pas étranger à la décision de clôturer l'« oued » et d'y exercer bientôt des contrôles rigoureux d'identité.

L'idée de ce « cordon sanitaire », qui va être mis en place dans quelques jours ne fait pas l'unanimité. Elle est généralement bien accueillie par les résidents, mais elle facilitera la lutte contre l'immigration clandestine, dont on prétend, ici et là, que l'« oued » serait un centre d'accueil.

Au village, on attend beaucoup désormais des autorités préfectorales et municipales invitées à venir partager vingt-quatre heures de la vie de ses habitants, histoire de voir, de comprendre et d'apprécier. Mais la question demeure de savoir où les toxicomanes, chassés de l'« oued », vont désormais exercer leur industrie.

MICHEL VIVÉS

VISITES

- AUX "SHOWROOMS" X, Y, Z.

- AUX "BOUTIQUES" N°, N°, N°

6 adresses reposant sur une notoriété affectée.

Mais pas d'assurance.

Pas de stocks, pas de prix chandeliers.

Pas de personnes n'est parfait.

Rodin non plus.

Mais faites la comparaison.

Tout un « Empire » de la Mode et de la Décoration, depuis 30 F le mètre.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

L'homme des bois

C'est pas mal ! Pour suivi par tous ces fous du volant qui ont encore ensanglanté la week-end le plus meurtrier depuis des années, asphyxié par les pots d'échappement et les fumées d'usine, attaché au sol ou tournicotant dans des Boeing qui n'ont plus la place ni de se poser ni de voler tellement le ciel est encombré, embouteillé, soulevant à chaque pas des monceaux de détritus, d'immondices, de papiers gras, vous savez ce qu'il a décidé, l'Homme ? De remonter dans les arbres !

Si, si, je vous jure, c'est le nouveau sport à la mode. Ça se pratique dans les forêts, en Ardèche plus particulièrement, où les accrobrancheurs, c'est leur nom, apprennent à grimper aux arbres et à y rester des journées entières, en passant de branche en branche sans toucher le sol.

Alors là, je trouve ça un peu raide. Après avoir fouillé la planète en l'air en faisant pousser des champignons atomiques, après l'avoir salopée, polluée, asséchée, après s'être hissé sur ses plus hauts sommets transformés en décharges publiques, après avoir levé la patte, pour bien marquer son territoire, sur les neiges éternelles, inviolées,

monsieur - dégoûté - décide de laisser tout en plan et de retourner d'où il vient.

Ah ! Elle a bonne mine, notre participation à la Journée mondiale de l'environnement, fixée au 5 juin, par les Nations unies, avec sa petite trousse portative permettant d'analyser la flore de la Loire, son opération marmotte destinée à interdire la chasse de cette espèce menacée en Provence-Côte d'Azur, et sa campagne « Comme un poisson dans l'eau » organisée par le Conseil de l'Europe.

Remarque, tout n'est pas nul dans cette dérisoire et tardive prise de conscience. L'UNESCO a invité, mercredi, un millier de gosses à participer au concours « L'univers de l'arbre », assorti du plus grand inventaire, combien on en a, comment ils s'appellent, jamais réalisés en France. Etant donné que l'humanité entend s'y fixer à nouveau en élevant domicile dans des chênes, des ormes, des pins et autres platanes et de squatter les cimes qui n'ont pas encore été transformées en pite à papier, va bien falloir disposer d'annuaires et de guides pour savoir au coin de quel bois distribuer le courrier et où livrer les commandes du supermarché tapées sur minitel par nos Tarzan à col blanc.

SCIENCE & VIE

UN OVNI DÉMASQUÉ

Incroyable ! Les Américains ont réussi à garder secrète pendant plus de dix ans l'existence d'un avion qui pourrait voler tous les jours... Il est vrai que c'était un chasseur « invisible ». Science & Vie raconte l'histoire extraordinaire de l'avion qui a été pris pour un OVNI.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

• La lecture rend-elle myope ?

• Ils ont choisi le sexe de leur enfant

• A l'écoute des extraterrestres

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

La croisade de Nelson Mandela

Nelson Mandela a été élu président de la République d'Afrique du Sud. Il a été élu président de la République d'Afrique du Sud. Il a été élu président de la République d'Afrique du Sud.

Washington et Moscou à s'entendre sur l'Afrique

Washington et Moscou ont convenu de s'entendre sur l'Afrique. Ils ont convenu de s'entendre sur l'Afrique. Ils ont convenu de s'entendre sur l'Afrique.

Un poujadisme

La faiblesse des partis • Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains

Le parti de certains